DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12746 – 4,50 F · Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : André Fontaine – MARDI 21 JANVIER 1986

Moscou marque un point à Pyongyang

Par le biais d'une souplesse *diplomatique* nouvelle, l'Union soviétique poursuit ces jours-ci son offensive asiatique, après une décennie marquée par la multiplication des conflits entre pays « socialistes ». A la raideur de M. Gromyko, M. Chevardnadze semble préférer, au moins formellement, la diplomatie du pragmatisme et du sourire. Sa *visite à Tokyo, même si elle est* loin d'avoir permis d'apurer un contentieux encore bien lourd, devrait inaugurer une ère plus détendue dans les relations bilatérales.

Dans un contexte géopolitique sensiblement différent, le séjour que M. Chevardnadze entame ce lundi 20 janvier en *Corée du Nord* devrait confirmer cette nouvelle approche et, déjà, ses succès au détriment de Pékin et du camp américain.

On constate en effet entre Pyongyang, allié hier encore privilégié de la Chine, et Moscou, qui semblait céder du terrain, un rapprochement dont la dynamique ne cesse de s'amplifier et qui paraît directement proportionnel à celui que l'on constate entre Pékin et Washington. Pris à contrepied, se sentant menacé par les options du grand frère chinois en matière de libéralisation économique et de politique étrangère, le président Kim Il Sung, dont la politique s'appuie essentiellement sur le culte de la personnalité, l'autosuffisance, la dénonciation de l'impérialisme américain et la réunification des deux Corées, a cherché, par un mouvement de compensation somme toute naturel, à rétablir l'équilibre en penchant du côté du grand frère soviétique.

pouvait-il en être autrement, alors que Pékin n'a pas cessé ces dernières années d'encourager le Nord à s'entendre avec ses ennemis jurés du Sud ? Alors que cet allié, toujours plus critique, glissait insensiblement aux côtés de Séoul et de Tokyo dans la stratégie antisoviétique de Washington ? Une coïncidence ne peut que renforcer les suspicions de Pyongyang : alors que M. Chevardnadze arrivait en Corée du Nord, un navire de guerre chinois, le premier a avoir participé, fût-ce brièvement, à des manœuvres avec des navires de la VIIe flotte américaine en mer de Chine, regagnait Shanghaï...

Depuis mai 1984, date de la première visite du maréchal Kim à Moscou en vingt ans, les exemples de ce recentrage ont été nombreux et variés. Le fils du président, M. Kim Jong Il, successeur désigné, doit diriger le mois prochain la délégation de son pays au congrès du PC de l'URSS, obtenant ainsi la consécration du Kremlin.

Dans cette remarquable évolution, les considérations géostratégiques sont certes déterminantes, mais elles ne sont pas tout. La triple nécessité pour le maréchal Kim Il Sung de renforcer, face à la Corée du Sud, à ses alliés américains et à ses partenaires nippons, ses potentiels militaire, économique et technologique, mais aussi d'obtenir la légitimisation du processus assez peu orthodoxe de succession dynastique qu'il entend imposer à son pays, pouvait-elle ne pas faire pencher, une nouvelle fois, la balance du côté soviétique ?

Tout indique que Moscou, dans la guerre de positions régionale et globale, marque un point à Pyongyang. Dans la perspective d'un règlement du contentieux hérité de la guerre qui divise encore la péninsule coréenne, c'est au moins la garantie que les intérêts de l'Union soviétique, puissance asiatique, seront pris en compte. Ce peut-être l'une des raisons du regain de mauvaise humeur soudain manifesté à Pékin à l'encontre de Moscou.

(Lire nos informations page 5.)

RÉUNIS A LILLE

Mme Thatcher et M. Mitterrand choisissent le tunnel ferroviaire sous la Manche

M. François Mitterrand et Mme Margaret Thatcher sont arrivés, le lundi 20 janvier, à 10 h 45, à la préfecture de Lille (Nord) pour un tête-à-tête d'une heure environ.

A l'issue de cet entretien, le premier ministre britannique et le président de la République française ont annoncé le projet retenu pour le lien fixe trans-Manche. Il s'agit, dans un premier temps, de deux tunnels ferroviaires, qui pourraient être ultérieurement complétés par un autre tunnel réservé à la circulation routière.

On efface le tunnel ferroviaire, arrêté en 1975 par le gouvernement de M. Harold Wilson... et on recommence le même. Mme Thatcher et M. Mitterrand ont adopté la solution à laquelle tous les experts sont revenus obstinément : le tunnel foré dans la craie sous-marine et la liaison par navette ferroviaire.

Au-delà du fait que les Français ont toujours été partisans de la solution ferroviaire, l'importance des sommes en jeu (de 50 à 100 milliards de francs, selon les projets proposés) a pesé en faveur de la solution la plus économique et techniquement la moins aléatoire. Certes, les deux gouvernements avaient pris la précaution d'annoncer que les finances publiques ne pourraient, en aucun cas, être engagées dans cette opération colossale. Il n'empêche : l'Etat français ne pourrait pas laisser sombrer, dans cette affaire, des entreprises nationales, comme la BNP, le Crédit lyonnais ou Alsthom.

La solution retenue en décevra plus d'un, notamment chez les Britanniques, qui ont toujours marqué leur préférence pour un *franchissement du Channel au* volant de leur voiture. Le système de la navette ferroviaire rappelle trop les embarquements à la queue-leu-leu sur les cars-ferries actuels.

L'ouvrage sera-t-il rentable, malgré les réticences des clients éventuels à emprunter pendant une demi-heure un tunnel après une rupture de charge ? Les promoteurs de cette solution assurent que oui. Si l'on en croit le journal nippon *Yomiuri Shimbum*, les banques japonaises partagent cet optimisme, et treize d'entre elles, dont la Bank of Tokyo, seraient prêtes à apporter environ 18 milliards de francs.

Il reste que les Français se souviendront longtemps du gel unilatéral de 1975 alors que les travaux étaient engagés. Psychologiquement, les Britanniques restent partagés sur l'utilité d'être rattachés au continent. Pour l'heure, Mme Thatcher a politiquement autant besoin que M. Mitterrand de lancer un ouvrage qui, dans la liste des grands travaux, supportera la comparaison avec les canaux de Suez ou de Panama. Mais lorsque le chantier avancera et que l'addition se gonflera, n'assistera-t-on pas à un de ces raidissements qui amènent rituellement les Britanniques à choisir le « grand large » ? L'Europe pourra-t-elle enfin compter sur ce tunnel tellement symbolique ?

ALAIN FAUJAS.

(Lire nos informations page 44.)

La course de fond de François Léotard

***« J'ai toujours dit que l'opposition ne se réduisait pas à ses trois chefs (...). Il faut absolument que l'opposition l'emporte, et que ce soit une opposition renouvelée. »* Ces propos de M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, au « Grand Jury RTL-*le Monde* », le dimanche 19 janvier, résument la difficulté de sa position dans la période de turbulences qui s'annonce.**

par CHRISTINE FAUVET-MYCIA et MICHEL KAJMAN

« François Léotard ? C'est le Petit Prince de Saint-Exupéry. » La formule ne se veut pas ironique mais élogieuse. Celui qui la propose doit savoir, après tout, de qui et de quoi il parle. Du premier Petit Prince, l'écrivain-aviateur l'entretint jadis à Alger. Du second, il fut l'un des « parrains » en politique. Il l'a distingué à une époque où il était lui-même l'un des rouages essentiels d'une vie politique dont il connaît bien les petits et les grands secrets.

Aujourd'hui, Michel Poniatowski reconnaît à François Léotard ces qualités rares qui font l'homme politique, le vrai, avec quelque chose en plus : l'altitude, qui permet de *« regarder passer les nuages »*. Comme disait Saint-Ex.

Le Petit Prince : semblable maxime fait aussitôt se presser à sa suite quantité d'injonctions, fruits impurs de la lecture enfantine et de celle des gazettes d'aujourd'hui.

Dessine-moi un chef de parti en croisé libéral, coincé entre les chaises occupées par d'encombrants aînés. Impatient mais prudent, autonome mais sous surveillance.

Dessine-moi un ministrable vraisemblable dans deux mois. Mais sous conditions.

Dessine-moi un coureur de fond qui irait bien jusqu'à l'Elysée, mais Dieu sait quand et s'il a le souffle.

Dessine-moi, enfin, si tu le peux car le trait bouge trop vite, le produit le plus agité de la fantasmagorie médiatique qui, sur fond de sondages, séduction et marketing, fabrique les nouveaux princes qui nous gouvernent.

Où commence la course ? Et quand ? Peut-être le 2 décembre 1959 à Fréjus – où, pourtant, François Léotard, dix-sept ans, et rien de bien précis dans la tête, n'est pas – par une scène de désastre.

En quelques minutes, ce jour-là, le déluge, la désolation et la mort s'abattent sur cet obscur bourg rural du Var. Le barrage du Malpasset vient de se rompre.

(Lire la suite page 10.)

Coup d'Etat militaire au Lesotho

Le premier ministre du Lesotho, le chef Leabua Jonathan, a été renversé, dimanche 19 janvier, par un coup d'Etat militaire dirigé par le chef de la force paramilitaire (PMF), le général Justin Lekhanya. L'Afrique du Sud semble être proche du nouvel « homme fort » du Lesotho.

PAGE 8

Des milliers de morts au Yémen du Sud



PAGE 4

Élections : le monopole des deux grands contesté à Paris

« Le Monde » commence aujourd'hui l'analyse région par région des élections législatives et régionales.

PAGE 14

Le Monde ÉCONOMIE

Le Japon et les autres. - La chronique de Paul Fabra

Pages 39 à 42

Bilan économique et social 1985

Entracte

Le Monde publie le onzième *Bilan économique et social* sous le titre « Entracte ». 1985 semble avoir été une année charnière entre la crise et – peut-être – une reprise de la croissance. La onzième édition analyse, avec de nombreux graphiques et tableaux, les chances de réussite et les risques d'échec de ce passage.

Le *Bilan* insiste sur les quatre dates qui ont marqué l'année : 11 mars, l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev ; 22 septembre, la rencontre des Cinq pour une baisse concertée du dollar ; 11 octobre, la présentation d'un plan américain d'aide au tiers-monde ; 9 décembre, la renonciation de l'OPEP à la défense du prix du pétrole.

Avant les élections de mars en France, le document présente, en quadrichromie, un bilan contrasté de la législature et, comme chaque année, fait le point avec les correspondants du *Monde* à l'étranger sur la situation économique dans cent quarante-six pays.

★ *Bilan économique et social 1985*, numéro spécial des *Dossiers et documents du Monde*, janvier 1985, 172 pages, 40 F. En vente chez les marchands de journaux et au *Monde*.

« GINGER ET FRED », DE FEDERICO FELLINI

Un opéra inspiré

***Ginger et Fred*, de Federico Fellini, sort en France, le vendredi 24 janvier.**

Voir dans *Ginger et Fred*, de Federico Fellini, une bande-annonce de la télé Berlusconi, serait aussi réducteur que de prendre une tasse de café pour *la Comédie humaine* de Balzac.

Portant à l'incandescence son pessimisme flamboyant, maître absolu de sa jubilatoire mélancolie, Fellini, revigoré, ragaillardi, abandonne fables, contes et paraboles pour dire : « Vous êtes devenus les voyeurs de votre propre vie. Vous ne savez plus rire, pleurer, aimer en direct. Vous n'existez qu'à travers le reflet que vous renvoie, protecteur, réducteur, le petit écran de la télévision. »

Combattant le mal par le mal, splendide justicier masochiste, Fellini répond à la corruption de l'image par l'image de la corruption, et d'une anecdote déprimante fait un opéra inspiré.

Un jour de Noël, trente ans après s'être séparés, à la ville comme à la scène, Pippo Botticella, alias Albert Light, dit Fred, vendeur d'encyclopédies au porte-à-porte, et Amelia Bonetti, dite Ginger, veuve aisée, se retrouvent pour donner à nouveau leur numéro de claquettes au cours d'une grande émission de variétés, « Chez vous ce soir ».

Les vieux artisans essoufflés se reconnaissent à peine et personne ne reconnaît en eux les vestales un peu défraîchies mais bien vivantes d'un temps, d'un art, d'une ère révolus. Il était une fois le music-hall, la *varieta* et ses lumières, il y avait l'hommage candide et sincère que l'on rendait, tip tap, au grand Astaire, à la belle Ginger... Il était une fois aussi, le cinéma...

Dans l'agressive indifférence des assistants, des secrétaires, dictateurs subalternes, Ginger et Fred traversent une cité crépusculaire engorgée de sacs poubelles où de fiers panneaux annoncent : « Rome, ville propre ». Puis sont parqués comme des moutons avant l'abattoir dans le hall de l'Hôtel Manager. Là, ils vont rencontrer leurs compagnons en bizarrerie s'apprêtant pour la grande parade du trompe-l'œil. Une voix tonitrue *« Kafka est arrivé ? »* sur le petit écran d'un téléviseur ; une marionnette disant s'appeler Dante vante les mérites de la montre Béatrix, un insignifiant chétif à lunettes réclame une douche, on estime que Woody Allen peut se contenter d'un lavabo. Passent la fanfare des centenaires, la dame dont le chien jappe depuis la mort du pape, le moine volant (joué par le photographe Jacques-Henri Lartigue), la vache à vingt pis, l'amiral gâteux. Le sosie de Reagan ne sait pas l'anglais. Un certain Marcello Prous ignore évidemment qui il est censé représenter. Les copies ont perdu jusqu'au souvenir de l'original, il n'y a plus de modèles dans cette folle société du faux-semblant filmée par une caméra exaspérée et compatissante, d'une vertigineuse virtuosité.

Difficile d'être plus tragique et drôle, plus réaliste et visionnaire. Plus fellinien. Et voilà Ginger et Fred dans ce tohu-bohu, dans ce charivari, qui tentent de remettre leurs pas dans les empreintes du passé, accompagnés par un pianiste arrogant, « Grand Prix des Pouilles 1984 ».

DANIÈLE HEYMANN.

(Lire la suite et un entretien avec Federico Fellini, page 18.)

débats

TERRORISME ET DISSUASION

Qu'il s'agisse d'actes aveugles de commandos ou de dissuasion nucléaire, les stratèges ne cessent de s'interroger. L'ennemi croira-t-il en la résolution d'un président désavoué par un vote national, se demande le général Pierre Caubel. Pour M.A. Oucharef, seule la recherche rapide d'une paix au Proche-Orient mettra fin aux actes des « desperados » palestiniens et aux ripostes des Etats.

Désespoir et crime d'État

Pour sortir du cycle infernal des attentats et des représailles, il faut régler la question palestinienne.

par M.A. OUCHAREF (*)

LES actes de terrorisme frappant des innocents qui n'ont rien à voir avec des oppresseurs sont condamnables et ne peuvent se justifier.

A Rome, à côté de la petite Américaine dont la mort a légitimement ému le président Reagan, un jeune Algérien est également touché, ainsi que d'autres voyageurs de diverses nationalités. Et des attentats commis dans des pays comme l'Italie et l'Autriche, *favorables à la cause palestinienne*, relèvent d'une tragique erreur de jugement.

De plus, ces actions ne sont pas dirigées seulement contre Israël mais contre l'OLP, dans le but évident de discréditer la centrale palestinienne aux yeux de l'opinion publique internationale. D'autant que M. Arafat a pris l'engagement solennel, au Caire, d'interdire toute action violente en dehors des territoires palestiniens occupés.

Malheureusement, les faits sont là, et inutile de se voiler la face : tant que le problème palestinien *n'est pas résolu, il y aura* des drames de ce genre, malgré les engagements de l'OLP. Il faut donc essayer d'analyser ces faits pour comprendre le comportement de ces terroristes. Qu'ils soient manipulés par Abou Nidhal, ennemi juré d'Arafat, ne fait aucun doute. Mais la motivation essentielle réside dans la grande détresse du peuple palestinien.

Les jeunes gens qui ont ensanglanté les aéroports de Rome et de Vienne (l'un d'entre eux est né à Chatila) ont effectué des opérations suicides. Ils savaient que, en tuant, ils n'échapperaient pas à la mort. Il s'agit donc d'actes désespérés, et de même qu'il existe une énergie du désespoir, il y a un courage du désespoir.

Encore une fois, il ne s'agit pas d'excuser, mais de comprendre les comportements de ces jeunes gens.

A côté du terrorisme individuel, il y a un terrorisme plus grave et plus condamnable : c'est le terrorisme d'Etat que pratiquent les Américains, qui n'hésitent pas à pirater un avion d'un pays soi-disant ami, ainsi que les dirigeants sionistes.

Les aviateurs israéliens, confortablement installés dans des avions américains ultraperfectionnés, vont semer la mort, impunément, dans des pays souverains comme l'Irak, où un ingénieur français a été tué parmi d'autres Irakiens, et en Tunisie, où des civils tunisiens ont été décimés. Sans oublier le Liban.

Dans la seule action de terreur menée sur la banlieue de Tunis, il y eu trois fois plus de morts que dans les attentats de Rome et de Vienne réunis.

Tous les avions sont retournés à leurs bases, leur mission macabre accomplie.

Et le président des Etats-Unis, très satisfait, dans une réaction spontanée, a applaudi des deux mains. Le même président reproche aujourd'hui à Kadhafi le fait d'essayer de comprendre le désespoir des Palestiniens de Rome et de Vienne.

Et pour cela, il menace la Libye des foudres de sa toute-puissance.

L'Europe refuse l'escalade

Pourtant, le terrorisme d'Etat est plus lâche encore parce que sans risques pour ses auteurs.

Mais, s'il n'y a aucun risque pour les exécutants, il n'en *demeure pas moins qu'il peut* engendrer des conséquences incalculables sur la sécurité de régions entières et même sur la sécurité mondiale. De fait, les dirigeants sionistes et Reagan ont sérieusement envisagé des représailles militaires contre la Libye et ce sur de simples présomptions de connivence avec les terroristes. Des dirigeants américains vont jusqu'à suggérer la liquidation physique d'un chef d'Etat souverain.

Shimon Pérès et Reagan ont tout de même révisé leurs positions. Et les Etats européens ont compris le danger de cette escalade, *qui refusent même le boycottage* économique proposé par Washington. Quant aux Etats arabes, malgré leurs divisions chroniques, ils ont manifesté leur solidarité avec le peuple libyen lors de la dernière réunion de la Ligue arabe à Tunis.

C'est une décision logique car, demain, si un Palestinien désespéré commet un attentat quelconque, des avions seront prêts à lancer leurs bombes sur n'importe quel pays arabe, sous prétexte que ce pays a recueilli des Palestiniens. Et l'objectif ne sera jamais loin pour les avions en question, *car le ravitaillement en vol sera* assuré par la VIe flotte.

Tout cela nous amène à la conclusion suivante : tant que le problème palestinien ne sera pas résolu, il y aura toujours le spectre du terrorisme au-dessus de nos têtes. Il pourra frapper chacun d'entre nous.

Plus encore, la sécurité du monde sera toujours menacée, une intervention armée contre un pays pouvant mettre le feu aux poudres. Il faut trouver une solution au problème dramatique des Palestiniens qui non seulement sont opprimés dans les territoires occupés, mais sont massacrés dans les camps de réfugiés. Pour faire entendre leurs voix, les Palestiniens devraient serrer leurs rangs autour de l'OLP, adopter une tactique et une attitude communes, car leurs divisions les desservent.

Quant aux juifs de Palestine, leur intérêt est d'exiger de leurs dirigeants la recherche d'une paix solide et définitive, en négociant, sans préalables, avec l'OLP, dans un cadre à définir. Car le temps *travaille* contre eux.

Ils sont en guerre depuis la création de leur Etat, dont l'économie, ruinée par l'effort de guerre constant, ne survit à l'asphyxie que grâce aux dollars américains et à l'argent de la Diaspora. Jusques à quand ?

Les Arabes et les juifs ont toujours vécu dans la bonne entente et dans l'estime réciproque dans tous les pays arabes. Faut-il rappeler que les juifs n'ont jamais été persécutés dans les pays arabes ? Qu'il n'y a jamais eu de pogroms contre eux ? Faut-il rappeler que des pays arabes ont compté des *ministres juifs dans leurs gouvernements* ?

Bref, il est encore temps de faire la paix maintenant. Si on attend, il sera trop tard, et le grand drame, dans lequel il n'y aurait que des perdants, n'est pas à exclure : Sarajevo n'était qu'une étincelle à côté du brasier palestinien.

(*) Professeur à l'Institut des sciences médicales d'Alger.

La crédibilité du futur décideur

Dans un système de cohabitation, le pouvoir « d'appuyer sur le bouton » nucléaire sera-t-il sans partage ?

par le général (CR) PIERRE CAUBEL (*)

DANS toute stratégie de dissuasion, et plus particulièrement dans le cas de la France, qui fait appel à la « dissuasion du faible au fort », l'élément majeur est la « crédibilité politique » liée à la personnalité du chef d'Etat appelé à la mettre en œuvre. C'est lui, lui seul, qui dispose de l'engagement nucléaire ; lui seul est maître d'une décision qu'il aura bien soin de se réserver pour lui seul, laissant les autres dans la plus *grande incertitude* jusqu'au dernier moment.

Dans l'énorme partie de poker sur laquelle repose depuis les années 50 la paix du monde, la personnalité des décideurs au plus haut niveau est essentielle, comme est essentielle aussi la situation politique intérieure de leur pays, qui étaye leur autorité dans la diplomatie directe aujourd'hui de rigueur. Les contacts personnels entre « grands », les rencontres en temps d'accalmie, les marchandages de dernière minute face à la crise... c'est sur tout cela que repose la paix, c'est tout cela qui a permis et doit encore permettre la paix !

C'est cela aussi qui a conduit le général de Gaulle à demander aux Français de désigner leur président au suffrage universel. Il pensait qu'en 1970, 1980, 1990 ou au-delà... un de ses successeurs n'aurait sans doute pas le temps de convoquer l'Assemblée ou le gouvernement pour prendre la décision à sa place. Seule, l'investiture du peuple entier, donnée et *maintenue*, pourrait l'autoriser à décider seul.

Avec de Gaulle, à travers sa personne, la crédibilité politique de la dissuasion était parfaitement assurée. *« Avec ce diable d'homme, tout est possible ! »*, imaginaient ensemble le maître du Kremlin comme celui de la Maison Blanche. Pompidou, lui aussi, était crédible. Comment percer les intentions de cet homme au pouvoir incontesté, à travers ces paupières mi-closes et ces longs cils de chat ?

L'arrivée du président Giscard d'Estaing a changé bien des choses. Dans les années précédentes, le grand économiste de la rue de Rivoli s'était peu préoccupé des questions de défense. Laissant ses maîtres se distraire avec ça, lui traitait d'affaires plus immédiatement *sérieuses. Son installation* à l'Elysée a plongé ses collaborateurs dans un abîme de perplexité, tant était grande son ignorance en matière de défense et de dissuasion. Un mémorable discours, prononcé deux ans après son arrivée au pouvoir, devant un auditoire heureusement restreint, laisse encore apparaître de cruelles cicatrices dans les archives malgré le discret caviardage effectué aussitôt par l'état-major particulier (1) ! Mais, soyons justes, des progrès *ont été faits* peu à peu ; on pouvait presque décerner un satisfecit en fin de parcours.

Sans partage

Avec le successeur, et contrairement à toute attente, la crédibilité politique de notre dissuasion s'est trouvée renforcée. Le pourfendeur inlassable de notre défense nucléaire se mettait tout à coup à y croire ? « La dissuasion, c'est moi ! » Mais oui, il a raison. Aujourd'hui, c'est lui qui décide, c'est lui la dissuasion. *Depuis cinq* ans, il nous a habituées à ses manœuvres, à ses « coups », et, malgré un petit côté *tragediante*, l'idée ne viendrait à personne de mettre en doute son pouvoir, ni le caractère impénétrable de ses décisions.

Mais qu'en sera-t-il demain ? Qu'en sera-t-il si, comme vient encore de le proposer Valéry Giscard d'Estaing, le président se met à inaugurer les chrysanthèmes ? Comment pourra-t-il alors affronter les « grands » de ce monde ? Même à Mme Thatcher, il devra répondre : *« Pour ça, madame, voyez mon premier ministre ! »*, avant d'aller prendre une tasse de thé avec la reine d'Angleterre.

Et si la crise majeure survient ? Qui ira défendre et discuter la paix ? Le nouvel hôte de Matignon ?... Impossible ! M. Gorbatchev sait trop bien que, au moment où les minutes seront comptées, la décision ne se situera pas à ce niveau. Le premier ministre, désarmé, devra arracher cette décision au président ; mais celui-ci, désavoué par un vote national récent, sera alors incapable de la prendre.

Il est certes important de se pencher sur l'avenir de notre dissuasion face aux technologies nouvelles et leurs implications de politique extérieure avec les Etats-Unis et l'Europe. Mais tout cela ne servira à rien, ne sera *que temps et argent perdu* (et combien d'argent !), si l'on oublie cet élément majeur de toute dissuasion qu'est la crédibilité du décideur, un décideur au pouvoir sans partage.

(*) Ancien commandant du centre opérationnel des forces aériennes stratégiques au PC de Taverny.

(1) Discours devant l'Institut des hautes études de défense nationale, le 1er juin 1976.

COURRIER DES LECTEURS

M. Berlusconi et le cuisinier

Je connais un cuisinier de pizzeria, très qualifié dans sa profession, *qui, depuis huit ans, ne parvient pas* à obtenir sa carte de séjour et de travail, à Paris. M. Silvio Berlusconi *a-t-il rencontré des difficultés*, en sa qualité de travailleur immigré, *à se voir accorder sa carte de travail ?* Est-elle renouvelable tous les trois mois ?...

JEAN VINCENT
(Paris).

Résister

Je passe la moitié de mon temps dans un pays où la télévision a cette pratique de couper les spectacles, les *films en particulier, par des publicités*. Je suis surpris que les spectateurs acceptent ce désagrément, et même favorisent les annonceurs qui leur procurent cette irritation.

Personnellement, je n'achète jamais les produits soumis à cette publicité désagréable. Je ferai naturellement de même avec ceux qui seront ainsi présentés en France.

Si nous sommes suffisamment d'acheteurs dans cette intention, la pratique de cette publicité déplaisante cessera d'elle-même.

Dr R. COLLAS
(Paris).

« LA FIN DU CHOMAGE PAR LE PARTAGE DU TRAVAIL » d'Emile Pacault

Un précurseur

C'EST du Québec que nous *parvient* la *réédition* (avec introduction, commentaires et notes par l'ancien Doyen de l'Université Laval, Maurice Lebel) d'un ouvrage totalement méconnu, paru en 1902, celui d'un garçon de café, devenu boulanger, puis chômeur, et qui consacra ses loisirs forcés à écrire un projet de réforme du travail.

Une écriture agréablement désuète, à la fois scolaire (il se surveille !) et populaire, une foule de bonnes idées en désordre et une désarmante naïveté : « il n'y a qu'à... ». Or, cet opuscule est prophétique ! Jugez-en plutôt !

Pacault propose la création d'un ministère du travail, d'allocations familiales, d'un minimum de salaire, d'une retraite pour tous les travailleurs à partir de cinquante-cinq ans, d'un régime à mi-temps pour les mères de famille, d'un salaire pour les femmes qui restent au foyer, d'une retraite pour tous, calquée sur celle des fonctionnaires et indexée sur le salaire minimum, d'une assurance sociale pour les risques d'accidents, de maladie, etc., de prestations à fournir aux prostituées pour éliminer ce type de « travail ». Enfin, il préconise l'interdiction de toute espèce de grève, puisque les travailleurs auraient la possibilité de s'exprimer autrement, par leurs chambres syndicales.

Celles-ci seraient élues par les membres de chaque métier, dans chaque ville. Elles répartiraient le travail en fonction de la demande, imposant, si nécessaire, des heures supplémentaires ou *réduisant*, au contraire, les horaires afin de permettre à tous les ouvriers de travailler, les salaires demeurant fixes : les périodes de relative inactivité compensant les autres.

L'auteur montre pour le chô*mage et l'inactivité une horreur* extrême. Et le voilà qui se lance dans un tableau étonnant des activités culturelles de loisir accessibles aux travailleurs dans les phases imprévisibles de moindre activité. En somme, la gestion du travail serait entièrement confiée à des camarades du même métier, localement élus et jouissant de la confiance de la corporation, hors de toute obédience politique : une autogestion du travail afin d'éviter à tout prix le fléau suprême, le chômage. On sent que le malheureux a longtemps battu le pavé de Paris, cinq ans, sans trouver de travail. Cette expérience explique son livre...

Ces idées très concrètes, en marge des idéologies, spontanément issues, il y a plus de quatre-vingts ans, du cerveau d'un autodidacte qui n'a laissé aucune trace dans l'histoire du socialisme, sont d'une surprenante actualité. Il faut absolument qu'on découvre Pacault, qu'on en parle et qu'on s'en inspire. Son programme se trouve en partie réalisé : continuons-le !

JEAN ONIMUS.

★ Editions Paulines, 3965, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal, H1H 1L1, 9 dollars.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE
SA
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Imprimerie
du « Monde »
7, r. des Italiens
PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

DIPLOMATIE

LES RELATIONS DE L'URSS AVEC LE JAPON ET LA CHINE

M. Chevardnadze a accepté d'évoquer la question des îles Kouriles avec M. Abe

De notre correspondant

Tokyo. – Pour les deux parties, l'essentiel était la reprise du dialogue. Aussi Japonais et Soviétiques se sont-ils efforcés, au cours de la visite qu'a effectuée à Tokyo, du 15 au 19 janvier, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, de ne pas élargir le fossé qui les sépare mais de jouer sur les subtilités du langage diplomatique pour ouvrir la voie à une amélioration des rapports entre leurs deux pays. Le communiqué commun, rendu public dimanche *19* janvier, alors que M. Chevardnadze quittait Tokyo pour Pyongyang où il devait arriver en fin de journée, est symptomatique d'une volonté mutuelle de ménager les susceptibilités tout en permettant à chaque partie d'interpréter ce texte comme elle le *souhaite.*

Ainsi, sur le grand thème de controverse entre le Japon et l'URSS, la question des quatre îles du sud des Kouriles occupées par les Soviétiques depuis 1945 et revendiquées par les Japonais, le communiqué commun est-il des plus circonspects. Le problème est certes incontournable, les Japonais ayant fait de pourparlers sur la question des « *territoires du Nord* » une condition préalable à toute négociation sur un traité de paix entre leur pays et l'URSS (un tel traité, mettant formellement fin aux hostilités de la seconde guerre mondiale, n'est *en effet jamais intervenu).*

Mais cette question, serpent de mer des relations entre les deux pays, a aussi un caractère instrumental, soit on en attise l'impact négatif, soit on le neutralise, selon le climat régnant entre Moscou et Tokyo. L'atmosphère étant pour l'instant à la détente, Japonais et Soviétiques ont inclu la question territoriale dans le processus plus global des négociations en vue de la conclusion d'un traité de paix.

Il est précisé dans le communiqué commun que « *les deux ministres ont négocié la conclusion d'un traité de paix, et y compris sur les problèmes qui peuvent constituer le contenu de celui-ci, sur la base de l'accord figurant dans la déclaration commune du 10 octobre 1973* ». Dans ce dernier texte, signé à la suite de la rencontre à Moscou entre Brejnev et M. Tanaka, les deux parties étaient convenues de poursuivre des négociations sur les « *questions non résolues depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en vue de la signature d'un traité de paix* ». Selon les Japonais, Brejnev aurait admis verbalement, à l'époque, qu'il s'agissait là d'une référence à la question des quatre îles. Par la suite, Moscou raidit sa position : en 1976, lors du congrès du PCUS, Brejnev déclarait que les « *demandes japonaises* (concernant les quatre îles) *étaient injustifiées et sans fondement* ».

Lorsqu'il y a quelques mois, les Soviétiques manifestèrent l'intention de reprendre le dialogue suspendu depuis *1978* avec les Japonais, ces derniers firent du retour à la position de 1973 la condition de la signature d'un nouveau communiqué commun à l'issue de la visite de M. Chevardnadze. Sur ce point, ils ont donc obtenu satisfaction. Ce geste de bonne volonté, qui peut apparaître comme une concession soviétique s'inscrivant dans la ligne de la diplomatie plus ouverte de M. Gorbatchev, constitue-t-il pour autant un véritable pas en avant dans les relations nippo-soviétiques ?

« Pas de changement »

Au cours d'une conférence de presse tenue dimanche avant son départ pour la Corée du Nord, M. Chevardnadze a rappelé, en réponse à une question, que le problème territorial est l'un de ceux sur lesquels les deux parties ne sont pas d'accord. « *Nos interlocuteurs ont abordé cette question à maintes reprises au cours des entretiens* », a-t-il déclaré. « *Notre position est bien connue : c'est la même que celle que les dirigeants soviétiques ont exposée aux Japonais par le passé* » (...) « *La position soviétique sur les fondements historiques et juridiques concernant cette question n'a pas changé.* »

Malgré cette apparente fin de non-recevoir des Soviétiques, on souligne au ministère japonais des affaires étrangères l'évolution de la position de Moscou. On fait valoir notamment que, contrairement au passé récent, les Soviétiques n'ont pas refusé catégoriquement de discuter cette question : une partie des onze heures d'entretiens entre M. Chevardnadze et son homologue, M. Abe, ont été consacrées à la question territoriale. Ensuite, relèvent les Japonais, les Soviétiques ont admis, comme d'ailleurs le fit M. Chevardnadze au cours de sa conférence de presse, qu'ils n'étaient pas « *en droit de refuser aux Japonais de discuter ce problème* ». « *Nous devons mieux connaître nos positions respectives, ce n'est qu'ainsi que nous pourrons les rapprocher* », a notamment déclaré M. Chevardnadze. Pour sa part, M. Abe a affirmé qu'il n'y avait aucune ambiguïté (comme c'était le cas pour le texte de 1973) sur l'interprétation du paragraphe du communiqué concernant les quatre îles.

Dans ses commentaires, la presse nippone ne conteste pas l'interprétation du ministère des affaires étrangères. Certes, les Japonais n'ont pas obtenu une mention plus explicite de la question territoriale, comme ils l'espéraient encore samedi au moment de la rédaction du communiqué (*le Monde* daté 19-20 janvier), mais il est important, souligne par exemple *l'Asahi Shimbun*, que les Soviétiques n'aient pas fermé la porte aux pourparlers sur la question territoriale mais aient, au contraire, accepté de poursuivre des négociations sur « *tous les problèmes* ».

Les Soviétiques sont parvenus à reprendre le dialogue avec les Japonais au prix d'une concession qui, étant donné le caractère vague de la formulation du communiqué commun n'engage par vraiment Moscou. Les Japonais en sont conscients et ils n'ont d'ailleurs pas accordé à leurs interlocuteurs ce qu'ils désiraient peut-être le plus : la signature d'un *accord économique* à *long terme* de gouvernement à gouvernement.

Les Japonais font valoir qu'ils ne tenaient pas à s'engager sur ce terrain étant donné l' « *instabilité politique* » qui subsiste entre les deux pays. Ils ont cependant accepté le principe de négociations économiques annuelles et une accélération de la coopération en Sibérie. Ils ont signé un accord visant à éviter les doubles impositions des entreprises travaillant en URSS. Les milieux d'affaires prévoient, en tout état de cause, une intensification des rapports économiques entre les deux pays, notamment par la remise en activité du Comité nippo-soviétique pour la science et la technologie, qui était en sommeil depuis les événements de Pologne de 1981.

Prudence

En ce qui concerne les équilibres stratégiques globaux, les Soviétiques ont demandé aux Japonais de réfléchir à leurs « *intérêts nationaux* » avant de participer au programme américain de défense stratégque (IDS). Les Japonais ont été sensibles au fait que le Kremlin tendait à ne plus les considérer comme un simple rouage de la politique américaine. Mais ils n'ont pas caché leur scepticisme sur la portée des propositions de M. Gorbatchev concernant un désarmement général d'ici à la fin du siècle. Ils ont, en particulier, souligné l'absence de tout programme de réduction des armes nucléaires en Asie et ont rappelé la préoccupation, suscitée dans cette région du monde, par la présence des SS-20 et le renforcement de la flotte soviétique dans le Pacifique.

Habilement exploitée par le gouvernement Nakasone, la visite à Tokyo de M. Chevardnadze tend à apparaître ici comme un succès de la diplomatie japonaise, même si les résultats tangibles peuvent sembler minces. Il convient, en fait, d'être prudent : certes, le dialogue entre les deux pays est repris, mais les Japonais ont déjà souvent parlé de « *nouvelles pages* » dans leur relation avec l'URSS (en 1956, lors de la visite du premier ministre Hatoyama, ou, en 1973, à la suite de celle de Tanaka), qui ont en réalité été suivies de période de refroidissement parfois durables.

PHILIPPE PONS.

Pékin estime que M. Gorbatchev doit « démontrer sa sincérité »

De notre correspondant

Pékin. – Si 1985 avait été pour la Chine l'« *année de l'URSS* » (*le Monde* du 20 décembre), le moins que l'on puisse dire est que le climat a bien changé en ce début de 1986. Il est difficile de mettre le doigt avec précision sur la raison de ce refroidissement aussi soudain qu'imprévu, qui touche d'ailleurs principalement les relations politiques entre les deux pays, car, dans le domaine commercial et culturel, les échanges continuent de se développer.

L'arrivée, dimanche 19 janvier, à Pyongyang du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, pour une visite officielle de quatre jours après son séjour à Tokyo, symbolise certainement un des éléments de ce nouveau contentieux. La Chine, qui a longtemps fait pression sur la Corée du Nord pour qu'elle normalise ses relations avec le Sud, voit avec inquiétude le régime du maréchal Kim Il Sung se rapprocher de plus en plus du Kremlin. Ce dernier, qui a moins de raisons que la Chine de plaider en faveur d'une détente dans la péninsule, a en outre offert à la Corée du Nord les armes perfectionnées que Pékin est incapable de lui fournir. En échange, l'aviation soviétique a obtenu le droit de survol du territoire nord-coréen, qui se trouve à quelques centaines de milles marins de la province chinoise du Shandong.

De là la crainte manifestée par Pékin de voir se créer dans cette direction un quatrième « *obstacle* » à une normalisation avec Moscou, s'ajoutant aux trois déjà existants – présence massive des forces soviétiques le long de la frontière chinoise, occupations de l'Afghanistan par l'armée rouge et du Cambodge par le Vietnam. Si l'an dernier le développement des échanges non-politiques et l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev avaient pris le dessus sur les différents politiques, il n'en est plus de même aujourd'hui pour Pékin.

Les dirigeants chinois estiment en effet qu'ils ont déjà « assez donné ». Ils attendent en échange des concessions de la part des Soviétiques pour éliminer au moins un des trois « obstacles ». Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, notait la semaine dernière que les nouveaux dirigeants soviétiques avaient exprimé leur désir d'améliorer leurs relations avec la Chine. Mais, disait-il, « *si la partie soviétique est réellement sincère, elle devrait faire quelque chose pour enlever ces trois obstacles principaux, au lieu d'éluder la question* ».

Au même moment, le ministère chinois des affaires étrangères, contredisant les propos du vice-ministre soviétique, M. Kapitsa, affirmait que la date des visites des chefs des diplomaties chinoise à Moscou et soviétique à Pékin « *n'avait pas encore été décidée* ». Le porte-parole rejetait aussi « *le prétendu traité de non-agression mutuelle, qui est une proposition présentée depuis bien des années par la partie chinoise et qui a été repoussée catégoriquement par la partie chinoise* ». Pékin a bien trouvé « *un nouveau contenu qui mérite d'être étudié plus avant* » dans les dernières propositions de désarmement de M. Gorbatchev. Toutefois, « *en ce qui concerne la sécurité en Asie, nous pensons que la clé réside dans l'abandon par les superpuissances de leur lutte pour l'hégémonie dans la région, la réduction du nombre de leurs fusées et de leurs armes nucléaires, et l'élimination des points chauds au Cambodge et en Afghanistan* ».

Les choses sont claires pour Pékin : M. Gorbatchev prétend être déterminé à normaliser ses relations avec la Chine. A lui, donc, d'abattre son jeu le premier pour « *démontrer sa sincérité* », selon les termes du dernier numéro de la revue *Shijie Zhishi*. Pour le moment, les Chinois ne voient guère de progrès en Afghanistan et rien de changé au Cambodge. Il n'est donc pas question pour eux de rétablir les relations de parti à parti, interrompues lors de la brouille des années 60.

Selon certaines sources bien informées ici, la rencontre à la fin décembre au Kremlin entre M. Gorbatchev et le vice-premier ministre, chinois, M. Li Peng, aurait fait apparaître de nouveaux désaccords entre les deux payx. Les Soviétiques n'apprécieraient guère les appels du pied des Chinois aux pays de l'Est. D'autant que ceux-ci se montrent de plus en plus sensibles aux sirènes chinoises. La Chine est pour eux un fournisseur de matières premières et un marché important pour leurs produits. Comme nous le disait un Européen de l'Est : « *Nos rapports avec la Chine n'ont jamais été aussi bons. Dans les années 50, nous étions obligés d'avoir de bonnes relations, maintenant nous en avons envie.* »

PATRICE DE BEER.

LE PLAN DE DÉSARMEMENT DE M. GORBATCHEV

Les militaires soviétiques entrent dans la bataille

De notre correspondant

Moscou. – Les militaires soviétiques, très silencieux depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, sont entrés à leur tour dans la vaste opération lancée par le Kremlin pour convaincre l'opinion internationale que l'URSS souhaite concrètement, avant l'aube du troisième millénaire, la disparition de la menace d'autodestruction qui pèse sur l'humanité. Le maréchal Serguei Akhromeev, chef de l'état-major général des forces armées soviétiques, a précisé samedi 18 janvier au cours d'une conférence de presse comment pourrait être réalisée en pratique d'ici à l'an 2000, la « *liquidation* » de toutes les armes nucléaires, cosmiques, chimiques et autres proposée le 15 janvier par M. Gorbatchev (*le Monde* du 17 janvier).

Un des éléments les plus intéressants du plan soviétique concerne « *la liquidation complète dans la zone européenne des missiles à moyenne portée de l'URSS et des Etats-Unis* ». Il s'agit, dès la première étape, de faire disparaître en même temps du vieux continent les SS-20 installés progressivement depuis 1977 et les Pershing-2 et missiles de croisière déployés depuis novembre 1983.

Comme les SS-20 sont mobiles, ils pourraient être déplacés vers la partie asiatique de l'URSS où il rejoindraient ceux qui s'y trouvent déjà, braqués contre la Chine et le Japon. Le maréchal Akhromeev a voulu, samedi, couper court à cette interprétation. « *Liquider veut dire détruire. Nous sommes prêts à ce que cette destruction soit faite sous contrôle international* » a-t-il déclaré.

Selon le scénario qui se dégageait des propos du chef de l'état-major général, les SS-20 « européens » pourraient être regroupés en un ou plusieurs sites et détruits sous l'œil d'observateurs internationaux. L'OTAN devrait évidemment procéder au même moment à une opération semblable avec les Pershing-2 et les missiles de croisière.

Le maréchal Akhromeev a donné *d'autres précisions intéressantes* à propos des armes chimiques. Il s'agit bien, comme M. Gorbatchev l'a déclaré le 15 janvier, d'une « *destruction* » aussi bien des usines qui les produisent que des stocks déjà constitués, le tout se faisant « *sous strict contrôle international* ».

Le chef de l'état-major général a encore révélé quelles étaient les « *armes non nucléaires fondées sur des principes physiques nouveaux* » évoquées – pour demander leur interdiction – par M. Gorbatchev. Ce sont les « *armes à énergie dirigée* » (laser, ou faisceaux de particules), les armes « *utilisant les ondes électromagnétiques et les infrasons* », les « *armes géophysiques* » et les « *armes génétiques* ». Les premières font l'objet des travaux les plus prometteurs du programme américain de « *guerre des étoiles* ». Les deuxièmes sont apparemment abandonnées par les chercheurs occidentaux. Nul ne sait ce que le maréchal Akhromeev entend par les troisièmes. Les dernières, enfin, relèvent du domaine mystérieux des manipulations génétiques, qui ne semblait pas jusqu'ici intéresser les militaires.

Le chef de l'état-major général a enfin précisé comment, selon Moscou, pourraient être réduites les forces classiques des deux camps en Europe. Les négociations MBFR de Vienne poursuivent cet objectif ambitieux depuis 1973. Le maréchal Akhromeev a décrit les modalités concrètes du contrôle de ces réductions en hommes et en matériel, avec beaucoup plus de détails que ne l'avait fait M. Gorbatchev.

Les deux camps échangeraient à Vienne des listes, assorties d'un calendrier précis, des unités de combat dont les effectifs et l'armement seraient diminués. Pendant la période de « décroissance », chaque puissance concernée aurait droit à établir « *deux ou trois points d'observation* » sur le territoire de l'autre, destinés à vérifier que les troupes faisant l'objet des réductions ont bien été retirées. A l'avenir, ce système pourrait être développé « *sur une base permanente* » avec la création de « *points de contrôle actif* » dotés de pouvoirs nettement plus importants que les précédents.

Toutes les unités militaires entrant ou sortant de la zone européenne couverte par l'accord proposé devraient obligatoirement se déclarer aux experts qui se trouveraient sur ces « *points de contrôle actif* » permanents. Une grande partie de l'Europe, si l'on comprend bien, serait donc parsemée de stations fixes d'observateurs militaires qui veilleraient à faire respecter les engagements pris par chacun en matière d'effectifs et de matériel classique.

Souriant, mais moins habile à exposer le point de vue soviétique que son prédécesseur (le maréchal Ogarkov limogé sans explications en septembre 1984), le maréchal Akhromeev s'est donc comporté en « professionnel », insistant sur les aspects techniques et concrets du « *plan Gorbatchev* ». A ses côtés, M. Zamiatine, chef du département de l'information internationale du parti, s'est chargé du côté « idéologique » et n'a fait que paraphraser en l'obscurcissant la déclaration de M. Gorbatchev du 15 janvier. M. Kornienko, premier vice-ministre des affaires étrangères, participait également à cette conférence de presse ; il a affirmé comme le maréchal Akhromeev qu'il n'était pas question de déplacer vers l'Asie les SS-20 qui seraient retirés d'Europe.

Le vice-ministre des affaires étrangères a cependant apporté une clarification importante en déclarant que la rencontre entre MM. Gorbatchev et Reagan aurait bien lieu cette année aux Etats-Unis, quelle que soit l'attitude américaine aux négociations stratégiques de Genève en général et sur la question de la « guerre des étoiles » en particulier. Le dialogue soviéto-américain a donc une dynamique relativement indépendante du vaste plan de désarmement nucléaire proposé par le numéro un soviétique pour l'an 2000.

La poursuite du programme américain de la « guerre des étoiles » reste cependant, comme l'ont répété samedi les trois orateurs, un obstacle insurmontable à l'adoption de ce plan. Celui-ci risque donc de demeurer, à l'exception peut-être de ce qui concerne les armes conventionnelles et chimiques, une hypothèse d'école. Un observateur militaire occidental, pourtant passionné par les « *concessions théoriques* » des Soviétiques, remarquait, en souriant, qu'on était « *en pleine théologie* ».

Cette dernière remarque remet à leur juste place les explications détaillées fournies par le maréchal Akhromeev. Le plan soviétique implique entre autres que Washington renonce immédiatement à l'initiative de défense stratégique et Paris à la modernisation de ses sous-marins nucléaires. L'une et l'autre paraissent peu vraisemblables.

DOMINIQUE DHOMBRES.

En tournée en Europe

M. WHITEHEAD PRÊCHE POUR DES SANCTIONS CONTRE LA LIBYE

Le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. John Whitehead, qui effectue une tournée pour convaincre les pays alliés des Etats-Unis de se joindre aux sanctions adoptées contre la Libye, est arrivé samedi 18 janvier au soir à Athènes, après Ottawa, Londres, Rome et Ankara.

M. Whitehead s'est entretenu dimanche avec le ministre grec des affaires étrangères, M. Papoulias, qui avait reçu la veille le vice-ministre des affaires étrangères libyen et qui a rappelé l'opposition de la Grèce à toute sanction, militaire ou économique, contre Tripoli. La Grèce entretient de bons rapports avec la Libye avec laquelle elle a signé en septembre 1984 un accord commercial portant sur un volume d'échanges de 1 milliard de dollars. M. Whitehead devait encore rencontrer ce lundi à Athènes les ministres de l'intérieur et de l'ordre public.

Les dirigeants turcs avaient également *affirmé samedi*, lors de la visite du secrétaire d'Etat adjoint, qu'ils entendaient s'en tenir à leurs relations « amicales » avec la Libye et qu'il n'était pas question de sanctions contre ce pays. Trente mille émigrés turcs travaillent actuellement en Libye, pays qui doit environ 400 millions de dollars à des firmes turques de travaux publics. M. Whitehead a déclaré à la presse qu'il avait fourni aux dirigeants d'Ankara des preuves de l'implication de la Libye dans la flambée de violence qui a fait plus de cinq mille morts en Turquie avant la prise du pouvoir par les militaires.

A Rome, M. Craxi a déclaré samedi que le secrétaire d'Etat adjoint américain lui avait fourni, lors de sa visite, la preuve « irréfutable » de l'aide que la Libye apporte au terrorisme international. L'Italie a suspendu, depuis le 9 janvier, ses ventes d'armes à la Libye. – *(AFP, AP.)*

Rencontre « historique » à La Haye entre M. Pérès et M. Gonzalez

Pour la première fois dans l'histoire de l'Espagne et d'Israël, les chefs de gouvernement des deux pays se sont officiellement rencontrés, dimanche 19 janvier, à La Haye, pour sceller solennellement l'établissement de relations diplomatiques conclu quarante-huit heures plus tôt.

La rencontre « historique » entre M. Shimon Pérès et M. Felipe Gonzalez, respectivement premier ministre d'Israël et premier ministre d'Espagne, s'est déroulée à La Haye où ont été signées, vendredi, les notes verbales établissant ces relations entre les deux pays. Lors d'une conférence de presse commune, les deux hommes ont évoqué l'« âge d'or » de l'Espagne avant la rupture de 1492 avec les juifs, et l'apport de la culture juive à ce pays. M. Gonzalez a réaffirmé, sans ambiguïté, que l'ambassade d'Espagne en Israël aura son siège à Tel-Aviv. Il a estimé que l'échange des ambassadeurs pourrait intervenir dans les deux prochains mois.

M. Pérès, de son côté, a éludé une question sur d'éventuelles négociations avec le roi Hussein de Jordanie. Il a cependant rendu hommage au « sérieux » avec lequel le souverain hachémite tente de trouver des solutions au conflit du Proche-Orient.

Le chef du gouvernement israélien a rencontré, dimanche soir, M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Proche-Orient, arrivé dans la journée à La Haye après une étape à Londres où il s'était entretenu la veille avec le roi Hussein.

L'ambassade d'Israël à La Haye s'est refusée à commenter l'information du *New York Times*, selon laquelle le but du voyage européen du responsable américain est de trouver les modalités d'un accord entre la Jordanie et Israël.

Le Koweït a décidé, dimanche, de rappeler son ambassadeur en poste à Madrid pour consultation, à la suite de l'établissement de relations diplomatiques entre l'Espagne et Israël, a déclaré un porte-parole du ministère koweïtien des affaires étrangères, qui a ajouté que le gouvernement koweïtien serait « peiné » par l'initiative de l'Espagne, qui, jusqu'à présent, avait adopté une attitude particulièrement amicale vis-à-vis de la nation arabe au sein de la Communauté européenne. L'Iran avait annoncé, dimanche matin, qu'il avait rappelé en consultation, à Téhéran, son ambassadeur à Madrid pour les mêmes raisons. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

LES AFFRONTEMENTS AU YÉMEN DU SUD ONT FAIT DES MILLIERS DE MORTS

• Radio-Aden annonce la chute du président Ali Nasser
• L'ancien président Fatah Ismail contrôlerait la capitale

La situation restait incertaine ce lundi matin 20 janvier au Yémen du Sud, à l'issue d'une semaine de combats entre rebelles et loyalistes qui, à en croire les informations données par une agence de presse du Golfe, auraient fait plusieurs milliers de morts. Radio-Aden, aux mains des opposants, a annoncé, dimanche, la chute du président Ali Nasser Mohamed, avant de cesser d'émettre en fin de soirée. Le chef de l'Etat s'était rendu samedi en Ethiopie, vraisemblablement pour solliciter le soutien de ce pays, auquel le Yémen du Sud est lié par un traité d'amitié et de coopération. Il semble qu'il a fallu que son appareil survole durant plus de trois heures Addis-Abeba avant que les autorités éthiopiennes ne se décident à l'autoriser à atterrir. La télévision éthiopienne a indiqué que le président Ali Nasser avait ensuite été reçu par le président Mengistu Hailé Mariam, à l'occasion de cette « *visite de travail* » et qu'il s'était vu assurer du « *soutien total de l'Ethiopie* », avant de regagner Aden.

Mais, selon M. Michael Gurdus, le spécialiste israélien des écoutes radio, le chef de l'Etat sud-yéménite n'est en fait pas rentré à Aden et se trouvait dimanche au Yémen du Nord, son avion s'étant posé en milieu d'après-midi à Taiz, une ville située à quelque 70 kilomètres au nord de la frontière avec le Yémen du Sud.

Muette depuis lundi 13 janvier, première journée des combats, Radio-Aden (du moins une radio se présentant comme telle) a repris ses émissions dimanche 19, sous le contrôle des rebelles, pour annoncer que le président Ali Nasser avait été évincé du pouvoir. Un communiqué lu à la radio a annoncé que « *la tentative de coup d'Etat qu'a dirigée Ali Nasser Mohamed pour s'attribuer un pouvoir personnel a été anéantie* ». La radio a encore annoncé la mise en place d'un « *pouvoir collégial* », formé par le Parti socialiste yéménite (PSY, parti unique), appelé la population à la reprise du travail et assuré que « *le régime restait le même* ».

Dans les heures qui ont suivi, Radio-Aden, avant de cesser d'émettre, a poursuivi la diffusion de messages de soutien « *à la direction collégiale du bureau politique* » et a, d'autre part, rendu hommage aux pays du bloc socialiste, particulièrement à l'URSS. Cependant la BBC a rapporté qu'une autre radio, utilisant la fréquence de Radio-Aden, avait affirmé, dimanche, que le pays était toujours sous la direction du président Ali Nasser.

Les informations quant à la situation sur le terrain sont tout aussi confuses. Selon de bonnes sources, l'ancien président Abdel Fatah Ismail, qui aurait été un des auteurs de la rébellion, contrôlerait la ville d'Aden dans sa totalité. Un cessez-le-feu a été conclu pour ce lundi, à l'issue d'une réunion, dimanche soir, à Aden, à l'ambassade d'URSS, a-t-on indiqué de mêmes sources.

Des sources palestiniennes à Sanaa, contactées au téléphone par le bureau de l'AFP à Manama, ont assuré qu'un « *calme total* » régnait dimanche à Aden, « *à l'exception de quelques tirs isolés* ». Ces mêmes sources ont indiqué que des unités palestiniennes avaient quitté Sanaa, dimanche à l'aube, pour venir s'interposer entre les belligérants. Ces unités auraient franchi la frontière entre les deux pays et se dirigeraient vers Aden, après avoir reçu le feu vert du comité réuni à l'ambassade soviétique dans la capitale sud-yéménite.

Dès le début des combats, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, avait à plusieurs reprises proposé sa médiation, et, toujours selon les mêmes sources palestiniennes, le président Ali Nasser aurait lui-même donné son accord, samedi, pour que des combattants palestiniens viennent constituer une force-tampon entre rebelles et loyalistes. A Tunis, M. Hani el Hassan, conseiller de M. Arafat, a confirmé, dimanche, que des unités palestiniennes s'apprêtaient à former une force d'interposition.

Tous les témoignages font état de la violence des combats qui ont ravagé Aden depuis une semaine et qui auraient fait de très nombreuses victimes. Sans que ce chiffre ait pu être recoupé d'une façon ou d'une autre, une agence de presse du Golfe, GNA, a indiqué que les combats avaient fait de sept mille à neuf mille morts. Ce qui parait sûr, c'est que les dégâts matériels provoqués par des affrontements au cours desquels les armes lourdes ont été largement utilisées sont très importants. L'ambassade de RDA a été sérieusement endommagée, celle d'URSS touchée par des tirs, de même que les missions diplomatiques italienne, portugaise et française. L'eau et l'électricité seraient coupées dans de nombreux secteurs, et un quartier de la ville a été inondé de pétrole à la suite de l'explosion d'un oléoduc.

Enfin, Britanniques, Français et Soviétiques ont poursuivi dimanche les opérations d'évacuation des ressortissants étrangers à Aden. A Paris, le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, est allé accueillir, ce lundi matin 20 janvier, quatre-vingt-neuf personnes — cinquante-deux Français, trente-quatre Britanniques, trois Canadiens — venant de Djibouti après avoir été rapatriés d'Aden. S'adressant à la presse, M. Dumas a indiqué : « *Cela faisait deux semaines environ que nous avions prévu ces troubles au Yémen. Trois Français ont été blessées là-bas, dont un grièvement. L'ambassadeur de France à Aden reste sur place afin de s'occuper de vingt-quatre ressortissants français, dont treize employés de l'ambassade.* » « *Deux navires civils français mouilleront aujourd'hui au large d'Aden* », a encore indiqué M. Dumas. — *(AFP, Reuter.)*

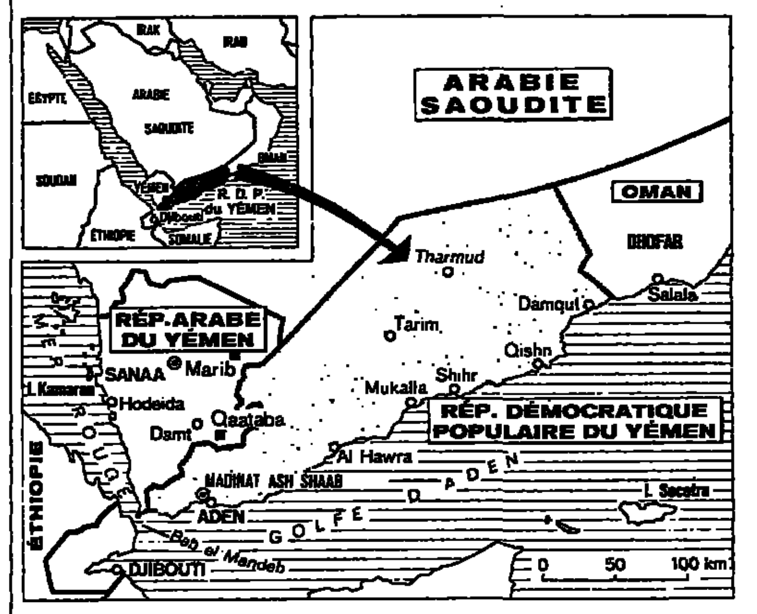
L'évacuation des ressortissants étrangers

Cinq jours de cauchemar dans une ville ravagée par les combats

De notre envoyé spécial

Djibouti. — « *Il va falloir sourire* », chuchote un Français avant de descendre l'échelle de coupée du navire-atelier *Jules-Verne*, au pied de laquelle il y a foule, ce dimanche matin 19 janvier, dans le port de Djibouti. Sourire de soulagement peut-être d'avoir échappé au pire. Drôle de croisière quand même pour ces rescapés d'Aden, contraints, par les circonstances, de « *voyager léger* » et d'abandonner presque tout derrière eux.

Bien placée au Yémen du Sud pour y apprécier la situation, l'Union sovétique avait donné à la communauté étrangère le signal du départ. Dans la seule journée du samedi 18 janvier, quatre cargos battant pavillon rouge avaient touché Djibouti avec à leur bord 1 251 personnes, parmi lesquelles une grande majorité de ressortissants soviétiques qui devaient regagner Moscou, le soir même, sur des appareils aux couleurs d'Aeroflot, sans qu'il ait été possible, bien sûr, de recueillir de leur bouche le moindre témoignage.



On apprendra par la suite que l'embarquement de ces « croisiéristes » à Abyan Beach, une plage toute proche d'Aden, avait été, pour le moins, mouvementé, certains ayant dû gagner à la nage les chaloupes envoyées à leur rencontre. Des rumeurs font état de la noyade de deux enfants soviétiques en bas âge, dont les corps, dans la précipitation du départ, auraient été abandonnés sur le rivage.

De ces cargos soviétiques étaient descendus aussi plusieurs dizaines de ressortissants arabes. Du *Vinnitsa*, par exemple, trente-six membres du Front démocratique de libération de la Palestine qui cherchaient à rejoindre Damas et que le représentant local de l'OLP refusera de prendre en charge, laissant aux autorités djiboutiennes le soin de statuer sur leur sort. Même incertitude pour une poignée de Libanais qui se cherchaient un « point de chute ». Beyrouth après Aden ?

« Rule Britannia »

Le grand moment de cette journée avait été l'accostage, en fin de soirée, du *Britannia*, le yacht de Sa Gracieuse Majesté, qui, sur le chemin de la Nouvelle-Zélande, s'était dérouté pour prendre à son bord quelque quatre cents rescapés d'Aden. C'était là sa première mission humanitaire. Une si belle unité au service d'une si noble cause : le fait fut amplement souligné par les intéressés. Noblesse du bateau oblige, l'orchestre du bord attaque *Rule Britannia* et *Land of hope and glory* lorsque le yacht royal touche le quai. Des matelots placent des protections anti-rats autour des cordages. D'autres, en attendant le débarquement des passagers, astiquent les cuivres du bastingage. A la coupée, plusieurs officiers avec, sous le bras, la longue vue, symbole de leur fonction.

Tout le petit monde consulaire de Djibouti est sur le pied de guerre pour récupérer ses ressortissants. Premier à poser le pied à terre, un Saoudien, suivi par des Egyptiens, des Soudanais, des Allemands de l'Est, des Chinois et même... trente-huit sujets de Sa Gracieuse Majesté. « *De l'Hôtel Aden, nous avons marché dix minutes derrière un drapeau blanc, entre des tanks et des morts, pour rejoindre l'ambassade de Grande-Bretagne, d'où l'on nous a conduits en Land-Rover sur la plage d'Abyan,* raconte John Thomas, un commerçant britannique. *On a dû marcher dans l'eau jusqu'au cou et certains ont été obligés d'abandonner leurs valises sur le sable.* »

Le passage, au large d'Aden, du *Britannia*, tombait à point. Les Soviétiques semblaient, en effet, très hésitants à accueillir des ressortissants occidentaux sur leurs navires, et les Yéménites, très hostiles à la présence de bâtiments de guerre dans leurs eaux territoriales. L'escorteur français *de Grasse* les a-t-il franchies, comme d'aucuns l'assurent malgré les démentis officiels, avant de rebrousser chemin sur des conseils avisés venus de la capitale sud-yéménite ? Toujours est-il que le yacht royal procédait, dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 janvier, à une première opération d'évacuation. Il en tentera une seconde dans l'après-midi, mais des tirs d'armes lourdes l'obligeront à y renoncer. « *Du rivage, des tanks, notamment, ont visé, à plusieurs reprises, des chaloupes de débarquement sans, toutefois, les atteindre* », affirme M. Thomas.

Parmi les passagers du *Britannia*, soixante-trois Français sur une communauté qui, au Yémen du Sud, en comptait quatre-vingt-dix-huit, dont douze en dehors d'Aden. « *Nous avons reçu, à bord, un accueil très classe : thé, cigarettes et vêtements,* dit un coopérant. *J'ai même dormi dans le dressing-room de la reine, près de son coffre à bijoux.* » Le samedi matin 18 janvier, l'ensemble du groupe est transbordé en Zodiac sur le *Jules-Verne*. Pour faciliter les formalités administratives au débarquement ? Pour soulager le yacht royal ? Querelle de susceptibilité nationale, la vraie raison, le capitaine de vaisseau Herrou, le « pacha » du navire, la donne sans façon : « *Nous souhaitions que les Français soient pris en charge sur un bateau français.* » Pas plus compliqué que cela.

« Ça tirait de partout »

Le lundi matin 20 janvier, c'est au tour de la frégate britannique *Jupiter* de débarquer 209 passagers, ramassés par les chaloupes du *Britannia*, à *Zanzibar*, à 30 miles à l'est d'Aden, Abyan Beach où avaient eu lieu, jusqu'à maintenant, les évacuations, étant devenue zone dangereuse. La Navy a bien fait les choses : sur le quai briefing du commandant de cette unité, Richard Bridges, carte du Yémen du Sud à l'appui de ses explications et jus d'orange frais pour les journalistes...

Le *Britannia*, explique-t-il, est toujours en rade d'Aden et attend des instructions de Buckingham Palace. Le yatch royal a tenté, le *dimanche matin 19 janvier, de récupérer* sur la plage de Little Aden environ six cents ressortissants étrangers, mais des tirs en direction de la mer l'en ont empêché. Autre bâtiment civil, le porte-conteneurs *Ile de la Réunion* croise dans les parages, prêt à intervenir et à prendre à son bord notamment le dernier carré des Français — trente-cinq au total — que l'on essaye de localiser et de rassembler, parmi lesquels des employés de Thomson, d'ACEP et d'Elf-Aquitaine.

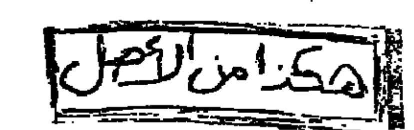
Les rescapés ont beau faire travailler leur mémoire, tout est un peu confus dans leur tête. Très tôt, en effet, dès le lundi après-midi 13 janvier, la plupart s'étaient groupés en différents lieux « *sûrs* » de la capitale et s'y étaient terrés sans prendre le risque de mettre le nez dehors, « *car ça tirait de partout* », des chars, du sommet des immeubles, de la mer aussi. « *Dans l'hôpital où je travaillais, les malades étaient étendus à même le sol, par mesure de sécurité* », précise un Indien. De temps en temps, sans que l'on sache trop pourquoi, il y avait des accalmies qui permettaient aux gens d'aller chercher de l'eau aux fontaines.

Au dire de ceux qui viennent de partir, Aden est dans un piteux état, « *très abîmée* » par les violents affrontements entre loyalistes et rebelles dont elle a été le théâtre pendant cette « *semaine noire* ». Plusieurs ambassades étrangères, dont celle de France, ont subi de gros dégâts matériels ainsi que l'Hôtel Aden. Cible de l'aviation en début de semaine, l'aéroport est encore utilisable. « *La piste n'a pas été touchée* », indique un responsable de la société Borie-Sae. Il n'y a presque plus d'eau et d'électricité en ville. La radio s'était tue dès le mardi 14 janvier et la télévision émettait sans images...

Il est déjà difficile pour ces témoins étrangers de dresser l'état des lieux, il l'est encore bien davantage d'analyser ces événements. « *On a été complètement surpris,* affirme un homme d'affaires français. *Le congrès du parti avait eu lieu en octobre dernier et l'on avait cru que tout, alors, avait été réglé.* » Des indices lui ont cependant donné à penser que, en revanche, « *les Yéménites s'attendaient à quelque chose* », car, très vite, dès les premiers coups de feu, le lundi matin 13 janvier, dans le quartier de Tawahi, les civils avaient déserté leurs lieux de travail pour s'échapper de la ville, et, dans les rues de la capitale, les choses n'avaient par tardé à « s'organiser » avec l'entrée en lice des miliciens.

Impossible, pourtant, de dire, avec certitude, qui combat aux côtés de qui : l'armée de terre serait-elle plus proche des rebelles et les miliciens acquis aux loyalistes ? A en croire des sources onusiennes à Aden, un millier d'hommes, fortement armés, originaires de la région de Lahedj dans le nord du pays, favorables aux putschistes, se seraient infiltrés dans la ville, le jeudi 16 janvier. D'autres auraient rejoint la capitale, à partir de la région d'Abyan, fidèle à M. Ali Nasser Mohamed, le chef de l'Etat. « *On s'éloigne de la politique pure et simple,* explique un enseignant français. *Ces affrontements tournent au règlement de comptes tribal. Chacun en vient à se ranger dans un camp ou dans l'autre en fonction de ses affinités ethniques.* »

JACQUES DE BARRIN.



EUROPE

Espagne

MAIRE DE MADRID

Enrique Tierno Galvan est mort

Un « vieux professeur » aimé de tous

De notre correspondant

Madrid. — Enrique Tierno Galvan est mort, le dimanche 19 janvier, à l'âge de soixante-sept ans. Atteint d'un cancer de l'intestin et du foie, il avait été transporté quelques jours plus tôt dans une clinique de Madrid.

Cet homme, qui aspira longtemps à s'ériger en figure de proue du socialisme espagnol, était finalement devenu l'un des personnages les plus populaires de son pays, à un poste plus modeste : celui de maire de Madrid. Les Madrilènes avaient eu le coup de foudre pour ce maire érudit et un peu précieux, au style fleuri, dont les édits municipaux semblaient autant de pièces littéraires, qui inaugurait les lignes d'autobus en citant Socrate et qui trouvait matière à brillante rhétorique jusque dans les problèmes d'égouts de la capitale.

Tierno, le « vieux professeur », comme chacun l'appelait à Madrid, était par définition inclassable : un solitaire, un éternel franc-tireur au sein de sa formation. Il s'autoqualifiait de « marxiste utopique » et passait tout autant pour anarchiste, par individualisme plutôt que par idéologie.

C'était un homme d'études plutôt que d'action, qui savait concilier un certain radicalisme théorique avec un indéniable pragmatisme. Mais cet intellectuel brillant qui se plaisait à affirmer que *« gouverner est un humanisme »* était sans doute trop ingénu pour parvenir à ses fins en politique.

Aussi côtoya-t-il souvent le pouvoir sans jamais y accéder. A tous les moments importants de l'histoire du socialisme espagnol, depuis trente ans, on retrouve le nom de Tierno. Né en 1918 dans la province de Soria, encore adolescent lorsque la guerre civile éclate, il combat avec les républicains durant la bataille de Madrid.

En 1953, il est professeur de sciences politiques à la prestigieuse université de Salamanque. Là, il anime un petit cénacle d'intellectuels qui réclament la démocratisation et diffusent par écrit leurs idées. De quoi s'attirer les foudres du régime, qui inflige à Tierno de multiples amendes et suspensions. Cela ne l'empêche pas de figurer en 1962 parmi les fondateurs d'un Mouvement de réforme universitaire franchement contestataire. On commence à le connaître dans les milieux de l'opposition antifranquiste, tandis qu'il prend langue à la fois avec les monarchistes et les socialistes.

« Gouverner est un humanisme »

Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) est alors en ébullition : les « jeunes loups » de l'intérieur, menés par Felipe Gonzalez et Alfonso Guerra, contestant l'autorité des « dirigeants historiques » réfugiés en France et de plus en plus coupés de la réalité d'une Espagne en pleine mutation. Entre les deux camps, Tierno fait longtemps figure de candidat de conciliation, d'autant qu'il jouit un moment des faveurs de la social-démocratie ouest-allemande et de la puissante fondation Friedrich Ebert.

Mais, en 1965, il est à la fois expulsé de l'Université par le gouvernement et du PSOE par la direction « historique ». *Il fonde alors le* Parti socialiste de l'intérieur, devenu ensuite le PSP (Parti socialiste populaire). Fidèle à son élitisme intellectuel, il affirme que sa formation recherchera avant tout le « vote de qualité » et non le « vote de masse ». C'est sans doute pourquoi, aux premières élections démocratiques de 1977, le PSP n'obtiendra que six députés, c'est-à-dire... vingt fois moins que le PSOE !

C'est une leçon amère pour le « vieux professeur », qui doit alors accepter l'intégration sans condition au sein du PSOE. En échange, il obtient la présidence honoraire du parti et le poste de candidat à la mairie de la capitale. Il sera élu sans difficulté en 1979, et triomphalement reconduit en 1983. Les Madrilènes seront surtout reconnaissants à Tierno d'avoir mené une très dynamique politique culturelle et d'avoir mis fin à l'ère de l'urbanisation anarchique que connaissait leur ville depuis les années 60. Après tant de dévastation des quartiers historiques et de destruction du patrimoine architectural, il aura été le premier à remettre de l'ordre dans cette croissance incontrôlée, bataillant ferme contre la spéculation immobilière qu'avaient permise les municipalités franquistes.

THIERRY MALINIAK.

LE CINÉASTE ANDREI TARKOVSKI A PU FAIRE SORTIR SON FILS D'URSS

Le fils et la belle-mère du cinéaste soviétique Andrei Tarkovski sont arrivés, dimanche 19 janvier, à Paris, au terme de quatre ans d'efforts du réalisateur pour les faire passer à l'Ouest.

Le président Mitterrand est intervenu personnellement auprès des autorités soviétiques pour que le fils d'Andrei Tarkovski, quinze ans, et sa grand-mère, Anna Egorkina, quatre-vingt-cinq ans, obtiennent une autorisation de sortie.

Tarkovski, qui souffrirait d'un cancer du poumon, ne s'est pas rendu à l'aéroport, mais sa femme Larissa était présente pour accueillir son fils et sa mère, arrivés sur un vol régulier d'Aeroflot.

Andrei Tarkovski, cinquante-quatre ans, a réalisé six films dont *Andreï Roublev*, *Stalker*, *Nostalghia* et *Solaris*. Il vit en Occident depuis 1984. Ses deux autres enfants, un garçon de vingt-trois ans et une fille de vingt-cinq ans, ont décidé de rester en Union soviétique. — *(AP)*.

Les écologistes hongrois accusent l'Autriche d'« exporter la pollution »

De notre correspondante

Vienne. — Le mouvement écologiste hongrois non officiel du Fueggetle Duna Koer (Cercle indépendant pour le Danube) est résolu à poursuivre sa campagne de protestation contre la construction de la centrale hydroélectrique de Nagymaros sur le Danube, au nord de Budapest.

Réunis samedi 18 janvier au restaurant Zoldfa (l'Arbre vert) de Budapest, une soixantaine de « verts » hongrois, soutenus par des écologistes autrichiens et ouest-allemands venus dans la capitale hongroise pour cette occasion, ont adopté une résolution précisant qu'ils utiliseront *« tous les moyens démocratiques, pacifiques et institutionnels pour dissuader les gouvernements hongrois, tchécoslovaque et autrichien »* de réaliser le projet d'un ensemble de deux centrales hydroélectriques sur le Danube, à Gabcikovo, en Tchécoslovaquie, et à Nagymaros, en Hongrie. La *réunion — surveillée par des policiers en civil —* s'est déroulée sans le moindre incident.

Une pétition adressée au gouvernement avait recueilli en 1984 le nombre, étonnant pour un pays communiste, de six mille signatures. En dépit de ce mouvement de protestation, le gouvernement hongrois a décidé en août dernier, après huit ans d'attente, d'engager les travaux sur le site de Nagymaros. La centrale de Gabcikovo sera terminée d'ici à 1990, celle de Nagymaros trois ans plus tard.

Les écologistes hongrois reprochent à l'Autriche d'avoir signé avec le gouvernement hongrois un accord de participation à la construction de Nagymaros. L'Autriche a, en effet, accepté de financer les travaux exécutés par des ingénieurs et des firmes autrichiens par un crédit de l'ordre de 6 milliards de schillings (environ 3 milliards de francs). Le remboursement est prévu à partir de 1996 par 1 200 gigawattheures de courant électrique par an pour une période de vingt ans. Cet accord est considéré comme d'autant plus important par les autorités de Vienne que les écologistes autrichiens ont réussi à faire échouer le projet d'une centrale hydroélectrique à Hainburg, sur le Danube. En conséquence, dans la résolution adoptée samedi, les écologistes hongrois accusent l'Autriche d'*« exporter consciemment la pollution »*.

WALTRAUD BARYLI.

Irlande du Nord

D'importants dirigeants de l'IRA ont été arrêtés à Amsterdam

Trois *militants de* l'IRA, *Brendan* McFarlane, Gerry Kelly et William Kelly, ont été arrêtés, jeudi 16 janvier à Amsterdam, après que les policiers néerlandais eurent découvert une cache d'armes contenant un véritable arsenal. Il semble que les trois hommes et la cache d'armes aient été repérés par les services britanniques, qui avaient envoyé, dès la veille, une demande d'extradition aux Pays-Bas.

Si le troisième de ces militants est peu connu, les deux premiers sont, *en revanche, de grandes figures du* mouvement républicain irlandais. Brendan McFarlane et Gerry Kelly faisaient partie des trente-huit détenus qui s'étaient échappés, en septembre 1983, de la prison de Long-Kesh, près de Belfast. Leur arrestation porte à une vingtaine le nombre des évadés qui ont été repris. Mais surtout ces deux hommes, passibles de la prison à vie pour meurtre, sont de ceux qui ne peuvent guère espérer de remise de peine de la part des autorités britanniques tant est connue leur détermination à poursuivre la lutte armée.

Brendan McFarlane est l'homme qui, en 1981, avait succédé à Bobby Sands, mort de sa grève de la faim, comme « commandant militaire » des détenus de l'IRA à Long-Kesh et qui, à ce titre, dirigea en quelque sorte la grève de la faim qui devait *coûter la vie à neuf autres détenus.*

Gerry Kelly avait, pour sa part, participé à un autre mouvement de grève de la faim, mené en 1974 par des républicains détenus en Grande-Bretagne et qui demandaient leur transfert en Irlande. L'un d'entre eux, Michael Gaughan, en était mort le 7 juin 1974.

M. Gerry Adams, dirigeant du Sinn Fein, la représentation politique de l'IRA, a appelé, vendredi, le gouvernement néerlandais à refuser l'extradition réclamée par Londres. *« Ces hommes, dont la conviction politique et l'intégrité sont profondes, seront jugés sans pitié par un tribunal britannique ; surtout par un des tribunaux sans jury de la justice loyaliste »*, a-t-il notamment déclaré.

Les trois hommes ont engagé un recours contre l'extradition, ce qui pourrait, selon leur avocat, la différer *pendant près d'un an.*

A TRAVERS LE MONDE

INDE

Reprise en main du Congrès-I par M. Gandhi

New-Delhi. — M. Rajiv Gandhi a demandé, dimanche 19 janvier, à trois ministres de son gouvernement de quitter leurs fonctions pour entrer dans la hiérarchie du parti gouvernemental du Congrès-Indira, afin d'aider à mettre un terme à l'influence croissante, en son sein, des partis régionaux. *« Il y a un sérieux besoin de rajeunir le parti »*, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, le premier ministre, qui est également président de ce parti vieux de cent ans. *« Le Parti du Congrès doit recouvrer sa position de parti de masse et les décisions visent à le rendre plus fort »*, a ajouté M. Gandhi.

Le Parti du Congrès a été battu récemment aux élections du Pendjab et de l'Assam, laissant ainsi un total de sept des vingt-deux États de l'Inde aux mains de l'opposition. M. Gandhi a notamment attribué la vice-présidence du parti à l'un des ses proches collaborateurs, le ministre du commerce, M. Arjun Singh, dont le talent de conciliateur s'est illustré l'an dernier durant la violente campagne menée au Pendjab par les autonomistes sikhs. Trois autres hauts responsables sont nommés membres du tout-puissant comité central : le ministre du travail (M. Anjiah), le ministre du pétrole (M. Nawal Kishore Sharma) et le vice-président de la Chambre haute du Parlement (M. Najma Heptullah). — *(AFP.)*

[Cette reprise en main intervient alors que la tension monte au Pendjab, la police étant intervenue, dimanche, dans l'enceinte du temple d'or d'Amritsar à la suite d'affrontements entre sikhs modérés et radicaux qui ont fait six blessés. *D'autre part, le gouvernement de l'Etat de l'Haryana* continue de réclamer des compensations avant le transfert, prévu le 26 janvier, de Chandigarh au seul Pendjab, cette ville demeurant, jusqu'à cette date, la capitale commune des deux Etats.]

MALI-BURKINA-FASO

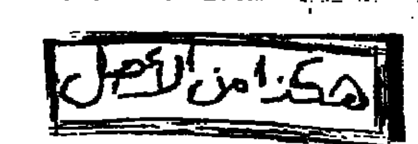
Accord pour le retrait des troupes

Le Mali et le Burkina, qui se sont affrontés militairement du 25 au 31 décembre dernier dans la zone frontalière de l'Agacher, sont parvenus, samedi 18 janvier, à un accord prévoyant le retrait de leurs troupes de part et d'autre de la zone contestée. Ce résultat a été obtenu à l'issue du sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'ANAD (accord de non-agression et d'assistance en matière de défense) et du Bénin, qui s'est tenu à Yamoussoukro, la capitale politique de la Côte-d'Ivoire. Un communiqué final confirmant le succès de ce sommet a été signé par les chefs d'Etat suivants : MM. Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Moussa Traore (Mali), Thomas Sankara (Burkina), Ould Sid'Ahmed Taya (Mauritanie), Seyni Kountché (Niger), Abdou Diouf (Sénégal), Gnassingbé Eyadema (Togo) et Mathieu Kerekou (Bénin). — *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

GUINÉE-ÉQUATORIALE

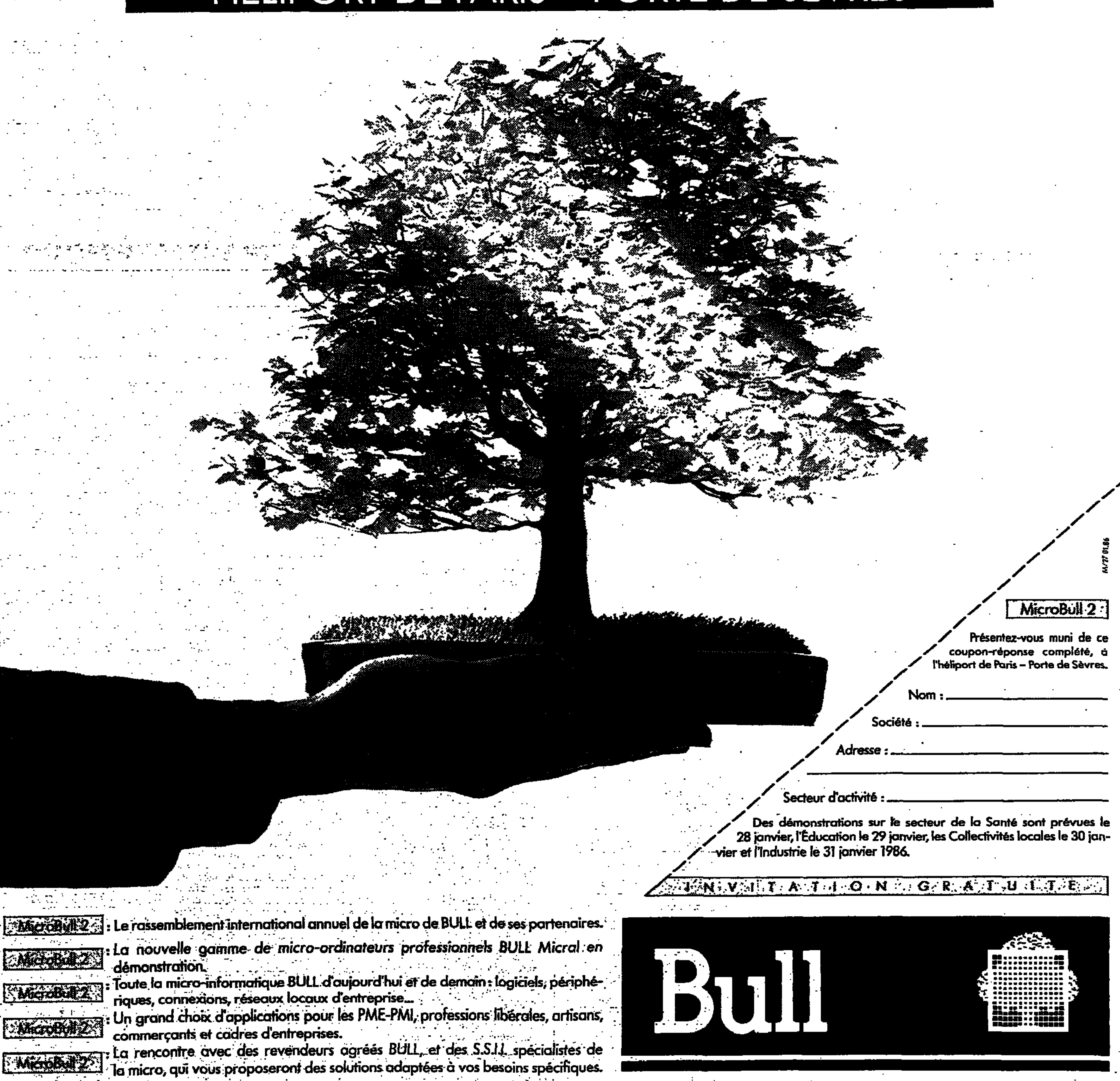
Le ministère de la défense est rattaché à la présidence

Le président de la Guinée-Equatoriale, M. Teodoro Obiang Nguema, a procédé, vendredi 17 janvier, à un profond remaniement ministériel, marqué notamment par la disparition du ministère de la défense, rattaché désormais à la présidence de la République. L'ancien titulaire de ce poste, M. Fructuoso Mba Onana, considéré jusqu'à présent comme le numéro deux du régime, devient ministre des transports, tout en conservant son titre de vice-premier ministre. Ce remaniement intervient peu de temps après des rumeurs persistantes faisant état de mouvements de mécontentement au sein des forces armées, qui se seraient produits au cours des dernières semaines dans la partie continentale du pays, le rio Muni. — *(AFP.)*



LA GRANDE MICRO A MICROBULL 2 DU 28 AU 31 JANVIER.

HÉLIPORT DE PARIS – PORTE DE SÈVRES



84/77 01.86

MicroBull 2

Présentez-vous muni de ce coupon-réponse complété, à l'héliport de Paris – Porte de Sèvres.

Nom : ____________________

Société : ____________________

Adresse : ____________________

____

Secteur d'activité : ____________________

Des démonstrations sur le secteur de la Santé sont prévues le 28 janvier, l'Éducation le 29 janvier, les Collectivités locales le 30 janvier et l'Industrie le 31 janvier 1986.

INVITATION GRATUITE

MicroBull 2 : Le rassemblement international annuel de la micro de BULL et de ses partenaires.

MicroBull 2 : La nouvelle gamme de *micro-ordinateurs professionnels BULL Micral* en démonstration.

MicroBull 2 : Toute la micro-informatique BULL d'aujourd'hui et de demain : logiciels, périphériques, connexions, réseaux locaux d'entreprise...

MicroBull 2 : Un grand choix d'applications pour les PME-PMI, professions libérales, artisans, commerçants et cadres d'entreprises.

MicroBull 2 : La rencontre avec des revendeurs agréés *BULL*, et des *S.S.I.I.* spécialistes de la micro, qui vous proposeront des solutions adaptées à vos besoins spécifiques.

Bull

AFRIQUE

Lesotho

Le premier ministre Leabua Jonathan est renversé par un coup d'État militaire

De notre correspondant

Johannesburg. — Le premier ministre du Lesotho, M. Leabua Jonathan, a été renversé dans la nuit de dimanche 19 à lundi 20 janvier par le chef de la force paramilitaire, le général Justin Lekhanya, a annoncé Radio-Lesotho dans son bulletin de 6 heures lundi matin. Aucune indication n'a été fournie sur les circonstances de ce coup d'Etat qui semble s'être déroulé sans effusion de sang. On ignore pour l'instant quel sort a été réservé au premier ministre.

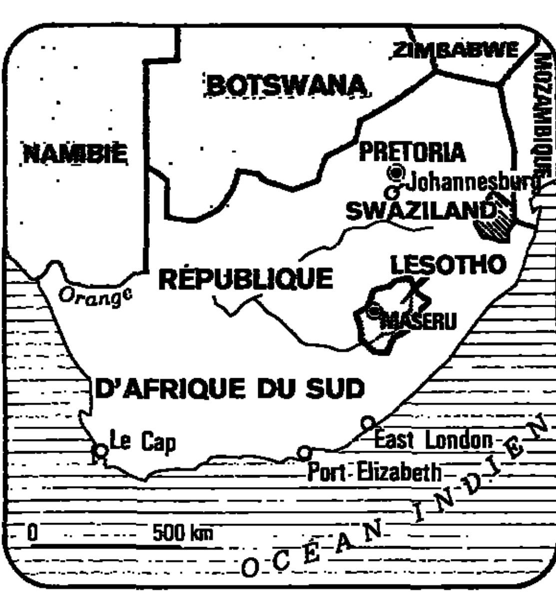
Le nouvel « homme fort » du royaume a annoncé qu'il avait pris le pouvoir en raison de *« la confusion qui régnait au Lesotho et parce que les politiciens n'arrivaient pas à gouverner le pays »*. Le général Lekhanya a indiqué qu'il serait assisté dans sa tâche par un conseil militaire et qu'il gouvernera sous l'autorité du roi Moshoehoe II qui, depuis longtemps, n'exerce plus aucun pouvoir dans ce royaume grand comme la Belgique (30 000 kilomètres carrés) et peuplé de 1,5 million d'habitants.

Le coup d'Etat du chef de la force paramilitaire (PMF) forte environ 1 500 hommes, est l'aboutissement d'une semaine de troubles à Maseru, capitale d'un Etat montagneux dont l'attitude moyenne est de 1 600 mètres. Mercredi dernier, une unité de la PMF d'une centaine de soldats avait encerclé le siège du gouvernement, provoquant la confusion et nourrissant la rumeur d'un coup d'Etat, démenti par la suite. Deux jours plus tard, vendredi, des affrontements armés se produisaient à 5 kilomètres au sud de Maseru, dans les baraquements de la PMF, faisant officiellement cinq morts (quatre soldats mutins et un loyaliste). Selon des informations non confirmées il y aurait eu en fait dix-sept victimes.

Dimanche soir, au cours d'une conférence de presse, le premier ministre n'avait donné aucune précision sur l'origine des combats, ajoutants qu'il n'y avait « *pas d'opposition politique* » dans son pays. Le ministre de l'information, M. Desmond Sixishe, avait réduit la portée des incidents à une querelle personnelle entre le chef Lekhanya et le colonel Sehlabo. « *Ce qui s'est passé n'est pas autre chose* », avait-il fait *remarquer.*

Lors de sa conférence de presse, le premier ministre a réaffirmé sa confiance au général Lekhanya, indiquant que c'était « *son ami, son homme* ». Il ajouta : « *Je contrôle parfaitement la situation. Jamais auparavant au cours de mes trente années de politique, je n'ai été aussi bien accepté.* » Quelques heures plus tard, M. Jonathan était renversé par « *son ami* » et fidèle de toujours.

La crise politique au Lesotho, dont l'aboutissement est le coup d'Etat de lundi matin, a été en grande partie provoquée par le blocus économique imposé depuis trois semaines par l'Afrique du Sud pour contraindre les autorités de ce pays à se débarrasser de membres de l'ANC qui y auraient trouvé refuge. Les Français de cet Etat totalement enclavé dans l'Afrique du Sud ont été pratiquement bloqués. La police sud-africaine se livre à des fouilles minutieuses de tous les véhicules qui attendent deux à trois jours avant de pouvoir passer de l'autre côté. Certaines denrées commencent à se faire rares et l'essence est rationnée. Le Lesotho dépend à 97 % pour ses importations de Pretoria, et un peu plus de cent cinquante mille personnes, pour la grande majorité des mineurs, sont employées en Afrique du Sud.



Ces sanctions sont en fait une réponse à l'attentat d'Amanzimtoti, près de Durban, le 23 décembre, qui avait fait cinq victimes blanches dans un centre commercial (*le Monde* du 25 décembre). Pretoria est convaincu que les terroristes venaient du Lesotho et exige de ce pays qu'il expulse ses réfugiés supposés appartenir à l'ANC. Le 20 décembre, un commando venu d'Afrique du Sud avait assassiné neuf personnes dont six membres de l'ANC dans les faubourgs de Maseru.

Des conversations ont eu lieu vendredi à Pretoria entre des délégations des deux pays pour tenter de trouver une solution à la crise. Les représentants des gouvernements se sont séparés après avoir annoncé que des recommandations allaient être formulées pour normaliser les relations entre les deux Etats. Aucune décision n'a été prise en ce qui concerne le sort qui devait être réservé aux réfugiés de l'ANC. Dimanche, cependant, le premier *ministre a précisé qu'il demanderait*, et cela en accord avec M. Oliver Tambo, président du Congrès national africain, aux « *réfugiés de l'ANC* » de se trouver « *une autre terre d'accueil* ». Le Lesotho ne devrait à l'avenir, selon ses propres termes, ne servir que de « *point de transit* ».

En faveur de Pretoria ?

Cette question du droit d'asile accordé aux militants de l'ANC avait déjà, par le passé, provoqué une tension entre le s deux voisins et un blocus des frontières. Aujourd'hui elle a semé la division au sein du parti au pouvoir, le Basotho National Party (BNP) et de la force para militaire. Des divergences se sont faite jour entre le PMF et la ligue de la jeunesse, dont certains des membres font partie de la BNP. La Ligue de la jeunesse passe pour être plus radicale que ses ennemis du BNP et proche de l'ANC. Elle est à l'origine des troubles de la semaine dernière. Soutenant le colonel Sahlabo, elle a réclamé le remplacement de certains chefs militaires et a critiqué le gouvernement pour sa faiblesse et sa mollesse face aux autorités sud-africaines. Elle a profité, vendredi dernier, du voyage à Prétoria du général Lekhanya pour tenter de prendre le contrôle de la PMF. Un groupe d'une trentaine de soldats rebelles a été arrêté.

L'opposition entre la vieille garde, la PMF et les dirigeants de la Ligue de la jeunesse, dont certains ont été formés par les Nord-Coréens, s'est également manifestée à propos de l'attitude à adopter avec les pays du bloc communiste. L'URSS, la Chine populaire et la Corée du Nord ont des représentations diplomatiques à Maseru. Cuba envisage d'en installer une. Une délégation cubaine conduite par le ministre des affaires étrangères, M. Isidoric Malmiesca, se trouve actuellement à Maseru. La Ligue de la jeunesse est favorable à des liens plus étroits avec les pays communistes, voulant ainsi accentuer le tournant pris en 1983 par M. Jonathan qui, auparavant, se déclarait farouchement anticommuniste. La veille garde, en revanche, dont le général Lekhanya, estime que le Lesotho peut difficilement, en raison de sa situation géographique et de sa dépendance économique entrer en guerre ouverte avec le régime de Pretoria.

Le Lesotho est, en effet, dans l'œil du cyclone et tous les mouvements de ce pays sont étroitement surveillés par l'« ange gardien » sud-africain. L'accession au pouvoir du général Lekhanya a manifestement la faveur de Pretoria. Le blocus économique a donc indirectement permis à l'Afrique du Sud de se débarrasser d'un gouvernement qui devenait de plus en plus récalcitrant après que celui-ci eut été mis en place, vingt ans plus tôt avec l'appui du premier ministre de l'époque, M. Hendrik Verwoerd.

Ce qui prouve tout d'abord que le gouvernement de Pretoria, qui ne cesse de proclamer son hostilité aux sanctions économiques, n'hésite pas à les utiliser quand cela le sert, et démontre ainsi que celles-ci peuvent être efficaces. D'autre part, l'Afrique du Sud exige de ses voisins immédiats qui disposent de moyens nettement inférieurs qu'ils fassent le ménage chez eux en se débarrassant des « terroristes » potentiels de l'ANC, alors qu'elle-même n'arrive pas à venir à bout de ce problème sur son propre territoire.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Un potentat local

Agé de soixante et onze ans, le premier ministre Leabua Jonathan conduisait la destinée du Lesotho depuis le 5 juillet 1965, soit quinze mois avant que l'indépendance du protectorat anglais du Basutoland ne soit accordée, le 4 octrobre 1966. Cet ancien berger qui, par la suite, a travaillé comme employé dans les mines d'or d'Afrique du Sud avait fondé en 1959 le Basutoland National Party. Malgré sa défaite aux élections de 1960, il parvint à l'emporter en 1965 face à son rival de toujours, M. Mokhehele, du Basutoland Congress Party (BCP). Refusant la défaite aux élections générales de 1970, il garda le pouvoir grâce à un coup d'Etat, puis suspendit la Constitution et réduisit à néant les pouvoirs du roi. Il gouverna alors sans partage. Des élections, promises à plusieurs reprises depuis 1970, n'ont jamais eu lieu. L'opposition politique a été réduite à néant et M. Mokhehele fonda l'Armée de libération du Lesotho (LLA), soutenue par l'Afrique du Sud, qui est à l'origine de nombreux coups de main et attentats sur le territoire du Lesotho.

Leabua Jonathan a gouverné pendant vingt ans avec une main de fer, emprisonnant les récalcitrants, monopolisant les portefeuilles de la défense, de l'intérieur et des affaires électorales. Ce potentat local avait coutume de dire en plaisantant : « *J'espère que je ne serai plus dans les parages après ma mort* », sous-entendant que sa succession serait difficile. C'est maintenant chose faite, le Lesotho semble être entré dans la zone des tempêtes.

République sud-africaine

● *Sept morts lors d'affrontements tribaux.* — Sept mineurs ont été tués et quarante-cinq autres blessés au cours d'affrontements tribaux entre Pondos et Zoulous, qui se sont produits dimanche 19 janvier dans la mine d'or de Kloof, située à environ 30 kilomètres à l'ouest de Johannesburg. La police, qui a fait usage de balles de caoutchouc et de gaz lacrymogènes pour rétablir l'ordre, a arrêté quatre mineurs. Le mois dernier, des combats entre les deux communautés avaient fait une soixantaine de morts près de Durban. — *(AFP.)*

AMÉRIQUES

Etats-Unis

L'hommage ambigu des Blancs à la mémoire de Martin Luther King...

Washington. — Le même *pays qui, à compter de ce lundi* 20 janvier, va chaque année honorer d'un jour férié la mémoire de Martin Luther King, a pour capitale fédérale une ville qu'on croirait régie par la loi sud-africaine. Noire à plus de 70 %, Washington est en effet pour la quasi-totalité des Blancs qui y vivent une ville sans habitant de couleur tant les frontières raciales entre quartiers y *sont hermétiques.*

Pour rassurante qu'elle veuille être, l'explication par les différences sociales de cet « apartheid » de fait ne résiste pas à l'examen, car la bourgeoisie noire — ici comme ailleurs — a ses blocs et ses banlieues, et les nantis des deux races ne fraternisent pas plus que les prolétaires. Le maire est noir, on prend le même métro, la police est bicolore, mais on ne se mélange pas.

Le Congrès, qui a adopté, en octobre 1983, la loi dédiant chaque troisième jeudi de janvier à la célébration officielle d'un pasteur noir contestataire, représente une Amérique qui est à plus de 85 % blanche. Le racisme est bien vivant, mais, rivée à ses postes de télévision, toute l'enfance américaine va entendre, lundi, tout le bien qu'il y a à dire de l'homme qui, en refusant toujours la violence, a fait disparaître des Etats-Unis la discrimination raciale ouverte.

Paradoxe ? Pas plus que la persistance des panneaux *« Interdit aux Ngres »* à une époque où *la Case de l'oncle Tom* était déjà un grand classique de *la littérature mondiale. De même* que la discrimination a longtemps survécu à la fin de l'esclavage, le racisme survit à la suppression de la discrimination, et, si l'on peut voir là une tenace résistance d'une imbécile abjection, on peut aussi sourire de son érosion — pas si lente après tout quand on revoit grâce aux émissions spéciales consacrées à la lutte de Martin *Luther King, ce qu'était le Sud il* y a trente ans seulement : un pays de non-droit où les Noirs étaient relégués au fond des autobus par des Blancs qui auraient fait passer pour évolués les dirigeants sud-africains.

On n'en est plus là, et c'est ce qui explique que 57 % des Noirs américains soient convaincus que leur avenir sera meilleur que leur présent (1), alors que, entre autres différences, l'espérance de vie d'un homme noir est aujourd'hui de six ans inférieure à celle d'un homme blanc.

Ambivalence

Cet optimisme n'a pourtant rien de béat puisque, dans le même temps, 60 % des Noirs considèrent que le racisme à leur égard s'est développé ou n'a pas régressé depuis 1980. De la même manière, presque 70 % d'entre eux déclarent compter au moins un Blanc parmi leurs amis proches, mais estiment que, dans la plupart des villes, il vaut mieux être Blanc que Noir si l'on a affaire à la police; 57 % rejettent la violence comme moyen d'action politique, tout en déclarant, plus nombreux encore, que le gouvernement fédéral ne se penche sur les problèmes des Noirs qu'en cas d'émeutes.

L'ambivalence est permanente, mais c'est encore sur les moyens de progresser demain qu'elle est la plus frappante. A une très nette majorité (50 % à *60 %), les Noirs américains* sont en faveur d'un rôle actif de l'Etat dans la correction de l'injustice raciale, que ce soit par l'intégration dans les écoles, les aides sociales ou la pratique, dans les entreprises travaillant pour l'Etat et les administrations, des quotas d'embauche contre lesquels M. Reagan s'est une nouvelle fois élevé ce week-end en invoquant Martin Luther King et l'antiracisme. Parallèlement, pourtant, il se trouve 45 % de Noirs pour estimer qu'*« en moyenne, les Noirs ont des emplois, des revenus et des conditions d'habitat plus mauvaises que celles des Blancs »*, parce que *« la plupart des Noirs n'ont pas la motivation ou la volonté de se tirer par eux-mêmes de la pauvreté »*.

Une courte majorité (47 % contre 44 %) va *jusqu'à approuver* la phrase suivante : *« La discrimination a injustement maintenu les Noirs au bas de l'échelle, mais beaucoup des problèmes auxquels les Noirs sont aujourd'hui confrontés dans ce pays ont été créés par les Noirs. »* Une nette majorité enfin (47 % contre 40 %) pense que les programmes gouvernementaux d'aide sociale *« découragent les gens d'améliorer leur situation par eux-mêmes »*, plus qu'ils ne les aident à prendre un départ.

Contradiction ? Non, car s'il y a aujourd'hui une classe moyenne noire qui se développe, c'est en large partie grâce aux aides sociales, à l'intégration (éventuellement forcée) des écoles et aux quotas d'embauche. Mais, d'un autre côté, une *mère célibataire ayant* droit à des indemnités, il a souvent été tentant pour les pères de partir avec bonne conscience, et les allocations familiales ont trop souvent poussé à la natalité dans les familles totalement démunies.

Le résultat est la consolidation d'un lumpenproletariat noir, dont le quotidien est la misère, la délinquance et la drogue — d'une « sous-classe » qui descend la pente tandis que la majorité la remonte. Lentement.

BERNARD GUETTA.

(1) Les statistiques citées ici sont tirées d'un sondage réalisé par le *Washington Post* et la chaîne de télévision ABC.

A New-York

Les débats du Pen Club ont été dominés par des affrontements politiques sur le socialisme et le terrorisme

Correspondance

New-York. — « *J'avais souhaité une réunion qui ne soit pas un cirque.* » Norman Mailer, président de la section américaine du Pen Club international, et à ce titre organisateur du quarante-huitième congrès de ce groupement d'écrivains, n'a pas vraiment été entendu.

Les travaux du congrès ont pris fin vendredi 17 janvier, dans les cris et les protestations, donnant ainsi à cette dernière séance un côté pagaille auquel Norman Mailer, par ses déclarations provocantes, a largement contribué. A un certain nombre de délégués qui se plaignaient de la faible représentation des femmes (vingt seulement sur un total de cent quarante) dans les groupes de discussion, il avait répondu : « *Il y a peu de femmes comme Susan Sontag pour être d'abord des intellectuelles et ensuite des écrivains et poètes... D'où notre tendance naturelle à choisir plus d'hommes que de femmes.* »

Il aggrava les choses en déclarant qu'il n'avait pas voulu remplacer celles qui n'avaient pu venir — dont, notamment, Nathalie Sarraute, Iris Murdoch et Marguerite Yourcenar — afin de « *ne pas encourager la médiocrité* ». Les huées redoublèrent quand il souligna que, dans certains pays où les femmes sont opprimées, « *il n'existe pas de bons écrivains femmes* »...

A Erica Jong, qui lui demandait : « *Comment pouvez-vous nous regarder et ne pas nous voir ?* », il répliqua : « *Vous êtes la dernière femme à pouvoir prétendre être invisible.* » Mailer était, en fait, plus amusé qu'irrité. Néanmoins, fatigué des interruptions des déléguées femmes qui quittaient la salle bruyamment, il s'écria : « *J'aime bien le théâtre, mais tout de même, si vous voulez hurler, allez-y une bonne fois et sortez de la salle.* »

Le congrès s'est ainsi terminé dans le tumulte, après une semaine de discussions dominées par des préoccupations politiques qui ont animé les débats, même les plus académiques. Et cela, au grand regret de certains, dont Claude Simon, ou le romancier japonais Kobo Abe. « *Avez-vous eu des discussions intéressantes sur la littérature et la création littéraire ?* », demanda à ce dernier un journaliste. « *Oui, seulement dans mon imagination.* »

La dernière journée fut en tout cas aussi agitée que la première, où un certain nombre de délégués avaient protesté bruyamment contre la présence du secrétaire d'Etat américain, M. Schultz. Certes, ni M. Pierre Trudeau, ancien premier ministre du Canada, qui cita Platon, ni M. George McGovern, candidat malheureux à la présidence, ne soulevèrent de passion. En revanche, M. Bruno Kreiski, ancien chancelier autrichien, au terme d'un trop long exposé nourri de références à l'histoire et au marxisme, mais contre le terrorisme et les moyens d'y répondre, fut vigoureusement attaqué.

La clémence pour les écrivains

« *Comment pouvez-vous fréquenter de tels gens ?* », lui cria un délégué se référant à Kadhafi. L'écrivain israélien Amos Oz lui demanda : « *Si Arafat et Begin sont égaux, comment pouvez-vous tant aimer Arafat et haïr Begin ?* » L'ancien chancelier évoqua la nécessité de négociations avec les Palestiniens, rappelant le rôle de son pays, escale pour les juifs soviétiques émigrant en Israël.

Le congrès retrouva cependant sa sérénité et l'esprit de la charte du Pen Club pour approuver plusieurs résolutions demandant à divers gouvernements — de celui de Manille à celui de Moscou, en passant par Hanoï — de prendre des mesures individuelles de clémence et de remettre en liberté des écrivains ou poètes emprisonnés. Le congrès recommanda également au gouvernement roumain de cesser « *de détruire la culture hongroise* », dénonça la persécution des intellectuels en Iran et regretta plusieurs cas de censure aux Etats-Unis, y compris des autodafés de livres jugés obscènes ou pornographiques.

Mais, au-delà du tumulte et des divisions, le congrès du Pen Club a offert une occasion exceptionnelle aux hommes de lettres de quarante nations de se rencontrer, afin de parler de leur métier, de leurs difficultés et même d'échanger quelques bonnes histoires. Le président sortant de l'organisation en évoqua une : « *J'ai une bonne nouvelle à vous annoncer, déclara un jour le représentant d'un Etat totalitaire. La censure est terminée. Mais je vous interdis de l'écrire, car cela signifierait qu'il existait chez nous une censure...* »

A ceux qui reprochent au congrès de s'être égaré sur les sentiers de la politique, un délégué américain fait observer : « *Quand quatre cent cinquante écrivains de plusieurs continents sont arrêtés et même torturés, pourrions-nous parler seulement de littérature ?* » A la question fondamentale de savoir si un écrivain pouvait se préoccuper uniquement d'écrire sans tenir compte de l'environnement politique et social dans lequel il vit, le congrès a assez clairement répondu par la négative.

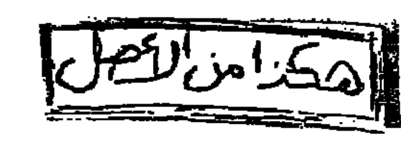
HENRI PIERRE.

Etats-unis

● *La santé du président Reagan.* — L'examen en laboratoire des polypes intestinaux enlevés, le vendredi 17 janvier, au président Reagan, lors d'une colonoscopie, montre qu'ils ne sont pas cancéreux (*le Monde* du 19 et 20 janvier).

La Maison Blanche a précisé dans un communiqué, publié samedi, que « *l'analyse finale en laboratoire sur les trois polypes intestinaux et sur les tissus faciaux prélevés hier* (vendredi) *sur le président est terminée. Toutes les* (tumeurs) *sont bénignes.* — *(AFP).*





Blancs
ther King...

t été dominés
politiques
terrorisme

politique

La course de fond de François Léotard

(Suite de la première page.)

André Léotard, père de François, maire fraîchement élu de Fréjus, est loin de savoir que sa propre fin commence avec la catastrophe. Comment le fils pourrait-il alors soupçonner que cette fin-là le conduira un jour à infléchir de manière durable son propre destin. Et pourtant...

Sur la petite cité sinistrée se déverse une manne gigantesque de dons financiers. André Léotard, fort de sa qualité de conseiller à la Cour des comptes et peu confiant dans l'efficacité de décideurs multiples, se fait nommer ordonnateur unique pour la répartition des fonds.

La procédure est, peut-être, techniquement contestable, mais le maire de Fréjus s'acquitte de sa tâche avec une scrupuleuse honnêteté qui ne lui sera reconnue que bien des années plus tard.

Sur le moment, une rumeur faite de jalousies, de contestations, de frustrations, va s'amplifiant. D'audacieux projets d'aménagements urbains qui troublent de petits intérêts contribuent aussi à déstabiliser André Léotard.

Peu à peu, il est immergé dans une cabale dont les échéances électorales ravivent la violence. La famille n'est pas épargnée. Mme Antoinette Léotard se souvient encore de ce *« minable »* qui lui a *« craché à la figure »* et de *« poings brandis »* devant la maison.

Aux tracts calomnieux, André Léotard ne veut pas répondre. Elle, en digne fille d'Ange Tomasi, célèbre photographe corse, veut se battre : *« J'aime me venger. »* En secret, elle fabrique, pour répondre aux feuilles injurieuses, d'autres tracts dénonçant tel *« fils de tenancière de bordel »*, ou tel descendant de *« tonton flingueur »*.

Pas plus que sa mère, François Léotard ne trouve *« détestable »* le mot de vengeance. Il partage aussi avec elle ce sens du clan. Le clan de la famille, le clan des amis dévoués... à Fréjus comme à Paris.

Mais pour une « réparation » à la mesure de l'affront, la tribu Léotard devra attendre. Mis en ballottage au premier tour des élections municipales de 1971, André Léotard jette l'éponge. Quatre ans plus tard, le 4 janvier 1975, il meurt. Amère fin pour cet homme pudique et secret. Un notable à la fois *« royaliste sur les bords »* et commis zélé de la République, sans compter son dévouement inlassable à la tête de la fédération de parents d'élèves qui porta *longtemps son nom*, mettant en œuvre un subtil mélange de conservatisme politique et d'innovation pédagogique.

Fin lettré aussi, auteur érudit d'un dictionnaire inachevé de géographie littéraire, amoureux de Stendhal, épris de Maurras, de Barrès et de Renan. François Léotard en gardera le goût des livres, la passion des mots dont il paraît souvent dans ses discours manier avec délectation la matière.

Le jour des obsèques d'André Léotard, une foule immense, *« comme on n'en avait pas vu depuis la guerre »*, se presse dans la cathédrale Saint-Léonce. Le clan Léotard est réuni, mais c'est à sa mère seule que François se confie : *« Je crois qu'il est de mon devoir de reprendre le flambeau. »* Deux ans plus tard, en chassant de la mairie celui qui avait battu son père, il réhabilitera l'honneur du nom.

Jusqu'à ce jour de mars 1977, on l'avait peu vu à Fréjus (où la famille Léotard est implantée depuis longtemps), si ce n'est pour les vacances scolaires. C'est alors un gamin secret et timide mais *« têtu comme une bourrique »*, raconte en riant sa mère, qui se souvient de l'avoir un jour, de guerre lasse, *« jeté dans un ravin »* avant de *« l'enfermer dans un placard »*.

De son enfance à Vincennes, au sein d'une famille nombreuse où déjà Philippe Léotard (l'acteur) tient la vedette, il garde peu de souvenirs. Une vie scolaire chaotique. Trois lycées. Du premier, il sera exclu pour avoir *« bousculé un prof »* qui l'avait *« insulté »*.



Dessin de SZLAKMANN.

« Zèbre idéaliste »

Il se souvient mieux de « Zèbre idéaliste », son nom de totem chez les scouts. De cet apprentissage, il garde le *« goût de l'effort »* et d'une *« vie rude »* et un certain « mysticisme ». Il se découvre *« bon entraîneur d'hommes »*. Qualité qu'il revendique encore aujourd'hui : *« Celle-là, je sais que je l'ai. »*

Est-ce pour retrouver des bonheurs d'adolescent, pour satisfaire un *« besoin d'espace et de silence »* qu'il accomplit, plus tard, des retraites au monastère de la Pierre-qui-Vire, chez les bénédictins ? Jusqu'à ce soir d'octobre 1963 où, à vingt et un ans, il devient Frère Honorat. Pour quelques mois, non pour toute la vie, comme il l'a cru un moment. *« Votre problème à vous, c'est l'humilité »*, dira un jour le Père abbé à ce jeune novice. François Léotard méditera longtemps cette *« sentence »* avant d'apprendre, des années plus tard, au hasard d'une rencontre, qu'il ne s'agissait que d'une réflexion sur l'*« humidité »* de sa cellule !

Cette parenthèse hors du siècle témoignera, ultérieurement, au fil des interviews-confidences, de la singularité d'un homme politique qui ne craint pas de laisser deviner ses interrogations, ses contradictions. A qui il ne déplaisait pas, jusqu'à ce que sa stature d'homme public s'affirme, de laisser apercevoir les arcanes d'une intériorité suffisamment complexe pour lui permettre, éventuellement, de tout abandonner.

Après tout pourquoi pas ? Un *Michel Noir, député RPR du* Rhône, qui croit communier avec François Léotard dans le même culte de la personne humaine, revendique haut et fort le droit de l'homme politique à être autre chose qu'une machine à discours ou à petites phrases.

Pourquoi pas ? Le brutal projecteur de télévision ne laisse ainsi jamais oublier la lumière du vitrail. Tout y gagne, sous ce double éclairage. Les hésitations ordinaires d'un début de parcours scintillent de l'éclat de la richesse des possibles. Les balbutiements font pressentir les paroles fortes. Kierkegaard (auquel François Léotard ne dédaigne pas de se *référer*) tempère Machiavel. Péguy (même remarque) corrige Von Hayek.

Après un service militaire riche en péripéties, en coopération au Liban, François Léotard décide alors de *« devenir sérieux »*. Il entreprend sagement des études de droit. *En cours de licence*, il *se présente* (en 1968) à un concours de secrétaire de chancellerie. Reçu second, il est nommé vice-consul à Cracovie. Malgré son goût pour les affaires étrangères, il ne prend pas ce poste. Il écoute les conseils pressants de son père et se laisse convaincre de continuer ses études : Sciences-Po et, en 1971, l'Ecole nationale d'administration.

Le futur Petit Prince n'est pas à l'aise dans cette fabrique d'élites politico-administratives. Il s'y sent pour le coup « Petit Chose ». Il supporte mal les représentants d'une *« bourgeoisie arrogante »*, qui gravitent autour d'un Laurent Fabius dont il évoque la *« morgue »*. *« Tout le monde était à la recherche d'un rapport non diffusé propre à assurer un succès potentiel non négligeable pour le classement »*, se souvient-il. *« Fabius déambulait en disant : « Vous êtes des cons, moi, je » l'ai le rapport. »*

Dans cette ambiance « potache », François Léotard manifeste une décontraction certaine. Si on le voit, c'est dans les sous-sols, où il affronte ses condisciples au tennis de table.

Pour le reste, ses centres d'intérêt semblent se situer à l'extérieur de l'école. Il est syndiqué à la CFDT, mais sans être le pionnier ni le militant ardent que l'on a parfois décrit. *« Fidèle, mais pas très actif »*, rapporte un de ses compagnons de l'époque.

Avec quelques amis, il crée un Centre d'études, de recherche et de formation en administration et gestion qui organise des séminaires pour apprendre aux cadres du privé la bonne manière d'entrer en relation avec l'administration, de discuter avec ce monstre froid, de bien s'en servir.

Ces *« provinciaux »* se montrent sympa avec le *« surdoué »* Laurent Fabius, admis à se faire quelque argent de poche au prix d'un exposé *« super-brillant »* sur le fonctionnement des cabinets ministériels.

De cet enseignement dispensé par le Centre naîtra même un livre à la rédaction duquel François Léotard participera : *Comment vendre à l'administration*. Son nom n'apparaîtra pas, fonction publique oblige !

Affecté à sa sortie de l'ENA comme administrateur de la Ville de Paris, il satisfait, dit-il, son *« goût du concret »* en s'occupant des questions d'urbanisme et d'environnement. Au bout d'un an d'horaires *« pesants »*, il demande une affectation comme sous-préfet.

Il est écrit que ce Parisien aux allures provinciales devra s'éloigner de la capitale pour approcher des centres du pouvoir. La bretelle d'accès à la voie royale passera par Périgueux, où il arrive au printemps 1974. Bientôt Yves Guéna cherchera à retrouver le siège de député *qu'il avait abandonné pour participer* au gouvernement. La victoire de l'ancien ministre gaulliste, dans l'élection législative partielle prévue pour la fin du mois de septembre, est jugée incertaine. François Léotard, lui, le donne gagnant et chiffre très précisément sa victoire. La légende veut que Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, ayant *eu connaissance du rapport* audacieux de ce jeune sous-préfet, songe dès cet instant à le distinguer, voire à l'enrôler.

La réalité est plus complexe. En Dordogne, comme ailleurs, les relations sont tendues entre le mouvement gaulliste (UDR) et la fédération giscardienne des Républicains *indépendants, dont le responsable* local, le docteur Claude Guichard, est indésirable à la préfecture. François Léotard est le seul à accepter de le rencontrer.

Le docteur Guichard l'introduira, à sa demande, dans le milieu politique. Il parlera de lui à Michel Poniatowski en visite dans la région. A Paris, il lui fera renconter Joël Lebeschu, conseiller technique au cabinet du ministre.

Fin 75, à la création d'Agir pour l'avenir, structure d'accueil et de formation des futurs candidats giscardiens à la députation, Michel Poniatowski et Joël Lebeschu, qui recherchent pour ce club un animateur, se souviendront de François Léotard. Préféré à d'autres « candidats », il vient s'installer à Paris.

François Léotard, qui a pris au cours de l'été 1975 sa carte aux RI et a *« découvert »*, à cette occasion, *« ce qu'est un parti »*, ne perd pas de vue la mairie de Fréjus. Il descend dès qu'il le peut dans le Var, le plus souvent en fin de semaine. Il s'active, se montre, organise des réseaux de fidélités. *« Une occupation du terrain comme on n'en avait jamais vu »*, remarque, amusé, un conseiller municipal socialiste.

Grâce à l'amicale complicité d'un journaliste local, il apparaît presque chaque jour dans les colonnes de *Nice Matin*, qui parvient à donner l'illusion d'une présence quasipermanente. *« Six mois avant les élections, il était déjà, dans le journal, le maire de Fréjus ! »*, s'exclame un habitant moins tendre pour le Petit Prince.

Un peu plus de deux ans après la mort de son père, il gagne son défi *en reprenant*, le 20 mars 1977, la mairie au « tombeur » d'André Léotard.

Il ne s'arrêtera pas là. En mars 1978, il ravit au député sortant RPR, Mario Bénard, énarque comme lui, le siège de la deuxième circonscription du Var.

Pour cette deuxième victoire, comme pour *la* première, *il* n'a rien laissé au hasard, jusqu'au choix de sa suppléante, qui n'est autre qu'une ancienne adjointe gaulliste de Mario Bénard à la mairie d'Hyères, perdue par ce dernier en 1977.

Avant même ce succès, le jeune Léotard commençait à intéresser les états-majors parisiens et le pouvoir. Ne participait-il sans le savoir à la stratégie présidentielle de rééquilibrage des forces entre l'UDR, devenue RPR, et les RI, transformés en Parti républicain dans la ville même de François Léotard au mois de mai 1977 ?

Une semaine avant le premier tour des élections, le chef de l'Etat lui avait donné un sérieux coup de pouce en venant assister à Fréjus à la grand-messe. Les deux hommes avaient véritablement fait connaissance au cours de l'été 1977, Valéry Giscard d'Estaing favorablement prévenu par Michel Poniatowski ayant manifesté le désir de rencontrer ce jeune maire.

Une explication avec VGE

En 1979, il ajoutera à ce premier palmarès un mandat de conseiller général, gagné cette fois dès le premier tour.

Dans son fief varois et à l'image de ses puissants voisins, plus particulièrement de Jacques Médecin qu'il qualifie *« d'homme courageux et de bon maire »* et pour lequel il a *« beaucoup d'affection »*, François Léotard, année après année, bétonnera le terrain. En bon professionnel.

Une Association des amis de François Léotard qui, avec une certaine candeur, s'était donné initialement comme mission de *« favoriser le rayonnement »* de sa *« pensée »*, gère efficacement l'image de son héros. Nul ne peut plus ignorer à Fréjus qu'il est toujours jeune..., court vite et longtemps..., est plein d'avenir... et, de plus, n'oublie personne depuis son bureau de l'hôtel de ville. La multitude d'associations qu'il a créées et confiées à des fidèles en témoigne, tout comme la part du budget municipal consacrée à la vie associative : 10 millions de francs en 1985, soit plus de 15 % des impôts directs.

Loin de le considérer avec ironie, François Léotard attache aussi une grande importance au système des « interventions ». *« J'en fait des milliers par an... Sinon à quoi je sers ?... Mais tout cela est public et n'a rien d'illégal. On est des latins mais quand même, prudents et pas bêtes ! »*

Que, dans ces conditions il apparaisse, par surcroît, comme *« un ange pur et radieux »*, cela fait en tout cas *« rigoler »* l'un de ses collègues à l'Assemblée nationale, Alain Hautecœur, ce qui ne l'empêche pas de parler avec sympathie de cet enfant du pays.

Cette efficacité cultivée jusque dans le détail, cette détermination, François Léotard en fera bientôt montre dans sa conquête du Parti républicain. Quand il estime être *« le meilleur »*, il oublie contradictions et doutes : il fonce. Tout en essayant de se préserver d'affrontements directs avec ses amis, il sait forcer, au moment opportun, le passage vers la nouvelle place à enlever. *« J'ai horreur de la naïveté en politique »*, dit-il, résumant ce qui peut apparaître comme une philosophie.

1981 : il ne croit pas à la chute de Giscard d'Estaing. Après coup, il aura des mots très durs, non seulement sur la campagne présidentielle, jugée *« désastreuse »* — *« Il n'y avait pas de propositions véritablement nouvelles pour sortir de la crise »*, — mais aussi, sur la fin du septennat, *« les perversions de la pratique giscardienne »*, *« le colbertisme »* de l'Elysée, etc. Au total, une critique en règle.

Pourtant, lors de cette fameuse réunion du groupe UDF, le 12 mai 1981, il ne participe pas à l'hallali général. *« Je n'ai pas prononcé un mot contre Giscard »*, dit-il.

Une fois réélu député du Var, améliorant comme à chacune de ses élections son score, il participe à la fronde des Jeunes Turcs du PR, impatients de faire une croix sur le passé et la vieille garde qui l'incarne à la tête du parti. Les Alain Madelin, Gérard Longuet, François d'Aubert, Pascal Clément, Roger Chinaud, élus ou apparatchiks, pressent Jacques Blanc de céder la place. Mais le secrétaire général du PR est un sentimental. Il s'accroche désespérément à son fauteuil.

Les semaines puis les mois passent. Cette interminable révolution de palais commence à faire du bruit. Charles Millon et François Léotard sont, tous deux, donnés comme successeurs possibles. Encore faudrait-il qu'ils obtiennent le feu vert (même pâle) de l'ancien président de la République.

Que sait-il des deux hommes ? De Charles Millon, peu de chose. Le député de l'Ain s'est illustré à l'Assemblée nationale dans la bataille des nationalisations. On le sait, déjà, plus proche de Raymond Barre que de Valéry Giscard d'Estaing.

De François Léotard, deux ou trois choses. Il ne se souvient sans doute pas du jeune énarque, en stage à Clermont-Ferrand en 1971, et commis d'office comme quatorzième à sa table. Sans doute se *souvient-il mieux du jeune député* varois qu'il était venu soutenir en 1978 et qu'il invita de temps à autre, en voisin, au fort de Brégançon ou comme compagnon de chasse à Marly.

A sa demande, le futur secrétaire général du PR rencontre l'ancien chef de l'Etat au printemps 1982. C'est l'occasion d'une explication entre les deux hommes. François Léotard est venu présenter ses devoirs et évaluer ses chances dans la compétition interne au PR. Face à un homme, amer, qui soupçonne tout un chacun de l'avoir trahi, il aura à témoigner de sa fidélité. Avec suffisamment d'éloquence sans *doute pour* que le *processus de succession* s'engage alors véritablement au PR. En sa faveur.

Le 23 juin 1982, Jacques Blanc, qui sait désormais que ses jours sont comptés, nomme François Léotard, délégué général. Aussitôt, celui-ci commence une tournée dans les fédérations où on le connaît peu. Le 16 *juillet*, il *annonce sa candidature* à la tête du parti.

Le 25 septembre, dans un gymnase fatigué de Courbevoie, il devient secrétaire général du PR. Une dernière fois, Michel Poniatowski, en lançant l'anathème contre *« les charlots qui nous gouvernent »*, ravit la vedette au Petit Prince qui, *pour un temps encore*, devra composer avec les barons de l'ancien régime.

« Vingt actions pour gagner. Deux ans pour convaincre. » François Léotard s'engage avant tout à faire du PR *« une machine de guerre »*, à l'image du RPR. Il comprend aussi très vite le parti qu'il peut tirer de l'accueil favorable rencontré dans les médias. Le PR se mobilise alors pour *« vendre »* du François Léotard.

*Les sondeurs s'intéressent davan*tage à ce nouveau « jeune homme » de la politique, qui n'est plus seulement le frère de l'acteur, abandonne volontiers la cravate et les costumes tristes pour des tenues plus décontractées, adore la course de fond et qui, de plus, est sympathiquement gaffeur. Les tests de notoriété effec*tués par* la SOFRES le créditent au printemps 1983 de 65 %.

Arrivent les élections européennes de 1984. François Léotard, qui s'accommode de moins en moins de la mollesse de l'UDF et de son inertie face à l'impérialisme du RPR, est tenté par un premier grand coup politique. Au moment où le choix de la *liste* commune RPR-UDF et les débats glauques dans l'opposition jettent une lumière cruelle sur tous les archaïsmes, les pesanteurs et les hypocrisies de la vie politique, ne tient-il pas là une occasion inespérée de se distinguer une fois pour toutes, en jouant avec éclat la carte de la jeunesse, de la liberté d'allure et du franc parler ?

Prendre des risques

Cette occasion pourtant, il ne la saisira pas : il finira par renoncer à constituer sa propre liste. Pour forcer le destin, il eût fallu accepter de prendre des risques à la mesure de l'enjeu : un positionnement difficile sur l'échiquier politique, un possible échec personnel aux conséquences durables pour lui, comme pour son parti, et les suites d'une transgression de la volonté giscardienne.

Cette velléité d'indépendance sera, cependant, payante. Trois mois plus tard, les enquêtes inédites de la SOFRES révèlent que son taux de notoriété a atteint 82 % ! Il entre au baromètre mensuel de cet institut de sondage à la cinquième place, juste derrière ses aînés de l'opposition : 24 % de sondés souhaitent lui voir *jouer un rôle important dans les* mois et les années à venir.

Il a acquis une stature, pas encore son indépendance. Il va y travailler avec quelques fidèles compagnons, souvent issus de l'extrême droite (notamment Gérard Longuet, pour les finances, et Alain Madelin, pour la doctrine). Cette coïncidence ne le gêne pas : *« Je préfère des gens qui ont des convictions à des gens tièdes »*. Et François Léotard affecte d'être indifférent aux remous provoqués au PR par l'emprise croissante de ces « ultras », souvent soutenus par des réseaux d'influence efficaces.

Fort de sa progression rapide et continue dans les sondages, François Léotard, qui a fini par se désintéresser de l'UDF, gagnée de surcroît par le barrisme, songe à un deuxième coup politique : l'extension du Parti républicain en une structure plus vaste, accueillant notamment tous les « léotardiens » peu tentés par un engagement politique traditionnel.

Quelque chose comme un « Front de la démocratie libérale ».

L'obsession médiatique n'est pas abandonnée pour autant. Elle met à son service des moyens, techniques et financiers, considérables. En témoigne la tournée du mai républicain.

Au fil des jours et des succès rencontrés, s'édifie cette « maison des libéraux » qui, dans l'esprit d'Alain Madelin et de François Léotard, est venue se substituer au projet de « Front de la démocratie libérale ». Pourtant, la construction restera inachevée et la finition reportée à l'après-mars 1986.

Une fois encore, dans des circonstances favorables (le secrétaire général du PR dépassant à la fois Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, atteint son sommet dans le baromètre de la SOFRES : 40%), François Léotard se refuse à forcer le destin, signe de faiblesse ou manifestation de clairvoyance politique ? *Il a au moins, à ses yeux*, gagné son indépendance. Encore lui faut-il la préserver jusqu'en mars 1986 pour pouvoir en user dans la période imprévisible qui suivra.

A l'automne dernier, des propos revanchards et une saturation certaine de son image le fragilisent et imposent indirectement une redéfinition du personnage. Il s'agit désormais de « vendre » un fond après avoir réussi la promotion d'une forme, car *« sa bobine n'est pas en soi une proposition »*, comme le note un de ses conseillers. C'est à quoi tendra modestement une première campagne à thèmes : *« Nous ne serons pas libres seuls. » — « Nous ne serons pas riches seuls. » — « Nous ne récolterons pas sans produire. »*

Semblable prudence le guide dans ses relations avec ses partenaires de l'opposition. Comme par le passé avec Valéry Giscard d'Estaing, il compose avec Raymond Barre qu'il rencontre au cours de l'été pour *« calmer le jeu »* et pour mieux apparaître dans son parti comme un *arbitre au-dessus des factions qui* se sont constituées.

Est-ce la même prudence qui le conduit à laisser Alain Madelin caracoler aux avant-postes des idées libérales et Michel d'Ornano officier dans la cuisine électorale. ?

Lui semble vouloir consacrer davantage de temps à la réflexion avec les « experts » peu à peu rassemblés par son directeur de cabinet, Pierrick Borvo, et notamment des chefs d'entreprise, réunis en un club informel.

Cette période de relatif répit propice à la réflexion et à l'approfondissement des grands dossiers qu'un ministrable peut avoir à connaître aura cependant été bien courte. Le secrétaire général est déjà lancé dans un nouveau tourbillon, celui de la campagne législative.

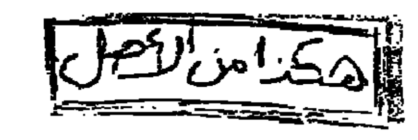
L'après mars 1986, c'est presque demain. Face à des choix qui peuvent, cette fois, être déterminants pour l'avenir de ses ambitions politiques, le petit prince saura-t-il faire la preuve qu'en grandissant, il n'a pas oublié de se doter d'une colonne vertébrale ?

CHRISTINE FAUVET-MYCIA et MICHEL KAJMAN.

LA NOTICE DU « WHO'S WHO »

Léotard (François, Gérard, Marie), administrateur civil, député, magistrat municipal. Né le 26 mars 1942 à Cannes (Alpes-Maritimes). Fils d'André Léotard, conseiller à la Cour des comptes, et de Mme, née Antoinette Tomasi. Marié en secondes noces le 22 décembre 1976 à Mme France Reynier (1). Etudes : lycées Charlemagne et Henri-IV à Paris, faculté de droit et Institut d'études politiques de Paris. Carrière : secrétaire de chancellerie au ministère des affaires étrangères (1968-1971), *élève à* l'Ecole nationale d'administration (1971-1973), administrateur de 2e classe à la direction générale de l'aménagement urbain (1973-1975), sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Dordogne (1974), puis sous-préfet hors cadre au cabinet du ministre de l'intérieur (1975-1977), *maire* de Fréjus (depuis 1977), député UDF-PR du Var (2 circ. Hyères) (19 mars 1978, réélu le 14 juin 1981), conseiller général du Var (depuis mars 1980), secrétaire général (depuis 1982) du Parti républicain, vice-président de l'Union pour la démocratie française (UDF) (1983-1984). *Décoration* : chevalier de l'ordre national du Mérite. Sport : jogging. Adresse : prof. Assemblée nationale, 75355 Paris.

(1) C'est Mme France Reynier qui a épousé en seconde noces François Léotard (NDLR).



LA CAMPAGNE A LA RADIOTÉLÉVISION

Le PCF conteste la répartition du temps d'antenne

« Voilà la misérable entreprise du Parti socialiste : préserver la droite et prendre tout le reste, ou à peu près, en bâillonnant le Parti communiste. J'appelle cela du totalitarisme. » Sifflets et huées dans l'auditoire. Les mille personnes qui écoutent M. Georges Marchais conspuent le PS. Le 17 janvier, à Villejuif (Val-de-Marne), le secrétaire général du PCF a repris les termes d'une campagne que *l'Humanité* avait lancée le matin même.

En 1981, affirment M. Marchais et le quotidien communiste, les quatre formations représentées à l'Assemblée nationale (RPR, UDF, PS et PCF) avaient disposé, chacune, de 45 minutes d'antenne à la radio et à la télévision avant le premier tour des élections législatives. En 1986, le PS *« impose sa volonté »*, selon eux, en accordant toujours 45 minutes à chacune des deux formations de droite pour s'en octroyer 78 à lui-même et n'en laisser que 12 au Parti communiste. Cette *« information capitale »* n'est pas tout à fait exacte.

Contrairement à ce qu'avancent M. Marchais et *l'Humanité*, les temps de parole de la campagne « officielle » radiodiffusée n'ont jamais été partagés en *« quatre parts égales »*. Et aucun parti n'a jamais eu à « imposer » quoi que ce soit, puisque la répartition est régie par l'article L. 167-1 du code électoral.

Cet article (lois du 29 décembre 1966 et du 28 décembre 1977) stipule que, *« pour le premier tour de scrutin, une durée d'émission de trois heures est mise à la disposition des partis et des groupements représentés par des groupes à l'Assemblée nationale »*. Quatre-vingt-dix minutes sont *« affectées aux groupes qui appartiennent à la majorité »* et les quatre-vingt-dix autres *« à ceux qui ne lui appartiennent pas »*. La répartition à l'intérieur de ces deux blocs se fait *« par accord entre les présidents des groupes intéressés »*.

La simple observation de la répartition des temps d'antenne attribués de 1973 à 1981, tant à droite qu'à gauche, montre qu'elle s'est faite très exactement en fonction du nombre de députés *(voir tableau)*. Il y avait donc eu attribution proportionnelle, système alors accepté par le PCF.

Il en va tout autrement pour les élections législatives de mars prochain. Pour la première fois depuis le vote de la loi de 1966, les présidents des groupes parlementaires ne sont pas parvenus à un accord en raison de l'opposition des communistes. L'argumentation de ces derniers est la suivante : le PCF n'est ni dans la majorité ni dans l'opposition : il est « à gauche », terme qui ne figure pas dans la loi, mais qui est désormais utilisé par la Haute Autorité. Compte tenu de la « vague rose » de 1981 — le PCF a 44 députés contre 280 au PS, — les communistes veulent une répartition se rapprochant le plus possible des « quatre quarts », pour ne pas hériter de douze minutes d'antenne et en laisser soixante-dix-huit aux socialistes.

Le « bureau élargi » de l'Assemblée tranchera la question le 29 janvier.

OLIVIER BIFFAUD.

Répartition du temps d'antenne pour la campagne électorale « officielle » des législatives

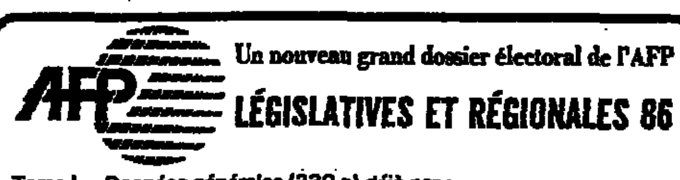
	1973	1978	1981	1986 (*)
GAUCHE (90 minutes)	PS : 55 mn (53 députés) PC : 35 mn (34 députés)	PS : 52 mn (103 députés) PC : 38 mn (74 députés)	PS : 52 mn (117 députés) PC : 38 mn (86 députés)	PS : 78 mn (280 députés) PC : 12 mn (44 députés)
DROITE (90 minutes)	UDR : 67 mn (273 députés) RI : 15 mn (61 députés) PDM : 8 mn (32 députés)	RPR : 54 mn (169 députés) RI : 20 mn (62 députés) CDS : 16 mn (51 députés)	RPR : 51 mn (155 députés) UDF : 39 mn (119 députés)	RPR : 52 mn (88 députés) UDF : 38 mn (63 députés)

(*) Les temps d'antenne officiels précédant les législatives de mars — un seul tour de scrutin — ne sont pas encore fixés. Ceux qui figurent ici ont été calculés en fonction des règles appliquées de 1973 à 1981.

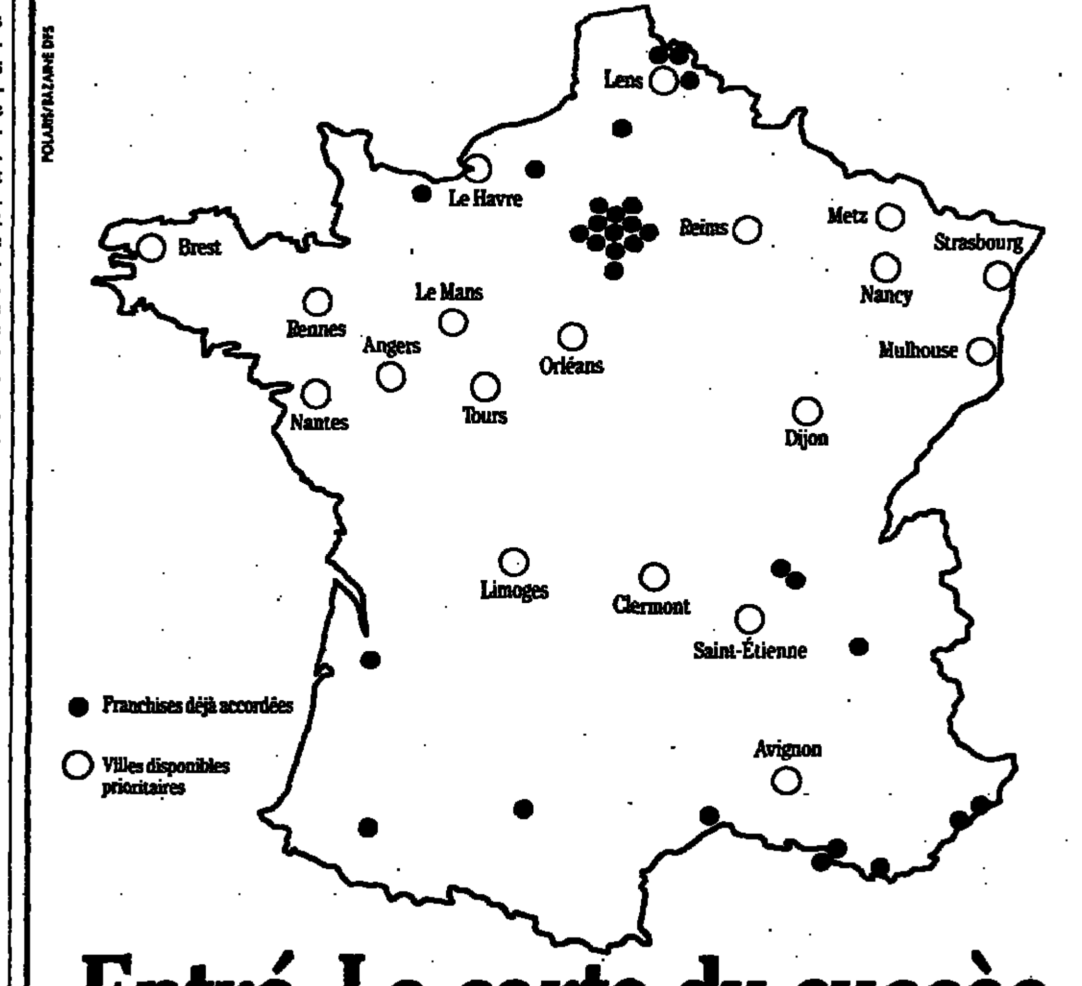
LE CNIP signe la « plate-forme » de l'opposition

Le Centre national des indépendants et paysans, que préside M. Philippe Malaud, ancien ministre, signera, le mercredi 22 janvier, la *« plate-forme pour gouverner ensemble »* qui lie le RPR et l'UDF. Cette décision a été prise samedi par le conseil national du CNIP, qui a décidé de poursuivre son *« engagement national avec le RPR bien que de nombreuses situations locales n'aient pu trouver de solution satisfaisante »*.

M. Malaud a estimé que la « plate-forme » *« allait dans le bon sens mais pas assez loin sur le plan économique et qu'elle perdait beaucoup de vue les problèmes moraux, philosophiques et civiques »*. Il a précisé que son parti présentait une quinzaine de candidats éligibles, notant que certains seraient présents soit sur des listes d'union, soit sur des listes RPR, UDF ou Front national, dont trois ou quatre en région parisienne, parmi lesquels M. Frédéric-Dupont sur la liste parisienne de M. Le Pen.







POLITIQUE

SITUATIONS 86

AQUITAINE : un duché dans le duché

De notre correspondant

Bordeaux. – L'UDA (Union pour le développement de l'Aquitaine), regroupement d'élus de l'opposition, essentiellement PR et CDS, fondé en octobre 1984 par M. Jean François-Poncet pour *« réfléchir et travailler aux problèmes de la région »*, s'est réunie dimanche 19 janvier à Biarritz en présence de M. Pierre Méhaignerie.

Il s'agissait, théoriquement, pour les quatre cents participants, candidats, maires ou conseillers municipaux, d'affiner des thèmes de campagne ou des explications politiques. C'est ainsi que M. Philippe Vasseur, candidat (UDF) dans le Pas-de-Calais, a dénoncé l'exploitation par le PS d'un bilan économique *« favorable mais pernicieux, véritable campagne de camouflage, de bombes à retardement sous les sièges des élus du 16 mars prochain »*, tandis que M. Raymond Soubie, ancien collaborateur de M. Raymond Barre, a insisté sur l'importance des facteurs sociaux : les politiques doivent, selon lui, ne s'avancer qu'avec une extrême prudence sur ce terrain, n'engager le combat que sur l'essentiel, adopter un *« profil bas »*, loin des débats revanchards ou théologiques.

Quant à MM. Jean François-Poncet et Pierre Méhaignerie, ils se sont retrouvés sur un point : ce n'est pas le moment de parler de la cohabitation.

Mais, au-delà de ce discours préélectoral somme toute assez banal, cette réunion aura surtout été l'occasion de la première et franche assemblée d'une opposition non chabaniste en Aquitaine. Jusqu'à présent, il s'agissait toujours de petits dîners et de discours assez lénifiants, où l'on ne manquait pas une seule occasion de chanter les louanges du maire de Bordeaux.

Le préambule de M. Jean François-Poncet n'a, cette fois, pas laisser planer aucun doute : l'UDA n'a pas à se préoccuper des élections. *« Nous devons nous pencher sur l'après-1986, sur ce que nous ferons le 17 mars au matin »*, a-t-il précisé.

Si M. Jean François-Poncet s'est bien gardé de lever le voile sur cet après-16 mars, ses amis n'ont pas manqué dans les coulisses de faire part de leur désir de constituer des groupes UDF au conseil régional et dans chaque département. A force de se montrer trop gourmand, tantôt au nom de Chaban, tantôt au nom de Chirac, le RPR, disait-on, a fini par refaire notre unité. Et il commence à se dire que, le 17 mars au matin, on pourrait bien découvrir que, sans avoir l'air d'y toucher, M. Jean François-Poncet a peut-être bien réussi à se tailler un duché dans *le duché d'Aquitaine.*

PIERRE CHERRUAU.

ISÈRE : fronde barriste

De notre correspondant

Grenoble. – Une fronde barriste dans l'Isère, qui faillit aboutir il y a quelques semaines à la constitution d'une liste réunissant des sympathisants de l'ancien premier ministre, rebondit. Estimant être insuffisamment représentés dans la liste d'union de l'opposition conduite par le maire de Grenoble, M. Alain Carignon (RPR), les barristes avaient obtenu qu'un sort meilleur leur soit réservé sur la liste des régionales menée par M. Bernard Saugey (RPR).

Une querelle, interne cette fois au CDS, oppose depuis quelques jours MM. Barrot et Méhaignerie à leurs représentants locaux, dont le sénateur Jean Faure. Les premiers ont en effet « parachuté » sur la liste de l'opposition M. Jean-Claude Guibal, secrétaire général d'Entreprise et Progrès, et M. Bernard Betto, adjoint au maire de Grenoble.

« Dans l'Isère on se pose des questions sur l'interprétation du mot démocratie au sein du Centre des démocrates », déclare M. Faure. *Furieux de voir évincés ses amis barristes* sur la liste des régionales, dont M. René Mollard, président du CDS, et M. Charles Personnaz, adjoint au maire de Voiron, désigné par les militants du CDS, il menace de constituer une liste dissidente. Celle-ci pourrait réunir des barristes et des socio-professionnels qui estiment eux aussi être insuffisamment représentés sur la liste de l'opposition. *« Attention*, affirme d'autre part un conseiller général connu pour ses sympathies pour le député de Lyon. *Notre menace peut aller très loin. Comment en effet voir dans le même département une liste d'union aux législatives et la désunion pour les régionales ? Il y aurait alors de fortes chances pour que nous formions une liste barriste aux législatives. »*

CLAUDE FRANCILLON.

ALLIER : plus de problèmes dans l'opposition

De notre correspondant

Moulins. – Les maires de Moulins et de Vichy, MM. Hector Rolland (RPR) et Jacques Lacarin (PR), occuperont dans l'ordre les deux premières places de la liste RPR-UDF aux législatives. La liste régionale sera conduite par M. Edmond Maupoil (radical).

Ces listes d'union RPR-UDF ont été rendues publiques, le samedi 19 janvier, avec un retard de près d'un mois par rapport à ce qui avait été annoncé. Les deux principaux problèmes qui expliquent ce retard ont fini par être réglés.

D'une part, celui de la septième place, peut-être éligible, de la liste aux régionales, attribuée dans un premier temps à un radical : le docteur Lacarin a pu obtenir qu'elle revienne à l'un de ses proches, considéré comme son dauphin à la mairie de Vichy, le docteur Jean-Louis Bourdier. D'autre part, quatre membres de la majorité du conseil général – dont trois vice-présidents – menaçaient de constituer des listes dissidentes aux législatives et aux régionales. Ils y ont renoncé. – P. R.

[NDLR. – La lettre de M. Chazel publiée dans *le Monde* du 17 janvier, faisant suite à la parution dans l'édition de la veille d'un article intitulé : « Allier : menaces de désunion dans l'opposition », appelle deux précisions. La « contrevérité absolue » dont parle, à juste titre, M. Chazel était le fruit d'une erreur de transmission. D'autre part, l'union de l'opposition, définitivement réalisée le 12 janvier, n'a été rendue publique que le 19. Cela explique pourquoi nous n'en avons pas fait état dans nos éditions du 17.]

HAUTE-GARONNE : M. Dominique Baudis en première ligne

De notre correspondant

Toulouse. – M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, conseiller général et député européen, sera donc tête de liste aux élections législatives, le 16 mars prochain, en Haute-Garonne *(voir nos dernières éditions du 11 janvier).*

On trouve sur la liste législative d'Union pour la Haute-Garonne du maire de Toulouse, en deuxième position, M. Jean Diebold, maire adjoint, ancien membre du comité central du RPR, exclu de ce parti pour indiscipline en novembre dernier ; puis M. Pierre Montastruc (proche du Parti radical), conseiller général de Boulogne-sur-Gesse. M. Pierre Baudis (UDF), conseiller général, ancien député et ancien maire de Toulouse, qui avait été un moment pressenti pour conduire le liste des législatives, figure en quatrième position.

Pour se déclarer officiellement, le maire de Toulouse a attendu le vote définitif de la loi sur le cumul des mandats. Il avait tenté de convaincre le RPR de revenir sur sa position, la formation de M. Jacques Chirac ayant décidé de se présenter séparément aux suffrages des électeurs de la Haute-Garonne (*le Monde* du 31 octobre 1985).

M. Dominique Baudis a estimé, au cours de la cérémonie des vœux à la presse, que sa *« fonction de maire était fondamentale »*. Décidé à siéger au conseil régional, dont il espère faire basculer la majorité (socialiste), il choisira au lendemain du scrutin de mars, et après examen de la situation politique, entre son mandat européen et son mandat au Palais-Bourbon.

M. Baudis avait justifié sa candidature en 1984 derrière Mme Simone Veil par la nécessité de représenter Toulouse à l'Assemblée des Communautés européennes de Strasbourg. Mais pour se mettre en conformité avec la loi, M. Dominique Baudis devra se départir d'un autre de ses mandats, seulement lorsque celui-ci parviendra à son terme légal.

D'autre part, M. Gérard Houteer, député sortant socialiste dissident, vient de réitérer dans une lettre ouverte au maire socialiste et aux militants de la cinquième circonscription du département son intention de conduire sa propre liste. Se refusant à abandonner *« la presque-totalité du département pour Toulouse »*, M. Gérard Houteer dénonce la *« manipulation »* dont il aurait été victime au sein de sa fédération. *« Pour éviter les pressions »*, il devrait faire connaître la composition de sa liste au dernier moment, une liste *« de gauche »*, a tenu à préciser le député rocardien.

GÉRARD VALLES.

DEUX-SÈVRES : la majorité et l'opposition ont du mal à constituer leurs listes

De notre correspondant

Niort. – Dans les Deux-Sèvres, ni l'opposition, qui se présente unie, ni le Parti socialiste, ébranlé par la mort de son chef, René Gaillard, député depuis 1973, n'ont réussi à constituer à ce jour des listes complètes pour les élections de mars.

Le suppléant de René Gaillard, M. Guyton, devenu député le 29 décembre, ne semble pas avoir l'ambition de garder son siège. Il se contentera d'une place de deuxième sur la liste socialiste, alors que, selon toutes probabilités, son parti n'aura qu'un seul élu dans ce département.

L'éventualité d'un parachutage a, certes, été envisagée. Mais, comme ailleurs, elle ne provoque pas l'enthousiasme. Les militants du PS restent toutefois partagés entre deux volontaires pour la tête de liste qui, du vivant de René Gaillard, avaient préféré figurer sur la liste régionale en position d'éligibilité. Il s'agit de M. Hervé, maire de Parthenay, rocardien, et de M. Jean-Paul Fredon, enseignant, adjoint au maire de Niort et qui se consacre dans cette ville aux affaires sportives et culturelles.

La liste d'union de l'opposition pour les législatives sera conduite par un député sortant, M. Brochard, (UDF), la seconde place reviendra à M. Jean de Gaulle (RPR), petit-fils du général.

Mais, à partir de la troisième place, il existe un désaccord entre le comité départemental de l'UDF et le bureau national. Et, surtout, entre la fédération du Parti radical des Deux-Sèvres et le bureau national de ce parti, que préside M. André Rossinot.

Celui-ci souhaite imposer une femme, Mme Janine Lucas, à la troisième place, où elle serait sans doute élue, alors que les responsables de l'UDF des Deux-Sèvres ont désigné, comme représentant radical, M. André Nicolas à la quatrième place.

Les instances nationales du Parti radical ont réagi en prononçant l'exclusion de M. Nicolas, président national pour le Poitou-Charentes. L'UDF deux-sévrienne a annoncé qu'elle n'avait nullement l'intention de céder.

R. S.

INDRE-ET-LOIRE : neuf candidats socialistes retirés des listes

Neuf candidats socialistes pour les prochaines élections législatives et régionales en Indre-et-Loire parmi lesquels un député sortant, M. Jean Proveux, ont été retirés des listes par la commission exécutive fédérale du PS.

Cette décision a été prise *« parce qu'ils refusaient de dire clairement qu'ils s'engageaient sur la liste présentée par les instances nationales et départementales*, précise-t-on à la Fédération du PS. *De ce fait, leur attitude pour celles-ci correspond à un retrait de candidature »*.

La désignation comme tête de liste de Mme Christiane Mora, la seule femme, député sortant du département, proposée par la convention nationale du PS, n'avait pas fait l'unanimité chez les militants d'Indre-et-Loire. 65 % d'entre eux avaient voté pour une liste conduite par M. Jean Proveux avec en seconde position Mme Christiane Mora. – *(Corresp.)*

Propos et débats

M. Léotard : chef de bande

M. Mitterrand est un « homme du dix-neuvième siècle », *a déclaré M. François Léotard, le dimanche 19 janvier au* « Grand Jury RTL-le Monde ». *Selon lui, le socialisme a conduit à une* « ringardisation de la France ». « On ne peut pas être les jours pairs arbitre de la Constitution et les jours impairs chef de bande à la tête du Parti socialiste », *a-t-il ajouté à propos du discours prononcé par M. Mitterrand vendredi au Grand-Quevilly. M. Léotard estime que l'opposition UDF-RPR ne peut pas être battue parce que l'une et l'autre formation ont* « un projet et des alliés » *tandis que M. Mitterrand* « n'a ni projet ni alliés ». *Pourtant, il affirme que l'opposition* « n'a pas fait son travail » *puisque les socialistes et M. Mitterrand progressent dans les sondages.*

M. Chirac : risques

« Que M. Mitterrand prenne garde : il prend des risques. A abandonner son rôle de chef de l'Etat au profit de celui de chef du Parti socialiste, il prend le risque d'être mis en grande difficulté si ce parti est battu », *a déclaré M. Jacques Chirac, le dimanche 19 janvier, devant les candidats du RPR aux élections législatives.* « Mais, *a-t-il ajouté*, si nous n'avons pas une large majorité, la tâche de M. Mitterrand en sera facilitée ; il tentera alors de mettre à profit la confusion pour maintenir l'emprise du Parti socialiste sur le pays ».

M. Barrot : marécages

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a dénoncé, le dimanche 19 janvier au Club de la presse d'Europe 1, les « marécages de la cohabitation ». « Si on s'amuse à mettre l'institution présidentielle entre parenthèses pendant un certain temps, qui nous dit qu'on la retrouvera », *a-t-il ajouté. M. Barrot est favorable à la* « remise en cause » *du mandat de M. Mitterrand si l'opposition l'emporte le 16 mars.*

M. Jospin : musique et paroles

M. Jospin, qui participait, le dimanche 19 janvier, à un colloque de l'Institut socialiste d'études et de recherches, a estimé que les Français sont attirés par la « musique du libéralisme », *mais qu'ils n'aiment pas les* « paroles », *c'est-à-dire les mesures concrètes que propose l'opposition. La plate-forme UDF-RPR n'est pas* « modérée » *à ses yeux. Elle lui paraît traduire une* « rupture » *de l'équilibre établi dans la société française depuis la Libération et s'aligner sur* « le programme du CNPF ».

M. Mauroy : Vichy

« Remettre en cause la procédure d'acquisition de la nationalité française, c'est remettre en cause le code de la nationalité signé de la main même du général de Gaulle », *a déclaré M. Pierre Mauroy, le dimanche 19 janvier à Lille.* « Vouloir revenir à des notions comme la loi du sang, c'est rompre avec notre tradition républicaine pour revenir aux règles de l'Etat vichyste », *a-t-il ajouté. A propos des dénationalisations prévues par l'opposition, l'ancien premier ministre a affirmé que la droite vient de* « couper les derniers liens qui [la] reliaient encore à la démarche du fondateur de la Ve République ».

M. Rocard : irresponsabilité

« C'est notre manière de gérer le progrès qui est sécurisante », *a déclaré M. Michel Rocard, le samedi 18 janvier, à Plaisir (Yvelines). L'ancien ministre estime qu'en revanche la droite* « a cédé à la tentation de l'irresponsabilité ».

TROIS ÉLECTIONS CANTONALES

Le RPR conquiert un siège dans l'Oise

MARNE : canton de Heiltz-le-Maurupt (1er tour)

Insc., 3 055 ; vot., 2 350 ; suff. exp., 2 323. – MM. de Courson, app. CDS, 829 ; Gruzelle, div. opp., 395 ; Ménard, div. opp., 371 ; Walczak, div. g., 366 ; Cochard, UDF-PR, 251 ; Blondeau, PS, 51 ; Legentil, FN, 34 ; Levasseur, PC, 26. *Il y a ballottage.*

[Huit candidats se disputaient la succession de Aymar de Courson, UDF-CDS, décédé le 28 novembre 1985, et qui détenait ce siège depuis une trentaine d'années. Il avait été réélu dès le premier tour des cantonales de mars 1982 avec 1 187 voix, contre 589 à M. Walczak, PS, 416 à M. Cochard, div. opp., et 114 à M. Haffner, PC, pour 2 306 suffrages exprimés, 2 369 votants et 3 063 électeurs inscrits.

Quatre candidats ont franchi la barre des 10 % des inscrits indispensable pour se maintenir au second tour : M. Charles-Amédé de Courson, fils du conseiller général décédé, soutenu par le CDS ; M. Gruzelle, son premier adjoint à la mairie de Vanault-les-Dames ; M. Ménard, directeur de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, et M. Walczak, candidat du PS en mars 1982, qui se présentait cette fois sans étiquette. Les candidats officiels du PS (M. Blondeau) et du PC (M. Levasseur) sont éliminés. Ce canton rural restera donc à l'opposition.]

SOMME : canton de Molliens-Dreuil (1er tour).

Ins., 6 827 ; vot., 4 343 ; suffr. expr., 4 224. – MM. d'Halluin, RPR, 1 358 ; Desfossés, div. opp., 972 ; Lefebvre, PS, 943, Delbarre, PC, 487 ; Lesage, div. opp., 232 ; Dupille, FN, 230 ; Desaint, div. opp., 2. IL Y A BALLOTTAGE.

[Cette élection partielle est destinée à remplacer Jacques Dufetelle (UDF-CDS) décédé accidentellement le 30 octobre dernier. Il avait été réélu au second tour des cantonales de mars 1985, avec 2 398 voix contre 1 714 au candidat socialiste, M. Lefebvre, et 1 032 à un candidat de droite, M. Lavert, pour 5 144 suffrages exprimés 5 360 votants et 6 797 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : insc., 6 796 ; vot., 5 258 ; suffr. expr., 5 043. – MM. Dufetelle, 1 176 ; d'Halluin, 1 054 ; Lefebvre, 879 ; Lavert, 790 ; Delbarre, 665 et Bloquet, FN, 479.

Trois candidats sur les six qui étaient en compétition dimanche 19 janvier ont franchi la barre des 10 % des inscrits indispensable pour se présenter au second tour. M. d'Halluin, RPR, paraît bien placé pour l'emporter dimanche prochain en cas de duel gauche-droite. Mais si M. Desfossés se maintient, le candidat du PS peut espérer gagner ce siège. Il a fait mieux qu'au premier tour des cantonales de mars dernier (22,32 % des suffrages au lieu de 17,43 %). Ce n'est pas le cas du candidat communiste, qui a enregistré une perte, légère il est vrai, de 1,16 point.

L'opposition – sans l'extrême droite – a réalisé un score tout à fait comparable à celui de mars dernier (68,70 % des suffrages au lieu de 59,88 %), mais le Front national a perdu quatre points.]

OISE : canton de Maignelay-Montigny (1er tour).

Insc., 4 909 ; vot., 3 652 ; suff. exp., 3 551. – M. Fontaine, RPR, 1 858, ÉLU ; Mme Ribar, PS, 1 183 ; MM. Flour, PC 394 ; Imbembo, div. opp., 64 ; Dupuy, MRG, 52.

[M. Patrice Fontaine, RPR, qui a été élu dès le premier tour de ce scrutin partiel avec 52,32 % des suffrages, succède à Marcel Ville, PS, décédé le 15 novembre 1985. Ce dernier avait été réélu conseiller général au second tour des élections cantonales de mars 1982, avec 2 261 voix contre 1 828 à M. Fontaine, pour 4 089 suffrages exprimés, 4 138 votants et 4 840 inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : insc., 4 841 ; vot., 4 002 ; suf. exp., 3 923. MM. Ville, 1 959 ; Fontaine, 1 675 ; Louvet, PC, 289. D'une élection à l'autre l'opposition a conforté ses positions : les deux candidats qui la représentaient le 19 janvier ont recueilli ensemble 54,12 % des suffrages alors qu'au premier tour de mars 1982 M. Fontaine, seul candidat de droite, avait obtenu 42,69 % des voix. Le PC a, lui aussi, amélioré son score précédent, tant en voix qu'en pourcentage : il a recueilli, cette fois, 11,09 % des suffrages au lieu de 7,36 %. Le PS, en revanche, a enregistré un recul sensible que la présence d'un candidat du MRG ne suffit pas à expliquer. Alors qu'en mars 1982 Marcel Ville avait obtenu 49,93 % des suffrages, Mme Ribar, récemment élue maire de Maignelay en remplacement de Marcel Ville, et M. Dupuy (MRG) n'en ont totalisé que 34,77 %.

Après la victoire de M. Fontaine, secrétaire départemental du RPR, le parti de M. Jacques Chirac devient la première famille politique au sein du conseil général qui compte, désormais, 12 RPR, 7 div. opp., 5 UDF, 3 CNIP, 11 PS et 3 PC.]

profession : journaliste





l'équipe d'info la plus écoutée de France.



Marc ULLMANN
éditorialiste
Elie VANNIER
éditorialiste
Jacques VERGES
reporter
Jean-Benoît VION
reporter
Thierry WATELET
infos pour "lève-tôt"

RTL *aux rendez-vous de 1986.*

PARIS

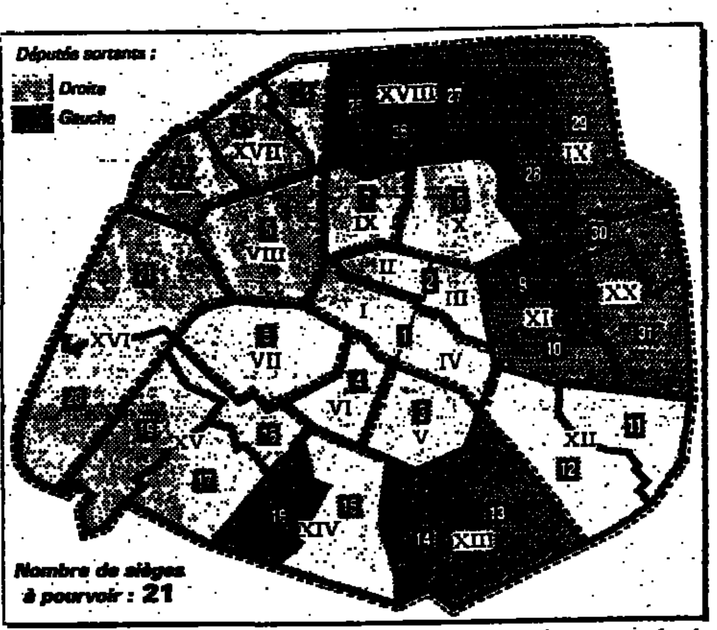
Depuis 1981, Paris est coupé en deux. Comme dans toute la France, les deux coalitions, de droite et de gauche, s'étaient alors affrontées. Mais comme ce fut souvent le cas dans son histoire, Paris a confirmé et amplifié le choix qu'il avait fait cinq ans auparavant et surtout en 1977, lorsque, pour la première fois, la capitale s'était donnée à son premier maire élu au suffrage universel, M. Jacques Chirac. Au soir du 21 juin 1981, sur les trente et un élus, la majorité municipale pouvait décompter dix-neuf députés de l'opposition nationale (quinze RPR et apparentés et 4 UDF) alors que la gauche était représentée par douze élus, tous socialistes, les trois députés communistes sortants ayant été éliminés dès le premier tour. Le Parti socialiste, comme partout ailleurs, faisait un bond remarquable puisque, dans la Chambre sortante, il ne possédait que deux députés parisiens.

Ayant ainsi verrouillé son bastion, M. Chirac a pu, deux ans plus tard, aux élections municipales de 1983, se « donner de l'air » en conquérant au bénéfice de la majorité municipale la totalité des mairies des vingt arrondissements. La loi « PLM » n'avait donc pas atteint son objectif politique qui était le démantèlement du monopole « chiraquien » dans la capitale.

Cette position dominante pouvait fort bien être encore renforcée par la conquête, sur la gauche, de nouveaux sièges de députés en 1986 si le scrutin majoritaire et le découpage en trente et une circonscriptions avaient été maintenus.

La nouvelle loi électorale sera donc — en vertu de la simple arithmétique — nuisible aux deux camps qui se partagent la représentation parlementaire parisienne. « *Sauvons les meubles* », tel est donc leur slogan involontairement commun, puisque le gâteau à se partager est désormais réduit d'un bon tiers. Dans les deux camps également, le choix des candidats « éligibles » qui se partageront ces portions congrues a donné lieu à des affrontements sévères qui ont duré des mois. Egalement dans les deux camps, l'introduction de la représentation proportionnelle a aiguisé les appétits des marginaux ou dissidents divers. Enfin, le nouveau mode de scrutin a donné des espoirs tout à fait fondés aux deux forces qui, pour le moment, n'ont qu'une minime représentation : le Parti communiste, avec six conseillers de Paris, et le Front national, avec un conseiller d'arrondissement, M. Le Pen lui-même, dans le vingtième.

Au total, les Parisiens pourraient fort bien avoir le choix, le 16 mars, entre une bonne douzaine de listes. Mais, à la différence de tous les autres départements, la Ville de Paris qui, à elle seule, constitue désormais une circonscription législative, voit le nombre de ses députés fortement réduit. Afin d'aligner la capitale sur le seuil démographique moyen retenu pour l'ensemble de la France, la loi de 1985 a réduit de trente et un à vingt et un le nombre des députés qui, le 16 mars, représenteront les Parisiens à l'Assemblée nationale. Il y avait à Paris pour les dernières élections (européennes de juin 1984) 1 228 906 électeurs inscrits. Le souci de justice qui a inspiré les auteurs de la loi est dénoncé par l'opposition — majoritaire dans la capitale, — qui a surtout vu dans les nouvelles dispositions un moyen d'assurer la réélection de plusieurs personnalités socialistes qui auraient été menacées d'élimination par le maintien du scrutin majoritaire.



Les numéros des circonscriptions apparaissent en blanc dans un carré noir.

Le monopole des deux grands contesté

Contrairement à ce qui s'était passé en 1981, sous le sigle commun UNM (Union pour la nouvelle majorité), l'opposition nationale a décidé de présenter à Paris des listes séparées, malgré l'insistance mise par l'UDF à souhaiter une liste d'union conduite par le RPR. Tant bien que mal, le RPR a réussi à résoudre l'impossible équation que lui posait la nouvelle arithmétique électorale. M. Chirac a dû vaincre bien des résistances pour imposer un certain renouvellement parmi les éligibles (*le Monde* du 30 novembre 1985). Il y est en partie arrivé en plaçant dans les huit premières places deux « nouveaux » qui seront à coup sûr élus, MM. Alain Juppé et Edouard Balladur.

Le maire de Paris, qui n'a pas voulu renoncer à son mandat de député de la Corrèze — les fameuses « racines » dont il se réclame, — a cédé le « leadership » à son fidèle second qui, en matière de dynamisme politique et de boulimie électorale, marche dignement sur ses traces, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, député du XVe arrondissement et maire du XIIIe. Mais ce sera aussi un « partnership ». Car si M. Toubon, en compagnie de M. Alain Devaquet, chef de file du RPR pour les élections régionales à Paris, doit effectuer trente visites d'arrondissements, il sera accompagné par M. Chirac dans une demi-douzaine de celles-ci, et le maire de Paris présidera de surcroît quatre ou cinq grands meetings dans la capitale avant le scrutin.

Pour faire accepter l'ordre des candidats qu'il a retenu, M. Chirac a dû convaincre certains d'entre eux qu'une victoire de l'opposition entraînerait des nominations de ministres, ce qui permettrait à autant de non-élus du 16 mars de siéger assez vite à l'Assemblée nationale. C'est un argument de ce genre qui a pu aussi convaincre M. Jean-Maxime Lévêque de retirer la liste qu'il dirigeait au nom du mouvement UNIR. Son ralliement au RPR est, assure-t-il, un sacrifice fait à l'union de l'opposition.

Le RPR, au total, ne s'est pas trop mal tiré de la phase des investitures. Aucune scission, aucune dissidence, n'est venue troubler les rangs des chiraquiens de Paris, qui escomptent bien avoir huit élus si rien ne vient bouleverser la situation présente. Et c'est pour tenter de dépasser ce niveau que M. Chirac participera aussi à la campagne parisienne.

Ballon d'oxygène pour l'UDF

Le risque de fronde un moment agité par M. Pierre Bas, député RPR et maire du VIe arrondissement, s'est vite dissipé. M. Raymond Barre, par une lettre du 19 décembre, l'a totalement dissuadé de constituer une liste « barriste » à Paris en lui écrivant : « *Je vous confirme ma décision de ne point susciter à Paris la formation d'une liste que l'on qualifierait de « barriste ». Il y aura en effet beaucoup de listes qui se présenteront aux élections dans la capitale. Je n'entends pas favoriser une dispersion des voix de l'opposition.* » Et le député du Rhône de préciser : « *J'apporterai mon soutien à mes collègues qui se trouvent sur la liste UDF.* » Ce qu'il a d'ailleurs fait en présidant, mercredi 15 janvier, un dîner-débat organisé par M. Dominati, chef de file de l'UDF dans la capitale. Le dimanche précédent, M. Barre avait montré à l'égard de Mme Marie-France Garaud beaucoup plus de compréhension qu'envers M. Bas.

> *Les communistes et l'extrême droite peuvent remettre en cause le partage de la capitale entre l'opposition et le parti socialiste*

Le soutien apporté par M. Raymond Barre à la liste parisienne de l'UDF a été accueilli avec une certaine faveur et même quelque soulagement par les dirigeants du RPR. Ceux-ci redoutaient en effet qu'une détérioration trop profonde de l'UDF à Paris se produise au profit des « petites listes » et n'affaiblisse au total la coalition des deux grandes formations de l'opposition.

A l'UDF même, on souhaitait ardemment ce ballon d'oxygène. On y savait bien que les quatre premières places éligibles occupées par les quatre députés sortants ne constituaient pas une affiche très attrayante. Pour tenter d'y remédier M. Dominati, oublieux de ses attitudes antigaullistes en faveur de l'Algérie française, a placardé sur les murs de la capitale son portrait surmonté d'une fière formule du général de Gaulle : « *La difficulté attire l'homme de caractère* », et portant, presque invisible dans un coin, le sigle UDF. Double aveu ou clin d'œil ?

Car la difficulté n'a pu être évitée : M. Gilbert Gantier, troisième de liste et député du XVIe, a même menacé de constituer une liste dissidente si l'ordre des premiers candidats était modifié. Le choix des suivants de liste a, lui aussi, provoqué bien des amertumes et de nombreux marchandages, car la quatrième place qu'occupe M. Pernin est bien branlante. Il est vrai que l'UDF, à Paris aussi, est traversée de courants divers et souvent antagonistes, et qu'elle n'y possède pas de chef incontesté. M. Roger Chinaud, maire du XVIIIe, qui jouait naguère ce rôle, s'est effacé depuis qu'il sait qu'il deviendra sénateur en septembre.

Aux côtés de la liste UDF ou face à elle — comme on voudra — se situe la liste de Mme Marie-France Garaud. Malgré la causticité corrosive que l'ancienne conseillère de M. Jacques Chirac exerce à l'égard de ce dernier, c'est surtout l'UDF qu'elle inquiète. En effet, Mme Garaud ne cache pas son admiration pour M. Barre, son « *accord profond* » avec ses positions, et plusieurs de ses colistiers, comme Mme Beaux ou le professeur Lhermitte, sont des amis de l'ancien premier ministre, qui se réclament ouvertement de lui et que celui-ci encourage. Le 18 décembre 1985, à « L'heure de vérité », Mme Garaud indiquait qu'elle serait « *déçue* » si sa liste n'obtenait pas trois sièges et, au « Grand Jury RTL-*le Monde* » du 5 janvier 1986, elle affirmait que les sondages lui donnaient « *deux élus avec 8 % ou 9 % des voix* ».

Si les deux grands blocs qui se partagent la représentation législative de la capitale doivent inévitablement « perdre des plumes », il n'en ira pas de même pour le Parti communiste et pour l'extrême droite.

A la dernière consultation (les élections européennes de 1984), la liste de M. Georges Marchais avait obtenu 6,16 % des voix à Paris. Un score de même importance peut permettre à Mme Gisèle Moreau, ancien député, de 1973 à 1981, membre du secrétariat du PC, tête de liste communiste, de siéger au Palais-Bourbon. Elle s'en contenterait bien que M. Marchais assigne aux communistes de retrouver leur score de 1981, soit plus de 9 %. A condition que la vigoureuse campagne en faveur du « vote utile » à gauche lancée par le PS n'atteigne pas son but proclamé de marginaliser les communistes parisiens. Depuis plusieurs années, dans la capitale, la décrue communiste est en effet régulière, et elle est plus marquée que dans le reste du pays.

Le PS sur deux fronts

Car le PS va mener une active campagne sur deux fronts, contre le PC — ce qui est une tradition à Paris — et contre l'opposition RPR-UDF. Autant qu'ailleurs, sinon plus, les socialistes vont appeler les électeurs de gauche à « voter utile ». Cette attitude se justifie d'autant plus que la capitale, traditionnellement, amplifie les mouvements d'opinion nationaux. La décrue socialiste pourrait donc être naturelle par rapport au score obtenu par le parti de M. Mitterrand en 1981.

Mais le PS devra aussi lutter contre les petites listes de gauche qui risquent de grignoter son électorat et qu'il ne pourra pas cette fois-ci récupérer au second tour. Or il pourrait y avoir pléthore de ce côté si l'on se réfère aux intentions pour le moment proclamées :

— Une liste probablement baptisée Alternative 86, qui a le soutien du PSU, de la LCR, du PAC (Parti pour une alternative communiste, ex-PCML, Parti communiste marxiste-léniniste) qui pourrait être conduite par M. Claude Bourdet ;

— Une liste du MPPT (Mouvement pour un parti des travailleurs), sigle cache-sexe du PCI (Parti communiste interna- tionaliste, lambertiste) qui fournit la plus grosse partie des militants du MPPT. L'organe hebdomadaire de ce parti, *Informations ouvrières*, était auparavant l'organe du PCI. Cette liste sera conduite par Mme Martine Debat, médecin conseil à la Sécurité sociale ;

— Une liste des Verts, qui sera conduite par M. René Dumont, agronome, qui, à l'élection présidentielle de 1974, avait obtenu à Paris 2,32 % des voix au premier *tour* ;

— Une autre liste Ecologie et humanisme, conduite par M. Roger Fischer, professeur à Louis-le-Grand, dissident des Verts ;

— Une liste de Lutte ouvrière, enfin, n'est pas à exclure, bien que Mme Laguiller n'ait pas encore pris sa décision.

A ces listes, il conviendrait d'ajouter celle annoncée par M. Pierre Lefranc, ancien chef de cabinet du général de Gaulle, soutenue par le Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert et un groupement de gaullistes de gauche, et qui se réclame d'une « cohabitation constructive » avec M. Mitterrand.

Pour maintenir leur représentation parisienne, les dirigeants du PS — qui admettent que, avec le scrutin majoritaire, ils risquaient de perdre tous leurs sièges, — ont dû soigneusement doser la composition de leur liste. Le courant mitterrandiste occupe les deux premières places avec MM. Jospin et Quilès, mais les trois suivantes ont été accordées au CERES, qui est puissant dans la capitale. MM. Charzat, Sarre et Mme Edwige Avice se succèdent donc dans l'ordre. Mais il a fallu que M. Sarre fasse preuve d'une pugnace obstination pour ne pas se retrouver en cinquième position, à une place jugée menacée par les pronostiqueurs électoraux. M. Claude Estier, élu du XVIIIe, a reçu pour récompense de son effacement la promesse d'un mandat sénatorial en septembre. Tous les autres députés sortants disparaissent.

Un candidat qui en revanche retrouvera le chemin du Palais-Bourbon est à coup sûr M. Jean-Marie Le Pen. A l'élection présidentielle de 1974, le leader de l'extrême droite avait attiré à Paris 9 722 électeurs, soit un peu moins de 1 % des suffrages exprimés. Aux législatives de 1978, les scores de ses candidats étaient si minces qu'ils étaient comptabilisés avec les « divers ». A l'élection présidentielle de 1981, M. Le Pen ne s'était pas présenté. C'est aux élections municipales de 1983 que l'ancien député poujadiste de 1956 a fait son irruption sur la scène parisienne, obtenant lui-même 11,26 % des voix dans le XXe arrondissement de Paris. Mais c'est l'élection européenne à la proportionnelle, en 1984, qui consacra le Front national puisqu'il obtint 15,24 % des suffrages à Paris (soit 104 589 électeurs), réalisant ses meilleurs scores à la fois dans les « beaux quartiers » (XVIe, XVIIe) et *ceux, plus populaires et fiefs habituels de la gauche*, des XIXe et XXe.

Les espoirs de M. Le Pen

Depuis ce récent scrutin, les idées de M. Le Pen ont reçu une large diffusion, dont il escompte bien tirer un bénéfice supplémentaire. Ses thèmes sécuritaires et nationalistes ont été martelés auprès d'électeurs au contact de la réalité des problèmes qu'il dénonce. Comme second de la liste qu'il conduira à Paris, il a choisi le vénérable et rassurant M. Edouard Frédéric-Dupont, élu pour la première fois dans la capitale en 1934, réputé pour la sollicitude qu'il prodigue depuis un demi-siècle aux petites gens, aux chauffeurs de taxi et aux concierges de son VIIe arrondissement, au point d'être surnommé Dupont des Loges. Mais, en troisième position, figure un authentique représentant de l'extrême droite patriotique, ancien député Algérie française inscrit à l'UNR en 1958, M. Jean-Baptiste Biaggi. M. Jean-Marie Le Pen, dont l'optimisme ne connaît pourtant pas de limites, ne s'accorde cependant que trois sièges parisiens !

Enfin, une élection parisienne manquerait à la tradition si elle n'était éclairée d'un sourire. Depuis la disparition de Ferdinand Lop — et de ses adversaires fictifs, les « anti-Lop » (!) — l'humaniste-pacifiste Aguigui Mouna lui a succédé au quartier Latin. Le président du MOU, le Mouvement ondulatoire unifié, qui se dit « cosmonaute du subconscient », a déjà trouvé son slogan : « *Les temps sont durs, votez mou.* »

ANDRÉ PASSERON.

NOMBRE DE SIÈGES A POURVOIR

LÉGISLATIVES : 21 — RÉGIONALES : 42

DÉPUTÉS SORTANTS (31)

Pierre-Charles Krieg (RPR).
Jacques Dominati (UDF-PR) (1).
Jean Tibéri (RPR).
Pierre Bas (RPR).
Edouard Frédéric-Dupont (CNIP, app. RPR).
Maurice Couve de Murville (RPR).
Gabriel Kaspereit (RPR).
Claude-Gérard Marcus (RPR).
Georges Sarre (PS).
Ghislaine Toutain (PS).
Paul Pernin (CDS, app. UDF).
Pierre de Bénouville (app. RPR) (2).
Louis Moulinet (PS), suppléant de Nicole Questiaux, ancien ministre de la solidarité nationale.
Serge Blisko (PS), suppléant de Paul Quilès, ministre de la défense.
Yves Lancien (RPR).
Roger Rouquette (PS), suppléant d'Edwige Avice, secrétaire d'Etat chargé de la défense.
Bernard Rocher (RPR), suppléant de Jacques Marette décédé le 25 avril 1984.
Nicole de Hauteclocque (RPR).
Jacques Toubon (RPR).
Georges Mesmin (UDF-CDS).
Gilbert Gantier (UDF-PR).
Bernard Pons (RPR).
Jean de Préaumont (RPR).
Hélène Missoffe (app. RPR).
Claude Estier (PS).
Bertrand Delanoë (PS).
Lionel Jospin (PS).
Manuel Escutia (PS).
Alain Billon (PS).
Michel Charzat (PS).
Jean-Paul Planchou (PS).

(1) Elu le 17 janvier 1982, en remplacement de Pierre Dabezies, app. PS, invalidé.
(2) Réélu le 17 janvier 1982, après l'invalidation de son élection de juin *1981*.

PRÉSIDENTIELLE-1er tour (26 avril 1981)

Ins., 1 272 577 ; abst., 22,49 % ; suff. ex., 975 035. Marchais, 89 376 (9,16 %) ; Mitterrand, 239 718 (24,58 %) ; Mitterrand + Crépeau, 260 426 (26,70 %) ; Giscard d'Estaing, 253 155 (25,96 %) ; Chirac, 263 096 (26,98 %) ; Chirac + Garaud + Debré, 297 979 (30,56 %).

LÉGISLATIVES-1er tour (14 juin 1981)

Ins., 1 282 335 ; abst., 33,21 % ; suff. ex., 849 281. PC, 79 563 (9,36 %) ; PS-MRG, 272 962 (32,14 %) ; UDF-RPR, 438 459 (51,62 %).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 1 231 905 ; abst., 43,55 % ; suff. ex., 685 516. PC, 42 237 (6,16 %) ; PS, 126 027 (18,38 %) ; UDF-RPR, 340 066 (49,60 %) ; FN, 104 515 (15,24 %).

Edouard Balladur

L'ascendance pompidolienne

La carrière du futur nouveau député de Paris — il est en troisième position sur la liste RPR — s'est déjà déroulée en trois tiers, au service de l'Etat, au service du pouvoir, au service du privé. Il entamera, le 16 mars, une étape supplémentaire de son cursus mais, cette fois, au service de la nation. M. Edouard Balladur — né en 1929 en Turquie, au hasard d'un séjour paternel, — a en effet consacré à sa sortie de l'ENA, en 1957, dix ans au Conseil d'Etat. Entré ensuite à l'hôtel Matignon en 1964, il demeurera jusqu'en 1974 auprès de Georges Pompidou, et sera même le secrétaire général de l'Elysée. Enfin, depuis la mort de l'ancien président, passé dans l'industrie privée puis nationalisée, il préside la Générale de service informatique, filiale de la CGE, et la Compagnie européenne d'accumulateurs.

Juriste de formation — il est conseiller d'Etat depuis 1984 — mais non dénué d'imagination, M. Balladur a été à l'origine de toutes les mesures sociales du septennat pompidolien, la participation, l'intéressement, la mensualisation, après avoir été l'un des négociateurs des accords de Grenelle en 1968. L'un des premiers, dans *le Monde* du 16 septembre 1983, il a théorisé le concept de cohabitation en soulignant l'ambivalence des institutions, mais en exigeant aussi le maintien du scrutin majoritaire.

Dans les entreprises qu'il dirige, il a naturellement développé les techniques du futur mais aussi multiplié les « cercles de qualité ». Connaissant M. Chirac depuis les années 60, il est devenu peu à peu plus qu'un conseiller, un ami, avec lequel on peut échanger des confidences, élaborer des tactiques, méditer sur des stratégies.

Ce Provençal de vieille souche, dont les relations sont éclectiques, la culture réelle et le style dense — comme il l'a montré dans *l'Arbre de mai* sur les événements de 1968 au quartier Latin (*le Monde* du 6 novembre 1979), — est un homme aux multiples antennes. D'abord aimable et souriant, il sait, malgré une discrétion de façade, être résolu et persuasif.

Se laissant convaincre de devenir député, il a déjà choisi de « travailler » le XVe arrondissement à la base, mais il sera à coup sûr l'un des élus qui compteront le plus auprès de M. Chirac, et pour longtemps, tant il y a du Pompidou dans cet homme-là.

A. P.

société

JUSTICE

ROGER KNOBELSPIESS EN LIBERTÉ

Onze jours de doute pour un acquittement

Voilà donc Roger Knobelspiess rendu à l'anonymat. Il a quitté, libre, le dimanche 19 janvier, à 4 heures, le centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, deux heures après que la cour d'assises de l'Essonne l'eut déclaré non coupable du vol à main armée commis à Palaiseau le 24 mai 1983. Il a été, toutefois, condamné à six mois de prison, largement couverts par sa détention provisoire de deux ans et demi, pour un certain nombre de délits mineurs au reste reconnus (vols de clés dans un hôtel, recel et usage de papiers d'identités volés à des particuliers).

Par son refus de toute interview, Roger Knobelspiess a déjà montré qu'il entendait prendre ses distances avec un vedettariat dont il avait, en fin de compte, plus pâti que profité.

Déjà s'éloignent les images des derniers instants d'un procès de onze jours : les baisers fous adressés par lui à la cour et aux jurés qui entérinaient, par les réponses données aux soixante-dix questions, sa protestation d'innocence ; l'accolade à son copain d'enfance, Michel Baron, qui s'entendait, lui, déclarer coupable de ce même vol à main armée et se trouvait condamné à dix ans de réclusion criminelle, comme l'étaient respectivement à huit ans et à six ans de cette même peine Jean-Claude Porchou et Patrick Curty, le premier comme coauteur déclaré, le second comme complice puisqu'il ne contestait pas non plus sa participation. Et c'est à peine si l'on entendit que la cour avait aussi acquitté Gérard Lalaoua, le gérant de la discothèque le Grillon, d'où était partie toute l'histoire.

En cet instant toujours pathétique, la salle, acquise à Roger Knobelspiess, et dans laquelle étaient revenus pour cette ultime journée les fidèles, de Guy Bedos à Leny Escudero, de Gérard Blain à Maurice Nadeau, de Denis Manuel à Georges Blondeaux, n'avait pu se retenir d'applaudir. Cet élan spontané se réfréna de lui-même, ceux qui n'avaient pu y résister réalisant que Michel Baron était condamné alors que lui aussi plaidait l'innocence et que demeuraient les liens indéfectibles avec Roger Knobelspiess.

Ainsi, là où la défense de Knobelspiess avec Mᵉ Thierry Lévy et Henri Leclercq, remarquables chacun à leur manière, avaient réussi, celle de Michel Baron, en dépit de la vaillance de Mᵉ Gérard Boulanger et Franck Natali, connaissait la défaite. Et, spectacle rare, émouvant, unique peut-être, on vit Mᵉ Natali pleurer comme un enfant sur l'étendue d'un échec dont il ne saurait pourtant se sentir responsable.

Il est vrai que contre Roger Knobelspiess et Michel Baron pesaient, au départ, les accusations maintenues jusqu'au bout de Patrick Curty, le convoyeur complice qui dénonçait en eux les deux hommes à qui il assurait avoir fourni sans réticence, et dans l'espoir pour lui-même d'un solide profit, les renseignements nécessaires à la réalisation de l'attaque. Il est non moins vrai, pour ce qui concerne Knobelpiess, qu'en dehors de cette accusation les charges étaient minces pour ne pas dire inexistantes. Tel n'était pas le cas pour Michel Baron, qui fut retrouvé en possession de multiples objets provenant du vol et contre qui l'accusation pouvait invoquer l'achat d'une arme quelques heures avant l'attaque, un manuel d'utilisation de cette arme ayant été retrouvé dans l'un des véhicules abandonnés.

> *En innocentant Roger Knobelspiess, l'arrêt de la Cour d'assises n'a retenu que deux coupables, alors que les témoins ont vu trois agresseurs au moment du hold-up.*

Dès lors, là où le doute pouvait déjà exister pour Roger Knobelspiess – et l'évolution du procès devait montrer qu'il allait en s'amplifiant – il était beaucoup plus difficile de le faire admettre au profit de Michel Baron, réduit à invoquer une manipulation dont il aurait été victime non de la part de la police mais de deux hommes qu'il appelle Petitjean et Jacques, dont la trace ne put jamais être retrouvée.

Il reste toutefois que l'arrêt de la cour d'assises en innocentant Roger Knobelpiess se trouve en contradiction avec les témoins de l'affaire qui ont tous vu trois hommes, alors qu'il ne retient finalement que deux coupables, Baron et Porchou, ce dernier affirmant lui-même qu'il se trouvait avec deux compagnons désignés par lui sous les lettres A et B.

Cela ne fait d'ailleurs que conforter l'impression que laisse le dossier à la lumière de l'examen critique dont il a été l'objet depuis le 6 janvier. Doute et interrogation, avait plaidé Mᵉ Franck Natali. Doute, en effet, sur la valeur de la reconnaissance faite par les témoins à qui on présenta d'abord des photographies et ensuite, parmi d'autres personnes, Knobelspiess et Baron qui venaient d'être arrêtés. Doute encore sur les conditions mêmes de l'attaque, qui, si elle se déroula en trente secondes, suppose, comme la reconstitution sur les lieux devait le faire apparaître, un empressement sinon un acquiescement de la part des convoyeurs à abandonner au plus vite le fourgon dont ils avaient la charge. Doute, toujours, sur la manière dont fut conduite l'enquête de police et même l'instruction puisqu'il fallut attendre le procès pour que certaines pièces qui n'avaient pas été versées au dossier le soient enfin et notamment les portraits-robots élaborés dès juin 1983 avec le concours des convoyeurs mais dont aucun ne correspondait en tout cas au signalement de Roger Knobelpiess.

Et puis il y avait Knobelspiess lui-même encombré de sa réputation, de son passé pénitentiaire, d'une certaine publicité faite au livre qu'il devait écrire comme à sa révolte contre la prison, encombré aussi de cette remise grâcieuse de peine dont il bénéficia en novembre 1981 après que tel eut été le souhait des jurés de la Seine-Maritime, qui venaient alors de le condamner à cinq ans de réclusion criminelle pour une affaire ancienne.

Cet homme, les jurés avaient pu le voir, l'entendre durant deux semaines. Ils ne lui avaient rien demandé. Mais les procès qui se prolongent de la sorte ont ce mérite singulier, étrange, d'établir entre ceux qui sont appelés à juger et ceux qui ont à l'être des relations, des échanges de regards, des observations qui amènent à faire évoluer ce qui a pu être une impression première.

Vraisemblablement, les hommes et les femmes que le sort avait désignés pour sceller un destin ne voyaient plus, au dernier jour, Roger Knobelspiess avec les yeux qu'ils purent avoir pour lui le premier. Il put être maladroit, exaspérant et même, certaines fois, « mauvais » comme on dit au théâtre. Il n'était que lui-même. Il y a fort à parier qu'au fil des jours la personnalité, le passé l'emportèrent peu à peu sur « le symbole » qu'on en avait fait et qu'utilisèrent excessivement aussi bien ceux qui prirent son parti que ceux qui, à travers lui, entendaient abattre, à des fins politiques, un « repris de justice » bénéficiaire d'une indulgence, coupable à leurs yeux et à qui il n'aurait pas déplu de voir entériner par une juridiction comme la cour d'assises le bien-fondé d'une telle prévention.

La meilleure manière de répondre aux uns et aux autres était de juger Roger Knobelspiess en oubliant les uns et les autres. C'était sûrement le plus difficile. En tout cas on ne pensait plus à ceux-là ou à ceux-ci au moment où, samedi, vers 18 h 20, Roger Knobelspiess se leva pour livrer ces derniers mots : « *Devant les policiers, devant le juge d'instruction et devant vous j'ai crié mon innocence. Mes avocats m'ont beaucoup ému. Ils m'ont redonné l'envie de vivre, mais, au fond de moi-même, je sais que je suis mort ; s'il m'arrive de parler de moi à la troisième personne, c'est que je porte en moi le cadavre de Roger Knobelspiess et que ce nom ne m'appartient plus. J'ai perdu mon frère, mon père, un autre frère. Ma mère est aujourd'hui malade. Je voudrais la revoir et pouvoir lui apporter des croissantes...* » Cela fut entrecoupé de sanglots, d'interruptions. On le vit s'asseoir, se relever sur l'invitation du président Saurel, poursuivre et finalement fondre en larmes. Deux jurés, dans l'instant, l'imitèrent. Sept heures plus tard, tout était dit.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

FAITS DIVERS

Au bois de Boulogne

DEUX JEUNES PROSTITUÉES ÉTRANGLÉES PRÈS DU PARC DE BAGATELLE

Deux jeunes prostituées du bois de Boulogne ont été retrouvées étranglées, dans la matinée du samedi 18 janvier, à deux heures d'intervalle, près du parc de Bagatelle, sur un parking de l'allée de Longchamp.

Les deux victimes, âgées d'une trentaine d'années, n'ont pu être encore identifiées, car elles ne portaient sur elles aucun papier d'identité. La première a été aperçue par des passants vers 10 h 30 à proximité du parc de Bagatelle. La seconde, une Antillaise, n'a été retrouvée que vers midi dans le box ouvert d'un parking, allée de Longchamp.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le meurtrier pourrait être un maniaque. Cinq autres prostituées parisiennes ont été assassinées dans la capitale en 1985, dont trois dans des conditions assez voisines des meurtres du bois de Boulogne.

CATASTROPHES

UNE CARAVELLE S'ÉCRASE AU GUATEMALA

93 morts

Quatre-vingt-treize personnes ont trouvé la mort dans une catastrophe aérienne survenue samedi 18 janvier au Guatemala. Une Caravelle appartenant à la compagnie guatémaltèque Aerovias qui assurait une liaison régulière entre Guatemala et San-Elena s'est écrasée vers 8 heures (heure locale) dans la jungle, à une douzaine de kilomètres de l'aéroport de cette dernière ville, située à environ 540 kilomètres au nord de la capitale.

Le directeur de l'aéronautique civile a précisé qu'il n'y avait pas de survivants. Parmi les passagers figuraient trente-quatre étrangers, touristes pour la plupart, qui étaient partis visiter les ruines de l'ancienne cité maya de Tikal. Un haut fonctionnaire français de la CEE, Alex Skacovitch, soixante-quatre ans, est au nombre des victimes. Arrivé au Guatemala au sein de la délégation de la CEE venue assister à la cérémonie d'accession au pouvoir du président Vinicio Cerezo, il avait prolongé son séjour à des fins touristiques. Parmi les morts se trouve également l'ancien ministre des affaires étrangères vénézuélien, Aristides Calvani.

EN BREF

● *L'un des ravisseurs de Guy Orsoni aurait été arrêté en Suisse.* – Henri Rossi, membre présumé du commando qui avait enlevé le nationaliste corse Guy Orsoni aurait été arrêté dimanche 19 janvier en Suisse.

Henri Rossi était introuvable depuis la disparition de Guy Orsoni le 17 juin 1983. Après l'assassinat de Jean-Marc Leccia à la prison d'Ajaccio et celui de Paul Andreani, il y a une dizaine de jours, Henri Rossi est le dernier témoin de l'affaire Orsoni. – *(AP.)*

● *Réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtrier d'une fillette.* – Daniel Clerbout, trente-neuf ans, a été condamné, vendredi 17 janvier, à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises du Nord, à Douai, pour le viol et le meurtre d'une fillette de dix ans, Géraldine Lacour.

La peine, comme l'avais requis l'avocat général, a été assortie de la période de sûreté maximale de dix-huit ans, pendant lesquels le condamné ne pourra bénéficier d'aucune remise ni d'aucune grâce.

● *Christine Villemin : pas de « sérum de vérité ».* – M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction chargé de l'affaire Grégory, a rejeté la demande de Christine Villemin d'être soumise au « sérum de vérité » et au « détecteur de mensonge » : c'est ce qu'a indiqué, vendredi 17 janvier, Mᵉ Thierry Moser, l'un des avocats du couple Villemin.

RELIGION

Y a-t-il encore un patriarche au Liban ?

Mgr Ibrahim Hélou, administrateur apostolique de l'Eglise maronite, nommé par Rome le 26 novembre dernier, va réunir à Pâques un synode pour examiner la situation de la principale Eglise libanaise, affrontée à une situation de déchirement sans précédent du camp chrétien. Mais l'élection souhaitée d'un nouveau patriarche, n'est pas prévue à son ordre du jour.

Le patriarche en titre n'administre plus, mais le nouvel administrateur de l'Eglise maronite, Mgr Hélou, n'est pas patriarche... Les chrétiens libanais, à la recherche d'un chef, s'impatientent

Beyrouth. — La hauteur du bâtiment, d'où le regard embrasse la baie de Jounieh à Beyrouth, ses murs blancs épais lui donnent un air de citadelle fière et solitaire. A l'intérieur, les tapis et le drap rouge des fauteuils amortissent le moindre bruit. A 10 kilomètres seulement de la zone de front, la résidence patriarcale de Bkerké respire un parfum hors du temps, irréel.

La révolution de palais en douceur qui, à l'initiative du pape, vient de s'y produire n'a pas dissipé le malaise lié à la faiblesse du rôle joué par le patriarche Khoreiche, chef de file de trois à quatre millions de maronites dans le monde (huit cent mille environ au Liban). Après dix ans de guerre, elle est de plus en plus ressentie comme une anomalie.

Anomalie par rapport à une histoire dans laquelle le patriarche maronite a toujours fait figure de leader spirituel et politique de la nation libanaise. Anomalie, surtout, par rapport à une communauté chrétienne libanaise déchirée qui s'interroge avec inquiétude sur son avenir.

Les langues aujourd'hui, à Beyrouth et à Rome, se délient. A ses visiteurs maronites inquiets devant ce vide patriarcal, le pape répète depuis quelques semaines : *« J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir de faire. »* N'avait-il pas invité l'été dernier, dans une lettre personnelle, les vingt évêques maronites, au Liban et à travers le monde, à se rendre à Rome et à se réunir en « synode spécial » ? Celui-ci devait même coïncider avec l'ouverture ou la clôture du synode extraordinaire qui, du 25 novembre au 8 décembre, a rassemblé au Vatican les représentants des épiscopats du monde entier.

L'objectif était non seulement de favoriser une prise de conscience internationale de la situation des chrétiens au Liban, mais aussi d'examiner le rôle spécifique de la hiérarchie maronite dans les événements, et surtout de favoriser la succession du cardinal Khoreiche, patriarche de soixante-dix-neuf ans, personnalité de plus en plus contestée, dont *« personne,* dit-on à Beyrouth, *hormis le Père, le Fils, le Saint-Esprit et le pape, ne sait encore s'il a ou non démissionné de ses fonctions ».*

L'élection en 1975, quelques semaines avant que n'éclate la guerre, de cet « homme de compromis » désigné après cinquante-huit tours de scrutin avait été considérée comme un mauvais tour du destin. Les appréhensions liées à cette personnalité de faible envergure, homme de prière plus que de caractère, n'ont fait que se confirmer durant les années de guerre.

Le « coup de bâton » de Rome

Prétextant la situation difficile du pays et les risques d'un transport collectif à Rome, les évêques du Liban ont opposé à Jean-Paul II une fin de non-recevoir. Le « synode spécial » n'a pas eu, et n'aura pas, lieu.

Le pape a conçu de cet échec une grande amertume.

Il a refusé de recevoir une dizaine d'évêques en visite à Rome, le 17 novembre dernier, pour la béatification de Sœur Rafqa, moniale de l'Ordre maronite libanais. Il aurait pu à cette occasion leur annoncer la décision, communiquée début novembre à l'intéressé, de nommer un administrateur apostolique, Mgr Ibrahim Hélou, assumant les prérogatives du patriarche. Les évêques maronites l'ont appris comme *tout le monde, par la presse,* le 26 novembre.

« Coup de bâton », « coup de force » de Rome : tels sont les commentaires entendus aujourd'hui dans la communauté chrétienne de Beyrouth. L'incertitude demeure cependant sur les intentions réelles du pape, sur l'aboutissement du processus amorcé et sur le nom du futur patriarche.

Quelles sont les chances personnelles de Mgr Hélou, administrateur apostolique de soixante ans ? On peut se demander si la mission confiée par Rome n'équivaut pas à un galop d'essai. Les conditions de sa nomination et celles de sa prise de fonctions n'ont cependant pas été du goût de tous dans la hiérarchie maronite. Celle-ci reproche au nouvel administrateur d'avoir trop vite *chaussé les bottes du patriarche* Khoreiche, auquel il avait déjà succédé en 1975 au siège épiscopal de Saïda. Sa personne, au demeurant, n'est pas en cause. Dans les événements qui ont tragiquement marqué au début de l'année dernière la ville de Saïda, dont presque toute la population chrétienne a été chassée par les musulmans, il avait fait preuve d'un courage remarqué en refusant de quitter son évêché.

Le scénario qui semble avoir été mis en place par Rome serait donc le suivant : gagner du temps ; créer de nouveaux diocèses dans des pays d'émigration comme le Mexique ou l'Argentine ; remplacer des évêques âgés (ceux de Beyrouth, de Chypre), et favoriser l'éclosion d'hommes plus jeunes et plus dynamiques.

Un synode à Paques

Mgr Ibrahim Hélou nous a déclaré qu'il réunirait à Paques un synode de l'Eglise maronite à Bkerké, mais pour un examen général de la situation, l'élection d'un nouveau patriarche étant reportée à plus tard. Ce délai pourrait lui permettre de prolonger son temps de « noviciat » ou de favoriser Mgr Joseph Khoury, évêque de Tyr, qui était trop jeune pour être élu en 1975.

Mais nombreux au Liban sont ceux qui pensent que les évêques maronites ne sont pas à la hauteur des circonstances exceptionnelles que traverse le pays. Des personnalités ont écrit le 10 octobre dernier au pape : *« Les chrétiens du Liban ont besoin d'un homme de Dieu moderne, communicatif, dynamique, ayant la pratique des relations internationales. Qu'importe si, parmi nos évêques, aucun homme ne se dégage. La communauté compte beaucoup de prêtres à la hauteur de cette tâche de sauvetage. »* Rien n'interdirait en effet aux vingt évêques maronites d'élever, au rang de patriarche, un simple prêtre, un moine ou un jésuite.

L'actuelle Eglise maronite a deux têtes : un patriarche qui n'administre plus et un administrateur qui n'est pas patriarche. Ce n'est pas viable très longtemps. L'urgence est fréquemment évoquée d'une personnalité capable, en l'absence de porte-parole incontesté du camp chrétien, de rajeunir l'image de la hiérarchie maronite et d'imposer sa marque aux événements.

HENRI TINCQ.

● *Visite officielle de Jean-Paul II en Italie.* — Le pape s'est rendu au Quirinal le samedi 18 janvier, pour y rencontrer le président de la République italienne, M. Francesco Cossiga, dont l'un des premiers déplacements, le 4 octobre 1985, juste après son élection, avait été au Vatican. Cette visite témoigne des bonnes relations entre le Saint-Siège et l'Etat italien, après l'entrée en vigueur du nouveau concordat, le 3 juin 1985.

AÉRONAUTIQUE

SELON LE « FINANCIAL TIMES »

British Aerospace ne dirigerait plus le consortium européen intéressé par Westland

British Aerospace pourrait renoncer à diriger le consortium européen (1) qui souhaite prendre une participation importante dans la firme britannique d'hélicoptères Westland. C'est ce qu'indique le *Financial Times,* dans son édition du lundi 20 janvier.

D'après ce journal, un porte-parole de British Aerospace a précisé que la compagnie ne se retirerait pas du consortium, mais qu'elle n'estimait plus pouvoir en assurer la direction. Elle avait accepté ce rôle en décembre à la demande de M. Michael Heseltime, alors secrétaire d'Etat britannique à la défense. Ce dernier a depuis démissionné, et Sir Raymond Lygo, le principal dirigeant de British Aerospace, ne tient pas à entrer en conflit trop ouvert avec le secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie, M. Leon Brittan, qui soutient la solution américano-italienne (prise de contrôle effectif par Sikorsky et Fiat). Ce dernier, dans une interview télévisée, s'en est pris très violemment à M. Heseltime, qui, de son côté, ne l'avait pas ménagé dans ses précédentes déclarations.

La solution Sikorsky est jusqu'à présent la seule qu'ait voulu considérer Sir John Cuckney, président de Westland. A la suite de son rejet par les actionnaires (*le Monde* daté 19-20 janvier), ce dernier a indiqué samedi soir, qu'il était prêt à rencontrer des dirigeants du consortium européen. Mais il semble surtout rechercher une variante de la proposition rejetée, qui donnerait moins de poids à Sikorsky, mais n'impliquerait plus qu'un vote à la majorité simple, et non à celle des trois quarts.

(1) British Aerospace et General Electric Company (Grande-Bretagne), Aérospatiale (France), Messerschmitt-Bolkow-Blohm (RFA), Agusta (Italie).

RECTIFICATIF. — Une coquille a rendu peu compréhensible le troisième paragraphe de l'article de Pierre Drouin « Culture sur ordinateur » publié dans *le Monde* daté 19-20 janvier. Il fallait lire : « Enfin, la « boîte magique » est là ou va l'être, *puisque* l'IPT, le plan « Informatique pour tous », etc. », et non pas « *puis* ».

SCIENCES

L'INFORMATISATION DE L'HISTOIRE DE L'ART

« Mistral » et les musées français

M. Jack Lang, ministre de la culture, a présenté à la presse les travaux tenus au Sénat, du 13 au 18 janvier, par les quelque soixante participants de sept nationalités différentes à la *« Table ronde internationale sur les logiciels documentaires et l'histoire de l'art ».*

La matériel sur lequel travaillent les historiens de l'art est considérable, extraordinairement varié et dispersé dans le monde entier, si bien qu'aucun spécialiste ne peut appréhender la documentation dont il a, pourtant, un besoin essentiel. Dès la naissance de l'informatique, André Malraux, alors ministre des affaires culturelles, avait compris l'utilité de cette nouvelle technique en décidant, en 1964, de dresser et d'informatiser l'« Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France » (édifices, tableaux, meubles, objets, sculptures, etc.). L'élaboration d'un vocabulaire utilisable pour des sujets aussi divers a été une entreprise longue et difficile.

Le ministère a voulu étendre l'informatisation aux musées, aux archives, aux acquisitions par l'Etat d'œuvres d'art — bref à tout ce qui fait le « Patrimoine » national. Mais il fallait que toutes ces banques de données soient compatibles entre elles, la documentation de l'histoire de l'art étant dispersée dans des domaines très différents. C'est pourquoi a été choisi le logiciel Mistral, conçu par la société Bull, comportant plus de vingt bases documentaires descriptives et *« capable de gérer une grande masse d'informations avec une structure et une normalisation du vocabulaire, capable également de diffuser à plusieurs utilisateurs simultanément les réponses à des questions variées ».*

Ainsi Mistral permet-il de répondre aussi bien aux besoins des historiens de l'art qu'à ceux des *« gestionnaires »* du patrimoine et du grand public.

La centralisation française traditionnelle aidant, la quasi-totalité des musées de province ont bien accepté cette initiative parisienne. Mistral est donc appliqué à l'ensemble du patrimoine français et les banques de données, qui s'enrichissent au fil des années, peuvent déjà être consultées directement grâce à des terminaux installés dans vingt-cinq villes réparties sur tout le territoire national.

La France n'est pas seule à se préoccuper de l'informatisation de son patrimoine. Mais elle est actuellement l'unique pays à disposer de cet embryon de réseau documentaire. La situation est tout à fait différente dans les autres pays développés, où les musées dépendent souvent de fondations privées ou d'universités indépendantes.

On risque donc de voir se multiplier les systèmes d'informatisation de la documentation de l'art qui seraient incompatibles. Pourtant, tous les spécialistes reconnaissent que l'histoire de l'art est nécessairement internationale, puisque les témoignages *« meubles »* des divers patrimoines sont dispersés dans les musées et collections du monde entier.

YVONNE REBEYROL.

ÉDUCATION

L'enseignement catholique et les élections

« Garder la tête froide, alors que vont s'épanouir comme sous la poussée d'une sève printanière les programmes électoraux. » Tel est le mot d'ordre lancé, samedi 18 janvier, par le Père Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, devant l'assemblée de la Fédération nationale des organismes de gestion de l'enseignement catholique (FNOGEC), réunie à Paris. Le Père Guiberteau a demandé à ses auditeurs d'*« éviter les récupérations, les surenchères toujours possibles, l'esprit revanchard lié à des passions exacerbées s'exerçant sans discernement ».*

ESPACE

Mission enfin accomplie pour Columbia

Après trois retours manqués, Columbia a enfin atterri, samedi 18 janvier à 14 h 59 (heure française) sur la base aérienne d'Edwards, en Californie. Malgré les nombreux reports qui ont marqué tant le lancement que le retour de la doyenne des navettes spatiales américaines, le calendrier des quatorze missions prévues cette année devrait être respecté, si l'on en croit les responsables de la NASA. Ces derniers avouent toutefois que le retour de la navette en Californie, et non à Cap-Canaveal (Floride) comme prévu, allait *« augmenter le degré de difficulté dans la préparation et la rotation des véhicules spatiaux ».*

PARIS

Polémique UDF-RPR sur la circulation

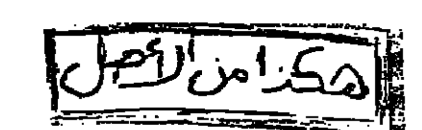
Interdire totalement le stationnement de surface dans les 1er, 2e troisième et quatrième arrondissements de Paris entre 9 heures et 18 heures, abaisser le tarif des parkings publics, construire des garages à étages, interdire les livraisons dans le centre après 8 heures du matin, telles sont les « solutions radicales » aux problèmes de circulation dans le cœur de la capitale qui viennent d'être proposées par M. Pierre-Bloch, conseiller (UDF) du dix-huitième arrondissement et adjoint de M. Jacques Chirac chargé de la circulation.

Elles ont immédiatement suscité les réactions de M. Michel Caldaguès, maire (RPR) du premier arrondissement, qui se dit *« résolument opposé au principe même de ces surprenantes propositions ». « Les automobilistes du premier arrondissement ont droit de cité comme les autres »,* a-t-il ajouté. Pour M. Pierre-Charles Krieg, maire (RPR) du quatrième arrondissement, *« de telles propositions sont dénuées de bon sens ».* En revanche M. Alain Dumait, maire (UDF) du deuxième arrondissement, fait remarquer que *« l'envahissement automobile compromet l'avenir du centre de Paris alors que la défense du piéton est de plus en plus populaire ».*

EN BREF

● *Les Parisiens dans le noir.* — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans notre édition du 16 janvier, ce ne sont pas 1 million de Parisiens mais 280 000, répartis sur neuf arrondissements du centre, de l'est et du nord de la capitale, qui ont été affectés par la panne d'électricité survenue dans la soirée du 14 janvier. Selon les indications fournies par les services d'EDF, une succession de défaillances techniques est à l'origine de la panne. D'abord, un court-circuit sur une ligne de 220 000 volts entre les postes de Plessis-Gassot (Oise) et Ampère (Seine-Saint-Denis), puis un mauvais fonctionnement d'un disjoncteur dans un poste d'interconnexion, et enfin, dans le quartier de la Trinité à Paris, une panne de télécommande. Ceci explique qu'il a fallu entre trois et cinquante minutes selon les quartiers pour rétablir le courant.

● *L'Association nationale des établissements d'entreprises jumelées (ANEEJ)* qui regroupe les collèges et lycées qui ont signé des conventions, et qui vient d'être créée, a élu le 15 janvier, M. Laurent Fabius à sa présidence. Le premier ministre, pionnier il y a un an de cette nouvelle forme de rapprochement entre l'école et l'entreprise, est satisfait de la réussite de cette opération et souligne que, à la fin de l'année 1985, 10 500 accords de jumelage avaient été signés. Le bureau de l'ANEEJ comprend deux vice-présidents (MM. Chevènement et Michel Pecqueur, PDG d'ELF-Aquitaine), et un secrétaire général (M. Christian Bècle, ancien recteur, conseiller auprès du premier ministre).



INFORMATIONS « SERVICES »

PARIS EN VISITES

MARDI 21 JANVIER

« La franc-maçonnerie des origines à nos jours », 15 heures, 16, rue Cadet (M. Ragueneau).

« Galeries et passages couverts », 14 h 30, 6, rue Vivienne (Les Flâneries).

« Les Pays-Bas du quinzième au dix-huitième siècle (peinture) », 14 h 30, Grand Palais. Tél. : 47-42-03-47 (Mme Ben Salem).

« Musée Lambinet », 14 h 30, 54, boulevard de la Reine, Versailles.

« Picpus, chemin des guillotinés de la terreur », 14 h 30, métro Nation, sortie Dorian (M. Banassat).

« Musée de la préfecture de la police, illustrations des drames de la vie parisienne, du seizième siècle à nos jours », *15 heures, 1 bis, rue des Carmes. S'inscrire* au 42-60-71-62 (sauf lundi matin), après 18 h 30 au 45-48-26-17 (A. Ferrand).

« L'Opéra », 15 heures, hall (D. Bouchard), ou 13 h 30, entrée (M. Pohyer).

« Le Musée du cinéma », 15 heures, entrée place du Trocadéro, bâtiment gauche (M. Hager).

« De Fernandel à Costes et Bellonte au cimetière de Passy », 14 h 30, angle place du Trocadéro et avenue Paul-Doumer (V. de Langlade).

« Faux et faussaires au Musée de la contrefaçon », 15 heures, 16, rue de la Faisanderie (Paris et son histoire).

« Les salons de l'Hôtel de Ville, histoire de la Ville de Paris, d'Etienne Marcel à la Commune », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (P.-Y. Jaslet).

« Les salons de l'hôtel Cail », 14 h 30, 56, boulevard Malesherbes (C.-A. Messer).

« Exposition féerique asiatique (marionnettes, ombres), 15 heures, Louvre des antiquaires, accueil (Approche de l'art).

« La Mosquée de Paris », 14 heures, 15, place du Puits-de-l'Ermite (S. Rojon).

« Hôtels, églises et ruelles du vieux Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

JARDINAGE

HORTI ET CACTÉES. – L'association Vivre l'Horti organise les 24, 25 et 26 janvier, de 10 heures à 18 heures, une exposition de cactées *dans les locaux* de l'Ecole d'horticulture (4, rue Hardy, à Versailles). Durant l'exposition, les élèves feront visiter le Potager du Roy, créé à la demande de Louis XIV.

D'autre part, les Cours du Potager du Roy dispensent en quatorze séances d'une demi-journée (de février à novembre) une formation théorique et pratique au jardinage. L'enseignement, *personnalisé*, privilégie les exercices de terrain.

★ **Association Vivre l'Horti, 4, rue Hardy, 78009 Versailles. Tél. : 39-50-60-87, poste 117.**

★ **Cours du Potager du Roy, renseignements : Ecole nationale supérieure d'horticulture ; formation continue : 6, rue Hardy, 78000 Versailles. Tél. : *39-51-61-29.***

WEEK-ENDS

LA NEYLIÈRE. – Le centre de *la* Neylière, *communauté de religieux* maristes, organise des week-ends de réflexion pour *« partager les expériences, confronter les idées, approfondir les questions que pose l'actualité humaine ou religieuse »*. Les thèmes en sont : les 25 et 26 janvier, « L'avenir de la communauté maghrébine en France, notre avenir avec eux » ; les 15 et 16 mars, « L'art et le sacré » ; *le 24 mai, « Tu payes ton* café combien ? ».

★ **Centre de la Neylière, Pomeys, B.P. 5, 69590 Saint-Symphorien-sur-Coise. Tél. : 78-48-40-33.**

CONFÉRENCES

Salle Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 14 h 30 : « Histoire de la montagne Thébaine » (Mme Desroches-Noblecourt).

1, rue Descartes, amphi Poincaré, 18 h 30 : « L'assomption de l'homme : Œdipe à Colone » (Kostas Axelos).

APLI, 33, place Maubert, 20 heures : « Le protestantisme aux États-Unis » (Pasteur Pierre Cochet).

Ancienne mairie, 26, rue Emile-Raspail, 94110 Arcueil, 20 h 45 : « Cauchy, le savant et l'homme » (Bruno Belhoste).

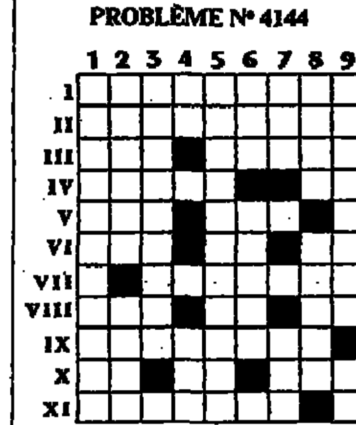
62, rue Madame, 19 heures : « La Grèce classique »

26, rue Bergère, 19 h 30 : « Les vieux arbres et la sagesse de la terre » (Roland de Miller).

Gare de l'Est, salle souterraine ATC, 17 h 30 : « Fascination et grandeur du Mexique. Empire des cinq soleils, celui d'aujourd'hui et celui de Quetzalcoatl, le serpent à plume ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4144



HORIZONTALEMENT

I. Pour des leçons de conduite, c'est lui qu'il faut voir. – II. Grande « dent ». – III. Unité de rayonnement. Fait partie des vertes années. – IV. Un arc ou un projectile. Symbole. – V. Sera bon. N'est pas partisan du moindre effort. – VI. Récipient de terre. Deux ôtés de trois. Personnel. – VII. Un homme qui ne manque pas de fils. – VIII. Peut donc avoir toutes les formes ou en est totalement privé. Démonstratif. Diminution du chiffre d'affaires. – IX. Une manière de faire transpirer. – X. Négation. S'exprime par images. Espèce de rouet. – XI. Complètement piqué.

VERTICALEMENT

1. Résultat d'une réflexion lumineuse. – 2. Ancienne machine de guerre. Ecouté ou observé. – 3. Apporte de l'eau au « moulin ». – 4. Fait outrage. N'incite pas à jouer les pères nobles. – 5. Crée des liens mais n'engendre pas les bons sentiments. – 6. Fait partir des brebis. Est souvent à cran. – 7. Crème anglaise. Un certain âge. – 8. Habit de cérémonie. Prend donc les habitudes du patelin. – 9. Provoquera une certaine ivresse. Tête de série.

Solution du problème n° 4143

Horizontalement

I. Bredouillements. – II. Lavette. Ap. Io. – III. Ami. Nénuphars. – IV. Nécromancien. Té. – V. Cati. Est. Air. – VI. Huîtrier. Ere. Or. – VII. Oô. Essor. Ni. – VIII. Sinuosité. Lions. – IX. Su. Eclat. – X. Elongation. Mie. – XI. Relent. Encrier. – XII. Ilot. Va. Enter. – XIII. Elue. Egée. – XIV. Pré. Larrons. Te. – VX. Aï. Sues. Entamés.

Verticalement

1. Blanchisserie. – 2. Rameau. Iule. Pi. – 3. Eviction. Olier. – 4. Dé. Ritournelles. – 5. Otto. Gnou. – 6. Ut. Moins. Attelé. – 7. Iéna. As. – 8. En. Retriever. – 9. Lance. Se. Onagre. – 10. Epuisés. Ne. Eon. – 11. Pétrole. Réent. – 12. Hn. Eric. In. Sa. – 13. Nia. Olmeto. – 14. Tortionnaire. Té. – 15. Serriste. Rues.

GUY BROUTY.

Journée des lépreux

UN MAL QUI RÉPAND LA TERREUR...

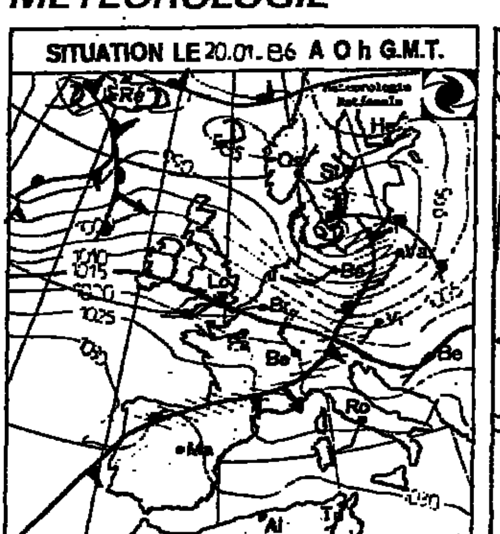
« Un mal qui répand la terreur, mal que le ciel en sa fureur inventa pour punir les crimes de la terre... », cette définition de la peste par La Fontaine pourrait encore de nos jours s'appliquer à la lèpre.

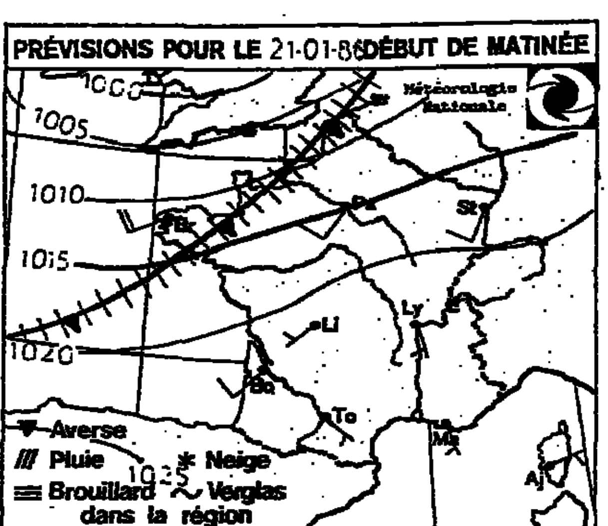
Certes le lépreux n'est plus considéré comme « maudit » ou « impur », il n'est plus, comme au Moyen Age, parqué dans des maladreries et obligé, lorsqu'il circule, de signaler sa présence en agitant la crécelle. Il y a pourtant encore près de quinze millions de lépreux dans le monde (environ huit millions en Asie, cinq millions en Afrique, quatre cent mille en Amérique du Sud, cinquante mille en Europe occidentale, trente-cinq mille en Océanie, et un nombre important, bien que difficilement chiffrable, dans les pays d'Europe de l'Est.

Trois millions seulement suivent un traitement. Pourtant, depuis 1873, grâce à la découverte par le médecin norvégien Hansen du bacille de la lèpre (mycobacterium Leprae), la prévention est possible, ou tout au moins le dépistage précoce qui évite de graves handicaps. Mais les moyens financiers manquent pour la création de centres de soins et le lancement de campagnes d'information. De nos jours, 150 F de médicaments suffisent pour soigner et guérir un lépreux.

Pour recueillir les fonds nécessaires, la Fondation Raoul-Follereau, qui finance plus de cent quatre-vingt-huit centres en Afrique, Asie et en Amérique latine, organise, le dimanche 26 janvier, la 33e Journée mondiale des lépreux dans cent vingt-sept pays dont la France. On peut *envoyer ses dons à* la Fondation Raoul-Follereau, 33, rue de Dantzig, BP 79 75722 Paris cedex 15, CCP Paris 29-29 P.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 20 janvier à 0 heure et le mardi 21 janvier à minuit.

Situation générale :

Persistance d'un flux d'ouest faiblement ondulant. Un front froid modérément actif traversera la France.

Mardi matin : Temps couvert et pluvieux au nord de Nantes/Nancy. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort en Manche. Près de la Méditerranée beau temps ensoleillé. Entre ces deux zones, ciel nuageux avec éclaircies. Des brouillards de l'Aquitaine au Massif Central et au Jura.

Les températures minimales proches de zéro du Centre-Est à l'Alsace, 2 à 4 degrés ailleurs et 7 degrés à la pointe de la Bretagne.

*Dans la journée, la zone pluvieuse tra*versera le pays du Nord au Sud n'épargnant le soir que la Provence et la Corse. Neige en montagne vers 800 mètres. Temps variable sur la moitié nord avec des averses surtout près de la Manche et au nord de la Loire. Le vent de sud-ouest faiblira un peu.

Les températures maximales de 7 à 8 degrés du nord du Massif Central à l'Alsace et de 10 à 14 degrés sur les autres régions.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 19 janvier, le second le minimum de la nuit du 19 au 20 janvier) : Ajaccio, 14 et 8 degrés ; Biarritz, 13 et 10 ; Bordeaux, 15 et 6 ; Bréhat, 12 et 6 ; Brest, 11 et 5 ; Cannes, 14 et 4 ; Cherbourg, 10 et 6 ; Clermont-Ferrand, 13 et 1 ; *Dijon, 11 et 4 ; Dinard, 12 et 4 ;* Embrun, 7 et 0 ; Grenoble-St-M.-H., 7 et 1 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 7 et 3 ; La Rochelle, 12 et 8 ; Lille, 11 et 4 ; Limoges, 12 et 3 ; Lorient, 12 et 1 ; Lyon, 9 et 2 ; Marseille-Marignane, 13 et 3 ; Nancy, 11 et 5 ; Nantes, 13 et 4 ; Nice, 13 et 0 ; Paris-Montsouris, 12 et 0 ; Paris-Orly, 12 et 3 ; Pau, 15 et 7 ; Perpignan, 18 et 8 ; Rennes, 12 et 2 ; Rouen, 12 et 3 ; Saint-Etienne, 13 et 3 ; Strasbourg, 12 et 5 ; Toulouse, 15 et 7 ; Tours, 11 et 5.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 2 degrés ; Genève, 9 et 2 ; Lisbonne, 14 et 10 ; Londres, 12 et 3 ; Madrid, (n.c.) ; Rome, 15 et (n.c.) ; Stockholm, – 6 et – 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TROISIÈME AGE

VIEILLARDS ORPHELINS.

Accueil et service SOS Troisième âge, association régie par la loi de 1901, *regroupe cinquante* permanents et trois cents bénévoles qui se consacrent aux vieillards solitaires et parfois handicapés. Une écoute téléphonique vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept garantit leur sécurité : tout appel d'urgence est retransmis *à une voiture radio qui* se rend immédiatement sur place. Elle permet aussi de briser l'isolement et de renseigner sur les droits et démarches administratives. Des membres de l'association s'occupent également tous les jours des courses, des repas et du ménage des personnes âgées impotentes, et effectuent si besoin est les menues réparations d'entretien. *Des visites d'amitié* – à domicile ou à l'hôpital – leur sont rendues, et les personnes âgées valides peuvent être accompagnées en promenade ou au théâtre. On peut apporter son soutien en adressant des dons. Ils sont déductibles du revenu imposable dans la limite prévue par la loi.

★ **Accueil et service SOS Troisième âge, 163, rue de Charenton, 75012 Paris, CCP Paris 23 195 32 L.**

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 19 janvier :

DES DÉCRETS

● N° 86-82 du 16 janvier 1986 portant création d'une mission interministérielle de coordination des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme.

● N° 86-84 du 18 janvier 1986 portant approbation du traité de concession et du cahier des charges de la cinquième chaîne.

UN ARRÊTÉ

● Du 8 janvier 1986 portant création de l'Observatoire du livre et de la presse scientifiques, techniques et industriels de langue française pour les jeunes.

culture

UN ENTRETIEN AVEC FEDERICO FELLINI

« Je suis Marcello, je suis Giulietta, je suis la troupe de nains... »



Interroger Federico Fellini lorsqu'une de ses œuvres est sur le point d'être livrée au public est une entreprise superfétatoire. Quel discours cinématographique est plus limpide que le sien ? Tout ce qu'on veut savoir ne se trouve-t-il pas dans le film ? Les premières questions ricochent mollement sur un maestro aphasique, qui répond d'une voix plaintive, avec une fausse bonne volonté manifeste, qu'il a déjà tout dit, qu'il aimerait bien être agréable à son interlocuteur, pourtant.

Viendra-t-il à Paris pour la première mondiale de *Ginger et Fred ?* Non, désolé, il sera dans la presqu'île du Yucatan. C'est cela, pour étudier un projet, dont, bien sûr, il vous promet la primeur. Le soir de la première, il ne sera évidemment pas au Mexique. Cette fuite devant l'obligation exorbitante d'expliquer son travail, de justifier le bouillonnement douloureux et allègre de la création apparaît soudain si légitime que le questionneur, au bord de l'asphyxie, confus de son indiscrétion, abdique. C'est alors que Fellini, l'œil mi-clos, jouant d'une langue éminemment civilisée qu'il manie en s'appuyant sur un beau rythme ternaire, vous fait l'aumône de propos lumineux. C'était le 27 décembre dernier, à Rome. A l'aéroport de Fiumicino, le matin même, il y avait eu treize morts.

« Rechercher, reparcourir l'itinéraire d'un film est une opération qui ne m'intéresse pas. Je ne fais pas de films programmés. Je ne peux même pas, pour repérer la source de mon inspiration, me fier à mes indignations, mes colères, mes ressentiments, parce qu'à la fin mon inclination à mettre en mouvement des personnages est si forte que pendant que je travaille j'oublie complètement l'indignation, le ressentiment, la colère. *Inviter un auteur à confirmer* l'idéologie de son film, à développer les différentes thèses qu'il est censé contenir, à préciser les buts qu'il s'est proposé d'atteindre, lui demander d'affirmer qu'il ne propose pas seulement un film sur la télévision mais aussi un reflet de la société tout entière... Pourquoi pas ? Mais je suis tout à fait inadapté à ce genre d'exercice , une espèce d'épuisement me saisit devant cette tâche de bateleur, roulement de tambour, entrez mesdames et messieurs, *è arrivato Zampano.*

» Dans *Ginger et Fred*, Marcello Mastroianni me ressemble d'une façon frappante ? Bien, nous allons entonner le vieil air de l'*alter ego !* Mais si dans *Ginger et Fred* je suis effectivement Marcello, je suis aussi Giulietta, je suis la troupe de nains, je suis le présentateur... Ah ! celui-là, j'ai eu du mal à le trouver ! Trois semaines avant la fin du tournage, son rôle n'était pas encore distribué. J'ai pensé à Alberto Sordi, à Coluche, même... Et enfin à ce bon vieux Franco Fabrizzi. Mon « Vitellone », mon complice d'*Il Bidone*. Serait-il capable d'entrer dans la peau de ce personnage vide, asexué, indifférencié dans sa gaieté despotique ?. Jovial, cruel, enfantin, il représente le mal par l'ignorance qu'il incarne...

» La peinture que je fais de la télévision privée n'est pas exagérée, elle est presque minorée. Et je ne prends pas le pari que le public saura reconnaître tout à fait la dimension ironique, parodique, critique de mon film. Ce que je représente est si proche de la vérité, et à la fois si inférieur à la vérité dans ce qu'elle a de totalement absurde, dégradant, qu'il est possible, après tout, que les spectateurs ne voient dans *Ginger et Fred* qu'un documentaire, un reportage sur ce qu'ils contemplent tous les jours.

« Les sosies ? Ils sont la preuve de cette aliénation typique que procure la télévision, qui crée des modèles de vie, des personnages auxquels nous nous identifions, à qui nous voulons ressembler. Nous voulons *être* ce que nous voyons à la télévision, habiter les maisons que l'on voit à la télévision, consommer les produits que nous imposent les publicités à la télévision. La télévision fait en sorte que notre plus grand désir se limite à *ressembler* à quelqu'un ou à quelque chose, oubliant notre propre identité, recherchant une sorte d'homologation collective.

» Le film tente de transmettre à ce sujet quelques signaux. Cette antenne qui balaie le ciel me semble être le symbole d'une extraordinaire intuition scientifique ayant débouché sur de formidables prouesses techniques, ayant engendré une immense organisation logistique... Tout cela pour propager des images inauthentiques, approximatives, baignant dans une atmosphère de fête obligée, de célébration du vide, du nul, du rien.

» La télévision met tout, absolument tout dans le même grand panier de la chansonnette, de la publicité, de la gaudriole. Ainsi, *même cette horrible tragédie de ce* matin, même la réalité la plus bouleversante, risque de nous parvenir affaiblie. Il se produit un décalage, un déphasage, les images sont toujours des images, rien que des images. La réalité, la tragédie, la vie n'apparaissent plus qu'*à travers* le petit écran, n'existent plus *hors* du petit écran. Désormais, nous ne pouvons plus attendre de nous, au maximum, qu'une réaction de *spectateurs*, annihilant toute velléité de réflexion et presque d'émotion. La télévision a mutilé notre capacité de solitude, a violé notre dimension la plus intime, la plus privée, la plus secrète, Enchaînés par un rituel envahissant,nous fixons un cadre lumineux qui vomit des milliards de choses s'annulant les unes les autres, dans une spirale vertigineuse.

» La paix ne revient que lorsqu'on éteint. A 11 heures, à minuit, pèse sur nos épaules une grande fatigue obligatoire. Nous allons vers notre lit chargés d'une vague mauvaise conscience, et dans le noir, les yeux fermés, nous tentons de renouer, comme un fil cassé, le silence intérieur qui nous appartenait. »

Propos recueillis par
DANIÈLE HEYMANN

« Ginger et Fred »

(Suite de la première page.)

Fred, c'est Marcello Mastroianni, génial, vraiment bouleversant dans son avachissement charmeur. La vie l'a largué, il a rendu les armes, il est du côté des perdants, des clochards, mais pour revoir Ginger, pour boire un verre, il est venu avec pour tout bagage son smoking roulé en boule et son vieux chapeau claque...

Le show commence, présenté par le fils naturel de Guy Lux et de Patrick Sabatier (Franco Fabrizzi, terrifiant d'inexpressivité, un sourire sur un genou). Et alors qu'éperdus de trac, tip tap, *Ginger et Fred* viennent de se lancer, poussifs et magnifiques, *cheek to cheek* sur la piste, une panne d'électricité vient éteindre la frénésie. Que c'est beau, soudain, le silence et cette fausse nuit bleutée qui est peut-être la fin du monde ! Que c'est beau ce couple de spectres qui, dans l'obscurité, reprend courage ! Mais la lumière revient. Et recommence la danse. Fred trébuche, tombe, se relève, hagard, humilié, mais applaudi. Ainsi vont les nouveaux jeux du cirque. Il dansera, puisqu'il le faut, son corps n'a plus de mémoire, mais son cœur si. Un peu. Et Ginger le porte, littéralement, éperdue de tendresse pour ce vieil enfant prostatique qu'elle galvanise d'un sourire. Le sourire soleil sous la pluie de Cabiria, de Gelsomina, de Giulietta, de la Massina assoluta... Car, *Ginger et Fred*, on l'a compris, est *aussi* un grand film d'amour.

C'est la quatrième fois que Marcello Mastroianni et Giulietta Massina sont les porte-parole de Federico Fellini (1), mais il n'avaient jamais tourné ensemble. Et ce rendez-vous tardif et nécessaire a quelque chose d'une apothéose et d'une réconciliation. Avec la femme d'abord, qui dans les derniers films était absente *(Prova d'orchestra)*, ennemie *(la Cité des femmes)*, ou défunte *(Et vogue le navire)*. Réconciliation amère, aussi, avec l'inéluctable, la venue de l'âge. Ginger et Fred ont attrapé la soixantaine comme on attrape une affection inguérissable dont on a cru longtemps qu'elle vous épargnerait.

Vers la fin, ils ont une courte étreinte de copains, furtive et douce. Cet homme a failli mourir pour elle. Voilà, il n'est pas mort. Elle lui donne un peu d'argent. *« Tu me le rendras, hein ? » « Bien sûr, bien sûr ! »* On sait qu'ils ne se reverront pas. Elle reprend le train, le train-train de sa petite vie bourgeoise, lui va boire un coup au buffet de la gare avec les laissés-pour-compte du réveillon. Dans le ciel noir, tout en haut d'un mirador maigre, l'œil de l'émetteur veille.

D. H.

(1) Avant *Ginger et Fred*, Giulietta Massina a tourné dans *les Nuits de Cabiria*, *la Strada* et *Juliette des esprits*. Marcello Mastroianni a tourné dans *la Dolce Vita*, *Huit et demi*, *la Cité des femmes*.

M. Berlusconi a-t-il tué le cinéma italien ?

Les télévisions privées ont accéléré une chute largement amorcée

De notre correspondant

Rome. — Oui ou non M. Silvio Berlusconi a-t-il tué le cinéma italien ?

Sergio Leone peut difficilement être plus clair : *« Ce n'est pas certain ; c'est tout à fait certain ! »* En revanche, Luigi de Laurentiis, président de l'Union nationale de la profession, nie tout, en bloc : *« Seuls des gens mal informés peuvent assurer que Silvio Berlusconi a nui au cinéma italien. Au contraire, sa politique de promotion et sa participation à la production ont permis de réaliser des films qui, sans lui, ne seraient jamais sortis. »*

M. Berlusconi, *« fossoyeur du septième art » ?* Réponse de M. Gian Luigi Rondi, critique, directeur du Festival de Venise : *« Oui, oui, oui... »* Avec cette précision tout de même que *« le cinéma italien n'est pas mort et qu'il le prouvera »*. Fábio Carpi, metteur en scène (le Quatuor Basileus) s'interroge lucidement. *« La télévision publique avait déjà affaibli le cinéma. Les TV privées lui ont donné le coup de grâce. C'est simple : l'ensemble des chaînes italiennes offrent chaque jour une vingtaine de films, dont beaucoup assez récents, entre lesquels le public peut choisir. Pourquoi irait-il au cinéma ? »*

Federico Fellini a déclaré : *« Entrelarder un film de publicités est un crime. Celui qui commet cette violence devrait être condamné avec la même rigueur qu'un bandit de grand chemin, qu'un voleur. J'ai personnellement intenté un procès à M. Berlusconi. Et ce procès, je l'ai perdu. »*

Pour un interlocuteur de l'Association générale des spectacles (AGIS) regroupant les exploitants des salles de la péninsule, aucun doute n'est permis : *« En 1970, nous avions onze mille cinq cents salles ; en 1985, il n'en reste que cinq mille cinq cents. Entre temps, il y a eu, en 1976, l'irruption des télés privées. »*

Alors, Berlusconi, assassin? *« Je ne crois pas qu'on puisse simplifier à ce point la crise italienne*, répond le metteur en scène Francesco Rosi (*Salvatore Giuliano*, *l'Affaire Mattei*, *Le Christ s'est arrêté à Eboli*). *Il y a une crise de la production ; une crise des salles ; une crise des idées. »*

A l'ANICA (Association nationale des industries du cinéma, regroupant les producteurs et les distributeurs), le discours est nuancé : *« La concomitance de la crise des salles et de l'irruption des TV privées est avérée. La diminution du nombre de films produits est également certaine : cent cinquante-six en 1977, moins de cent en 1985. »*

Pour le directeur des célèbres studios d'Etat de Cinecitta, M. Attilio d'Onofrio, une présentation manichéenne de la crise serait absurde : *« Jamais il ne s'est autant consommé d'images chez nous. A Cinecitta, s'élaborent beaucoup de productions pour la télévision. Ainsi, notre chiffre d'affaires a augmenté de 25 % en 1985. La crise du cinéma, c'est d'abord la crise de la fréquentation des salles. »*

Le chômage de certains grands metteurs en scène ? *« Ils tournent des spots publicitaires. »* Enfin chez M. Berlusconi lui-même, on ne saurait être plus clair : *« Nous avons participé cette année à la production de près de quarante des quelque cent longs métrages italiens. En comptant notre participation à beaucoup de films « X »* (nous disons, nous, des films à « lumière rouge »), *nous pouvons dire que le groupe Berlusconi est, cette année, présent d'une façon ou d'une autre dans plus de la moitié de la matière projetable. Notre contribution au redressement des industries cinématographiques est notoire : en cinq ans, nous avons créé deux mille cinq cents des trente mille postes de travail existant aujourd'hui dans le cinéma publicitaire. Nous possédons, entre Rome et Milan, seize studios. Nous y proposons cinquante-quatre de nos retransmissions hebdomadaires : quatre mille heures par an. En réalité, c'est seulement comme moyen de divertissement social en ville que le cinéma a fait son temps. Pour le reste, sur le petit écran, il va bien, très bien. »*

L'examen des chiffres fournis par la Société italienne des auteurs et éditeurs est révélateur. Les entrées dans les salles avaient augmenté de façon soutenue, de la fin de la guerre à 1955, pour passer cette année-là par un maximun historique de 819 millions, soit une vingtaine de films vus chaque année, en moyenne, par chaque habitant de plus de quinze ans. Puis, comme se répandait peu à peu la télévision, et comme entrait en crise la vague néo-réaliste, a commencé une baisse de fréquentation qui se poursuit encore. Cette chute ne s'est interrompue que pour une brève période (1959-1962), celle de la fameuse « renaissance du cinéma italien ». Rappelons que *la Dolce Vita*, de Fellini, *l'Avventura*, d'Antonioni, sont sortis en 1960. *Salvatore Giuliano*, de Rosi, *la Nuit*, d'Antonioni, et, *il Posto*, d'Olmi, en 1961. *Huit et demi*, de Fellini, *l'Eclipse*, d'Antonioni, et *Mama Roma*, de Pasolini, en 1962.

L'irruption des télévisions privées en 1976 n'a donc qu'accéléré une chute déjà largement amorcée. Durant la dernière décennie, la baisse des entrées a été de 75 %. En 1984, elles n'étaient plus que de 131 millions. Outre la fermeture de la moitié des cinémas, on doit déplorer l'état lamentable où ont été laissées la plupart des salles, *« phénomène propre à repousser un peu plus les spectateurs »*.

Le grand perdant est, bien entendu, le *« cinéma d'auteur »*, devenu trop cher à produire pour le public qu'il est aujourd'hui susceptible d'atteindre. C'est ainsi que le grand Antonioni n'a plus fait de film depuis *Identification d'une femme* (1982), alors qu'il a *« plusieurs projets dans ses cartons... »*, ainsi qu'il l'a récemment expliqué sur l'une des chaînes de M. Berlusconi. Plusieurs cinéastes très connus en France traversent, eux aussi, une passe difficile : Marco Bellochio, Bernardo Bertolucci, Francesco Rosi, Dino Risi, Gillo Pontecorvo, Marco Monicelli, ou Fabio Carpi.

Mais, à l'ANICA, on chercherait pourtant vainement à entendre un propos désagréable sur M. Berlusconi, le grand pourvoyeur des industries, dont l'Association est le représentant. Il a investi, nous dit M. Zana, soixante milliards de lires (250 millions de francs) en 1985 dans la production cinématographique sous forme d'acquisitions anticipées de droits, de pures coproductions ou de paiements pour l'utilisation d'installation diverses. C'est évidemment dérisoire au regard du chiffre de la production publicitaire du groupe (5,5 milliards de francs) ou même de sa production de « show télévisés » (650 millions). Mais cela représente tout de même, selon les sources, de 30 % à 40 % de l'investissement total italien en matière de cinéma pour l'année dernière.

On signale même que M. Berlusconi participe actuellement à la production de trois films d'auteurs, un remake du *Diable au corps*, par Marco Bellochio : *Une épine au cœur*, d'Alberto Lattuada et *Espérons qu'il s'agisse bien d'une femme*, de Mario Monicelli avec notamment Catherine Deneuve, Philippe Noiret et Bernard Blier...

Tout espoir n'est donc pas perdu, d'autant que l'on peut percevoir ici et là les frémissements d'une reprise. On assiste à une légère remontée des entrées dans les salles : 140 millions de spectateurs contre 131 millions en 1984. Autre élément optimiste, la très nette saturation des téléspectateurs devant l'extravagante avalanche des publicités encombrant le petit écran : quinze minutes par heure, c'est trop. M. Berlusconi lui-même l'a récemment reconnu.

JEAN-PIERRE CLERC.

PALMARÈS DU FESTIVAL D'AVORIAZ

Le jury du Festival international du film fantastique d'Avoriaz a décerné son Grand Prix à *Dream Lover* (Etats-Unis — cauchemar et sommanbulisme), d'Alan Pakula, et son Prix spécial à *Link* (Grande-Bretagne — l'assassin est un chimpanzé), de Richard Franklin.

Le Prix de la critique revient à *House* (Etats-Unis — un écrivain retrouve son fils dans une maison hantée), de Stephen Miner. *Enemy Mine* (Etats-Unis), de Wolfgang Petersen, reçoit le Prix de la commission technique du cinéma et celui d'Antenne 2.

Pour la première fois, le Grand Guignol entrait en compétition dans la section « peur », jugée par un jury spécialisé, qui a récompensé *Murder Rock* (Italie), de Lucio Fulci, et accordé une mention spéciale à *Reanimator* (Etats-Unis), de Stuart Gordon.

THÉATRE

« LA DAME AUX CAMÉLIAS » à Marseille

La femme et le fantôme

Le théâtre du Gymnase, à Marseille, est à nouveau opérationnel après des mois de fermeture pour travaux. Il abritait le Centre dramatique du Sud-Est jusqu'à ce que le maire, M. Gaston Defferre, fasse construire la Criée pour Marcel Maréchal. Il n'a pas pour autant abandonné la vieille salle, pleine de souvenirs et de lézardes et qui appartient à la ville. Il en a confié la direction à Patrick Bourgeois.

Entièrement rénové côté technique et côté public, le Gymnase garde son caractère kitsch : hall d'entrée marbré avec fausses colonnes, miroirs au plafond, statue antique éclairée par l'intérieur, qui fait lampadaire. La salle elle-même conserve le style des fauteuils, le rideau peint en trompe-l'œil, les dorures. *Elle n'est plus rouge*, elle est bleue, selon le souhait d'un mécène californien, Armand Hammer, amoureux de Marseille et de Marguerite Gauthier. Il a donné 3 millions au théâtre, qui porte désormais son nom (Gymnase-Armand Hammer) et a été inauguré en grande pompe avec *la Dame aux camélias*.

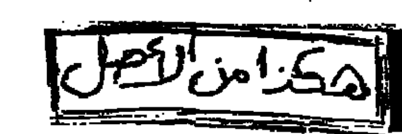
La mise en scène est de Pierre Romans. Il a également signé l'adaptation, avec Joskha Schidlow. Ils ont puisé dans le roman, râpeux, morbide, moins sentimentalement mélo que la pièce. En son temps, elle a d'ailleurs fait scandale pour son réalisme. Le spectacle cherche à retrouver cette dureté. Il se passe dans un décor — de Laurent Peduzzi — fermé, sombre. Les éclairages sont crépusculaires, avec un intermède de ciel lumineux pour l'échappée amoureuse de Marguerite et Armand.

Pierre Romans a voulu oublier la *Traviata* et Greta Garbo. Il met l'accent sur la misère rapace du demi-monde, son ennui désabusé, sur le côté trivial de la maladie, sur le côté physique de la passion. Marguerite aime Armand parce qu'il est jeune et qu'il prend soin d'elle.

Marguerite, c'est Sabine Haudepin, éclatante, énergique plus que fiévreuse. Elle est encore enfantine, bien que sans illusions. Elle se sait condamnée, sait que son amour est sans avenir, et prend sa vie en main. On ne la plaint pas, on l'admire. Elle est l'héroïne d'une tragédie bourgeoise. Mais elle est seule. Armand (Dominic Gould) est fantomatique, et si les femmes (Marie-Paule André, France Rousselle, Violetta Sanchez, Marion Grimault, Paulette Dubost) tiennent plutôt bien leurs rôles, les hommes sont fades, y compris Michel Auclair, père Duval peu convaincu, ni convainquant.

COLETTE GODARD.

★ Gymnase, Marseille. Jusqu'au 2 février.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ARSÈNE ET CLÉOPATRE : Lucernaire (45-44-57-34), 21 h 45.
MÉTAMORPHOSE : Lucernaire (45-44-57-34), 18 h.
IL TRIONFO DELL'AMORE (en italien) : Chaillot Gémier (47-27-81-15), 20 h 30.
JEFF : Espace Gaîté (43-27-95-94), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), 19 h 30 : la Traviata, de G. Verdi.
COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : le Misanthrope.
BEAUBOURG (42-77-12-33) : Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI, 17 h 30 : Révolutionnaires du Yddishland ; 16 h : Au pays des loups, de B. Mason ; A la recherche de la baleine franche, de B. Mason ; 19 h : Autoportrait d'un inconnu : J. Cocteau, de E. Cozarinsky ; Vidéo-Musique : 16 h : Catherine Wheel, de D. Byrne ; 19 h : La leçon de musique, de P. Boulez ; Musique : 20 h 30, Concert à deux ensembles (Schoenberg, P. Boulez) ; Cinéma : Trieste : un aspect du cinéma italien : voir rubrique Festival de Cinéma.

Les autres salles

☞ ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Deux sur la balançoire.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : Jeff.
☞ ESSAION (42-78-46-42), 20 h 30 : Il était une fois... un cheval magique.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.
☞ LUCERNAIRE (45-44-57-34). I. 18 h : Métamorphoses ; 20 h : C'est rigolo ; 21 h 45 : Arsène et Cléopâtre. — II. 18 h et 20 h : Pardon M'sieur Prévert.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Gigi.
☞ POCHE (45-48-92-97), 19 h : Esquisses viennoises.
☞ THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : le Bel Indifférent - le Menteur ; 21 h 45 : Au suivant ; 23 h : banc d'essai des jeunes.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Kamikaze de l'Oncle Sam. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.
DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

La danse

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), 20 h 45 : Electric Zinc, J. Alberca.
18-THÉATRE (42-26-47-47), 22 h : Barbarie.
MUSÉE GUIMET (47-23-61-65), 18 h 30 : M. Sarabhai.

Le music-hall

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), 20 h 45 : Camastra.
CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 20 h : M. Illianck.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 et 24 h : Libertango.

Les concerts

Salle Gaveau, 20 h 30 : A. Mellon, I. Poulenard, sopranos, G. de Mey, ténor, G. Reinhart, baryton, F. Malgoire, violon (de Boismortier, Blavet, Couperin).
Grand Théâtre de la Cité internationale, 20 h 30 : D. Benetti, percussions, A. Sibony, piano (Bartok, Milhaud, Ravel, Creston).
Odéon, 20 h 30 : C. Hervé, piano (Bach-Busoni, Liszt-Busoni, Liszt, Busoni).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : J.-F. Collard, piano (Schumann, Frank, Chopin).
FIAP, 20 h 30 : M. Yanouchevskaia, G. Torma, Y. Sévère (Glinka, Beethoven, Brahms).
Rond-Point des Champs-Elysées, 20 h 30 : Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez, solistes de l'EIC (Schoenberg, Boulez).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : Orchestre de chambre J. Frydrych (J.S. Bach).

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h : Melody Four.
BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : Rot'cha Blues Band.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : Marly Swing College.
MÉRIDIEN (47-58-12-30), 22 h : E. Lockjaw Davis.
MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : R. Franc.
PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : Kangourou Swing Orchestra.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), à 21 h 30 : Bide Band Blues.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : Z. Fleischer, L. Benhamou, Ch. Schneider, M. Bertaux, T. Rabeson.

Lundi 20 janvier

LA PINTE (43-26-26-15), 21 h 30 : Ch. Laborde Quartet.

En région parisienne

SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (42-43-00-59), 20 h 30 : Lorenzaccio.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)
17 h, la Tragédie de la mine, de G.W. Pabst ; 19 h, Rétrospective du cinéma suédois 1929-1985 : Succès pour la petite Marta, de H. Ekman.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). — V.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).
L'ARROSEUSE ORANGE (Hongrois, v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).
BATON ROUGE (Fr.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).
BILLY ZE KICK (Fr.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).
BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).
LA BOURGEOISE ET LE PUCEAU (Fr.) (**) : Cinévog St-Lazare, 9e (48-74-77-44).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
LA CAGE AUX FOLLES No 3 (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; George-V, 8e (45-62-41-46).
LE CAVIAR ROUGE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).
COCOON (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95). — V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).
COLONEL REDL (Hongrois, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).
CORBEAUX ET MOINEAUX (Chinois, v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
CUORE (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42).
LA DERNIÈRE LICORNE (A., v.f.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
DROLE DE MISSIONNAIRE (Brit., v.o.) : St-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
L'EFFRONTÉE (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pagode, 7e (45-07-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Images, 18e (45-22-47-94).
EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).
ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).
L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : Républic, 11e (48-05-51-33).
EXPLORERS (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
GARÇON CHOC POUR NANA CHIC (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Montparnos, 14e (43-77-52-37).
LES GOONIES (A., v.o., v.f.) : Paramount City, 8e (45-62-46-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).
HAREM (Fr., v.o.) : UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).
L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Républic, 11e (48-05-51-33).
L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (45-02-12-15) ; Gaumont Champs Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (46-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : Chatelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Saint-Ambroise 11e (47-00-89-16).
INVASION (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03).
KALIDOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LES LOUPS ENTRE EUX (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LUNE DE MIEL (Fr.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46).
MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).
LE MEDECIN DE GAFIRE (Malien-Nigérien, v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
MOI VOULOIR TOI (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).
MUSCLOR ET SHE-RA, LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).
LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
ORIANE (Fr.-Vénéz., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; St-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Ambassade, 8e (45-61-94-95) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
OURAGAN SUR L'EAU PLATE (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; v.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
OZ, UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).
LA PARTIE DE CHASSE (Brit., v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82).
PASSAGE SECRET (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
PIZZAIOLO ET MOZZAREL (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40).
PROFS (Fr.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).
RAMBO II (A., v.f.) : Paramount : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40).
RAN (Jap., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Colisée, 8e (43-59-29-46).
RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).
RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). — V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). — V.f. : Gaumont Opéra (ex-Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).
LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
RIO ZONE NORD (Brés., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Républic, 11e (48-05-51-33).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).
ROUGE BAISER (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).
SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra (ex-Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
SANTA CLAUS (A., v.f.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; George-V, 8e (45-62-41-46).
SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).
SILVERADO (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
LE SOULIER DE SATIN (Franco-Portugais, v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) (h. sp.).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
SUBWAY (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37) ; Saint Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).
TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Franco-Argentin, v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).
TARGET (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-56-70) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).
TOKYO GA (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).
TONNERRES LOINTAINS (Indien, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-52-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
UNE SAISON ITALIENNE (It., v.o.) : Reflet Logos 5e (43-54-42-34).
LE VOYAGE A PAIMPOL (Fr.) : Studio Champollion, 5e (43-26-84-65).
VERTIGES (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
WITNESS (A. v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

(Lire la suite page 20.)

SPECTACLES

Les grandes reprises

AMARCORD (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

AMERICA, AMÉRICA (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

DRAGÉES AU POIVRE (Fr.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ET POURTANT ELLE TOURNE (Fr.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

GUN CRAZY (A., v.o.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'HOMME TRANQUILLE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

JOHNNY GUITARE (A., v.o.) : Logos, 5e (43-54-42-34) (h. sp.).

LEGEND (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE KNACK ET COMMENT L'AVOIR (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-45-42-34).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16)) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

LES OISEAUX (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX (A., v.f.) : Club, 9e (47-70-81-47).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-24-44-40) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA BELLE ET LA BÊTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Rialto, 19e (46-07 87-61).

CARMEN (Saura) (v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Balzac, 8e (45-61-10-60).

CHÉRIE, JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

CLÉO DE 5 A 7 (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (43-26-48-18).

LES COPAINS D'ABORD (Fr.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

COMME UN TORRENT (A., v.o.) : Les 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

DÉLIVRANCE (A.) (*) : Studio Galande (H. sp.), 5e (43-54-72-71).

LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

LA DERNIÈRE FOLIE DE MEL BROOKS (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

DERSOU OUZALA (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

DON QUICHOTTE (Sov.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

PANDORA (A., v.o.) : Action Ecoles, 15e (43-29-44-40) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA PARADE DE PRINTEMPS (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22).

REFLETS DANS UN ŒIL D'OR (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

STALKER (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA STRADA (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

SUNDOWN (A., v.o.) Action Christine bis, 6e (43-29-11-30).

TEX AVERY ET COMPAGNIE (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : *Boîte à films, 17e (46-22-44-21).*

THE MAJOR, THE MINOR (A.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).

LES VISITEURS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18)) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

ZORBA LE GREC (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES FILMS NOUVEAUX

CHINESE BOXES, film allemand de Christopher Petit (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassien, 14e (43-35-21-21).

L'EXÉCUTRICE (**), film français de Michel Caputo : Paramount Odéon, 6e (43-35-59-83) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

HAUT LES FLINGUES, film américain de Richard Benjamin (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES INTERDITS DU MONDE (**), film français de Chantal Lasbats : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

MORT SUR LE GRIL, film américain de Sam Raimi (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-72-52-36) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Murat, 16e (46-51-99-75).

PEUR BLEUE (*), film américain de Daniel Attias (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

PLENTY, film américain de Fred Schepisi (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; v.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75).

SOLEIL DE NUIT, film américain de Taylor Hackford (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-62-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

Les festivals

ALTMAN (v.o.), Reflet-La-Fayette, 9e (48-74-97-27) : Quintet.

ANIMATION (v.o.), Rialto, 19e (46-07-87-61) ; en alternance : Tex Avery et Cie, Métal hurlant, le Chaînon manquant.

F. ASTAIRE-G. ROGERS (v.o.) : En suivant la flotte.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.o.), Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66) ; 16 h : la Règle du jeu ; 18 h : Fury ; 19 h 40 : la Fièvre dans le sang ; 21 h 45 : Agent X 27.

COCORICO - LE CINÉMA FRANÇAIS - REVOIR PARIS : Epée de bois, 5e (43-37-57-47) : 16 h 30, 19 h : Paris nous appartient ; 16 h, 18 h, 20 h : Roi des Champs-Elysées ; salles 1 et 2, 22 h : la Dernière Vague ; A vendre ; Corps à cœur.

FESTIVAL DU FILM POUR ENFANTS, Cosmos, 6e (45-44-28-80).

EISENSTEIN, Action-La Fayette, 9e (48-74-97-27) : Alexandre Nevski.

KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), 18 h 30 : Dersou Ouzala.

MARX BROTHERS (v.o) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44), 22 h : Une nuit à Casablanca ; 21 h 30 : Panique à l'hôtel.

18 OPÉRAS ET BALLETS RUSSES *(v.o.), Cosmos, 6e (45-44-28-80).* Cycle/18 opéras et ballets russes (v.o.) : 19 h 30 : la Khovantchina ; 22 h : le Lac des Cygnes (ballets du Bolchoï) ; 16 h 30 : Tchaïkovski.

OZU (v.o.), Olympic-Marylin, 14e (45-43-99-41) : Gosses de Tokyo.

QUE RESTE-T-IL DE NOS PÉPLUMS ? (v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41), 16 h, 20 h : la Vengeance d'Hercule ; 18 h, 22 h : la Terreur des gladiateurs.

TRIESTE : UN ASPECT DU CINÉMA ITALIEN, Centre G. Pompidou, salle Garance (42-78-37-29) : 17 h 30, la Nuit de San Lorenzo, de P. et V. Taviani ; 20 h 30, Matioea, de V. Herman.

FRANÇOIS TRUFFAUT Denfert, 14e (43-21-41-01), 17 h 10 : la Peau douce.

COMMUNICATION

CINQUIÈME CHAINE

Le gouvernement passe en force

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a signé le 17 janvier avec M. Jérôme Seydoux, président-directeur général de la société France 5, un nouveau contrat de concession. Les textes de ce contrat et du cahier des charges, qui ne modifient que très légèrement les dispositions de l'accord précédent, ont été publiés le 19 janvier au *Journal officiel*. Un décret approuvant le nouvel accord a été signé par le premier ministre, le ministre de l'économie, le ministre des PTT, le ministre de la culture, le secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation. Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, a fait état de la *« déception »* des « neuf sages » qui s'attendaient que *« leur avis soit pris en compte par le gouvernement ».*

La cinquième chaîne de télévision sera lancée contre vents et marées. M. Fillioud persiste et re-signe, entouré cette fois de cinq autres ministres, pour démontrer que la solidarité du gouvernement porte sur tous les aspects, politiques, financiers, culturels et techniques, d'un accord aussi controversé. La consultation de la Haute Autorité n'aura été qu'un épisode purement formel, une manœuvre de diversion. Le nouvel accord ignore l'avis des « neuf sages », qui reprenait pourtant les critiques formulées par l'ensemble des milieux professionnels et artistiques.

Le cahier des charges de la cinquième chaîne comporte certes quelques dispositions supplémentaires : obligation générale du service public sur les bonnes mœurs, le pluralisme, l'objectivité, ainsi que la distinction claire entre programmes et publicité. Mais rien n'a été modifié en ce qui concerne la diffusion des films, la production de fiction française, la coupure des programmes par la publicité, véritables pommes de discorde avec la profession. Le contrat de concession a été, lui aussi, légèrement remanié. La « 5 » n'a plus le droit d'arrêter ses émissions au bout de trois ans ou de les suspendre dans certaines régions si ses responsables estiment l'exploitation non rentable. De même, en cas de *« modification du paysage audiovisuel »*, l'Etat a maintenant le choix entre accepter la résiliation du contrat ou compenser le préjudice. Corrections de détail qui ne remettent pas en cause l'essentiel du régime de faveur accordé à la « 5 » : protection contre la concurrence, priorité pour la diffusion technique, clause de la chaîne la plus favorisée.

Le contrat signé au même moment entre Télédiffusion de France et la « 5 » confirme d'ailleurs l'attribution des meilleurs sites de diffusion et des meilleures fréquences disponibles à la nouvelle chaîne de télévision. Le lancement le 20 février sera effectué par quatorze émetteurs sur les grandes agglomérations françaises. Toutefois, ces installations provisoires n'émettront d'abord qu'avec de faibles puissances, pour ne pas gêner les autres télévisions, et ne desserviront qu'une dizaine de millions d'habitants. Ainsi, l'émetteur de la tour Eiffel devra attendre le 31 juillet pour passer de 12,5 kilowatts à 100 kilowatts et augmenter sa zone de couverture de 3,2 millions d'habitants à 7,6 millions. Les cinquante-sept émetteurs du réseau se mettront ainsi progressivement en place au cours de l'année pour desservir au 31 décembre 28 millions de téléspectateurs.

Gagner du temps

Le gouvernement a donc réussi à gagner du temps. En annonçant de nouveaux textes, il a bloqué la décision du Conseil d'Etat sur les recours déposés par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), les professionnels du cinéma et les sociétés d'auteurs, ce qui ne l'a pas empêché dans l'intervalle – grâce au précédent contrat – de mettre en marche les procédures nécessaires à l'installation du réseau de diffusion. L'affaire a été incontestablement menée avec habilleté, et MM. Jérôme Seydoux, Silvio Berlusconi et Christophe Riboud peuvent, ce lundi 20 janvier, présenter un projet cohérent devant la presse et surtout devant les publicitaires.

Mais si le gouvernement et les promoteurs de la « 5 » ont gagné la première manche de cette course contre la montre, il n'est pas certain qu'ils triomphent aussi aisément dans la seconde. Les professionnels du cinéma ont déjà réagi très fermement à la signature de ce nouveau contrat et vont poursuivre leur action devant le Conseil d'État. Il est probable que la CLT et les sociétés d'auteurs feront de même. Le Conseil va être maintenant obligé de choisir de rendre son verdict sur le fond avant ou après les élections législatives. Cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de la cinquième chaîne n'est pas faite pour rassurer les annonceurs publicitaires, qui seuls peuvent la faire vivre.

L'opposition, elle non plus, ne désarme pas et se dit toujours déterminée à remettre en cause la concession de la « 5 » et à modifier profondément le cadre juridique et l'organisation de l'audiovisuel français. L'entreprise risque de n'être ni très simple ni très populaire, mais la désinvolture avec laquelle le gouvernement vient de traiter ses propres institutions, la rupture consommée avec les professionnels de la communication rend le terrain politique plus favorable pour des bouleversements importants après mars 1986. Les grands groupes de communication ne s'y trompent pas et observent une prudence remarquable.

Enfin, d'ici le 20 février, tout n'est pas encore joué. D'une part, M. Jacques Chirac poursuit sa guérilla autour de la tour Eiffel et empêche toujours les techniciens de TDF d'installer les émetteurs nécessaires à la diffusion sur Paris. D'autre part, le conflit persistant entre les professionnels du cinéma, les sociétés d'auteurs et les responsables de la cinquième chaîne ne va pas faciliter la tâche des responsables de programmes de la nouvelle télévision.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

PRIX DE LA FONDATION MUMM

La Fondation Mumm, présidée par M. Alain de Gunzbourg, doit décerner, mercredi 22 janvier, ses prix pour la presse écrite (*le Monde* du 10 décembre 1985). Dans la catégorie « Reportages et enquêtes », *dix articles ont été sélectionnés*, parmi lesquels « Le Rainbow-Warrior aurait été coulé par une troisième équipe de militaires », publié le 18 août 1985 par notre journal, sous la signature de Bertrand Le Gendre et Edwy Plenel. Six journalistes ont été sélectionnés dans la catégorie « chronique, critique, commentaire ou dessin », parmi lesquels nos collaborateurs Claude Sarraute et Plantu.

Les prix de la Fondation Mumm (100 000 F chacun) sont décernés par un jury présidé par Françoise Giraud et composé de Jean d'Ormesson, Jean Daniel, André Fontaine, Alain Genestar, Claude Imbert, Ivan Levaï, Bernard Pivot, Patrick Poivre d'Arvor, Philippe Tesson et Roger Thérond. En 1985, le premier lauréat avait été notre collaborateur Pierre Georges.

Câble : M. Jean-Marie Rausch préconise de laisser l'initiative aux maires

M. Jean-Marie Rausch (UDF), sénateur, maire de Metz et président de l'Association des maires des grandes villes de France, s'est prononcé, mercredi 15 janvier, au cours d'une conférence de presse réunie à Paris, en faveur d'une *« déréglementation très large »* dans l'audiovisuel et les télécommunications. Cependant, a-t-il précisé, *« on ne peut pas dénationaliser tout, ce serait dramatique. Le marché financier ne le supporterait pas »*. M. Rausch est partisan, notamment, de la privatisation d'une seule chaîne de télévision, l'évolution de FR 3 devant *« être menée plus calmement, plus lentement, en trouvant une formule qui associe la presse régionale, les grands courants socio-économiques, les universités, les collectivités locales ».*

Le rapporteur au Sénat du budget des PTT a particulièrement développé ses vues à propos du plan câble, dont il considère que la mise en œuvre est *« l'un des échecs les plus spectaculaires de l'expérience socialiste »*. Selon M. Rausch, le choix industriel de la fibre optique à conduit à un retard de trois ans. Ce choix est aujourd'hui remis en cause, assure le maire de Metz, par la Direction générale des télécommunications elle-même, qui préconise l'installation des réseaux selon un système mixte : fibre optique et surtout coaxial classique. La construction des réseaux en câble coaxial, si elle limite pour le grand public les services interactifs, permet en revanche la réception de nombreuses chaînes de télévision et l'utilisation simultanée de plusieurs récepteurs dans les logements.

Aussi M. Jean-Marie Rausch – qui a mis en place à Metz un réseau câblé confié à une société privée et diffusant quatorze chaînes – préconise-t-il d'*« autoriser tout de suite les maires à lancer des chantiers de câblage en coaxial en négociant des accords avec des entrepreneurs privés »*. Il estime que d'ici à 1988, on pourrait ainsi ouvrir mille chantiers et créer, pour les infrastructures et les programmes, cent mille emplois. *« Il faut en finir avec les utopies technologiques »*, a encore déclaré le président du conseil régional de Lorraine, si l'on veut rattraper notre retard sur d'autres pays (Belgique, Etats-Unis, Canada...) et rendre accessibles au public les chaînes existantes ou en projet diffusées par satellite. M. Rausch estime à ce sujet que l'acquisition d'antennes de réception et de transcodeurs par les particuliers n'est pas une bonne solution, alors que les réseaux câblés permettent d'en faire l'économie.

Quant au satellite français TDF 1, les altermoiements du gouvernement sont pour lui *« l'illustration de l'incohérence et un rude coup pour l'économie nationale »*, le marché des antennes risquant d'échapper aux industriels français.

● *Une association des villes câblées.* – Une association des villes câblées a été créée, mercredi 15 janvier, sous l'égide de la mission interministérielle TV-Câble. Elle regroupe déjà Rennes, Paris, Mantes, Cergy-Pontoise, Evry-Ville-Nouvelle, Boulogne et, sous réserve de ratification, Montpellier, Gennevilliers, Lille-Béthune, Sèvres-Suresnes-Saint-Cloud, Toulon. On y trouve donc la plupart des communes, *quelles que soient leurs tendances politiques*, qui sont engagées dans le plan câble. Le président de l'association est M. Martial Gabillard (Rennes), les vice-présidents sont MM. Bernard Pons (Paris) et Christian Gourmelen (Cergy-Pontoise) ; le secrétaire général est M. Bernard Schreiner (Mantes-la-Jolie-Limay), président de la mission TV-Câble.

AU GRAND ORIENT DE FRANCE

Les maçons communiquent

Une tribune alléchante (de M. Bernard Schreiner, président de la mission « TV-Câble » à Jean-François Kahn, directeur de *l'Evénement du jeudi*, de M. Jacques Rigaud, PDG de RTL à M. Henri Caillavet, président de la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse) ; une actualité brûlante (cinquième et sixième chaînes, rachat du *Progrès* de Lyon et prise de contrôle de *l'Union* de *Reims) : il n'en fallait pas plus* pour que le Grand Orient de France (GDOF) fasse salle comble, à l'occasion de son colloque, « Les enjeux de la communication », organisé les 18 et 19 janvier à Paris, en son hôtel particulier, ouvert pour ces deux jours au grand public.

Ancrée à gauche, la plus importante obédience maçonnique française a lancé l'idée de ce colloque il y a un an, pour des *« raisons impérieuses »*. Le développement actuel des médias et les enjeux qu'ils impliquent sur les plans économique, industriel, culturel et politique ne pouvaient laissé de marbre les maçons du GDOF, dont certains participent, au tout premier plan, aux décisions dans ce domaine.

Mais *« la maçonnerie elle-même n'existe pas sans communication »* prévient M. Roger Leray, grand maître du GDOF. L'ordre en fait maintenant largement usage. L'année 1985 a symbolisé une nouvelle forme d'ouverture des *« sœurs et des frères »* à tous les médias. Entretiens accordés par le grand maître aux radios, à la presse régionale, enquêtes sur la maçonnerie lancées par divers magazines... La frilosité des années 70 est dépassée.

Ce colloque sur la communication aura sans doute permis aux non-initiés de découvrir les fastes de l'hôtel de la rue Cadet et la complexité des enjeux de la communication contemporaine. Mais il aura contribué, plus sûrement encore, à accréditer l'idée que les maçons veulent être pleinement de leur siècle. Car le GDOF a fait ainsi œuvre de communication à son propre endroit. Et incité sans doute certains des spectateurs à rejoindre les rangs d'une société *qui, tout en conservant les rites* et les principes de la maçonnerie (recherche de la vérité, étude de la morale et pratique de la solidarité), veut rompre avec son image de secret. Bref, passer de l'ère du soupçon à celle de la communication.

YVES-MARIE LABÉ.

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

Ellis Island en tranches

On se souvient encore des *Récits d'Ellis Island*, cet extraordinaire document réalisé par Georges Perec et Robert Bober, il y a cinq ans, un reportage « habité » par la sensibilité de l'écrivain et du réalisateur : recherche pudique et minutieuse dans la mémoire des autres, exploration du temps, illuminée de malice et de bienveillance, qui laissait un sentiment aigu de l'histoire des hommes.

Antenne 2 diffuse à partir de lundi une série américaine sur le même sujet. *Les Portes de l'espoir - Ellis Island*, sept épisodes regroupés ici en trois parties (qui montrent bien ce qu'on ne fait plus) et réalisés par Jerry London à partir du roman de Fred Mustard Stewart. C'est la version romancée des mêmes événements, transformés en série aux recettes attendues, avec quelques stars, Richard Burton (dont ce fut le dernier rôle) et Faye Dunaway, entre autres.

A Ellis Island, petit îlot de terre situé dans la baie de New-York, arrivaient de 1892 à 1924, jusqu'à cinq mille immigrants par jour, Grecs, Italiens, Irlandais, Russes, Polonais, Hongrois... chassés par la misère, les persécutions de toutes sortes. Un *melting-pot* de mentalités, de races, de religions, de langues, de classes. Seize millions d'hommes et de femmes ont débarqué là avec leurs peurs et leurs espoirs. Parmi eux, Jacob Rubinstein, jeune juif échappé d'un pogrom dans un petit village de Russie ; Marco Santorelli, un jardinier, beau gosse, italien, rêvant d'une autre vie ; Bridget et Georgie O'Donnel, deux sœurs irlandaises...

Quatre vie, quatre destins que Jerry London va suivre de 1906 à 1916. Bonheur et malheur, amours et trahisons, triomphes et déceptions : nos quatre héros, qui *ont de l'énergie à revendre*, vont se battre pour une existence sans cesse contrariée. C'est l'Amérique du *ragtime*, des ascensions sociales fulgurantes (et pas forcément morales). Action, suspense, sentiments, il y a tous les ingrédients qu'il faut : on rit, on pleure, c'est « doublé » avec les mêmes voix que *Dallas*, on s'y prend même, ça finit bien comme dans les romans de gare et la qualité n'est guère meilleure.

CATHERINE HUMBLOT.

★ Série : *les Portes de l'espoir*, les lundi 20, 27 janvier et 3 février, A 2, 20 h 35.

Lundi 20 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Un chien dans un jeu de quilles.
Film français de Bernard Guillou (1982), avec P. Richard, J. Carmet, J. Guiomar, S. Joly, B. Camurat, D. Minazzoli.
Un psychologue parisien vient au secours de son demi-frère, petit fermier breton menacé d'expulsion par le châtelain. Atmosphère rurale véridique, humour en demi-teintes. Comédie au régionalisme de bon aloi.

22 h 10 Etoiles et toiles.
Emission de F. Mitterrand et M. Jouando.
Au sommaire : Ernst Lubitsch (avec des extraits de ses films, Carmen, To be or not to be...) ; *Oliver Stone (le scénariste de* l'Année du dragon *et de* Midnight Express). *Le magazine d'un mordu du cinéma.*

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à lire.

23 h 40 Régie française d'espace (RFE).

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Les portes de l'espoir : Ellis Island.
D'après l'œuvre de F. Mustard Stewart ; réal. J. London. Avec F. Dunaway, R. Burton, P. Riegert...
Une série américaine qui raconte l'histoire de quatre personnages qui ont fui, l'un les pogroms en Russie, l'autre la misère italienne, deux sœurs la répression en Irlande, et débarquent avec leurs rêves au début du siècle aux Etats-Unis.

22 h 20 Série : Pays d'octobre, choses vues dans le Mississippi.
Réal. Bertrand Tavernier et Robert Parrish.
Troisième volet de cette promenade dans la culture noire du sud des Etats-Unis. L'équipe a quitté Oxford pour se rendre dans le Delta, à Greenville et Clarksdale, où sont nés les plus grands noms du blues, de BB King à John Lee Hooker. Mais il s'agit plutôt de retrouver l'esprit de cette musique, de filmer les rues à l'apparence désolée, de trouver les anonymes qui improvisent d'étonnantes variations.

23 h 15 Journal.

23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Je vais craquer.
Film français de François Leterrier (1980), avec C. Clavier, N. Baye, M. Kerwin, Anémone, M. Porel.
Un jeune cadre bien tranquille est entraîné dans la vie parisienne nocturne et croit découvrir la liberté sexuelle. Adaptation fidèle d'une bande dessinée de Lauzier.

22 h 5 Journal.

22 h 30 Boîte aux lettres : spécial Henri Troyat.
Magazine littéraire de J. Garcin.
C'est dans son appartement parisien qu'Henri Troyat reçoit Jérôme Garcin pour parler de sa vie, de son œuvre.

23 h 30 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h 5, les Gladiateurs, film de D. Davies ; **17 h 45**, La mémoire aux images : Daquin ; **18 h**, Sports ; **18 h 55**, La panthère rose ; **19 h 5**, Atout PIC ; **19 h 15**, Informations ; **19 h 35**, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Jeux d'espion, film de R. Neame ; **22 h 25**, Etoiles et buts ; **22 h 40**, Boxe ; **23 h 40**, Football américain ; **1 h 15**, **Frissons**, film de D. Cronenberg.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Witkiewicz, l'inassouvissement ou le fantôme torturé par un psychanalyste amateur.

21 h 30 Latitudes.

22 h 30 La nuit sur un plateau.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Gaveau) : *les Quatre Saisons*, de Bodin de Boismortier ; *Sonate pour flûte et continuo*, de Blavet ; Extrait des Nations : *l'Espagnole*, de Couperin, par A. Mellon et I. Poulenard, sopranos, G. de Mey, ténor, G. Reinhart, baryton, F. Malgoire, violon, P. Allain-Dupré, flûte, M. Muller, viole de gambe, A. Zilberrajch, clavecin.

23 h **Les soirées de France-Musique** : Serge Rachmaninov, premier voyage aux États-Unis ; à 1 h, Bing Crosby et les crooners.

Mardi 21 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Les grands écrans de TF1 : le Commissaire Moulin.
Scénario de S. Joubert, réal. J. Kerchbron. Avec Y. Renier, C. Jade, C. Michu... (rediff.).
Une poursuite infernale entre un fou et le commissaire Moulin, installé depuis peu dans son nouvel appartement. Celui-ci saura bien sûr rétablir le calme dans le quartier.

22 h 10 Voyages intérieurs : La psychanalyse, côté fauteuil.
Dernière émission d'une série de trois de D. Frischer.
Sept psychanalystes « sur le divan » se confessent, sans esquiver les questions taboues : leurs relations avec les patients, le problème de l'argent, la durée de la cure comme celle des séances. Une première.

23 h 5 Journal.

23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Cinéma : l'Espion qui m'aimait.
Film anglais de Lewis Gilbert (1977), avec R. Moore, B. Bach, C. Jurgens, R. Kiel, C. Munro, W. Gotell.
James Bond, agent secret britannique et une belle espionne soviétique luttent ensemble contre un redoutable illuminé et un tueur aux mâchoires d'acier.

22 h 50 Cinéma-cinémas.
De M. Boujut, A. Andreu et C. Ventura...
Au sommaire : Portrait de Gene Tierney ; Le commentaire de Robert Altman sur une séquence de son dernier film « Secret Honor » ; Les premières photos de Marilyn Monroe ; Dolce cinéma (témoignages d'acteurs et d'actrices américains ayant tourné en Italie) ; Les essais de Béatrice Dalle, interprète du prochain film de J.-J. Beineix ; Le magazine de luxe du cinéma.

23 h 35 Journal.

0 h 5 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 La dernière séance : soirée James Cagney.
Emission d'E. Mitchell et J. Jourd'hui.
Actualités 1955 ; Jacques Villeret annonce le film ; à 22 h 40, réclames de l'époque : Dessin animé : Tom et Jerry ; Tex Avery ; Attraction.

20 h 45 Premier film : les Pièges de la passion.
Film américain de Charles Vidor (1954), avec D. Day, J. Cagney, C. Mitchell, R. Keith, T. Tully.
Chicago, années 20. Un homme riche et vieillissant aide une jeune chanteuse à devenir vedette de music-hall. Elle l'épouse par reconnaissance, mais en préfère un autre.

23 h 15 Journal.

23 h 40 Deuxième film : 13, rue Madeleine.
Film américain d'Henri Hathaway (1947), avec J. Cagney, Annabella, R. Conte, F. Latimore (v.o. sous-titrée. N.)
Pendant la deuxième guerre mondiale, l'organisation par les Américains d'un service d'espionnage antinazi, qui va opérer en France occupée.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; **7 h 15**, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; **7 h 40**, Cabou Cadin (et à 11 h 30 et 17 h 5) ; **8 h 30**, Lili petit à petit ; **9 h**, **Palace**, film de E. Molinaro ; **10 h 45**, Anarchistes, grâce à Dieu ; **12 h**, Dessin animé ; **12 h 30**, Magazine : Direct ; **14 h**, **Rolling thunder**, film de J. Flynn ; **15 h 30**, **La Fugue**, film d'A. Penn ; **17 h 45**, 4 C + ; **18 h 25**, Les affaires sont les affaires ; **19 h**, Maxitête (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; **19 h 5**, Zénith ; **19 h 40**, Tout s'achète ; **20 h 15**, Coluche ; **20 h 35**, **La femme de mon pote**, film de B. Blier ; **22 h 15**, Coupe d'Europe de Basket ; **23 h 50**, **Les Nanas**, film de A. Lanoë ; **1 h 15**, Mike Hammer ; **2 h 5**, Document : Joris Ivens.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps.

21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.

22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; profession témoin.

0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (donné le 16 mai 1985 au Festival de Schwetzingen) : *Il Trionfo dell'onore*, comédie en trois actes, livret de F.A. Tullio, de Scarlatti, par la Capella Clementina, dir. H. Mueller-Bruehl, sol. A. Faes, M. Schaefer, B. Balmelli...

23 h **Les soirées de France-Musique** : le livre du souvenir : Maria Callas.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (*le Monde* du 18 janvier).

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 21 JANVIER

– *MM. Gaston Defferre*, ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, et *Philippe Séguin*, député RPR des Vosges, participent à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

– *MM. Jean-Marie Bockel*, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, et *Jean-Paul Fuchs*, député UDF du Haut-Rhin, sont invités à un débat sur Europe 1, à 19 h 15.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– M. Patrice GATTEGNO
et Mme, née Ghislaine IZANS,

laissent à Fabien et Bruno
la joie d'annoncer la naissance de

Xavier,

le 14 janvier 1986.

2, rue Chapu,
75016 Paris.

– Agnès SUZANNE
et Bernard MANDOUZE
ainsi que Vincent

ont la joie d'annoncer la naissance de

Sylvain,

le 19 décembre 1985,

11, rue Erard,
75012 Paris.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Renée BENSADOUN,
dite Chloé,

survenu en son domicile le 3 janvier 1986.
Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue André-Bréchet,
75017 Paris.

– Mme Jean Gaudillière,
son épouse,
M. Pierre Gaudillière,
M. et Mme Jean-Pierre Adhemar,
M. et Mme François Gaudillière,
M. et Mme Bernard Gaudillière,
M. et Mme Dominique Jeanjean,
M. et Mme Yves Duchesne,
ses enfants,
Ses onze petits-enfants,
Les familles Gaudillière, Thévenet, Chaurand et Gasca,
Ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, le samedi 11 janvier 1986, de

Jean GAUDILLIÈRE,
administrateur général
des affaires maritimes (CR),
officier de la Légion d'honneur,
commandeur du Mérite maritime,
croix de guerre 1939-1945,

à l'âge de soixante et onze ans.
Les obsèques ont eu lieu en l'église de Cléry (Savoie).
Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Jean-François-Gerbillon,
75006 Paris.

– Ses enfants et petits-enfants :
Famille Aviezer (Israël),
Docteur E. Ginsbourg
et famille,
Famille Obadia,
Docteur M. Ginsbourg.
Ses neveux et nièces :
Famille R. Valensi et Ginsbourg,
Et son frère,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 16 janvier 1986, du

docteur Benjamin GINSBOURG,
chevalier de la Légion d'honneur
(1914-1918),
officier de l'ordre national du Mérite,
ancien chef
de laboratoire à l'hôpital Bichat,
fondateur de l'AMIF
et directeur de sa revue,
président fondateur
du Cercle Bernard Lazare.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

95, rue de Versailles,
92410 Ville-d'Avray.

– L'AMIF a la douleur de faire part du décès, survenu le 16 janvier 1986, du

docteur Benjamin GINSBOURG,
fondateur, premier secrétaire général
et directeur de la revue *AMIF*.

L'association des médecins israélites de France présente à la famille ses plus vives condoléances.

– *Mme Jean Mailhé,*
M. Jérôme Mailhé,
M. Vincent Mailhé,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MAILHÉ,
conseiller à la cour d'appel de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,

leur époux et père,
survenu au Chesnay (Yvelines), le 2 janvier 1986, dans sa soixante et unième année.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Pons-de-Thomières (Hérault), dans la plus stricte intimité.
Un office sera célébré à sa mémoire en la grande chapelle de l'église Notre-Dame de Versailles, rue de la Paroisse, le samedi 25 janvier, à 11 heures.

– Mme Madeleine Odent,
M. et Mme John Reginald Dawbin,
M. et Mme Daniel Odent,
M. et Mme Jean-Pierre Quemard,

ont la douleur de faire part du décès accidentel survenu, le mardi 14 janvier 1986, sur le Paris-Dakar, à l'âge de vingt-cinq ans, de

Nathaly ODENT,
journaliste au *Journal du dimanche*.

leur petite-fille et fille.

Une messe sera célébrée le mercredi 22 janvier, à 11 heures, en l'église Saint-Gervais-Saint-Prothais, paroisse de Bresles, 60510 Bresles (Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.
(*Le Monde* du 17 janvier.)

– La rédaction du *Journal du dimanche*
a la tristesse d'annoncer le décès accidentel de son envoyée spéciale

Nathaly ODENT,

le mardi 14 janvier 1986, sur le Paris-Dakar.

Une messe sera célébrée le mercredi 22 janvier, en l'église Saint-Gervais-Saint-Prothais, paroisse de Bresles, 60510 Bresles (Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Michel Renaud,
M. et Mme Jean Fave
et leurs enfants,
Le capitaine de frégate et Mme Guy Renaud
et leurs enfants,
M. et Mme *Philippe* Renaud
et leurs enfants,
M. et Mme Gallo Sambe
et leurs enfants,

sa mère, ses frères et sœurs, neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

Brigitte RENAUD,

rappelée à Dieu, le 15 janvier 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 21 janvier, à 15 heures, en la collégiale Notre-Dame-et-Saint-Laurent d'Eu.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue de Normandie,
76260 Eu.

– M. et Mme Marc Alexandre,
ses enfants,
Denis et Laurent,
ses petits-enfants,
Et sa fidèle Rogelia,

font part de la mort, le 13 janvier 1986, de

Mme Françoise STERN.

Selon ses dernières volontés, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

47, boulevard Beauséjour,
75016 Paris.

– Vic-en-Bigorre. Hossegor. Paris.

Mme Pierre Trouillé,
Mme Julien Tisné,
M. et Mme Philippe Moret
et leurs enfants,
M. et Mme Maurice Bouzé
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part de la mort de

Pierre TROUILLÉ,
préfet de région honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 18 janvier 1986, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Vic-en-Bigorre (Hautes-Pyrénées), le mardi 21 janvier, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. Bruno Vincent-Genod,
Thierry et Nathalie,
Me Madeleine Cellerier-Vathaire,
sa mère,
Me Georges Vathaire,
son beau-père,
M. et Mme Bernard Vincent-Genod,
M. et Mme J.-Philippe Pichot,
Olivier et Valérie,
M. Bernard Vignaux
et Mlle Christine Düren,
M. et Mme Claude Vincent-Genod,
Olivier et Christine,
M. et Mme Jérôme Vincent-Genod,
Louis et Romain,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Me Nicole VINCENT-GENOD,
née Vignaux,

avocat à la cour d'appel,

décédée subitement dans sa trente-sixième année, le 17 janvier 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, le mardi 21 janvier, à 13 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue de Magdebourg,
75116 Paris.
14, rue Brémontier,
75017 Paris.
88, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

Remerciements

– La famille de

Marie-France HASCOET,
réalisatrice à la télévision,

remercie tous ceux qui lui ont manifesté amitié et sympathie dans ce deuil cruel.

– Mme Robert Reynaud
et toute sa famille

profondément touchées des nombreuses marques d'amitié et de sympathie témoignées lors du décès de

M. Robert REYNAUD,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur.

Anniversaires

– La famille du

docteur Francis DAYAN,

rappelle son souvenir à l'occasion du neuvième anniversaire de sa mort.

Messes anniversaires

– A la mémoire de

Pierre SOUVTCHINSKY,

une messe sera célébrée le vendredi 24 janvier 1986, à 18 heures, en la cathédrale Saint-Alexandre-Nevski,

12, rue Daru, à Paris-8e.

Communications diverses

– M. Michel Cazenave, écrivain, directeur de programmes à France-Culture, signera le mardi 21 janvier, à 21 heures, ses livres : *André Malraux*, éd. Balland, et *Moi, de Gaulle*, éd. Imago, à la Tisanière, 36, rue Jacob, 75006 Paris.
Renseignements : tél. 45-51-61-91.

Le Monde LES GRANDS RENDEZ-VOUS

LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES

GTM-ENTREPOSE

VOUS ETES UN BATTANT,
VOUS AIMEZ LES CHALLENGES INTERNATIONAUX,
VENEZ REJOINDRE LES EQUIPES D'UN GRAND GROUPE NOVATEUR DE B.T.P. AUX ACTIVITES DIVERSIFIEES
(14 Milliards C.A.)

Nous étoffons certaines de nos Directions Administratives et Financières à vocation internationale et recherchons :

CADRES FINANCIERS INTERNATIONAUX...

1 ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

pour une de nos filiales spécialisée dans le B.T.P. en France et à l'Etranger.
Vous serez chargé d'assister le Directeur Financier dans ses missions quotidiennes et plus particulièrement dans les domaines suivants :
- Trésorerie Francs & Devises.
- choix et montage des crédits long terme.
- mise en place et gestion des cautions.

Vous avez environ 30 ans, vous êtes diplômé d'une GRANDE ECOLE DE COMMERCE ou INGENIEUR + FORMATION COMPLEMENTAIRE EN GESTION (INSEAD, ISA...).
Une première expérience de 3 ans minimum acquise au sein d'une grande entreprise de BTP ou d'une Banque Internationale est indispensable. Réf. 3653/M

JEUNES CADRES FINANCIERS

Vous êtes DEBUTANTS jeunes diplômés d'une GRANDE ECOLE DE COMMERCE et vos stages ou premières expériences dans une grande entreprise exportatrice ou une banque internationale ont conforté votre goût pour les problèmes financiers.
Vous serez intégrés au sein d'équipes chargées de promouvoir et d'assurer la gestion financière des sociétés ou filiales et bénéficierez d'une formation aux différents aspects de cette gestion (trésorerie, montage des financements...).
Vous serez orientés :
- soit vers notre filiale spécialisée dans le BTP en France et à l'étranger.
- soit vers une filiale dont l'activité est totalement tournée vers l'étranger

Réf. 3654/M

2 TRESORIERS INTERNATIONAUX

pour une filiale dont l'activité est totalement tournée vers l'étranger.

• 1 CHEF DU SERVICE TRESORERIE

Vous assurerez à la tête d'une équipe de 6 personnes, la gestion informatisée au jour le jour de la Trésorerie Francs et Devises, les relations avec les organismes financiers, bancaires et douaniers, ainsi que la Gestion du risque de Change.
Vous êtes un leader, vous êtes diplômé d'une GRANDE ECOLE DE COMMERCE, vous avez entre 27 et 30 ans et avez réussi une première expérience orientée de préférence vers la Trésorerie Internationale au sein de la Direction Financière d'une grande Entreprise exportatrice ou d'une importante Banque d'affaires.
Si vous réussissez dans ce poste, des responsabilités plus étendues pourront à terme vous être confiées. Réf. 3655/M

• 1 CADRE TRESORERIE FRANCS

Vous serez chargé, au sein du service TRESORERIE INTERNATIONALE, de la gestion informatisée de la TRESORERIE FRANCS et notamment :
- de la supervision de la position FRANCS.
- du choix des divers moyens de financement et de placement à court & moyen terme.

Vous êtes diplômé d'une ESCAE ou possédez une maîtrise de Gestion ou de Sc. Eco., vous avez acquis une solide expérience de la Trésorerie au sein d'une entreprise de BTP ou d'une Banque Internationale.

Réf. 3656/M

CADRES DE GESTION INTERNATIONAUX...

pour une de ses filiales spécialisée dans le B.T.P. en France et à l'Etranger.

1 ATTACHE AU SECRETARIAT GENERAL

Vous conseillerez et suivrez l'action des directions opérationnelles sur un plan administratif, financier et juridique dans la conception et la mise en place de contrats touchant à des domaines d'activités très diversifiées (barrages, bâtiments, routes, ensembles industriels, pipe-lines...) exclusivement réalisés à l'étranger.
Vous êtes diplômé d'une GRANDE ECOLE DE COMMERCE et pouvez faire état d'une première expérience même brève au sein d'une entreprise à vocation internationale. Réf. 3657/M

CADRES ADMINISTRATIFS

Au sein d'une équipe opérationnelle basée au siège social, vous serez chargés de la mise en place et du suivi du **CONTROLE DE GESTION** et de **L'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE** aux chantiers et établissements d'une zone géographique à l'étranger.
Gestionnaires de terrain, vous avez une première expérience d'administration de chantiers de préférence dans le secteur des BTP et vous avez une formation supérieure polyvalente à dominante de gestion.

Réf. 3658/M

Pour ces 2 postes, une affectation à l'étranger peut être envisagée à moyen terme.

Tous ces postes requièrent : une parfaite maîtrise de l'ANGLAIS, le goût du challenge, une bonne disponibilité pour des missions à l'étranger.
La taille, la diversification et le rayonnement international du Groupe nous permettent d'offrir à des candidats de valeur des évolutions de carrière à la mesure de leur potentiel et de leurs ambitions.

Ces postes sont à pourvoir en proche banlieue parisienne.

Adressez CV, lettre manuscrite + photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

média-system

Groupe réalisant un C.A. annuel de plus de 18 milliards de Francs

Plus de 100 Etablissements en France aux activités diversifiées

recrute pour son Siège à PARIS
avec fréquents déplacements de courte durée

Responsable de la RÉVISION COMPTABLE

RATTACHÉ DIRECTEMENT AU DIRECTEUR COMPTABLE DU GROUPE, IL DIRIGE ET ANIME UNE ÉQUIPE DE 5 RÉVISEURS ET UN CONTRÔLEUR. Bénéficiant d'une délégation certaine, il établit le programme annuel de révision avec l'accord du Directeur Comptable et l'acceptation du Directeur Général du Groupe, il suit de près l'action, veille à la formation permanente de son équipe (en particulier en Informatique), perfectionne les procédures pour les vérifications de différents types de services et activités. Il commente les rapports de révision auprès des contrôlés, rend compte à sa hiérarchie et assure le suivi des recommandations.

Un «professionnel» expérimenté

- **PLUS DE 30 ANS. FORMATION COMPTABLE SUPÉRIEURE : DECS complet + certificats supérieurs (organisation et Gestion - Révision comptable)**
- **Déjà RESPONSABLE en titre ou en second (dans le SERVICE DE RÉVISION D'UN GROUPE IMPORTANT A ACTIVITÉS MULTIPLES ET FORTEMENT INFORMATISÉ) OU SENIOR DANS UN DES GRANDS CABINETS D'AUDIT. Expérience de la DISTRIBUTION appréciée.**

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8358 à



LA TRESORERIE D'UNE GRANDE ENTREPRISE

Nous sommes un des premiers groupes de distribution français, réalisant un C.A. de 18 milliards.

Adjoint du trésorier

vous l'assisterez notamment dans les fonctions suivantes :
- *établissement des prévisions et suivi de la gestion de trésorerie du Groupe et plus particulièrement des filiales spécialisées.*
- *assistance aux affiliés en gestion de trésorerie,*
- *contrôle de la fiabilité des systèmes de gestion de trésorerie,*
- *suivi du respect de l'application des conditions bancaires.*

De formation supérieure, vous possédez une expérience d'au moins 3 ans acquise dans une grande banque ou dans les services de trésorerie d'une grande entreprise.
Au sein d'un centre de profit, vous devrez faire preuve d'initiative, de dynamisme, de rigueur, de qualités d'adaptation et de communication.

Cette fonction comporte de réelles responsabilités dans des domaines variés d'activités avec de nombreux contacts à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. 513 à A.L. CONSEIL, 102, Bd. Malesherbes 75017 PARIS que nous avons chargé de cette recherche et qui garantit discrétion et réponse.

NOUS NOUS DEVELOPPONS ET NOUS RECHERCHONS

UN INSPECTEUR ET DES CONTROLEURS

MARSEILLE - MONTPELLIER - CANNES.

Vous avez quelques années d'expérience de la fonction ou vous êtes rompu à la gestion bancaire sous tous ses aspects.
Vous contrôlerez les services et pratiquerez l'audit interne de nos agences.
Vous serez chargé de vérifier l'application de la politique générale, en particulier en matière de rentabilité et de développement.

S'il vous parait que ce profil correspond à votre carrière et à vos attentes, contactez-nous en écrivant au Département des Relations Humaines

FEDERATION DU CREDIT MUTUEL MEDITERRANEEN
521 AVENUE DU PRADO - 13008 MARSEILLE.

Crédit Mutuel
LES UNS LES AUTRES

AXIAL publicité



Bankers Trust Company

RECHERCHE POUR SA BANQUE D'AFFAIRES SITUEE A PARIS, UN OU UNE

Analyste financier

Vous avez une formation supérieure : maîtrise de gestion ou école de commerce, option gestion financière. Votre expérience de 5 à 10 ans de l'analyse financière dans une banque, une grande entreprise ou chez un agent de change... vous a permis d'acquérir une excellente connaissance des premiers groupes français. Intégré(e) à une équipe de banquiers d'affaires vous serez spécialiste de l'analyse financière et de l'évaluation d'entreprises. Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais, acquise si possible en milieu anglo-saxon. Ce poste est à pourvoir très rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle à : Bankers Trust Company, Direction du Personnel, 12-14 Rond Point des Champs Elysées 75386 Paris Cedex 08.

ARJOMARI

— C.A. proche de 5 milliards de F — 4.000 personnes —
PREMIER PRODUCTEUR FRANÇAIS PAR LA DIVERSITÉ DE SES PRODUITS
PREMIER DISTRIBUTEUR DE PAPIER POUR ARTS GRAPHIQUES.
PREMIER EXPORTATEUR

recherche un collaborateur de haut niveau pour prendre la

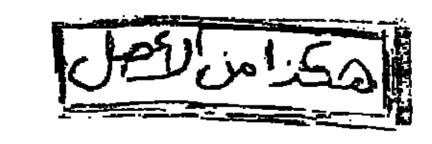
direction
de l'un de ses
départements commerciaux

très largement exportateur dans le monde entier (+ de 70% d'un C.A. de l'ordre de 400 MF).
Au cours d'une période d'un an environ passé auprès de l'actuel titulaire du poste, il apprendra à connaître l'équation produits/marchés de son entité dans toute sa complexité (plus de 2.000 références). Par la suite il prendra en charge, avec une large autonomie, la totalité de la gestion de ce département comprenant une vingtaine de personnes en France et vendant à l'étranger par l'intermédiaire de plusieurs Filiales locales et des Agents dans les principaux pays industrialisés. Son rôle impliquera de constantes relations avec les Usines du Groupe spécialisées dans la fabrication de ses produits.
Ce poste d'action et de gestion nécessitant de surcroît d'avoir un certain goût pour les produits liés à la Mode, conviendrait à un DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ESC... âgé de 35/38 ans minimum. Il aura une large expérience commerciale internationale. Il aura déjà fait preuve de ses qualités d'animateur et de gestionnaire à la tête d'un centre de profit dans l'Industrie Papetière, Textile, Chimique ou dans l'Impression par exemple.
La connaissance PARFAITE de l'ALLEMAND est INDISPENSABLE. L'ANGLAIS COURANT est nécessaire. De nombreux voyages sont à prévoir.

Les dossiers de candidature sous réf. 3145 M — à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

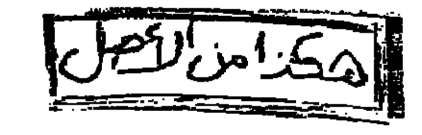
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



Le Monde **LES GRANDS RENDEZ-VOUS**

LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES

LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES



Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES

Le Monde LES GRANDS RENDEZ-VOUS

LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES



MOËT & CHANDON

LEADER EN EXPANSION DE SA PROFESSION

juriste HF

La Direction Financière accueillera ce Juriste pour lui confier la responsabilité de la cellule Juridique à EPERNAY.

Sa mission permanente sera le conseil des Directions opérationnelles et fonctionnelles de l'entreprise avec la gestion de la Protection des Marques, des Assurances, des Baux, etc.

La formation sera Maîtrise de Droit Privé complétée par un DEA ou DESS + anglais pratiqué.
En raison des responsabilités confiées, une expérience d'ENTREPRISE de 3 à 5 ans minimum est impérativement exigée.

Les dossiers de candidature – sous réf. 3146 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICE

1.000.000.000 F C.A.

recherche

CHEF COMPTABLE

PARIS-8e

Placé sous l'autorité de Directeur Financier, vous dirigerez et animerez une équipe de comptables et aurez l'entière responsabilité de la comptabilité générale, bilan compris.

Vous assurerez également la gestion de la trésorerie.
La gestion étant informatisée, vous devrez apporter votre expérience et votre esprit d'analyse afin de mettre en œuvre les possibles améliorations de procédure.

A votre poste, vous devrez faire preuve de rigueur mais également des qualités d'animateur de votre équipe.

Nous souhaitons rencontrer un(e) candidat(e) de formation comptable niveau DECS pouvant justifier d'une expérience de 10 ans dans la fonction.

Veuillez adresser votre candidature et C.V. détaillé sous nº 3.033 AMEP P.A. 37, rue du Général-Foy 75008 Paris, qui transmettra.

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
leader sur ses marchés
Ville agréable du Centre-Est
propose à de jeunes candidats(es) (26 à 35 ans)

Audit interne

Responsable d'assister le Directeur Financier dans le respect des procédures par les différentes filiales du Groupe en vue de l'établissement des documents de gestion (préparation du bilan, comptes-rendus financiers, états des actifs, etc.).
Le candidat aura :
- une formation supérieure (Ecole de Commerce et DECS ou équivalent) et
- une expérience de 3 à 5 ans d'audit en cabinet ou en entreprise.

Il existe un réel potentiel d'évolution vers un rôle de Contrôleur de Gestion en France et à l'étranger. Réf. 2022 M

Contrôleur de gestion adjoint

En liaison avec les filiales internationales du Groupe et l'Exportation, il préparera les tableaux de bord de la Direction Générale sur toute l'activité internationale (cinq filiales, 200 personnes).
De plus, il sera chargé de missions particulières.
Il existe de réelles possibilités d'évolution vers des postes de Contrôleurs de gestion.
Le candidat aura une formation de type Ecole Supérieure de Commerce, des grandes qualités de rigueur et de pragmatisme.
Il a, dans l'idéal, quelques années d'expérience, mais un débutant peut être envisagé. Réf. 2023 M

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), en indiquant le numéro de référence de l'annonce à
SOURCES - 144 rue de Rivoli - 75001 Paris

---

500 personnes, 400 MF de CA, filiale d'un groupe de notoriété internationale, nous faisons partie des leaders de notre secteur : le marché porteur de la fabrication et de la commercialisation des produits chimiques grand public : cosmétique, pharmacie, etc...
La volonté de préparer l'avenir nous conduit à recruter notre :

Adjoint au Directeur Financier

Vous animez une équipe de 11 personnes et prenez en charge : les comptabilités générale et fournisseurs, la trésorerie. Vous assurez le reporting, le suivi budgétaire, les analyses d'écarts et les bilans fiscaux.
Vous développez la comptabilité analytique de production et vous améliorez l'organisation du service grâce à l'utilisation performante d'un nouveau logiciel comptable.

Diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce + DECS, vous avez su tirer partie de vos 4 années d'expérience en cabinet d'Audit international ou en entreprise industrielle anglo-saxonne, vous maîtrisez les méthodes de gestion anglo-saxonnes et vous souhaitez élargir votre champ d'activité.
Vos qualités de rigueur, votre sens de l'animation et votre potentiel sont des qualités que nous privilégierons.
La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. IB 50101 à
TEG, 113 rue de l'Université - 75007 Paris

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

BANQUE PRIVEE
PARIS-8e

CAMBISTE
C O N F I R M E

Banque privée, spécialisée dans les Opérations de Trésorerie, crée le poste de CAMBISTE.

Vous avez :
- entre 5 et 7 ans d'expérience polyvalente dans votre fonction,
- une excellente connaissance des nouveaux marchés,
- la volonté de découvrir et d'investir dans des produits d'avenir,
- une bonne pratique de l'anglais,
- d'importantes qualités relationnelles.

Vous bénéficierez :
- d'un lieu de travail basé à PARIS-8e,
- d'une situation évolutive (liée à vos capacités) dans une banque privée.

Merci d'adresser dossier de candidature (photo indispensable), sous réf. 35 000 LM. à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.



services
VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

MEDIA BA

Accounting and financial reporting

A Bordeaux, la filiale (460 personnes) d'un important groupe international recherche

RESPONSABLE DU REPORTING COMPTABLE ET FINANCIER

IL aura la charge d'établir et d'analyser les états comptables, financiers et budgétaires (mensuels et trimestriels) sous la forme française et anglo-saxonne (reporting).

Il devra avoir une formation supérieure en Finances-Comptabilité (ESC ou équivalent) doublée d'une expérience réussie dans un ou plusieurs postes de responsable comptable.

Une bonne pratique de la langue anglaise est demandée. De bonnes connaissances en comptabilité anglo-saxonne et en informatique sont recommandées.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 510 005 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NEW-YORK

BANQUE LOUIS-DREYFUS

BANQUE LD

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche pour sa
DIRECTION DE L'EXPLOITATION BANCAIRE

EXPLOITANT ENTREPRISE
Classe VI ou VII
Réf. A

- ayant l'expérience bancaire du **Bâtiment - TP** (grandes et moyennes entreprises) et désirant se diversifier vers d'autres secteurs,
- formation supérieure (Grande École de Gestion ou Scientifique),
- bonne sensibilisation au risque bancaire et forte motivation pour une activité commerciale.

ANALYSTES DE CRÉDIT
Réf. B

- chargés de l'analyse et du montage des dossiers de crédit (petites et moyennes entreprises de secteurs économiques divers) et de la gestion quotidienne des comptes,
- capables et désireux d'évoluer vers l'exploitation,
- formation supérieure ou bancaire supérieure.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions **(en précisant Réf. A ou B)** à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE MULTINATIONALE

AUDITEUR INTERNE
Débutant

- Il devra participer au contrôle des Sociétés Françaises du Groupe
- Il sera de formation supérieure (école supérieure de commerce, etc...)
- Il aura de sérieures connaissances comptables et des connaissances informatiques seraient appréciées.

Lieu de travail : Region Parisienne.
Déplacements Province.
Adresser CV, photo et rémunération sous réf. 769 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

MILLIPORE Le Siège Européen de Millipore Corp. U.S.A., leader mondial dans les domaines des techniques de filtration et de séparation ainsi que de chromatographie en phase liquide, recherche dans le cadre du renforcement de ses Services Financiers un

Contrôleur de gestion international HF

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou équivalent), formation complétée si possible par un DECS. Vous avez au moins 3 ans d'expérience de la fonction dans une entreprise multinationale ou en cabinet d'audit. Vous parlez couramment l'anglais et si possible l'allemand.

Nous vous chargerons du contrôle de gestion des divisions commerciales internationales (export). Vous évaluerez les budgets dépenses et en assurerez le suivi ; vous établirez les prévisions trimestrielles et suivrez la rentabilité des lignes de produit.

Pour ce poste basé à St-Quentin-en-Yvelines, la rémunération offerte est en rapport avec nos exigences.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé + photo, salaire actuel à notre Conseil qui vous garantit une entière discrétion, sous réf. 70114/M,

Staff Consultants
91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.
STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK

TRES IMPORTANT GROUPE INFORMATIQUE
LEADER DANS SA BRANCHE
RECHERCHE

Contrôleur de gestion (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE)
180.000 F +

Responsable du suivi d'un ensemble de filiales (françaises ou étrangères), il sera directement rattaché à la Direction du groupe.
Ce poste requiert une parfaite maîtrise des techniques de gestion, un sens développé des contacts ainsi qu'une expérience réussie de 2 ans minimum dans la fonction.
Un candidat de valeur pourra se voir confier des fonctions de direction après quelques années.
Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sont à adresser, sous référence PM/SO, à SEFRECO, 18 rue Boissière 75116 Paris.

média-system

Un Groupe de Société de Services de Marketing Direct (CA 150 MF, 350 personnes) recherche le

RESPONSABLE COMPTABILITÉ GROUPE

Vous êtes un jeune diplômé (H/F) d'études supérieures type DECS, ayant une expérience de 5 ans en Cabinet d'Expertise Comptable et maîtrisant parfaitement les problèmes de consolidation.

Envoyez votre dossier de candidature sous réf. RC1/M, à Michèle DAIN.

ETUDES CONSEIL LOGICIEL



55, rue Hermel 75018 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



SUCHARD TOBLER

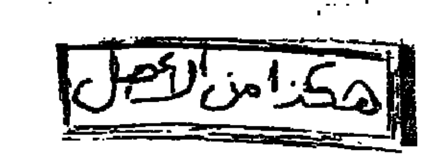
recherche pour son usine de
STRASBOURG

contrôleur de gestion

ECOLE DE COMMERCE + DECS

Expérience en milieu industriel souhaitée. A la tête d'une équipe de 7 personnes, vous assurerez l'intégralité de la fonction (comptabilité industrielle, contrôle de l'activité, analyse des écarts, gestion administrative) sous la responsabilité du Directeur Financier, basé au siège social. Anglais indispensable.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser C.V., photo et prétentions à M. HOUIN, Direction du Personnel, SUCHARD TOBLER, 16, avenue Jean Jaurès, B.P. 201, 94601 CHOISY-LE-ROI



LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES

Jeune Manager Accounting et Planning
Une fonction à développer...

Filiale française d'une société américaine informatique recherche le collaborateur immédiat de son Directeur Financier.

Votre mission consiste à donner aux services comptable et budgétaire une nouvelle impulsion en vue d'en faire un appui efficace de l'activité commerciale et technique. *Vous êtes donc chargé :* - d'organiser et de contrôler l'activité comptable et le reporting, - de développer les prévisions à moyen ou à long terme, - de participer en liaison avec le service informatique au développement des nouvells applications de gestion, - d'élaborer des procédures, d'intervenir dans les domaines juridiques et fiscaux. Vous animez une équipe de 8 personnes.

Expert Comptable ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion, bilingue français-anglais, vous avez déjà exercé des responsabilités faisant appel à des aptitudes d'encadrement et acquis une expérience de 4 ans dans l'Audit ou dans le contrôle de gestion au sein d'un groupe anglo-saxon. A 30 ans environ, la qualité de votre expérience vous permet de prendre le recul qui vous autorise à innover. Le poste est basé en banlieue Sud-Ouest.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. IB 50301 à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 Paris.



DESSEIN

l'Audit Interne :

Un groupe comptant près de 20 000 personnes, réalisant un CA supérieur à 20 milliards de F, faisant partie des grands de la distribution en France.

incontestablement une fonction-clé dans notre Groupe.

Responsable de l'audit interne, vous êtes directement rattaché à un membre de la Direction Générale. Globalement, il vous appartient de définir le programme annuel d'intervention de votre département. Vous évaluez les secteurs de risque en matière de contrôle interne et dressez les priorités qui s'imposent. Vous dirigez votre équipe, appréciez les compétences et le potentiel de chacun. Il vous faut être écouté et compris dans toutes les nouvelles procédures que vous serez susceptible d'apporter pour une plus grande efficacité du service.

Basé à Paris, ce poste vous concerne si, diplômé d'une grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co...), et doté d'une solide formation financière et comptable (niveau expertise ou équivalent), vous justifiez d'une expérience significative d'audit externe ou interne pendant au moins 5 ans.

La dimension du Groupe, son expansion, doivent vous permettre à terme (3/5 ans) d'accéder à des responsabilités financières opérationnelles, dès lors que vous aurez mené cette première mission avec brio.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre man., CV, photo et prétentions) sous référence 4941 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS qui transmettra.

DESSEIN

Société d'ingénierie située en région parisienne filiale d'un important groupe industriel recherche

ASSISTANT(E) DU CHEF DE SERVICE FINANCIER EXPORT

Mission : Montage et gestion des crédits export. *Mise en place des cautions. Gestion* des dossiers COFACE. Elaboration des plans de financement des affaires export.

Profil recherché : DUT Maîtrise de gestion ou équivalent. Expérience professionnelle d'environ 3 ans poste similaire dans le domaine des B.T.P. ou l'ingénierie. Très bonne connaissance de la langue anglaise exigée. Le candidat retenu devra faire preuve de bonnes qualités relationnelles et de négociations.

Adresser C.V. prétentions et photo s/réf. 597 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Hennessy — A Cognac

Récent vainqueur de la coupe de France des entreprises pour son dynamisme et sa rentabilité, notre groupe réalise un chiffre d'affaires consolidé d'environ 7 milliards de francs et emploie 6600 personnes.

Le secteur «Cognac» représente à lui seul plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, réalisé à l'exportation grâce à nos filiale de distribution. Nous recherchons, pour participer au suivi de ce secteur un

Responsable de la consolidation

qui rattaché au Directeur Financier, sera responsable de la consolidation, du reporting et des prévisions de résultats pour le secteur Cognac. Il participera en outre à la mise en place d'un projet informatique comptable.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure type ESC + DECS, le candidat justifiera d'une expérience de 4 à 5 ans acquise en cabinet d'audit ou au sein du service consolidation d'un groupe multinational. Ses qualités de Manager, son potentiel et sa maîtrise de l'anglais lui permettront par la suite d'évoluer au sein de notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous référence CO411 à ERNST & WHINNEY *Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui examinera* votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

Agent de change

recherche

GESTIONNAIRE ET TRADER OBLIGATIONS

Envoyer C.V. sous nº 314.645 M, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIEE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche

pour sa DIRECTION des SUCCURSALES

ATTACHÉ de DIRECTION H/F

Classe V *minimum*

Le poste :
- étudier et promouvoir des produits destinés à la clientèle (entreprises et particuliers),
- être l'*interlocuteur des Succursales auprès du Siège en vue d'améliorer* les procédures existantes et d'assurer à titre intérimaire l'examen des dossiers de crédit.

Le candidat :
- formation supérieure ou bancaire supérieure (ITB ou CESB),
- expérience d'environ 5 ans avec si possible une responsabilité fonctionnelle du type ci-dessus et nécessairement une pratique du "terrain",
- **créativité**, goût des contacts humains et esprit de synthèse.

Évolution possible, après quelques années, vers un poste opérationnel au siège ou en succursale.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS DREYFUS - 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

AFRIQUE FRANCOPHONE
Société Agro-industrielle recherche

DIRECTEUR COMPTABLE
pour ses exploitations

Diplômé Ecole de Commerce ou DECS. Expérience professionnelle minimum nécessaire d'une dizaine d'années dont une partie en AFRIQUE.
Séjour isolé sur lieu de travail. Conditions habituelles aux expatriés.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 43926 à COFAP 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

cofap

Pour notre Filiale Européenne à OBERURSEL (Allemagne Fédérale), nous recherchons un

Ingénieur Commercial

Diplômé d'une grande école, il aura une expérience en matériel et en exploitation d'une unité *industrielle*.
Ses fonctions consisteront à étudier et à négocier avec nos clients des applications du vide tant au point de vue technique que commercial.
En dehors d'une connaissance parfaite de la langue française, de bonnes notions d'anglais et/ou d'allemand sont indispensables.

NASH PUMPEN G.m.b.H.
Hohemarkstrasse 15 - D-6370 OBERURSEL
Tél. : 19.49.6171.27011

CONTESSE

Gestionnaires-Comptables Elargissez votre horizon

Toutes nos énergies, nos volontés, nos savoir-faire s'unissent pour que "l'accord parfait" soit une réalité quotidienne au Centre Français d'Informatique. Il en résulte une gamme de produits sophistiqués qui font notre succès.

Pour mettre en place nos logiciels et préconiser des solutions d'organisation comptable, nous recherchons des *Gestionnaires-Comptables, de formation* DECS ou équivalent, possédant une bonne maîtrise de l'outil gestion-comptable sur informatique. Rigoureux et réaliste, vous avez un sens aigu des contacts humains et savez susciter l'adhésion.

En liaison avec les services commerciaux et techniques, vous prendrez en charge toute *l'installation de nos progiciels de gestion-comptable* ou de consolidation et assurerez l'assistance à l'utilisation auprès d'une vaste clientèle de haut niveau que vous saurez conseiller. De plus, grâce à vos réflexions personnelles, vous contribuerez activement à faire évoluer les fonctionnalités de nos produits et à compléter notre gamme.

Si vous vous sentez en accord avec ce discours, adressez votre dossier de candidature (lettre + CV, photo et prétentions) à
Bernard MANCEAU - Centre Français d'Informatique - 67 rue Archereau - 75019 Paris Tél. (1) 42.45.11.11

SOURCES



CENTRE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE

Union de Banques à Paris

50 agences à Paris et en Ile-de-France :
- ▸ une longue tradition de services et d'efficacité,
- ▸ une clientèle fidèle de PME/PMI,
- ▸ une structure légère à taille humaine...

Exploitants bancaires
CLASSE IV à VII

C'est dans cet environnement que nous vous proposons d'évoluer. Votre expérience en exploitation, votre sens du contact et votre fort potentiel doivent vous permettre de prendre très rapidement au sein de notre réseau des responsabilités de : *Directeurs d'Agence, Sous-Directeurs d'Agence, Fondés de Pouvoir Entreprises.*



Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. M 20 à Philippe VALDIGUIÉ
Directeur des Ressources Humaines
1 Rond Point des Champs Elysées - 75008 PARIS.

INTERESTED IN COMMUNICATIONS INFRASTRUCTURES DEVELOPMENT ?

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION

a specialized United Nations Agency located in Geneva, has openings (initially for 2 years with possibility of extension of up to 5 or more years' service) for :

AN EXECUTIVE DIRECTOR AND A DEPUTY DIRECTOR

for its newly established Centre for Telecommunications Development.

Assisted by the Deputy Director, the Executive Director is responsible for the management of the centre including programme planning, mobilization of resources, organization and direction of the work, as well as for cost effective direction of the Centre advisory services orientated towards acceleration of telecommunications development in developing countries in accordance with the programme established by its Advisory Board.

In addition to an advanced university degree in a branch of communications or business management, applicants must have very broad experience in management with knowledge of telecommunication technology and services preferably within an international cooperation and development environment as well as some experience of telecommunication activities in developing countries. Net remunerations and allowances will be in accordance with UN rates at senior management levels.

All applications with a detailed c.v. should be sent to :

THE PERSONNEL DEPARTMENT
INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION
CH – 1211 GENEVA 20 (SWITZERLAND)

before 7 March 1986.

Information on job content and conditions of employment may be obtained at above-mentioned address or by contacting Miss Frankel + 41-22-99-54-02.

Gestionnaire chez un agent de change à Lyon

• Voilà une opportunité peu fréquente pour un jeune professionnel ayant acquis au cours des 3 dernières années une bonne pratique de gestionnaire dans une charge, en banque ou de block-trader.
• 3 missions vous seront confiées :
- animer la liaison entre la charge et les investisseurs institutionnels,
- développer le block-trading,
- gérer un certain nombre de comptes de particuliers et d'entreprises, et F.C.P.

• la plus grande confidentialité vous est garantie par notre conseil en recrutement Concordances à qui vous pouvez écrire, sous la réf. C/144, à Concordances, 91 rue du Faubourg St Honoré 75008 Paris ou 129 rue Servient, 69003 Lyon ou téléphoner à Lyon 78.63.65.60.

Concordances

Jeanneau

LE GEANT DE LA PLAISANCE
1300 personnes - 500 millions de C.A.
renforce sa structure et recherche

ASSISTANT CONTROLLER H/F
25-28 ans

Ce poste conviendrait à un diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion ayant acquis une première expérience (2 à 3 ans) en milieu industriel ou dans un cabinet d'audit.

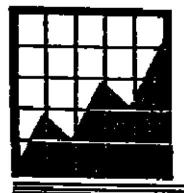
Son rôle sera d'assister le controller dans sa mission, il devra en particulier assurer le «reporting» pour nos partenaires américains.
Anglais courant impératif : pratique informatique souhaitée.

Poste à pourvoir en **VENDEE**.

Ce recrutement sera initié par notre Conseil : Michel MORACCHINI, 22bis, rue des Belles Feuilles, 75116 Paris à *qui vous adressez C.V. détaillé, photo et lettre manuscrite.*




CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 90 18 85



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Jeune patron nous aimons les fortes personnalités

Notre Société (C.A. : 1,2 milliard de francs), **filiale d'un groupe agro-alimentaire important**, recherche le véritable patron d'un de ses centres de profit.

Capable de s'investir totalement et en priorité dans l'organisation de la production, le commercial, le développement produit et technique, il assurera pleinement son rôle de directeur d'usine.

Cette fonction à hautes responsabilités ne peut convenir qu'à un battant, doué d'un fort ascendant naturel et de solides facultés d'adaptation.

Désireux de doubler notre capacité de production dans les années à venir, nous attendons de vous la prise en charge et la maîtrise de notre développement.

De formation ingénieur ou équivalent, vous justifierez d'une expérience de 5 à 8 ans dans une fonction similaire.

Votre rénumération comprendra un intéressement lié au profit de l'exploitation, dont vous assurerez la pleine responsabilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV et prétentions) sous réf. 2028 à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris, qui transmettra en toute confidentialité

Directeur de marchés

Cette entreprise française, filiale d'un groupe franco-américain est leader européen dans le secteur des biens d'équipement légers et regroupe 5 000 personnes pour 1,5 milliard de chiffre d'affaires. Elle recherche un directeur de marchés. Sa mission sera de développer l'activité et la pénétration de l'entreprise sur un secteur économique donné. Très autonome et avec l'appui d'un important réseau de ventes dont il définira la stratégie et l'action, il interviendra auprès des directions de grandes sociétés ou groupes dans le but de négocier des accords et conventions sur le plan national. Cette opportunité s'adresse à un jeune candidat diplômé de l'enseignement commercial supérieur. Agé d'au moins 28 ans, il dispose d'une première expérience commerciale, et si possible d'encadrement, réussie au sein d'une société de services ou de biens d'équipement. Un bon niveau d'anglais est indispensable. Les possiblités d'évolution en France et à l'étranger ainsi que la rémunération sont motivantes pour un candidat de valeur. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/2735M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

REGION CENTRE ET SUD EST

Directeur régional des ventes

Couvrir l'ensemble de la fonction commerciale sur la région, en liaison directe avec le Directeur National des Ventes, gérer le courant d'affaires (200 MF de C.A.) en termes de stratégie, d'objectifs et de budgets, maîtriser personnellement les négociations avec les clients les plus importants, constitués par des sociétés de négoce, manager une équipe de 15 personnes dont une dizaine de commerciaux terrains, chargés de la vente sur la région.

C'est la mission très complète que vous propose cette importante Société (1 Milliard de F. de C.A., 1100 personnes) leader national sur son marché, qui connaît une expansion constante et des résultats économiques exceptionnels. Elle développe et commercialise une gamme variée de produits et systèmes destinés à des applications industrielles et au bâtiment.

Vous êtes un professionnel de la vente (minimum 5 à 6 années d'expérience) dont l'activité commerciale s'est déroulée en partie sur le terrain. Diplômé de l'enseignement supérieur (Commercial ou de gestion) vous avez déjà dirigé opérationnellement une force de vente de dimension similaire. La connaissance de la vente de produits techniques serait en plus.

Les conditions offertes sont très attrayantes pour un candidat de grande valeur.

OC conseil
Ressources humaines

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, CV complet, photo et rémunération actuelle à Arnaud de Menditte, sous réf. M 1/05 B, OC Conseil, 21 rue du Bourg Tibourg, 75004 Paris.

PARIS LYON

ARCOREM

LA VILLE DE MONTREUIL

RECHERCHE

UN(E) DIRECTEUR(TRICE) DES ÉTUDES URBAINES

Il(elle) sera chargé(e) de la direction et de l'encadrement de la subdivision des études en aménagement urbain, du suivi des zones opérationnelles, de la maîtrise financière des opérations d'aménagement et des relations avec les organismes aménageurs.

- Troisième cycle en urbanisme demandé.
- Connaissance du milieu communal apprécié.

Date limite du dépôt des candidatures : 14 février 1986.

Adr. c.v. et copie des diplômes à : MONSIEUR LE MAIRE, mairie de MONTREUIL, 93105 MONTREUIL CEDEX.

Directeur Général

Groupe industriel de taille moyenne recherche pour l'une de ses filiales (60 MF) un Directeur Général.

Garant des performances de la société, vous êtes responsable du développement commercial en France et à l'étranger et de l'ensemble du management devant la Direction Générale du Groupe.

A partir d'une expérience réussie, de la direction et de la gestion d'un centre de profit et de l'animation d'un réseau à l'exportation, vous avez développé toutes les qualités nécessaires pour réussir dans ce poste.

La pratique de la langue anglaise est indispensable et la connaissance du secteur «véhicules industriels» ou d'un secteur voisin serait pour vous un atout important.

La rémunération est susceptible d'attirer un candidat de valeur.

Adresser lettre de candidature, CV complet et prétentions, sous réf. 8185/M, à Conexhom, 212 avenue Paul Doumer 92508 Reuil-Malmaison Cédex.



CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE

recherche son

DIRECTEUR DES ENGAGEMENTS

- Membre de l'état-major
- Position : Classe VIII ou hors-classe
- Expérience confirmée
- Qualités d'animateur et d'organisateur.

Ecrire : Jean-Claude LEHNERT, CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE 15, place de la Pucelle - 76000 ROUEN.

CONTESSE



10.000 PERS. - 19 USINES EN FRANCE
3 MILLIARDS DE F PAR AN
recrute pour son Département
CARROSSERIE
LEADER NATIONAL DANS SON MARCHÉ (CARROSSERIE AUTOMOBILE EN MATIÈRE PLASTIQUE, type polyuréthane)

Responsable de la PRODUCTION (110 PERSONNES) Chef d'Etablissement

Près Chatellerault et Poitiers

Dépendant du Directeur du Dépt basé à Paris
APRÈS UN STAGE AUX U.S.A.

DOUBLE FONCTION LARGE DE
- RESPONSABLE PRODUCTION : DIRIGE ET GÈRE un ensemble PERFORMANT : 3 ATELIERS budgétés, Ordo/lancement, Méthodes, Devis, Expéditions, Facturation, Entretien-T.N.
- CHEF D'ÉTABLISSEMENT indépendant de 130/150 personnes : relations avec les partenaires sociaux.

POSTE ÉVOLUTIF
au sein d'une équipe jeune et qui fonce.

Indispensable
- INGÉNIEUR diplômé MÉCANICIEN
- JEUNE (– de la quarantaine), parlant ANGLAIS
- DÉJA EU LA RESPONSABILITÉ DE DIRECTION ET GESTION D'UNE PRODUCTION DE SÉRIE (en titre ou en second selon taille de l'Usine)

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8332 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



emplois régionaux

Dans le cadre de son implantation prochaine à **BORDEAUX** (courant 86)



BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche un

GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE expérimenté

pour entretenir et développer une clientèle de particuliers (gestion sous mandat).

La réputation de la Banque et le niveau de sa clientèle impliquent que le candidat, âgé d'au moins 35 ans, possède une expérience réelle et réussie de sa fonction.

Il exercera sur Bordeaux et bénéficiera de l'assistance des services spécialisés du siège parisien.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS. 6 rue Rabelais, 75008 PARIS.

Discrétion assurée.

Directeur d'établissement un maître-mot : polyvalence

Première Société française de Conseil et d'Assistance en Hygiène Industrielle, nous sommes présents sur ce marché depuis un demi-siècle.

Nous recherchons le **patron de l'établissement** qui centralise nos activités :

- fabrication et expédition
- achats et stocks,
- laboratoire,
- entretien et réparation.

Il animera une équipe de 12 personnes (dont 1 cadre) et rendra compte à la Direction Générale.

Ce poste s'adresse à un Cadre véritablement polyvalent qui assumera à la fois des responsabilités d'Acheteur, d'Administrateur des Ventes, de Gestionnaire de Fabrication ; il est aussi le garant de la qualité, des prix et des délais.

Nous souhaitons rencontrer des candidats bilingues anglais, reconnus pour leurs capacités de travail et leurs qualités d'organisateurs. Avant de rejoindre notre entreprise (260 personnes), ils auront nécessairement vécu et réussi une expérience très similaire au sein d'une PME/PMI.

Un diplôme de Pharmacien et/ou une connaissance des produits anti-parisitaires serait un atout supplémentaire.

Nous vous remercions de nous faire parvenir un dossier détaillant vos réalisations professionnelles et vos prétentions sous référence PG 4 à

amboile chimie
79 rue Ampère - 75017 Paris

SOURCES

Management Informatique

Vous avez :
- une formation Grandes Ecoles,
- une solide expérience informatique,
- des aptitudes à la gestion des hommes, des projets et des budgets,
- des qualités d'initiatives et le sens des responsabilités.

Votre candidature nous intéresse
- Nous avons plusieurs opportunités pour des **fonctions de direction** qui répondent à ce profil.
- Dynamique d'expansion avec rémunération élevée.

Merci de nous adresser votre dossier, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 01-758/M (qui sera traité confidentiellement) à Sieglinde Boch, Centi Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.

centi profile
Conseil en Recrutement Informatique

Centre social Chartres recrute

DIRECTEUR

expérience 5 ans minimum.
Directeur centre social.
Ad. c.v. manuscrit et prét. à Association « Mieux vivre » à Beaulieu, 18, av. de Beaulieu, 28000 Chartres.

ASSOCIATION (loi 1901) cherche

DIRECTEUR DES SERVICES COMMUNS

Responsable administratif pour gestion, comptabilité, informatique.

Envoyer c.v., photo, lettre de candidature manuscrite sous n° 314 715 M

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ets public, logement social Nord-Est région parisienne recherche

DIRECTEUR

des services administratifs et gestion locative.

Formation juridique. Bac + 4. Expérience administrative dans le logement social ou collectivité territoriale souhaitée. Possibilité de mutation.

Ecrire sous le n° 314 743 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ADAPEI Haute-Saône recrute DIRECTEUR IME semi-internat CC. 66. Adresser c.v. + photo, siège social ADAPEI, B.P. 105, 7000 VESOUL.

ALSTHOM

APPAREILLAGE ELECTRIQUE

La Division Appareillage Electrique 7500 personnes, C.A. 4 milliards, recherche pour l'un de ses départements en développement (effectif > 1000 personnes)

REGION RHONE-ALPES

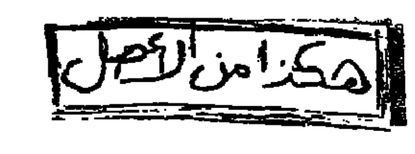
CHEF DU SERVICE RELATIONS SOCIALES

Auprès du Directeur du Département, il participe étroitement à la définition et à la mise en œuvre d'une politique dynamique du personnel.

Les tâches principales sont le recrutement, la gestion prévisionnelle et administrative, l'étude des rémunérations, le plan de formation et la communication, notamment les relations avec les partenaires sociaux et les organismes extérieurs.

Ce poste requiert un candidat de formation supérieure, d'au moins 32 ans et possédant une première et solide expérience dans un poste similaire de préférence dans une unité industrielle.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé, sous référence 4113-M à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

RÉGION ANNECY

INFORMATICIEN CHEF DE PROJET

Cette entreprise Française est leader sur son marché.
Elle crée un poste de Chef de Projet en informatique.
Dans un premier temps, il participe au développement informatique de projets importants en gestion de production (suivi de production, planification et organisation ateliers, communication entre les différents systèmes de gestion des entités du groupe). Par la suite, ses responsabilités le conduisent également à la mise en relation des systèmes CAO (Digital) et gestion de production (IBM).
Nous souhaitons rencontrer de jeunes candidats grandes écoles d'ingénieurs (ECP, ENSAM, IDN, SUP. ELEC....) option informatique, très motivés par l'informatisation de la production.
Le poste à pourvoir offre de bonnes perspectives *d'avenir pour une personnalité de valeur.*
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 15/1656 A, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 Lyon Cedex 3

egor — PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

(52 Haute-Marne)



Aujourd'hui et demain : développement et diversification des ventes marchés et produits..., France Export

Après-demain : pourquoi pas plus... Directeur des ventes

Oui, un Challenge incomparable pour un Homme ayant la trentaine, et de formation Supérieure Commerciale (ESC, ESSEC ou équivalent).
Il bénéficie d'une expérience de 5 ans au moins de la Direction des Ventes France Export, de produits techniques et services liés à l'Industrie.
Celle-ci sera assortie d'une maîtrise des problèmes de création et d'animation de réseaux et forces de vente, et de développement et diversification de produits et marchés.
Une préférence sera donnée à celui qui aura exercé dans la vente d'emballages souples et complexes destinés à l'Industrie Agro-Alimentaire et pharmaceutique. Il *s'exprime parfaitement en Anglais et/ou Allemand.*
Filiale (60 personnes - 60 M CA) imprimerie de Transformation d'Emballages, disposant d'un outil de production moderne, ayant des assises financières solides et des projets ambitieux, appartenant à un groupe industriel notoirement implanté, crée près de sa Direction Générale, la fonction de **Responsable du Développement et Diversification nouveaux produits et marchés**, utilisant les techniques d'emballages tant au niveau de l'Industrie Alimentaire qu'à d'autres Industries. *Sa réussite lui permettra de devenir Directeur des Ventes France Export.*
Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et salaire actuel) sous *référence* 7135 LJM à notre conseil MORENO, 17 rue Courmeaux - 51054 Reims.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS REIMS - PARIS - LYON

STÄUBLI SA ANNECY

JEUNES INGÉNIEURS :

L'ACCÈS à une fonction commerciale et internationale

Cette entreprise française (1 000 personnes), leader mondial, recherche deux Ingénieurs Technico-Commerciaux pour sa division hydraulique et pneumatique.

Rattachés au Directeur de Division, dans un contexte de large délégation, ils viennent en appui, de la force de vente, en France et à l'Étranger, des filiales et des distributeurs. Ils assurent le suivi des objectifs commerciaux et le conseil technique.

Jeunes Ingénieurs Mécaniciens, ils ont, soit une expérience industrielle de 2 ans minimum en B.E., services méthodes... et désirent évoluer dans la fonction commerciale, soit déjà une toute première expérience de la vente de produits techniques.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Les perspectives d'évolution, l'intégration dans un groupe en forte évolution technique, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la réf. M 15/1656 BC, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 Lyon Cedex 3

egor — PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

TECHNOLOGIE DE POINTE et INDUSTRIALISATION

pour un INGENIEUR de HAUT NIVEAU

Développant une GAMME de produits techniques FORTEMENT NOVATRICE, constituant un AVANTAGE CONSIDERABLE pour ses utilisateurs, nous travaillons en relation étroite avec des centres de recherche publics et privés. L'IMPORTANCE de ces PRODUITS nous a fait LES COUVRIR au niveau DES BREVETS dans le MONDE ENTIER.

Aujourd'hui, dépassant le stade du prototype, nous voulons CONFIER la suite de leur DEVELOPPEMENT, de leur EVOLUTION et de leur PRODUCTION à un INGENIEUR très COMPETENT et MOTIVE dans le cadre de la CREATION d'une UNITE de PRODUCTION de taille moyenne de 50 à 100 personnes.

Ce poste permettra au futur candidat de trouver une société où son INFLUENCE PERSONNELLE sera LARGEMENT DETERMINANTE et où il pourra S'IMPLIQUER en tant que RESPONSABLE REEL vis-à-vis d'un P.D.G. très ouvert.

Ce poste se situe en BOURGOGNE à DIJON.
la REMUNERATION est à la hauteur du candidat.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel sous la réf. 2278.

CONSEIL EN RECRUTEMENT RESULTATS
7, Place Darcy BP 1388, 21051 Dijon Cédex

La déontologie de notre profession garantit toute discrétion.

Communication et projet d'entreprise...

Une entreprise nationale renommée recherche pour un nouveau site industriel près de Metz (environ 900 personnes) un **attaché de direction** responsable de la fonction de progrès social de l'entreprise et chargé d'animer et de suivre les actions en matière de :

– RELATIONS SOCIALES : Régulation ;
– COMMUNICATION INTERNE : Information ;
– RELATIONS EXTERIEURES : Relations Publiques /Image.

Ce poste, fondamental pour l'avenir social de ce site, s'adresse à un homme ou une femme ayant déjà une expérience de ce type et fortement motivé.

Si possible, de formation technique et /ou Sciences Humaines ou Medias, âgé environ de 35 ans, il devra posséder des qualités d'écoute, de dialogue et d'adaptation qui lui permettent d'envisager une réussite dans cette fonction délicate mais enthousiasmante.

Ecrivez sous référence 2.31 ALM au département Ressources Humaines de SIASS qui nous assiste dans cette recherche.

SIASS
25, rue de Berri 75008 PARIS

IBM France

DIRECTION INGENIERIE ET PRODUCTIQUE

recherche

DEUX INGENIEURS DEBUTANTS H/F

possédant des connaissances en Mécanique et en Informatique ou ayant fait une option robotique.

- *Une formation robotique leur sera* assurée dans le cadre du Centre de Compétence Robotique de notre usine de **BORDEAUX** pendant une période de un à deux ans. A l'issue de cette formation, la Compagnie leur proposera une évolution de carrière vers le métier *d'Ingénieur Technico-Commercial.*
- Ces deux postes impliquent l'acceptation du principe de la mobilité géographique.
- La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature et curriculum vitae détaillé à :
Direction Ingénierie et Productique, Tour Septentrion, 20, avenue André-Prothin Défense 4 Cedex 9 - 92081 Paris la Défense, *en mentionnant la référence 545.*

---

emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Pour responsabilité-programme de formation de cadres de santé à Phnom-Penh (Cambodge), association recherche

PUÉRICULTRICE

expérimentée en santé publique dans les PVD.
Libre rapidement. Minimum 30 ans, anglais exigé. Départ en célib., contrat 1 an minimum. Rémunération modeste. C.V., photo et lettre manuscrite I.A., 8, place du Roi-de-Rome, 78120 RAMBOUILLET.

IMPORTANTE LIBRAIRE AFRIQUE DE L'OUEST cherche

LIBRAIRE CONFIRMÉ(E) GESTIONNAIRE

Ayant expérience Afrique noire. *Célibataire de préférence.* Envoyer c.v. Mme CASTAGNET 100, bd Pereire, 75017 Paris.

AMNESTY INTERNATIONAL

recherche

DEUX SECRÉTAIRES

qui travailleront avec deux équipes de recherche sur les problèmes des droits de l'homme au Moyen-Orient.
Qualités requises, très bonne connaissance des travaux de secrétariat, pratique courante de l'anglais et du français ; esprit d'organisation, efficacité et capacité de travailler sous pression. La connaissance de l'arabe serait un avantage.
Traitement annuel : 8 365 livres à 11 095 livres (*indexé, échelons annuels*).

UN CHERCHEUR

pour le Moyen-Orient

qui sera chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans plusieurs pays de cette région. Il(elle) rassemblera des informations, préparera de la documentation et proposera des actions à entreprendre par Amnesty International, notamment au sujet de prisonniers d'opinions, du déroulement des procès et du traitement des détenus.
Qualités requises : connaissance des méthodes de recherche, objectivité et capacité de travailler en équipe et sous pression ; connaissance approfondie du Moyen-Orient. La pratique courante de l'anglais et de l'arabe est indispensable ; connaissance du français souhaitable.
Traitement annuel : *11 368 livres à 14 098 livres* (indexé, échelons annuels).

Date limite de réception des candidatures : 21 février 1985.
Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à :

Amnesty International, service du personnel
1, Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne).
Téléphone : 837-3805 (24 heures).

amnesty international

Cabinet audit international
recherche pour DOUALA

Auditeur confirmé

(3 à 5 ans)

Nationalité camerounaise

Merci d'adresser votre dossier complet *sous réf. 164 G* à Gérard Pont
15, rue du Louvre
75001 Paris.



nervet pont conseil



Pour participer au développement de nouvelles technologies navales (aéroglisseurs marins, bâteaux de pêche et de servitudes de conception avancée...), l'institut français de recherche pour *l'exploitation de la mer.*
Organisme public industriel et commercial de recherche scientifique et de technologique recrute pour son centre de BREST

UN PROJETEUR

(minimum BTS)

En relation avec les chefs de projet, il sera chargé :
- de la conception d'ensembles mécaniques (*motorisation, transmission, batis support...*),
- du prédimensionnement structurel (coques, ponts, renforts locaux),
- des études d'emménagement.

Le candidat aura de préférence quelques années d'expérience en construction navale (conception réglementation).

Connaissance des matériaux composites souhaitée.

Merci d'adresser C.V. + prétentions à
IFREMER - Service du Personnel
66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Logistique-distribution

250.000 F

Responsable d'unité d'exploitation - Notre client est un groupe industriel et commercial, de dimension internationale, leader dans sa profession. Son activité repose sur la distribution, en délais et qualité de service, de flux physiques très importants et s'appuie sur des moyens informatiques et logistiques puissants. Il recherche pour l'un des secteurs-clés de sa direction de la logistique, suite à la promotion du titulaire, un ingénieur d'exploitation. Cette fonction à dominante gestion de production requiert la recherche d'une adéquation permanente des moyens techniques et surtout humains (400 personnes dont 20 cadres et agents de maîtrise) aux impératifs commerciaux et ceci dans un environnement particulièrement évolutif en matière d'automatisation et d'organisation des tâches. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 32 ans, ayant acquis l'expérience de l'animation et de la gestion d'effectifs importants, de préférence dans une activité liée à l'entreposage et la distribution industrialisés, et reconnu pour ses qualités relationnelles. La taille de l'entreprise, située dans la région lilloise, et sa politique en matière de gestion des carrières permettent d'envisager des perspectives d'évolution intéressantes. Ecrire à J.P FRAY en précisant la référence A/4787M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur spécialiste étude de prix devis statistiques

TURBOMECA

Cette importante société du secteur aéronautique (4 000 personnes, 2 milliards de francs de chiffre d'affaires), est à la pointe de la technologie des turbines de petite et moyenne puissance. Dans le cadre du développement de sa stratégie mondiale (70% du chiffre d'affaires à l'exportation), elle crée au sein de sa direction commerciale, située dans les Pyrénées-Atlantiques, un poste d'ingénieur spécialiste des prix et devis. Il aura pour mission d'établir les bases de la politique des prix aussi bien dans le domaine des études et recherches que dans celui de la fabrication et des services. Travaillant en étroite collaboration avec les autres départements de la direction commerciale ainsi qu'avec les services comptables et techniques de la société, il devra proposer des méthodes d'élaboration de prix de ventes. Ce poste s'adresse à un candidat de formation ingénieur, type AM, ESTACA, ENSI... ayant une expérience minimum de 4 à 5 ans de l'activité fabrication et/ou recherche et développement, ayant permis une approche des problèmes d'évaluation des coûts. La pratique de l'anglais est nécessaire. Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et à l'étranger. Ecrire à Arlette BIEBUYCK, en précisant la référence A/T 7108M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris -Strasbourg - Toulouse

Crouzet recrute des ingénieurs d'études

Electronique - Informatique - Mécanique

(ESE - ENSAM - ENSAE - ENSICA - INSA - ENSIMAG - ENST...)

La continuité de notre développement dans les technologies les plus avancées (navigation aérienne, équipements spatiaux, traitement de l'information, électronique hybride, télécommunications...) nous permet de vous proposer de débuter votre carrière ou de confirmer une expérience réussie de quelques années en participant, dans différentes fonctions, à des projets véritablement passionnants : nouveaux systèmes de navigation, réseaux de paiement électronique, nouvelles générations de téléphones publics...

Rejoignez dès aujourd'hui nos équipes-projets à VALENCE

Crouzet

Envoyez votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet S.A., 25, rue Jules-Védrines, 26027 VALENCE Cédex, en précisant la référence IE/LM.

AUBE

INGÉNIEUR INFORMATICIEN, 30 ans minimum :

– Vous avez quelques années d'expérience en informatique de gestion (domaine bancaire apprécié);

– Vous avez le goût des actions concrètes et la capacité à appréhender et intégrer des techniques nouvelles.

Alors, vous êtes

LE BRAS DROIT DE NOTRE DIRECTEUR INFORMATIQUE

Responsable du **SERVICE ORGANISATION,** vous serez plus particulièrement chargé de la conduite des projets d'automatisation bureautique et péri-informatique dans le cadre du schéma directeur informatique qui vient d'être élaboré, et vous aurez la responsabilité de l'animation d'une équipe de 7 personnes.

De larges perspectives de carrière pourront s'offrir au candidat qui saura s'engager à fond dans la réalisation concrète de la mission.

Merci d'adresser c.v., photo et prétentions à CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'AUBE, service du personnel, 502 X, 10080 TROYES CEDEX.

Spécialiste marketing

Toulouse

Groupement de caisses régionales du crédit agricole mutuel du sud-ouest - Il s'agit d'une société d'ingénieurs conseils (10 personnes) travaillant principalement pour les caisses régionales du groupement. Elle fournit des prestations d'étude, d'assistance technique et de coordination de projets communs. Le domaine d'activité comprend le marketing bancaire (produit/client), la communication (interne/externe), le personnel (recrutement/gestion prévisionnelle), le conseil de direction. Elle recherche un spécialiste marketing capable de mener une réflexion prospective. Sous l'autorité du directeur, il devra : organiser la concertation inter-caisses régionales en animant des groupes de réflexion composés des responsables commerciaux/marketing de ces caisses ; coordonner les actions communes qui en découlent ; concevoir et proposer de nouveaux outils marketing et réaliser les études correspondantes. Nous recherchons, pour ce poste, un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure ayant acquis *une solide expérience marketing dans la banque ou dans des* sociétés d'ingénieurs conseils. Une compétence réelle en matière bancaire serait appréciée. Ecrire à Arlette BIEBUYCK en précisant la référence A/T 7109M

MEMBRE DE SYNTEC



71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE — Tél. 61.63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Electronique de puissance...

Filiale d'un grand Groupe français, notre société industrielle est implantée dans l'Ouest. Nous avons développé nos diversifications pour rendre autonome nos différents départements et offrir ainsi des responsabilités globales à nos ingénieurs chefs de service. Nous recherchons notre

Chef de service électronique

Ce poste convient à un ingénieur électronicien confirmé qui pourra personnellement diriger l'activité électronique de puissance. Il devra, en outre, faire preuve du dynamisme et des qualités nécessaires *pour organiser et animer les activités techniques* et commerciales d'une équipe de 25 ingénieurs et techniciens. C'est une activité potentielle à développer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 6330/C, à notre Conseil André PLESSY - CAPFOR - 11, boulevard Guist'hau - B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex.

MEDIA BA

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES



Du commercial opérationnel à la promotion produits/marchés...

200 000 +

Nous vous proposons de rejoindre la SOREFI Provence Alpes-Côte d'Azur, l'organisme financier régional chargé d'assister les Caisses d'Epargne locales.

En collaboration avec le directeur du développement, vous participez à la conception et à l'application de notre plan marketing annuel. Action commerciale, opération publi-promotionnelle, suivi du marché, lancement des produits nouveaux sont les priorités de l'équipe que vous animez. Vous restez toujours très proche des réalités du marché à travers les caisses de notre région car vous maintenez un contact régulier avec elles.

La trentaine, diplômé d'école de commerce vous avez une expérience réussie d'animation commerciale et si possible de marketing direct. Créatif et organisé vous êtes homme ou femme de communication. Pragmatique et organisé, vous savez aussi conseiller vos interlocuteurs dans les différentes caisses. Le poste est basé à Marseille.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Nous vous recruterons à Paris ou sur place. Référence 1295 M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

SOURCES

Membre de Syntec



VILMORIN

à proximité d'**ANGERS**
Semences potagères et florales
(500 personnes)

crée le poste

d'ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Il assistera le Directeur Administratif et Financier sur le plan comptable, fiscal, juridique et financier.

Dans un premier temps, il sera plus spécialement chargé des **dossiers juridiques** et de la **gestion financière.** Il sera capable d'intervenir ponctuellement en matière d'audit financier : révision, contrôle, procédures, organisation...

Larges perspectives d'évolution au sein de l'Entreprise ou du Groupe LIMAGRAIN auquel appartient la Société.

Formation : **ESC + LICENCE EN DROIT.**
Expérience professionnelle : 2 à 3 ans exigée en cabinet ou entreprise.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
VILMORIN - Direction du Personnel - 49250 LA MENITRE.

Vilmorin

Bougez, Vivez... à Toulouse

Dans le cadre de développement de grands projets : informatiques, industriels, Digital recherche pour son Agence de **Toulouse**, *la ville des violettes et de l'aéronautique :*

Directeur de projets

Vous serez l'interlocuteur et le conseiller de nos clients.

Vous aurez la responsabilité technique et financière des projets.

Vous animerez une équipe d'ingénieurs de développement et d'analystes programmeurs

Issu (e) d'une grande école d'ingénieurs, vous avez acquis une expérience de l'informatique de 8 à 10 ans dont quelques années d'encadrement de projets dans l'industrie et/ou l'aéronautique.

La connaissance des produits DEC est indispensable ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais. *Réf. MON 146*

Ingénieur développement

Dans un premier temps, vous développerez des applications, scientifiques ou de gestion dans le cadre d'un grand projet, au sein d'une de nos équipes.

Dans un deuxième temps, vous participerez aux activités de l'Agence par des interventions de support auprès de nos Ingénieurs Commerciaux et de conseil auprès de nos clients.

Issu (e) d'une école d'ingénieurs, vous avez l'expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de l'aéronautique et/ou de l'industrie.

La connaissance des produits DEC est indispensable, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais. *Réf. MON 147*

Merci d'envoyer votre candidature en rappelant la référence du poste choisi à Marie-Claire SAN QUIRCE DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement - B.P. 136 - 2, rue Gaston Crémieux - 91004 EVRY.

N° 2 mondial de l'informatique



JEUNE CADRE COMMERCIAL

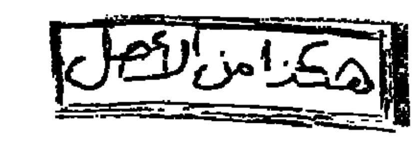
ALPES

160 000 F +

Filiale d'un des premiers Groupes industriels français, nous vendons nos produits à une clientèle très variée d'industriels transformateurs. Nous souhaitons engager un jeune diplômé E.S.C. ayant une première expérience technico-commerciale.

Adressez votre dossier sous N° 867 M

GABRIEL MARCU
154, Bd Malesherbes - 75017 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Animer la fonction qualité, pour nos équipements de navigation aérienne

Depuis au moins cinq ans, vous avez acquis une solide expérience technique (études-développement, ou assurance qualité) dans une industrie comparable à la nôtre (électronique et informatique à haut niveau d'intégration, exigences de qualité élevées). Votre formation d'ingénieur vous permet d'aborder avec aisance des technologies très diverses.

Vous souhaitez faire évoluer votre carrière vers des responsabilités techniques plus vastes. Nous vous offrons cette opportunité, avec un objectif :

Garantir à nos clients la qualité et la fiabilité qu'ils attendent des moyens :

Une équipe d'ingénieurs et techniciens d'assurance et contrôle des moyens de test et d'étude de haut niveau, des méthodes .
La prise en compte de la qualité des systèmes (calculateurs, gestion de bord...) depuis le cahier des charges jusqu'à la fabrication.
Ce poste est à pourvoir à Valence, où sont concentrées toutes nos activités.



Envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence QFA/LM, au responsable du recrutement, Crouzet S.A. Direction du Personnel 26027 Valence cedex

Le Monde

Le grand quotidien national, oui, mais aussi une entreprise, avec des clients à convaincre et à satisfaire, des objectifs à dépasser, des idées et des images à défendre, un quotidien et des publications annexes à distribuer. Voilà Le Monde, avec ses ambitions de toujours et les défis des nouveaux médias. Dopée par l'adversité et la réussite, la Direction des Ventes-France recherche des professionnels de la vente pour devenir

Patron des ventes, de la promotion, et homme du journal dans votre région

Lille, Nancy, Rennes, Marseille et Bordeaux.

Au rythme du quotidien, vous vivrez aux côtés des grossistes, auprès des dépositaires, avec les diffuseurs *de la Presse, pour "huiler" le circuit de distribution par votre technicité et vos conseils. A l'affût de toute* nouvelle vente, vous jonglerez avec les chiffres pour réussir un "réglage", vous innoverez pour dynamiser le routage, vous saurez intervenir en commando, vous oserez des idées de promotion...

Au rythme de la région, vous vivrez à l'écoute des aspirations des lecteurs et des réactions de la concurrence. Vibrant au diapason de la vie économique, sociale, culturelle, vous valoriserez vos actions de promotion et d'image en collant à l'actualité régionale. Homme ou femme du Monde connu des forces vives régionales, vous créerez *l'événement - débats, pages spéciales - en partenaire efficace des Rédacteurs* et de la Publicité. Jeunes, très disponibles - une quinzaine de départements pour vous exprimer - avec une formation commerciale supérieure de type ESC, fiers d'une première expérience de la vente, humbles et *avisés dans la gestion et le contrôle, mais imaginatifs et audacieux dans la promotion, adroits et intuitifs dans* l'animation et les relations, rencontrons-nous pour parler statut, rémunération et avenir.

Merci d'adresser lettre, Cv et photo en précisant Réf. 849 M Lille, 850 M Nancy, 851 M Rennes, 852 M Marseille, 853 M Bordeaux - 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Embouteillage : recherchons Automaticien *futé*

Nous sommes l'un des leaders sur le marché de la grande consommation alimentaire.

La haute cadence est une des caractéristiques de notre process de fabrication. L'automatisation de nos intallations est donc depuis toujours notre souci No 1. Nous avons d'ailleurs acquis quelques bonnes longueurs d'avance dans le domaine de la productivité. Pour anticiper une importante évolution du marché de la consommation dans les toutes prochaines années, nous devons franchir une nouvelle étape et donner à nos lignes d'embouteillage une grande FLEXIBILITE.

Nous recherchons donc un ingénieur automaticien pour participer à la conception et à la mise en place de cette automatisation et pour prendre progressivement en charge l'exploitation de cette unité de production (200 personnes).

Pour un jeune ingénieur automaticien de formation, ayant 2 ou 3 ans d'expérience, ce poste constitue incontestablement l'occasion : • de parfaire aujourd'hui ses compétences en automatisation de process, • d'élargir demain son champ de responsabilités au management des hommes, • d'évoluer après-demain vers la Direction d'Etablissements ou de Filiales, France ou étranger.

Quelques points d'intendance : • nous sommes situés dans une région agréable de l'Est de la France, • nous prenons en charge votre déménagement si nécessaire.

Notre Conseil: Monsieur KOEHRER, vous donnera toutes informations sur cette opportunité et vous recevra à Paris. Adressez-lui votre dossier sous réf. 46 M 003 - C.P.A. 3, rue de Liège 75009 Paris.

CPA — MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieurs Débutants Grandes Ecoles
BSN, UN UNIVERS À DÉCOUVRIR

Le 3e Groupe industriel privé français (30 Mds C.A. – 38.000 personnes dans le monde) a des responsabilités à vous confier.

En usine ou au sein de services techniques mais toujours en travaillant en liaison étroite avec les unités de production, vous prendrez en charge des projets de A à Z, depuis leur conception jusqu'à leur mise en place sur le terrain.

Des missions passionnantes : développer des packages sophistiqués, mettre au point l'automatisation de lignes de production, participer à notre double projet économique et humain en construisant des schémas organisationnels novateurs, animer des équipes de production...

Des qualités d'opérationnel: sens du contact et de l'animation à exercer auprès d'interlocuteurs variés, engagement personnel et souci de concrétisation, vous seront nécessaires pour réussir dans ces postes. Votre potentiel et votre mobilité vous feront évoluer rapidement vers des responsabilités globales impliquant la gestion d'unités industrielles et le management des hommes.
Postes à pourvoir en province.

GROUPE BSN

Merci d'adresser votre candidature sous référence P 12/M, à:
BSN – Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran, 75381 PARIS Cedex 08.

elf aquitaine

recherche pour sa filiale **ELF ANTARGAZ**

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Directions Régionales de **NANCY ET DE BORDEAUX**

Animateur de l'équipe technico-commerciale, il assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques gaz en clientèle (interventions, réalisations d'études technico-économiques) et collabore aux démarches et négociations commerciales.

Nous souhaitons rencontrer pour ces postes des Ingénieurs diplômés E.N.S.I., A.M., I.N.S.A., I.D.N. et justifiant d'une expérience dans le domaine THERMIQUE.

INSPECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Direction Régionale de LILLE

Il aura en charge la conception et la réalisation des études techniques d'installations, le suivi et le développement de la clientèle, la négociation des contrats.
Secteur principal d'activité : l'Aisne (résidence indispensable dans ce secteur).
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste soit des D.U.T. ou B.T.S. thermique ou électromécanique expérimentés, soit des ingénieurs débutants.
Ce poste devant lui permettre à terme d'accéder à d'autres responsabilités.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à ELF ANTARGAZ Recrutement 4, rue Léon Jost - 75828 Paris Cedex 17.



Transport de Fonds
Sécurité Bancaire
Monétique

Nous sommes une entreprise de transport de fonds, de sécurité bancaire et de monétique, filiale d'un groupe bancaire de premier plan (600 personnes, 100 millions de francs de chiffre d'affaires). Pour assurer notre développement régional et promouvoir de nouveaux services nous recherchons :

• **3 directeurs régionaux (Bourgogne-Rhône Alpes-Massif Central)** - Chefs d'entreprise performants et ambitieux, responsables de leurs objectifs, de l'action commerciale, de l'exploitation et de la gestion de leur région (effectif de 40 à 200 personnes).

• **3 chargés d'affaires technico-commerciaux (Atlantique-Sud Est-Nord)** - Jeunes cadres chargés de négocier avec une clientèle de haut niveau des contrats de services, de développer le portefeuille existant et de promouvoir de nouveaux services, sous la responsabilité d'un directeur régional. Expérience professionnelle dans la sécurité bancaire fortement appréciée.

• **1 ingénieur monétique (Toulouse)** - Jeune cadre chargé de développer l'activité de maintenance technique des terminaux électroniques de paiement et d'assister les directions régionales SECSO pour la vente aux banques des services d'installation et de dépannage correspondants. Agé d'au moins 30 ans, de formation scientifique, il aura nécessairement une expérience acquise dans la banque ou chez un constructeur.

Adresser lettre manuscrite et C.V, en précisant le poste choisi, à :

SECSO
Direction des Relations Sociales
B.P. 474 - 31010 TOULOUSE Cedex



1re entreprise privée française dans la fertilisation (engrais, *amendements) et la nutrition animale, recherche, dans le cadre* de sa diversification

chefs de produits

Vous avez 28 ans environ et vous justifiez d'une formation supérieure de type HEC, ESSEC, Sup. de CO.
Homme de contact mais aussi gestionnaire rigoureux, vous assurerez, en relation avec la Direction Commerciale, **la progression de nos produits sur les marchés des matières minérales** destinées aux fabricants d'aliments du bétail.
Une première expérience commerciale réussie dans un domaine similaire (agro-alimentaire, agro-industriel, produits pondéreux) a confirmé vos **talents de négociateur**.
La pratique courante de l'anglais et/ou de l'espagnol constitue un "plus".
Nous vous offrons une **rémunération motivante** (fixe + intéressement + avantages), **une voiture de fonction** et le remboursement de vos frais.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature, C.V. et photo récente à : TIMAC SA, Service du Personnel, B.P. 158, 35408 SAINT MALO CEDEX, en précisant la référence du poste T/MO/60.

Le Groupe Roullier, de dimension internationale, est leader en agro-fourniture, et emploie 2 200 personnes.
Son CA est de 2,2 milliards de F.

groupe roullier

SOCIETE DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

recherche pour son développement en province

SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIETES

- P.V. d'Assemblée, Conseils, etc...
- Constitutions, modifications statutaires, etc...

— Expérience indispensable (3 ans minimum exigé).
— Situations comportant larges responsabilités et autonomie.

Envoyer C.V. manuscrit avec prétentions et photo s/réf. 4779 qui seront transmis par :

Pierre Lichau S.A. - 10, rue de Louvois 75063 PARIS Cedex 02

Pour nous, outre le fait d'avoir préparé le CES de médecine du travail, un* MEDECIN DU TRAVAIL *est une personne qui :

- est très sensible aux relations complexes de l'homme avec son environnement
- représente un élément imporant dans notre politique sociale basée sur le dialogue
- manifeste des facilités de contacts et d'intégration.

Si votre conception de ce poste rejoint celle-ci, et si une première expérience de quelques années l'a enrichie d'une pratique de la fonction médicale soit dans un cadre industriel, soit en médecine générale, n'hésitez pas à postuler pour rejoindre l'équipe médicale (4 médecins) de notre société, française, leader sur son marché et, implantée dans la région RHONE-ALPES.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 745 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

emplois régionaux

BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche pour la prochaine ouverture (courant 86) de sa succursale de **BORDEAUX**

EXPLOITANT ENTREPRISES

Niveau Classe VI+

réf. C

- formation supérieure,
- solide expérience technique (5 ans environ dans la fonction) avec expérience des opérations étranger.
- bon tempérament commercial et sens du risque.

EXPLOITANT CLIENTÈLE PRIVÉE

Niveau Classe IV+

réf. D

- au moins 3 ans d'expérience de la fonction,
- bonne connaissance des produits de placement et des crédits immobiliers,
- B.P. de Banque ou niveau.

Au terme de quelques années, une évolution est possible, si souhaitée, vers le Siège ou dans d'autres succursales provinciales.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis, photo et prétentions **(en précisant réf. C ou D)** à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.





CA consolidé pour le Groupe : 34,5 milliards, recrute pour son siège social à Saint-Étienne.

CADRE COMPTABLE

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Maîtrise...), spécialisé en comptabilité (DECS...), vous avez une première expérience en entreprise ou en cabinet, à la rigueur débutant avec de très bons stages.

Vous avez aussi de la personnalité, des capacités d'organisation et des aptitudes réelles pour diriger un groupe de travail.

Nous vous proposons de prendre d'abord la responsabilité d'une section comptable (30 personnes) puis d'évoluer en fonction de vos résultats et de votre compétence vers des postes de plus grande importance dans notre Groupe, dans les services centraux ou dans l'une de nos filiales.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. PM, à Casino, Service Gestion des Ressources Humaines, 24 rue de la Montat, 42008 Saint-Étienne Cédex 2.

Il y a plus d'un avenir au Casino



recherche pour sa **SUCCURSALE DE MONTPELLIER**
un cadre de très bon niveau

RESPONSABLE DES ENGAGEMENTS

Il aura pour mission le suivi, l'entretien et la recherche d'une clientèle d'entreprises moyennes et grandes.

Le poste nécessite :
- une expérience approfondie de la Clientèle «Entreprises»
- une formation supérieure
- un tempérament commercial affirmé ainsi que de bonnes facultés d'adaptation.

Très sérieuses possibilités d'évolution au sein de la Banque pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions à Banque N.S.M. à l'attention de Monsieur Georges ESCANDE - sous pli confidentiel
32 boulevard du Jeu de Paume, 34000 MONTPELLIER.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 96 10 05

JEUNE DIRECTEUR GÉNÉRAL

300.000 F — **Électronique**

Nous sommes une jeune entreprise de production de **CIRCUITS IMPRIMÉS.** Grâce à la qualité de nos produits, nous sommes présents dans les grands marchés de l'électronique professionnelle : militaire, aéronautique, télécommunication, informatique.

Avec une large autonomie dans le choix de ses moyens et des hommes clés de son équipe, le jeune Directeur général que nous recherchons devra mener le développement de cette entreprise sur tous ses aspects : conduite des hommes, développement commercial, gestion, dans un univers technologiquement performant.

Ce poste conviendrait à un **INGÉNIEUR** de 30 ans environ (ARTS ET MÉTIERS, ESE, ENSI...) ouvert à la gestion. Une expérience de 5 ans environ dans un milieu électronique ou informatique lui a permis de maîtriser au moins l'un des aspects de ce poste.

Son développement de carrière sera à la mesure de sa performance et des résultats de l'entreprise.

Poste basé en **LORRAINE** à **40 KM du LUXEMBOURG.**

Pour un premier contact, adresser votre candidature sous réf. 79457/LM à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

VOUS ÊTES de formation Grande École

VOUS POSSÉDEZ éventuellement une formation scientifique complémentaire (Doctorat, Ph D, M Sc,...) ou une première expérience en recherche

VOUS RECHERCHEZ une carrière active, diversifiée, internationale peut-être

VENEZ EN

RECHERCHE INDUSTRIELLE

à Saint-Gobain Recherche, Aubervilliers (93)
Laboratoire Central des Sociétés Verrières du Groupe

Nous avons actuellement des postes à pourvoir dans les domaines suivants :

- **Génie chimique**
- **Physico-chimie des matériaux**
- **Physique du solide ou des semi-conducteurs**
- **Modélisation mathématique**
  connaissances souhaitées : mécanique des milieux continus, transferts thermiques, analyse numérique, éléments finis.
- **Instrumentation**
  connaissances souhaitées : traitement du signal, optique, électronique ou automatique.

VOUS POURREZ ÉVOLUER si vous le souhaitez, vers des postes opérationnels et devenir l'un de nos futurs managers, au sein d'un Groupe fédérant 106 filiales, grandes et petites entreprises implantées dans 17 pays.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, CV et photo à Saint-Gobain Recherche, BP 135, 93304 Aubervilliers Cedex

SAINT-GOBAIN

GRAFFITI



• Responsable Relations extérieures
• Responsable Information

Ces deux cadres seront rattachés au Directeur de la Communication et du Développement et animeront chacun une petite équipe. Ces postes conviennent à des candidats(es) âgés(es) d'environ 30 ans, diplômés(es) d'études supérieures (Sciences Po, Celsa...) ayant déjà une expérience confirmée, de préférence dans l'industrie, de façon à être immédiatement opérationnels. Une très bonne pratique de l'anglais est nécessaire. Les profils recherchés : très forte motivation pour la Cité des Sciences et de l'Industrie, grande disponibilité, créativité, aptitude à l'animation d'une équipe jeune et enthousiaste. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé mentionnant votre niveau de rémunération à D. de LARIVIERE, sous réf. 1er poste 11719/M, 2ème poste 11720/M qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS — Publival

Société de moyenne importance, nous sommes leader de notre spécialité grâce à 150 ingénieurs et techniciens ; leurs compétences nous permettent de couvrir toutes les branches de l'électronique professionnelle et de l'informatique industrielle. Nos clients sont à 60% les grandes entreprises, les administrations (armée, marine, aviation, CEA...). Notre C.A. : 150 millions de F a doublé en 2 ans. Nous recherchons pour lui confier d'importantes responsabilités :

Jeune ingénieur ayant un esprit entrepreneur
- grande école d'électronique -

Nous lui confierons, dans un premier temps, la responsabilité de l'un de nos 3 départements "maintenance" (eff. 30 pers). Il lui appartiendra d'en assurer la rentabilité et le développement. Ses missions : définir une politique d'intervention ; proposer et mettre en place les moyens nécessaires à sa réalisation ; animer une équipe de bon niveau technique ; maintenir et développer la clientèle existante ; "accompagner" l'évolution technologique pour être à même de proposer à notre clientèle des services évolués et adaptés ; assurer les négociations à haut niveau technique.

Ce poste convient à un jeune ingénieur (28 ans minimum) ayant une formation électronique de base (une formation complémentaire en gestion serait un atout supplémentaire) et une première expérience industrielle de 2 à 3 ans dans le domaine de l'électronique professionnelle. Pratique de l'anglais indispensable.
Qualités recherchées : manager - négociateur - gestionnaire rigoureux - capacité à prendre ses responsabilités.
Lieu de travail : Paris-Nord

La réussite dans ce premier poste lui permettra d'envisager une très importante évolution de carrière.

Adresser lettre man., CV détaillé sous référence 73813/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS — Publival



LAROUSSE : SEMER ... ET RECOLTER

Vous connaissez notre devise : "Je sème à tout vent". Nous venons de semer une série de grandes collections. Et notre souffle, toujours neuf, nous vaut reconnaissance, notoriété et... excellents résultats commerciaux. Il faut le reconnaître, nous avons quelques avantages :
- des produits récents et variés (le Grand Dictionnaire Encyclopédique, l'Encyclopédie Française, l'Histoire de France...),
- des appuis permanents en moyens et formation,
- des centaines de milliers de clients sur nos fichiers,
- une force de vente qui se bat dans un double souci d'efficacité et de sérieux.

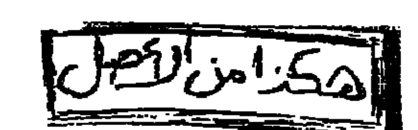
délégués commerciaux H/F



Vous voulez récolter avec nous ? Nous pouvons vous proposer des postes de DELEGUE COMMERCIAL en région parisienne et en province.
25 ans minimum, de solides études, indépendant et ouvert, vous souhaitez réussir dans une maison sérieuse ? Nous vous garantissons que c'est possible ! Véhicule personnel indispensable.
Adressez C.V., lettre manuscrite et photo à LDF - 23, rue Carves - 92120 MONTROUGE

LE NOUVEAU SOUFFLE LAROUSSE.

Organisation et Publicité



RESPONSABLE DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES

Nos structures, tout comme nos effectifs (actuellement 200 personnes) connaissent une très forte évolution. Le poste que nous vous proposons, placé sous l'autorité de la Direction Générale recouvre en fait trois dimensions.

○ Sur le plan gestion et administration du personnel, vous adaptez et mettez en place de nouvelles procédures, contrôlez, optimisez les traitements informatiques des rémunérations, suivez et orientez les carrières de nos collaborateurs.
○ Plus fonctionnellement, vous définissez, en liaison avec la Direction Générale, la politique de personnel, recrutez les candidats de hautes compétences et dotés d'un fort potentiel. Vous entretenez pour cela des relations permanentes avec nos différents Départements et l'environnement externe, et, c'est important, vous veillez à la qualité de la communication interne pour renforcer l'adhésion de nos collaborateurs aux objectifs et aux valeurs de l'entreprise en favorisant leur épanouissement.
○ En outre, vos responsabilités recouvrant les Services Généraux, vous gérez l'ensemble de nos établissements aux plans matériels, prévoyez les investissements nécessaires et contrôlez leur réalisation.

Ce poste d'importance stratégique, justifie bien le profil suivant : une formation supérieure bien sûr, mais surtout une assez longue expérience (5/6 ans) vous ayant fait prendre des responsabilités opérationnelles globales dans la fonction personnel. L'idéal voudrait que cette expérience soit acquise dans un secteur de pointe et si possible dans une société anglo-saxonne.

Adressez votre dossier de candidature à notre Conseil sous référence 776 M.
ALPHA CDL, 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

MEMBRE DE SYNTEC

ALPHA CDL

Chef de service qualité

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CÉRAMIQUES TECHNIQUES, réalisant des produits sophistiqués destinés à des industries de pointe : électronique, chimie et agro-alimentaire, médical... et filiale d'un grand groupe, recherche son **Chef du Service Qualité.**

Cette fonction implique de larges responsabilités de conception, coordination et contrôle. Le service Qualité :
- *intervient à tous les stades du processus de conception et d'élaboration des produits,*
- agit auprès de tous les services internes ainsi qu'auprès des fournisseurs et clients,
- élabore tous moyens, méthodes, procédures, équipements, actions visant à l'obtention de la qualité, les met en œuvre ou anime leur mise en œuvre.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant environ 10 ans d'expérience industrielle dont quelques années d'expérience "qualité". Sa connaissance des techniques céramiques serait un atout mais n'est pas indispensable.

Le choix sera essentiellement dicté par les qualités personnelles du candidat : rigueur, dynamisme, sens pédagogique, motivation.
Poste : ville sud-ouest.

Ecrire sous réf. FU 322 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec

Financier et homme de communication : développer notre "capital risque"

250 000/HF

Créé en 1984, notre organisme a pour raison d'être d'apporter des fonds propres aux entreprises dynamiques qui contribuent à *diversifier le tissu économique régional... Afin de nous développer en concrétisant notre vocation, nous* cherchons l'homme, qui rapportant à notre Directoire, saura nous donner notre pleine dimension de fonctionnement.

Nouer des contacts dans un univers économique et financier à dimension régionale pour présenter notre organisme, promouvoir son image, créer des affinités et le situer par rapport aux besoins des entreprises... c'est un premier aspect *de votre responsabilité. Savoir ensuite étudier dans ses différentes dimensions une entreprise et son projet, puis monter* un dossier d'intervention que vous soutenez... c'est le deuxième aspect de votre fonction qui devient ici plus technique... Enfin, le troisième aspect de votre rôle est celui de la réalisation (protocole et mise en place) du suivi de l'entreprise et de sa réussite.

35 ans environ, pour ce poste basé à Reims, vous avez une formation école de commerce ou *universitaire, plus un* DECS... votre expérience a été dans une société financière ou en cabinet d'audit/expertise comptable, ou encore en entreprise dans une direction comptabilité/finance. Homme de chiffres, de synthèse et de bon jugement, vous n'en êtes pas moins homme de communication.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse.
Référence 2308 M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Développer un marketing performant
promotion des ventes - études de marché

UN PUISSANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE (CA 13 milliards) plusieurs branches d'activité toutes en expansion et toutes concernant des produits grand public, *renforce la structure marketing* d'un important secteur (4000 personnes - 200 points de vente) et crée deux postes intéressants et évolutifs :

• Responsable des études de marché

Le titulaire du poste aura comme mission la mise en place et le développement de la fonction **"études et recherches - marché et concurrence."**
Il devra réunir toutes les documentations disponibles, diffuser les informations concernant les recherches comparatives, former et informer le réseau.
De formation supérieure, statistique et commerciale (ESC ou Sciences Eco) il pourra disposer d'une formation scientifique + complément en économie.
Son expérience professionnelle de 5 ans environ, devra être acquise dans un cabinet spécialisé d'études de marché ou dans un organisme professionnel du tertiaire (connaissances nécessaires de la gestion micro-informatique).
réf. JZ 282 AM

• Responsable promotion des ventes

Le titulaire du poste aura comme objectif l'amélioration de l'efficacité commerciale et la formation du reseau de vente.
Il devra développer les actions promotionnelles (congrès, objets publicitaires, méthodes de prospection...) coordonner et harmoniser les procédures.
De formation Ecole Supérieure de Commerce, une expérience de 5 ans environ acquise en tant que responsable d'un réseau de distribution dans le secteur tertiaire (de préférence banque, assurances...).
réf. JY 281 AM

Réelles perspectives d'évolution au sein du groupe pour candidats dynamiques et compétents.
Poste à Paris.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec

SAFT

L'ENERGIE AUTONOME PROFESSIONNELLE

Nous sommes leader pour les accumulateurs alcalins, les générateurs de technologies avancées et les piles à usage industriel.
La croissance de nos ventes européennes de **GENERATEURS SPECIAUX** (piles pour missiles) nous conduit à rechercher un

JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT
(Centrale, ENSAM, ENSMA...).

Votre challenge :
- développer la vente de nos produits de haute technologie en Europe,
- améliorer notre prospection du marché européen.

Débutant ou ayant une première expérience, votre formation technique, votre goût et vos capacités commerciales, votre *dimension internationale vous permettront de réussir dans une activité performante.*

Ce poste, basé à Romainville (93), nécessite la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous référence G.13.58 M à SAFT - Direction des Ressources Humaines
57, rue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine.

CGE

CONTESSE

GECI
SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET D'INGÉNIERIE DYNAMIQUE EN PLEINE EXPANSION

recherche pour son activité Etudes de Structures
(aéronautique, spatial, militaire, transports du futur...)

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(X, CENTRALE, SUP. AÉRO...(

De larges perspectives d'avenir sont offertes à des ingénieurs confirmés et débutants motivés par la réalisation de projets dans des domaines « high tech », ayant le goût des relations humaines et un esprit d'initiative et de créativité prononcé.

La dimension internationale de nos projets requiert de votre part une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
GECI Tour Winterthur, Cedex 18, 92085 PARIS-LA DÉFENSE, à l'attention de Mme Shaw, Directeur du Personnel.

Ingénieurs commerciaux confirmés

ITT Data Systems confirme sa vocation : répondre aux besoins de communication des Hommes et des Entreprises.
Au carrefour des télécommunications et de l'informatique, ITT poursuit le déploiement de ses activités c'est pourquoi nous recherchons :

Responsables régionaux ventes indirectes
OUEST - LYON - SUD-EST

Votre mission dans un premier temps, sera de développer notre réseau de distributeurs puis de leur assurer un support actif en animation, promotion, information, formation, aide à la vente.
Responsable et autonome, vous êtes un spécialiste de la vente de systèmes informatiques. *Réf. RRV.*

Ingénieurs commerciaux
PARIS - RENNES - ROUEN

Votre expérience de 3 à 5 ans dans la vente de systèmes informatiques auprès de Banques, SSII, Industries, Assurances... vous permettra de commercialiser des solutions complètes réseaux faisant intervenir tous les produits de notre gamme. Autonome dans votre région, vous y développerez votre clientèle et assurerez le suivi du déroulement des affaires que vous obtiendrez. *Réf. ICE.*

Responsable de secteur commercial

Vous possédez une expérience importante et réussie de la commercialisation de systèmes informatiques si possible dans les grands comptes.
Vous serez capable de négocier à haut niveau et de manager une équipe d'ingénieurs commerciaux. Réf. RSC.

ITT Data Systems, filiale française informatique d'ITT, offre aux hommes une structure à taille humaine et des opportunités professionnelles liées à l'avenir des réseaux de télécommunications et de la micro-informatique.
Au sein d'équipes hautement qualifiées et d'une entreprise soucieuse de l'évolution de ses cadres, votre professionnalisme et vos motivations pourront trouver leurs dimensions.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à Jean RICHET, Service Recrutement ITT Data Systems Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine 75755 Paris Cédex 15.

ITT Data Systems
Entre vous et nous : le dialogue.
ITT

média-system

Analyste Financier

Vous possédez une formation de type Ecole de Commerce ou Maîtrise de Gestion. Vous avez acquis une solide expérience de la fonction, d'au moins 3 ou 4 ans dans un organisme financier.

Intégré dans une équipe jeune et performante, vous effectuerez des analyses financières et des études de risque sur une gamme étendue de clients.

Nous sommes la première société française de location d'ordinateurs IBM et connaissons un rythme de croissance supérieur à 50%.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence JB 560 à ECS Responsable des Relations Humaines 16, rue Washington 75008 Paris.

Contrechamp



Responsable de promotion
Entrez dans le cercle des entreprises qui gagnent !

Nous sommes le n°1 mondial dans notre domaine, grâce, bien sûr, à nos outils de gestion informatisés, mais surtout grâce à nos équipes. C'est donc sur les hommes que nous basons notre pari. Si vous avez une formation Ecole de Commerce et 2 ans d'expérience en marketing direct ou dans une société de services... relevez le défi !
Vous assumerez la réalisation des actions de promotion, définies en collaboration avec le Chef de produit senior. Ces actions s'adressent tant aux entreprises (mailings, annonces presse...) qu'à la force de vente (concours de promotion...). Vous en contrôlerez le suivi et en analyserez les résultats. Vous participerez bien sûr à l'amélioration des produits existants et au développement des nouveaux.

D&B

Vous voulez donner la pleine expression de votre volonté d'accroche, de conviction et de réusite... Rejoignez-nous en nous adressant votre dossier sous réf. RP/M J. CARTE - DUN & BRADSTREET FRANCE - Le Palatino - 17, avenue de Choisy - 75643 PARIS CEDEX 13.

R&D

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE DU GROUPE PECHINEY

RECHERCHE
POUR SON SIÈGE SOCIAL A LA DÉFENSE

UN(E) CHARGÉ(E) DES ASSURANCES GESTION DES RISQUES INDUSTRIELS

MISSIONS :

- *proposer et conduire la politique d'assurance société ;*
- *organiser ou mettre en place les moyens nécessaires à la réalisation de la politique ;*
- *contribuer au développement de la prévention des risques sur les sites ;*
- *quelques déplacements en France.*

PROFIL :

- *fort potentiel, environ 30 ans, expérience de 3 à 5 ans minimum dans une société industrielle ou chez un courtier en assurances ou dans une société d'assurances.*

Envoyer C.V. + photo au MONDE PUBLICITÉ sous le nº 314.652 M. 5 - rue de Monttessuy, PARIS-7ᵉ.

PECHINEY



Paris - Ce groupe international a pour vocation la mise en place de systèmes de réduction des coûts d'exploitation visant à améliorer les performances des entreprises.

Depuis 40 ans, plus de 10.000 sociétés dans le monde ont bénéficié de ses interventions.

Implantée depuis 10 ans en Europe, la filiale européenne recherche un commercial de très haut niveau capable de promouvoir ses produits auprès de dirigeants des entreprises françaises.

Le candidat souhaité (m/f), d'une formation supérieure et maîtrisant parfaitement l'anglais, est âgé d'environ 40 ans. La connaissance de l'italien et/ou de l'espagnol est un atout supplémentaire.

Il a l'expérience des affaires, une bonne connaissance des milieux décisionnaires des entreprises et a exercé des fonctions impliquant des responsabilités opérationnelles à haut niveau, en France ou à l'étranger.

Il a un excellent contact, le goût du challenge et apprécie les méthodes rigoureuses.

Le poste est doté d'une large autonomie et exige de fréquents et courts déplacements. Assorti d'un salaire très motivant et de primes de performances, ce poste peut être le point de départ d'une remarquable évolution de carrière au sein du groupe.

Adresser c.v. avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 09 (à mentionner sur l'enveloppe) à Universal Communication, chaussée de La Hulpe 122, B-1050 Bruxelles, Belgique.

Ingénieur commercial

Sur un marché en expansion, celui des produits chimiques destinés aux fabricants de circuits imprimés, cette société américaine gagne régulièrement des parts de marché et continuera à le faire dans les années à venir grâce aux nouveaux produits élaborés dans ses laboratoires de recherche aux USA et en Europe.

Un poste d'ingénieur commercial, basé à Paris, se trouve disponible, son titulaire venant d'être promu. Dépendant du directeur des ventes France, il prendra la pleine responsabilité de son marché, de sa prospection et de son développement avec l'appui d'une équipe technique de valeur.

Disposant d'une large autonomie lui permettant de mettre en œuvre ses qualités de dynamisme et de ténacité, il s'appuiera éventuellement sur de bonnes connaissances de chimie, mais surtout sur son savoir-faire commercial acquis au travers d'expériences de vente en milieu industriel. Une rémunération motivante, un bonus, une voiture de bonne classe sont attachés à ce poste. La connaissance de l'anglais est souhaitable. Les candidatures seront examinées confidentiellement par les consultants du Cabinet CLEAS. Leur écrire sous référence 8603 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

CADRE de FORMATION PROFESSIONNELLE

Salaires :

150 000 à 175 000 francs/an

Le Centre Yves BODIGUEL

Recrute

SON RESPONSABLE DE FORMATION

en maintenance micros et mini-systèmes informatiques.

Le niveau D.U.T., 5 ans d'expérience professionnelle dans une ou plusieurs entreprises.

Lieu de travail MEUDON-LA-FORET.

Le travail consiste à participer en équipe à la formation professionnelle d'adultes dans les métiers de la maintenance soit en formation continue, soit en stage agréé d'un an.

La compétence technique et des aptitudes à l'enseignement seront appréciées par un essai professionnel, des tests et les entretiens.

Ecrire avec C.V. et Photo à FGMM/CFDT, 5, rue Mayran - 75009 PARIS qui transmettra

PLURIAL

COGEDOC GROUPE MIKROS

Spécialistes de gestion de documentation, micrographie, édition électronique par procédé laser — COGEDOC filiale de MIKROS (400 personnes),
nous poursuivons notre expansion et recherchons :

un Ingénieur Consultant Réf. 507

futur tête de file de notre service formation

Dans un premier temps vous structurerez ce service à partir de ce qui existe déjà ; puis vous concevrez des supports de cours, des exercices ; vos animerez des séminaires destinés à un public de haut niveau ; vous suivrez les stages et les actions de formation.

Entièrement responsable de votre service, vous gérerez votre budget et l'équipe que vous recruterez.

De formation supérieure obligatoirement, vous avez déjà effectué des missions d'organisation associées à de l'informatique et les techniques de formation ne vous sont pas inconnues. Vous avez aussi animé des cours.

deux Consultants Juniors Réf. 506

Formés dans l'un de nos services pour être progressivement opérationnels, vous travaillerez sur les problèmes d'organisation, d'informatique, de bureautique, d'ergonomie, de micrographie, d'optique numérique...

De formation supérieure obligatoirement, connaissant déjà un peu le secteur industriel vous avez une vocation d'organisateur.

Nous investirons dans votre formation et votre évolution au sein de l'un de nos services ne dépendra que de vous.

Nous vous remercions d'écrire en précisant la référence choisie à A.L. CONSEIL 102, bd Malesherbes 75017 PARIS, que nous avons chargé de ces recherches, et qui vous garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Carriculum



De grandes entreprises françaises et étrangères nous font confiance pour créer leurs systèmes d'information.
Dans le cadre de notre expansion (+ 26 %/an),

INGÉNIEUR COMMERCIAL pour banques de données marketing

Commercial performant :
- intégrez une équipe motivée (50 personnes),
- commercialisez des systèmes d'information et des banques de données marketing et commerciales,
- venez conquérir de nouveaux segments de clientèle.

Vos atouts,
une formation supérieure (Ecole de Commerce ou Ingénieur), une pratique marketing et une première expérience de la vente.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1895/LM, à notre Conseil FMI RECRUTEMENT 43, rue Liancourt, 75014 PARIS. Tél. : (1) 43.20.69.29.

HAVAS CONTACT

Ingénieurs mécaniciens

Notre société, implantée en France et aux Etats-Unis, est la filiale d'un très grand groupe industriel. Nous sommes leaders sur le marché français de la péri-informatique graphique et nos produits (traceurs, digitaliseurs et imprimantes) sont connus pour leur qualité et leur fiabilité. Ils sont utilisés principalement par des industriels pour des applications de CAO/DAO. Nous souhaitons renforcer nos équipes de conception en intégrant deux ingénieurs d'études et de développement.

Futur chef de projet

Ingénieur diplômé d'une école de mécanique, il a acquis environ 5 ans d'expérience d'étude ou de réalisation de produits dans le domaine mécanique. Il participera à l'un de nos principaux projets actuels, le développement d'une nouvelle gamme de traceurs. Il prendra en charge progressivement les différents aspects de ce projet : technique, mais aussi coûts et délais pour en prendre à terme la responsabilité globale. Réf. S/8056M

Jeune ingénieur

Diplômé d'une école d'ingénieurs en mécanique, débutant ou ayant acquis une première expérience d'environ deux ans, il s'intégrera à une équipe d'ingénieurs et développera des ensembles mécaniques pour des traceurs qu'il suivra jusqu'à la réalisation du prototype. Réf. S/8037M

Pour ces deux postes la connaissance de l'anglais est indispensable (contacts avec les Etats-Unis). Notre société et notre groupe offrent de réelles possibilités d'évolution à des ingénieurs créatifs et désireux d'assumer des responsabilités. Les postes sont basés en banlieue sud de Paris. Envoyer curriculum vitae et prétentions en précisant la référence choisie.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

VOUS AVEZ TERMINE VOS ETUDES SUPERIEURES

dans une école ou une université à dominante
COMMERCE, CONSTRUCTION, BATIMENT-TP

MATERIAUX SERVICE

vous propose un 1er emploi

Nous vous offrons, après un temps de formation spécifique, des postes de

CHEF DE PRODUITS

Nous sommes un groupe de PME performantes, coté à la Bourse de Paris, implanté en grande couronne parisienne, spécialisé dans la distribution de matériaux de construction et de décoration.

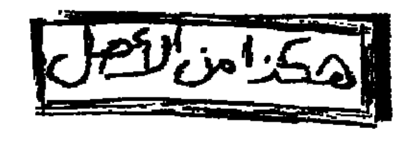
Nous vous confierons l'un des secteurs suivants : CONSTRUCTION - FERMETURES - AGENCEMENT INTERIEUR ET DECORATION - CONFORT TECHNIQUE - ENVIRONNEMENT EXTERIEUR - CARRELAGE, CUISINE, SALLE DE BAIN.

Notre politique : le dialogue, la responsabilité, l'ouverture.
Nous apprécions : le dynamisme, l'enthousiasme, le goût de l'effort en commun.
Nous proposons : un plan de carrière personnalisé, une rémunération stimulante dans un groupe où il fait bon travailler.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence JDV à COREP - Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



BOSSARD CONSULTANTS

Notre métier requiert de la rigueur et de l'imagination : deux qualités parfois difficiles à harmoniser, mais que nous demandons à celles ou ceux qui voudront nous rejoindre.
Au sein de BOSSARD CONSULTANTS, premier Groupe Français de Conseil en Management, notre équipe a vocation à travailler sur les grands projets, dont les structures, les *infrastructures, les hommes, les stratégies, la mise en* place, le contrôle nous intéressent.
Mais nous faisons aussi autre chose.
Nos domaines d'intervention favoris touchent la culture, le tourisme, le sport, les loisirs, l'urbanisme, la communication, les pays en voie de développement.
Mais nous travaillons aussi dans bien d'autres secteurs.
Chez nous, le travail en équipe et le travail bien fait sont un impératif et une *passion commune. Nous souhaitons enrichir notre potentiel en accueillant*

2 SENIORS CONSULTANTS

qui auront au moins 5 ans d'expérience professionnelle, dans le conseil ou dans d'autres activités. Habitués aux contacts de haut niveau, capables d'encadrer des équipes, de conduire, gérer et développer des projets, ils (ou elles) ont sans doute bien d'autres qualités, que nous serons heureux de découvrir.
Nous allions oublier encore une chose : si l'un (ou l'une) est branché(e) microinformatique et maîtrise le contexte de missions à l'étranger, et l'autre sait développer une action commerciale et connait les *métiers du bâtiment et des travaux publics*, c'est encore mieux.

Merci d'adresser votre candidature à Jean-Luc Gonneau
BOSSARD CONSULTANTS, 12 rue Jean Jaurès, 92807 Puteaux

Paris Sud-Est — 200 - 250 000 F

Du marketing produits... à leur commercialisation

Leaders dans le domaine **agro-alimentaire** (produits hautement élaborés), nous cherchons un :

Ingénieur ENSBANA, INSIA...
Responsable des ventes à l'industrie

Rendant compte à la direction commerciale et en liaison constante avec la Recherche et Développement, et la Production, il :
- définit les besoins en terme de **marchés potentiels** et de produits ;
- trouve de nouveaux créneaux, en assure **le développement** ;
- suit la mise au point et l'industrialisation de produits complémentaires ;
- **commercialise** l'ensemble de la gamme auprès d'une **clientèle industrielle** : biscuterie, chocolaterie, surgélation, panification...

Ingénieur ENSBANA, INSIA... vous êtes âgé d'au moins 30 ans. Vous justifiez d'une expérience réussie du **développement** et de **la commercialisation de produits agro-alimentaires destinés aux industriels.** Vous parlez couramment l'anglais et, si possible, l'allemand. Votre aisance dans les négociations techniques, votre ouverture d'esprit sur les réalités économiques et **marketing**, vous incitent à développer ce secteur.
Sylvie CATHELAIN, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement, sous la référence 5159 LM

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 42.27.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

Pour faire face à la croissance de ses activités notre Département d'Etudes en **COMMUTATION et SYSTEMES** *recherche*

ingénieur grande école

Intéressé par Systèmes de Télécommunications militaires pour études matérielles et logicielles spécifiques des réalisations de systèmes.
Déplacements à l'étranger. Anglais indispensable.

Ingénieur électronicien

Ayant des connaissances confirmées en radio, transmission de données, microprocesseurs pour travaux de conception et de maîtrise d'œuvre de réseaux de Télécommunications.
Expérience minimale de 5 ans dans le domaine précité.

ingénieur logiciel

Ayant 2 à 3 ans d'expérience X 25 et RESEAUX pour renforcer son équipe de Développement de produits de Commutation COMPAC.
Il prendra immédiatement la responsabilité de nouveaux développements et pourra à terme évoluer vers des responsabilités plus importantes dans le cadre de grands projets de Commutation de données.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T.
Direction du Personnel
5, avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

TRT
L'une des 1ères Sociétés Françaises d'Electronique Professionnelle

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 86 10 65

INGÉNIEURS LOGICIELS

DECISION INTERNATIONAL, implantée en France et aux Etats-Unis, est une société spécialisée dans la conception de logiciels d'un haut niveau technologique et d'applications pour tous les secteurs de pointe de l'industrie française.

SA RÉPUTATION.
L'efficacité avant tout : des standards de qualité de service très élevés, une très grande rapidité de réaction aux sollicitations de ses clients.
Un esprit d'équipe développé : DECISION INTERNATIONAL considère son personnel comme son atout le plus important et encourage l'esprit d'initiative et la motivation.

POUR SON EXPANSION.
Afin d'assurer, dès 1986, la très forte croissance prévue dans son plan, DECISION INTERNATIONAL souhaite, pour ses établissements de **PARIS, TOULOUSE et MARSEILLE**, des hommes et des femmes désirant partager ces ambitions.

NOUS RECHERCHONS DES INGÉNIEURS ayant au moins 3 ans d'expérience dans le développement d'applications et de systèmes nécessitant des connaissances en gestion temps réel, en *communication, en réseau informatique, en gestion des données.*
L'expérience constructeur et des connaissances en génie logiciel constitueraient des atouts importants.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à :
DECISION INTERNATIONAL 35, rue Réaumur 75003 PARIS.

Des hommes au cœur de l'intelligence informatique. **DECISION INTERNATIONAL**

Stag

...ET VOS PROJETS RESPIRENT.

VOUS VOULEZ PARTAGER LA VOLONTE D'INNOVER ET DE GAGNER AVEC UNE EQUIPE QUI RELEVE LES DEFIS, VENEZ REJOINDRE LESIEUR ALIMENTAIRE QUI RECHERCHE POUR SA DIRECTION INTERNATIONALE :

RESPONSABLE DE ZONE EXPORT

Le Moyen-Orient et le Bassin Méditerranéen seront vos champs d'action pour évaluer et exploiter des opportunités commerciales pour l'ensemble des produits du groupe (Corps Gras, Produits d'Entretien, Plats Cuisinés).
Vous serez l'initiateur de ces développements en collaborant aux études effectuées par notre marketing export et en négociant avec des distributeurs importants.
Commercial accompli (2 ans d'expérience), votre formation supérieure, votre ouverture d'esprit et vos capacités de négociation vous permettront d'aborder des interlocuteurs de haut niveau et de cultures diverses.
Basé à Paris, vous aurez à effectuer de fréquents déplacements.
L'anglais courant est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, en précisant la réf. 211, à LESIEUR.
Recrutement et Carrières Cadres,
122 avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne.

GROUPE LESIEUR

média-system

PMI ambitieuse et solide
dirigée par une équipe jeune et motivée
cherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

(30 à 40 ans)

Le candidat doit posséder :
- une formation d'ingénieur avec bonnes connaissances de la mécanique des fluides et de l'hydraulique ;
- une expérience professionnelle technique de 5 ans minimum dans le domaine des vannes si possible ;
- la volonté de *réussir*, le goût du travail en équipe, la passion des problèmes techniques.

Nous lui offrons :

Dans le court terme le poste de Directeur technique, supervisant le Bureau d'Etudes et l'unité de fabrication. L'une de ses tâches consistera à définir, avec son homologue commercial *(ESSEC – 31 ans), la politique de nouveaux* produits et à en assurer la mise en œuvre.
Un salaire raisonnable lui sera proposé, accompagné d'un intéressement aux résultats de la Société.

Dans le moyen et long terme des possibilités de promotion très importantes lui sont ouvertes tant à l'intérieur de la Société que dans le cadre plus large de notre groupe industriel. Si ses capacités sont en rapport avec ses ambitions, ce collaborateur aura toutes les opportunités nécessaires à l'épanouissement de sa personnalité.

Lieu d'activité : PARIS
Ecrire à AGGATOR – 116, rue du Bac – 75007 PARIS, qui transmettra.

Rowntree Mackintosh

1500 personnes
CA : 1,2 Milliard de F

Lion — *Nuts* — *Folky* — *Kit Kat* — *Smarties* — *Quality Street* — *Rêve Noir* — *Lanvin* — *Menier...*

INGENIEUR QUALITE

Le leader Français du chocolat vous confie la mission «Assurance Qualité» de ses nombreux produits.

Vous assurerez la préconisation, la création, la mise en œuvre, l'audit et le contrôle de tous les dispositifs permettant d'atteindre les standards qualité. Vous serez aussi chargé de la sensibilisation de tous les services concernés.

Pour mener à bien votre mission, vous aurez l'aide d'un collaborateur, le soutien d'une structure éprouvée : marketing, production (2 usines), ingénierie, recherche développement, laboratoires, ainsi que des outils performants notamment micro-informatiques.

De formation Ingénieur type ENSIAA, ENSAIA, ENSBANA, vous avez une première expérience ou des stages significatifs en Qualité. Vous parlez anglais couramment.

Pour un premier contact, adressez dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Michel DASSE Responsable Emploi Formation, ROWNTREE MACKINTOSH SA, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

CONTESSE

Nous sommes un laboratoire de dimension internationale.
Nous recherchons

Chef du service immunologie parasitaire

HAY
RHONE-ALPES

à qui nous confierons des responsabilités de fabrication, de recherche et de développement.
Il participe à l'amélioration des produits et procédés existants, à la mise au point des produits futurs.
Il anime et coordonne une équipe d'une vingtaine de techniciens et se positionne à terme comme l'expert de la Société.

Vous êtes docteur vétérinaire, spécialisé en parasitologie et immunologie (certificats ou doctorat). Vous avez travaillé 2 à 3 ans en recherche dans ces domaines et êtes aujourd'hui intéressé par l'approche industrielle. Un projet passionnant vous attend.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions) sous référence 853/M, à notre conseil Joëlle KHUAT DUY, qui la traitera en toute confidentialité.

HAY *Managers* 94, rue Servient 69003 LYON

MEDIA PA

Dans le cadre de la *restructuration de son service ETUDES* (30 personnes), la DIRECTION INFORMATIQUE d'un important groupe du secteur tertiaire (PARIS) recherche

CHEF DE PROJETS

Vous avez 30 ans environ, un diplôme Ingénieur Grande Ecole ou MIAGE, 2 à 3 ans d'expérience *dans la fonction impliquant une bonne* MAITRISE DES PROJETS METHODES et une connaissance pratique de MERISE ou AXIAL.
En prise directe avec le Directeur des Etudes, vous prendrez en charge, dans un premier temps, la mise en place d'une Méthodologie, de la conception (avec un Conseil extérieur) à la réalisation : application de MERISE aux projets Méthodes.
Il vous sera confié ensuite d'autres projets de développement.
Vous devrez faire la preuve d'un tempérament d'organisateur, d'un sens affirmé du dialogue et d'une réelle capacité à convaincre.
Votre C.V., adressé, sous la référence 6002, *sera traité confidentiellement par* M.A.B. CONSEIL - 5, rue de Helder - 75002 PARIS.

MEDIA PA

Bull Systèmes
pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs (toutes options) ou
DESS - DEA (disciplines scientifiques)
de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du LOGICIEL DE BASE et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en région Parisienne), responsables du développement de ses systèmes.
Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion. Une session de formation débutera en Avril 1986 et s'étendra sur plusieurs mois.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en *précisant la référence 110 M à*

Gérard Goyer
Cii Honeywell Bull
PC 1L009D
94, avenue Gambetta
75960 PARIS CEDEX 20

Bull


Crédit National

recherche pour son Département des Etudes et du Conseil aux Entreprises, à Paris

INFORMATICIEN

Diplômé d'Etudes Supérieures (Ingénieur ou Universitaire).
Le candidat devra posséder impérativement une expérience de 3 à 5 ans en informatique.
Il lui est demandé une bonne connaissance **avec pratique de la micro informatique** et si possible du télétraitement et des bases de données.
Une formation financière et économique est souhaitée.
Il participera au sein d'une équipe **spécialisée dans le conseil** aux entreprises, au développement et à la mise en œuvre de logiciels orientés vers l'analyse financière ainsi qu'à la réalisation d'une base de données.
Il lui est offert :
- un travail motivant
- une rémunération selon qualification
- une perspective de carrière attrayante.

Merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV, salaire souhaité et photo (retournée) au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue St Dominique, 75700 PARIS.

CONTESSE

GESTION DE PRODUCTION 200/230 000

Filiale de production de pièces mécaniques (230 personnes) d'un important groupe européen, nous recherchons un

INGENIEUR MECANIQUE

Le candidat que nous souhaitons rencontrer sera avant tout un homme de terrain, réaliste et pragmatique, ayant une expérience de 5 ans minimum, de préférence en production ou méthodes.

Chef du service Gestion de Production, pilotant vous-même l'outil informatique, c'est toute la responsabilité du planning ordonnancement-lancement qui vous sera confiée.
Bien sûr, dans cette position clé, nous vous demanderons de savoir vous investir fortement. La responsabilité est importante, le challenge passionnant. Vos qualités personnelles et votre ambition pourront s'y exprimer pleinement.
L'ANGLAIS est indispensable.
Le poste est basé en proche banlieue Est de Paris.

Merci d'adresser votre dossier avec photo accompagné d'une lettre de motivation sous réf. 045 LM à notre conseil



9, rue de Miromesnil 75008 PARIS

Pierre Lichau S.A.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE FABRICATION DE MATÉRIAUX ISOLANTS FILIALE D'UNE GRANDE MULTINATIONALE
recherche pour son siège à PARIS-LA DÉFENSE

ingénieur organisateur H/F

Rattaché(e) au Directeur Financier et Administratif, et détaché(e) auprès du Chef du Service Informatique, il (elle) aura pour mission l'étude des possibilités d'évolution ou de refonte du système d'information de la Société en fonction des objectifs et des contraintes de celle-ci, pour aboutir à des propositions réalistes, dont il (elle) assurera la mise en place et le suivi des réalisations.
Ce poste convient à un(e) diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Gestion, niveau ingénieur, âgé(e) de 25 ans minimum, disposant d'une expérience d'au moins 3 ans dans un Service ou Cabinet d'Organisation, et de préférence dans les domaines liés à l'informatique en milieu commercial et industriel.
Ce poste implique de nombreux contacts avec les différents services de la Société, ainsi qu'avec ses filiales et ses délégations régionales.

Rémunération minimum 200.000 F + avantages groupe.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. B174 à Françoise KATZ
PAJ Conseil, 8, av. de Camoëns, 75116 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR

SKF

premier producteur mondial de roulements a fait du "SERVICE GAGNANT" l'objectif prioritaire de sa force de vente. Son service logistique propose à

UN JEUNE DIPLÔMÉ

GRANDE ÉCOLE DE GESTION
(HEC, ESSEC, Sup. de Co...)

avant une première expérience de la logistique dans l'industrie, de venir renforcer son équipe pour participer à la mise en place de projets liés à l'informatique (notamment de projets internationaux).

Anglais courant impératif. Perspectives d'évolution.

Poste à pourvoir au siège social à CLAMART

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
SKF
Mlle Claude TURPIN
Direction des Relations Humaines
8, avenue Réaumur
92142 CLAMART CEDEX



Le monde tourne SKF

Emplois et Entreprises

CONTROLE CONSTRUCTION

L'APPAVE est un important organisme de vérifications techniques de sécurité.
L'ensemble des compétences acquises et le potentiel technique qu'elle représente lui confèrent une notoriété liée directement aux hommes qui la composent.

Pour notre service CTC en développement, nous recherchons un

INGENIEUR HF
ETP, AM, INSA,...

Sa mission consiste à :
- **vérifier des plans et des calculs de stuctures,**
- **participer à la prospection commerciale (administrations, mairies,...).**
- **assurer les visites de chantiers.**

Une expérience de 4 à 5 ans est indispensable et le diplôme CHEPBAP très apprécié.

Merci d'adresser votre c.v. détaillé, photo et prét. sous réf. 86.08 à APPAVE - Service Recrutement 17, rue Salneuve - 75854 PARIS Cedex 17.






apave

Secrétaire de rédaction

HEBDOMADAIRE d'audience nationale, nous recherchons un(e) secrétaire de rédaction.
Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) diplômé(e) d'une école de journalisme ou d'un diplôme d'études supérieures + CFJ, et disposant d'une première expérience professionnelle.
Une solide culture générale, le sens de l'illustration (photos, graphiques, pictogrammes...) et de la mise en page, de l'initiative et un goût réel pour l'actualité économique sont nécessaires.
Une connaissance du travail sur console (système CERCI) est souhaitée.

Adresser candidature avec C.V. et prétentions en toute discrétion sous référence 9001 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Optyl

Filiale française du leader mondial de la lunetterie (Christian Dior, Dunhill, Playboy, Porsche, Carrera...). Croissance et modernisation nous ont conduit à faire largement appel à l'informatique (2 IBM 34, bientôt 36, 15 terminaux) et à la bureautique

ORGANISATEUR - ANALYSTE

En coopération avec une petite équipe performante vous organisez les **systèmes d'information** de la société, établissez les **cahiers des charges** avec les utilisateurs, réalisez des **analyses fonctionnelles.** Vous participez à l'analyse organique, la programmation et l'exploitation pour concrétiser vos opérations.
ESCAE, maîtrise ou minimum bac + 4, vous avez ou souhaitez acquérir une **expérience polyvalente** en organisation, gestion et informatique. Vous avez la pratique d'un langage de programmation. L'anglais ou l'allemand seront appréciés. La connaissance du traitement de texte est souhaitable.
Goût des contacts, capacité de rédaction et de synthèse, écoute et compréhension des utilisateurs, souplesse et esprit d'équipe vous permettront **d'assurer des responsabilités motivantes.**

Adresser lettre, CV, rémunér., s/réf. 106 au Directeur Administratif et Financier d'OPTYL 3, Rue Chanzy 75011 PARIS.

Contrôleur de Gestion

Groupe industriel (250 MF) en forte évolution crée le poste de Contrôleur de Gestion.

DEFINIR, METTRE EN ŒUVRE, ANIMER, CONTROLER, tels sont les axes dont vous aurez la responsabilité dans le cadre de la mise en place de notre système budgétaire pour le Groupe et ses filiales (garantie des résultats annoncés, fiabilité des informations fournies et contrôles ponctuels).
Au travers du contrôle de gestion, de l'audit et de l'analyse financière, vous donnez à ce poste la dimension stratégique que nous accordons à notre développement.
Ce poste, basé à Paris et comportant des déplacements en province, sera confié à un(e) diplômé(e) d'études supérieures ayant une solide expérience du contrôle de gestion en milieu industriel et le goût pour faire évoluer les hommes et les systèmes.
Le (la) candidat(e) devra s'imposer par ses qualités de rigueur, sa perspicacité et son aptitude au dialogue.
La rémunération sera fortement liée à l'expérience et aux qualités personnelles du candidat.



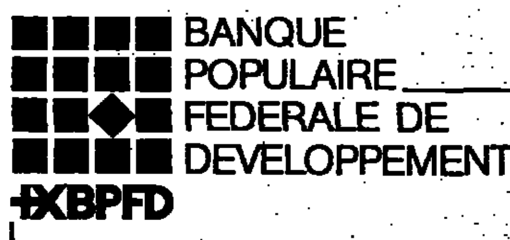
Adresser lettre de candidature, CV complet et prétentions, sous réf. 7263/M, Conexhom, 212 avenue Paul Doumer, 92508 Rueil-Malmaison Cédex.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE recherche, pour son Siège Social à PARIS, son

CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, ce collaborateur est appelé à conforter la rénovation d'un système informatique orienté vers les utilisateurs. Dans ce cadre, il aura pour mission : • l'animation de l'équipe informatique, • la conception et le développement des systèmes et procédures d'information, • la régulation des relations entre les utilisateurs et son service, • le contrôle des moyens de formation destinés à optimiser ces relations.
Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, doué de qualités d'organisation et de commandement et disposant d'une formation spécifique solide, devra justifier d'au moins 5 à 8 ans d'expérience dans la conduite de projets et l'animation des hommes.
Nous vous remercions d'adresser C.V. manuscrit, photo et indication du salaire actuel, sous réf. 936 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui garantit réponse et confidentialité.

CONTESSE



Etablissement spécialisé du groupe des BANQUES POPULAIRES dans les domaines de l'Affacturage et du Financement des Investissements, nous recherchons dans le cadre de notre développement :

ANALYSTES

Nous proposons de vous intégrer au service études de notre Direction Informatique : une petite équipe de haut niveau chargée d'informatiser la gestion de l'établissement et de ses produits.

Vous concevrez et développerez des applications bancaires interactives. Il vous sera ensuite possible d'évoluer vers d'autres fonctions (chef de projets, systèmes, réseaux, bureautique...).

De formation supérieure : Ecole d'ingénieurs, Maîtrise... vous pourrez être débutants ou avoir une première expérience professionnelle.

*Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à **B.P.F.D.** - Service du Personnel réf. 920 - 31, quai de Grenelle - 75738 PARIS Cedex 15.*

Pierre Lichau S.A.

Ingénieur chimiste ou équivalent, vous avez de réelles compétences commerciales 200.000 F +

Société à taille humaine, filiale d'un des plus importants fabricants européens de **spécialités méthacryliques à usages industriels**, nous recherchons un vendeur technique.
A 30/35 ans, de formation chimiste, vous avez fait vos preuves dans la vente en tant qu'ingénieur commercial, technico-commercial... Une bonne connaissance de l'Allemand lu et parlé est indispensable.
Après formation dans nos services commerciaux, techniques et marketing, intégré au département produits chimiques (5 personnes) en plein développement et sous l'autorité du Responsable de la Division :
• Participer à l'élaboration de la politique de vente en France de groupes de produits, pour les industries du textile, du papier, des sols industriels, du traitement des eaux, ...
• S'assurer de son application et de la réalisation des objectifs fixés,
• Assurer la prospection, le développement et le suivi de la clientèle industrie et revendeurs.
• Participer à la gestion administrative du secteur d'activité,
telles seront vos principales missions.
Poste basé à Paris ; des déplacements sont à prévoir sur toute la France.
Adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) à Média-System (réf. 5106) 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Média-System

ALLEN BRADLEY ROBOTRONICS (LES ULIS),
filiale d'un groupe international en pleine expansion recherche pour participer à son développement :

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

France et Export, pour ses systèmes de VISION INDUSTRIELLE.

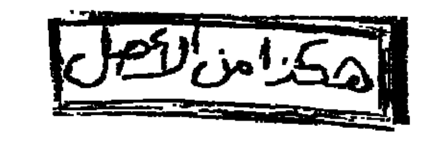
En étroite collaboration avec les services applications, il sera responsable de la promotion et du développement de nos systèmes auprès d'une clientèle essentiellement industrielle.

Ce poste sera confié à un ingénieur de préférence électronicien, qui a orienté sa carrière vers la vente de produits techniquement sophistiqués.

La rémunération, très ouverte, sera déterminée par l'expérience acquise.
La pratique de la langue anglaise sera un plus.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 662 M à Solange MONTEIL

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

la connexion
HENRI POUYET

PARIS

INGENIEUR B.E.

De la conception de nos produits, à la réalisation de votre carrière...

tout peut aller très vite, surtout, dans un secteur de pointe et une structure qui *innove et se modernise sans hésitation*... Avec nous, vous pouvez prévoir un important développement de carrière.
LEADER DANS LE DOMAINE DE LA CONNEXION DES TELECOMMUNICATIONS, nous comptons 400 personnes et sommes filiale d'un grand groupe français.
Concevoir nos matériels de RACCORDEMENT, de PROTECTION et FILTRAGE pour RESEAUX DE TERMINAUX, sera votre première mission. Avec vos quelques années d'expérience en transmission dans le domaine des réseaux téléphoniques, vos connaissances en raccordement de terminaux (protection et protocole seront appréciés), vous vous sentirez vite opérationnel. Vos fortes capacités à innover, votre sens de l'initiative dessineront votre avenir. Votre poste est basé à **PARIS**.
Si notre proposition vous intéresse, adressez C.V. et prétentions à :
Henri Pouyet - Service du Personnel - B.P. 63 - 44160 Pontchateau.

fiabilité sur toute la ligne

Futur directeur technique

Nous sommes une Société industrielle qui développe ses activités dans les équipements mécaniques lourds : construction métallique et matériels de levage. Notre clientèle nationale et internationale est constituée d'Etablissements Publics et Entreprises de haut niveau. Nous recherchons notre

Responsable études et réalisations

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé possédant de solides connaissances dans les techniques citées. Son autorité, sa compétence et ses qualités de contact doivent lui permettre de s'intégrer dans la Société en dirigeant les 25 ingénieurs et techniciens de notre bureau d'études et réalisations.

Sa réussite doit le mettre en position de dominer, dans les deux ou trois années à venir, l'ensemble des activités d'études et de production. Il succèdera alors à notre directeur technique avec qui il aura directement travaillé, deviendra membre du Comité de Direction, se créant ainsi une très belle situation d'avenir.

Notre Conseil, André PLESSY, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 6154/J. à CAPFOR - B.P. 846 - 11, bd Guist'hau - 44020 NANTES Cedex, qui vous garantit la plus totale discrétion et vous donnera les renseignements complémentaires que vous souhaitez éventuellement par téléphone au 40.89.50.89.

MEDIA BA

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

Notre Société, spécialisée dans la réalisation de matériels électroniques de haute technicité, renforce son Equipe Commerciale Exportation et recherche

2 Ingénieurs technico-commerciaux

Après une première période de Formation sur nos produits, ils se verront confier les taches suivantes :

- Prospection
- Analyse des demandes clients
- *Rédaction et négociation des offres*
- Suivi des contrats

Une solide formation de base en électronique est indispensable, ainsi qu'une connaissance parfaite de l'anglais.
Autres langues très appréciées.
Une premiere expérience dans un Service Export, ou à l'étranger, sera un atout.
Deplacements à l'étranger liés à l'activité.

DEPARTEMENT D'ARCUEIL

Merci d'adresser CV détaillé sous la réf. 86/693 à *THOMSON SINTRA A.S.M. - Martine BIALOBOS* Service du Personnel 1, avenue Aristide Briand 94117 ARCUEIL CEDEX.



THOMSON SINTRA
ACTIVITÉS SOUS-MARINES

EDITIONS JURIDIQUES LEFEBVRE
Paris - Porte Maillot
recherchent

JEUNES REDACTEURS en droit des affaires

Ce poste convient à des juristes de bon niveau désireux de s'intégrer à l'équipe qui rédige ses mémentos pratiques et ses revues périodiques.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à B.E.O., *34, rue de l'Arcade* 75008 Paris - s/réf. 8388.

Le Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance

recherche pour sa Direction de l'organisation technique

Responsable du développement de la micro-informatique

(FORMATION SUPERIEURE, BAC +4 MINIMUM)

Pour participer à la mise en œuvre du schéma directeur informatique de l'ensemble du réseau Caisses d'Epargne. Il veillera en particulier à l'harmonisation des équipements *micro-informatiques et jouera un rôle de conseil auprès des* organismes du réseau. Il aura la responsabilité des relations avec les constructeurs.
Une expérience de 3 à 5 ans dans une *grande* entreprise est demandée. La connaissance de logiciels de communication serait un atout supplémentaire.
Déplacements en province de courte durée.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. M 20 au CENCEP - 5, rue Masseran - 75007 PARIS

Société commerciale implantée au JAPON filiale Groupe Commerce International Français
lié à Groupe Industriel

recherche pour son Département Agences Matières Premières destinées aux Aciéries

CADRE FRANÇAIS 35 ANS ENVIRON DIPLOMÉ ÉCOLE COMMERCIALE

parlant couramment ANGLAIS avec bon niveau base JAPONAIS parlé et si possible écrit :
- ayant connaissance et expérience de procédures *internationales commerciales et bancaires*, ainsi que du marketing ;
- séjour longue durée envisagé.

Adresser C.V., photo, sous nº 314.708 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

LA VILLEGUÉRIN CONSEILS
important cabinet parisien de conseils juridiques et fiscaux membres d'un réseau international

recherche

FISCALISTES DE HAUT NIVEAU

ayant double formation : droit privé et expertise, ENI, grandes écoles..., 5 à 8 années d'expérience, parfaite maîtrise de l'anglais, dynamisme et esprit d'équipe.

Postes motivants et autonomes pour candidats de valeur.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo à J.-C. Granger, 100, rue Lafayette, 75010 Paris.

Applications militaires, hyperfréquences,

2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Sur les marchés de haute technologie dans notre division électronique, nous concevons, avec notre clientèle, de nouvelles méthodes de câblage.

Nous renforçons notre équipe commerciale chargée des relations avec les *instances militaires et la clientèle rattachée à cette activité, et recherchons* deux ingénieurs technico-commerciaux expérimentés.

Autonomes et responsables, ils auront à définir leurs objectifs prioritaires et à appliquer les plans d'actions appropriés. Ils rencontrent leur clientèle, avec laquelle ils établissent un véritable partenariat dans l'étude des cahiers des charges. Dans le groupe, ils bénéficient du meilleur support technique avec les unités de production.

Les candidats recherchés possèdent une solide formation technique en électronique et justifient d'une expérience commerciale réussie à haut niveau. Ils maîtrisent la langue anglaise et, si possible, l'allemand. *Les postes sont basés à Paris.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 16/967 M, à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO
egor

Imprimantes de haute technologie

IER

INGÉNIEUR QUALITÉ PAPIER

I.E.R. fabricant français d'imprimantes très spécialisées importe également des imprimantes de haut de gamme qu'il distribue sur l'ensemble du territoire.

Avec près de 200 millions de chiffre d'affaires pour 220 personnes, il poursuit son expansion et recherche un Ingénieur qualité papier.

Interface efficace entre les clients et les services techniques concevant les imprimantes, *il aura pour mission aussi bien d'adapter les documents à imprimer aux performances des machines que d'orienter les caractéristiques techniques de ces dernières en fonction des normes de papier actuelles ou futures.*

Ce poste est basé à Courbevoie. Il s'adresse de préférence à un Ingénieur diplômé d'une école de papeterie ayant acquis une expérience technique (études, développement, qualité) dans l'industrie papetière ou chez un gros utilisateur de papier fabriquant des imprimés à utilisation particulière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, à Jacques SCARINOFF, sous réf. M 32/1636 E, à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO
egor

Informaticien aujourd'hui, Adjoint du Secrétaire Général dans 3 ans

Cette Société de services de 250 personnes, leader dans son domaine d'intervention (expertise en construction), connaît une forte expansion (+ 70 % en volume ces trois dernières années). Son secrétaire général prend des responsabilités supplémentaires, ce qui le conduit à créer le poste de futur adjoint.

Dans un premier temps, vous serez particulièrement responsable de l'analyse et de la mise en place de nouvelles applications informatiques (du cahier des charges à la réalisation). A terme, votre mission deviendra très polyvalente puisque vous assisterez le secrétaire général dans la gestion administrative, les relations fournisseurs, l'utilisation de l'outil informatique, en dirigeant trois services.

Ce poste convient à un ingénieur ayant complété sa formation par un cycle de gestion (IAE ou équivalent) et justifiant d'une première expérience en informatique de gestion acquise, de préférence, dans une société de services. Bon technicien, il réussira par ses qualités personnelles et son sens relationnel. Le poste est basé en proche banlieue Est.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M14/1584 B, à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO
egor

Johnson

recrute

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDE BUREAUTIQUE ET ORGANISATION

DÉBUTANT(E) ACCEPTÉ(E)

pour assister le responsable organisation et bureautique

1. Dans la préparation de la mise en œuvre des matériels et *logiciels prévus dans le plan bureautique société* (P.C. avec tableurs, auto-commutateurs, etc.).
2. Dans des missions d'organisation.
   Profil souhaité :
   - Diplôme d'études supérieures ;
   - Connaissances bureautiques (IBM PC, WANG OIS, DOS, LOTUS, etc.) ;
   - Sens des contacts ;
   - Aptitude à travailler de façon autonome.

Ces missions sont limitées dans le temps.

Adr. lettre manuscrite + c.v. + photo à Jean-Paul Barats La Johnson française, B.P. 606, 95004 Cergy-Pontoise Cedex.

AVIS DE CONCOURS

Le département de la Seine-Saint-Denis organise les 12 ET 13 FÉVRIER 1986 un concours pour le recrutement de :

10 ATTACHÉS DU CADRE DÉPARTEMENTAL

(CONCOURS EXTERNE : 7 – CONCOURS INTERNE : 3)
La date limite d'inscription est fixée au 27 JANVIER 1986.
Les candidats doivent posséder un DEUG.
Les dossiers d'inscription peuvent être retirés au :
SERVICE DES CONCOURS ET DE LA FORMATION PERMANENTE
1, avenue Youri-Gagarine,
Bureau 911 - 9e étage,
93009 BOBIGNY CEDEX.
Tél. : 48-95-60-60, poste 55 510.

ANNONCEUR

cherche

CHEF DE PUBLICITÉ CONFIRMÉ

MISSION :
- *gérer des budgets agro-alimentaires au double niveau du suivi technique et du contrôle financier.*

Connaissances nécessaires des médias, T.V., radio, magazine et affichage.
Notion souhaitée dans le domaine de l'édition.

Qualités exigées :
- rigueur dans la gestion ;
- sens du travail en équipe ;
- autorité dans le conseil.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions sous nº 314.716 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

SOGEN

recherche pour son SIÈGE SOCIAL à PUTEAUX (92)

UN TECHNICIEN INFORMATICIEN

qui sera chargé de la mise au point et de petites études de systèmes micro-informatiques *industriels*.

Le candidat aura une formation *mini.* BTS électronique ou DUT génie électrique, avec connaissance des microprocesseurs Z 80, 8085 et 6800, ainsi que des langages assembleurs.

Adresser lettre manuscrite c.v. *détaillé et prétentions* à SOGEN DIRECTION DU PERSONNEL 32, rue Victor-Hugo, 92800 PUTEAUX.

Recherchons

ANIMATEURS

exp. dynamique de groupes, haut niveau en philosophie et bonne pratique du piano exigés.
Ecrire sous le nº 314 604 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

RECHERCHE

VENDEUR(SE)

- Niveau maîtrise de philo pour importante librairie philosophique quartier Latin.
- Vente comptant et sur facturation.
- Aiment chiffres.

Ecrire sous le nº 314 648 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CABINET EXPERTISE COMPTABLE PARIS recherche

COLLABORATEUR

pour suivi dossiers comptabilité et commissariats aux comptes. Expérience cabinet nécessaire.

Envoyer lettre, c.v. et prétentions *sous* nº *314 742 M*
LE MONDE PUBLICITÉ.
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

LE DÉPARTEMENT *DU VAL-DE-MARNE*
recrute par voie de concours *sur épreuves*
DES INSPECTEURS(TRICES) DES SERVICES SANITAIRES ET D'ACTIONS SOCIALES
Conditions :
- Etre âgés au 1er janvier de *l'année du concours* de 35 ans au plus (sauf dérogations exceptionnelles prévues par dispositions particulières en vigueur);
- Etre titulaire de l'un des diplômes requis pour la participation au concours externe d'entrée à l'Ecole nationale d'administration ;
- Etre de nationalité française.

Date limite de retrait des dossiers d'inscription : *Vendredi 21 février 1986* délai de rigueur.
Date limite de clôture des inscriptions : vendredi 28 fév. 1986 à 16 h délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.
Dates des épreuves écrites : lun. 24 et mer. 25 mars 86.
Pour tous renseignements s'adresser à : Hôtel du département du *Val-de-Marne*, direction du personnel départemental, bureau du recrutement, 4e étage, bureau 403, 94011 CRÉTEIL Cedex.
Tél. : 48-99-94-00, p. 24-82.

Société de négoce international recherche pour un de ses départements commerciaux un

COLLABORATEUR

ayant 2 ou 3 ans d'expérience dans le domaine import-export. Anglais indispensable.

Envoyer c.v., photo et prétentions *s/réf.* 824 à Contesse, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES recherche

PROFESSEUR d'ANGLAIS

À PLEIN TEMPS

FORMATION : MINIMUM LICENCE

Une expérience en milieu technique, électronique, informatique serait un plus.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE 5 ANS AU MOINS

pour assurer la formation complète en anglais de futurs techniciens en électronique.

La rémunération annuelle : 165 KF est en rapport avec les exigences.

Adresser c.v. détaillé Centre Suzanne-Masson Richard PERROT
41, avenue du Docteur-Arnold-Netter, 75012 PARIS.

Centre de formation recherche

PROF DE CALCUL

pour apprentis
8 h hebdo le mercredi.
Ecrire CFAEC
54, r. Etienne-Marcel, Paris-2e.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES
recrute

SPÉCIALISTES SYSTÈMES

- *Ingénieurs diplômés*
- ou universitaires
- ou expérience 3 ans mini.

Pour assurer des développements.

- Soit *mini* 6/DPS 6.
- Soit converg. technologie.
- Soit en langage C/Unix.

Ecrire au :
78-80, avenue Gallieni,
tour Gallieni I,
93174 BAGNOLET CEDEX.

Groupe nationalisé recherche pour son « SERVICE ASSURANCE »

un JURISTE 25/30 ans.

Adr. c.v. à SOCARI, 65, rue de *Courcelles, 75008 PARIS.*

Sté mutualiste 15e, rech.

DÉCOMPTEURS(SES)

Sécurité sociale.
Tél. *pr R.-VS* 45-67-58-78.

Importante Sté de publicité quartier Alma/rive gauche recherche excellente dactylo chiffres, libre de suite.
Ecr. ou tél. pour rendez-vous, Régie-Presse, service du personnel, 7, rue du Monttessuy, 75007 PARIS, 45-55-91-71.

P.M.E.

recherche pour études appliquées au domaine de la vision (inspection automatique robotique)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN/ INFORMATICIEN

ayant quelques années d'expérience HARDWARE et SOFTWARE *dans la conception et le* développement de systèmes à base microprocesseurs.

Lieu de travail : EVRY 91.

Adr. c.v. dét. et prét. s/réf. 6 084 à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 Paris Cedex 02 qui transm.

GRANDE SOCIÉTÉ
recherche

STAGIAIRE PSYCHOLOGIE

maîtrise DESS social ou industriel, il(elle) sera associé(e), dans le cadre d'un service du personnel, à différentes opérations de recrutement (entretiens, travaux administratifs, suivi de dossiers, études, définitions de postes).

Env. c.v. et photo *s/réf.* 2 027 à Sources, 144, rue de Rivoli, 75001 Paris, qui transmettra.

Le Monde proposera des offres d'emploi

dans le dossier « **STRASBOURG AU FUTUR** »

(Edition du 23 janvier daté 24.)

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche pour PARIS

FISCALISTE

ENI ou DESS FISCALITÉ
5 ans au moins
d'expérience en cabinet.

Adresser c.v. manuscrit et prétentions à N. D'AVIGNAU, 71, rue Belliard, 75018 PARIS qui fera suivre.

POUR RECHERCHES APPLIQUÉES EN LIAISON AVEC ENSAM ET GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recherche

INGÉNIEURS ENSAM ou ÉQUIVALENT

pour étude d'une technique de revêtements céramiques épais sur métaux.

Adresser c.v. + lettre + photo à : SÉRAM, 151, boulevard de l'Hôpital, 75013 PARIS.

secrétaires

Très important groupe produits grande consommation Paris
recherche pour le directeur des ressources humaines de sa holding sa

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

(création de poste)

Elle assurera
tout le secrétariat classique courant (sténodactylo, traitement de texte), les comptes rendus de réunions, la recherche de documentation.

Ce poste,
qui demande
de grandes qualités de discrétion et d'organisation, s'adresse à une candidate BAC + 2 (BTS ou CPSS) ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience, de préférence auprès d'un directeur de personnel.

Veuillez écrire en précisant expér. et prétent. s/réf. 1 127 à INTERCARRIÈRES, 5, rue du Helder, Paris-9ᵉ.

CENTRE CULTUREL XIVᵉ
recherche

SECRÉTAIRE

bilingue anglais avec expér. Tél. pr R.-VS au 43-35-21-50.

SECRÉTAIRE S.A.V.

Ce poste à pourvoir d'urgence est celui d'un véritable agent technique féminin de planification au sein d'un service après-vente industriel et dont les qualités d'autonomie de contact commercial, de rigueur mais aussi de souplesse sont primordiales. Les autres fonctions de secrétariat sont traditionnelles.

Poste à PANTIN,
proche du métro,
13 mois + tickets restaurants.
Écrire au Chef du personnel de MANNESMANN, B.P. 105, 93505 PANTIN CEDEX.

Il ne sera répondu qu'aux candidatures comportant lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions.

formation professionnelle

ENSEMBLE CONSTRUISONS L'AVENIR!

DEVENEZ ANALYSTE PROGRAMMEUR

STAGE sur IBM 38 & périphéries

NIVEAU REQUIS : BAC GESTION SCIENTIFIQUE OU ÉQUIVALENT

Meilleure garantie : notre image de marque auprès des employeurs

Un exceptionnel parc disponible pour la formation + 70% de pratique. Duree + 742 h. Crédit étudiant. Assistance au placement sous réserve de réussite (12/20) et de mobilité géographique.

PARIS/NANTES IBM 38 - LYON/LILLE, IBM 34 + complément 38

INSTITUT EUROPEEN INFORMATIQUE
65, rue de Turbigo - 75003 Paris - Tél. (16) 1 42.74.33.28

CADRES ET JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (BAC + 3 ANS)

DEVENEZ ANALYSTE INFORMATICIEN EN NEUF MOIS

Stage de formation continue de l'École polytechnique féminine

17 février au 15 nov. 86
A.F.C. - E.P.F.

Téléphone : 46-60-20-44
2, allée de Trévise
92330 SCEAUX
R.E.R. Parc de Sceaux.

enseignement

Organisme Pédagogique rech. pour le HAVRE et CHOLET

RETRAITÉS de L'ENSEIGNEMENT

Privé ou Public pour collaboration de quelques heures par mois. Nécessaire résider dans agglomérations concernées. Adr. lettre manuscr., C.V. à Mᵐᵉ VIGNAUD. CIDES (Centre Information - Documentation de l'Enseignement Supérieur) 92, avenue Ch.-de-Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

cours et leçons

Pédagogue expérimenté propose, par correspondance, cours orthographe personnalisés, très méthodique. Téléphone : 61-21-02-37.

DEMANDES D'EMPLOIS

JOURNALISTE

DISPONIBLE APRÈS AVOIR CRÉÉ ET ANIMÉ PENDANT 10 ANS UNE REVUE LEADER DANS SON SECTEUR

PROPOSE COLLABORATIONS SUIVIES OU PONCTUELLES

Secteurs maîtrisés : architecture, Arts et Spectacles, Environnement, Habitat et HLM, Sciences sociales, Tourisme, Technologies nouvelles, Urbanisme, Vie locale (France et Etranger).

Pratiques d'activités complémentaires : organisation de colloques, expositions, systèmes télématiques, voyages d'études, etc.

POUR TOUS CONTACTS
Ecrire sous le numéro 314.698 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

CADRE POLYVALENT, 44 ANS

Expérience 10 ans ÉTRANGER

- Formation commerciale U.S.A.
- Habitué situation difficile.
- Discret et efficace.
- Sans attache familiale.

recherche EMPLOI ITINÉRANT ou SÉDENTAIRE
FRANCE - U.S.A. - AMÉRIQUE LATINE - AFRIQUE

Libre de suite. Etudierais toutes propositions

Ecrire sous le nº 6.850
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Normalien, 27 ans, agrégé lettres + format. musicale désire quitter enseignement étudie ttes propos. Tél. 48-24-46-14.

Urgent, célibataire 29 ans ch. place chauffeur poids lourd. Permis C et C1. 11 ans d'expérience. Téléphone : 40-75-75-03.

Couple retraités garderait appt Paris. Région parisienne pendant déplac., week-ends vacances. Excellentes références contrôlables. Ecrire sous le nº 6.851, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

J.F. 35 ans, réalisation livres exp. organisation culturelle maîtr. lettres, bil. espagnol cherche poste dans l'édition ou dans un secteur différent. Ecrire sous le nº 6.852, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

DIRECTEUR CONCESSION. AUTOMOBILES 25 A. de réf. PROF. RECH. SITUATION AUTOS OU AUTRES. TÉL. : 90-32-50-69.

Longue exp. contacts, import. export., interprète, nat. française, d'orig. néerlandaise, maîtr. parf. néerl., angl., all. Ecr., parlé, bonne culture générale, bonne présentation. Disp. imméd. Prêt tt déplacements. Serais int. par tte prop. corr. commerciale, not. export, éventuellement pour emploi temporaire. Ecrire sous le nº 6.853, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Association protestante cherche travaux divers pour jeunes gens, gardes, traductions, serveurs(es), ménages. A.P.L.I. 33, pl. Maubert, Paris-5ᵉ. Téléphone : 43-26-77-61.

Secrétaire ch. mi-temps ou partiel, même temporaire, auprès écrivain. 48-24-51-27.

Doctorat 3ᵉ cycle, géophysique, spécialisé diagraphies, 26 ans, libéré O.M. cherche situation. Téléphone : 38-53-61-84.

VOUS CHERCHEZ VOTRE COLLABORATRICE 33 ans, maîtrise gestion sciences po. Expérience polyvalente : marketing, gestion commercial, anglais, secrétariat étudie toutes propositions. Ecrire sous le nº 3.444, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

J.F. 29 ans, D.U.T. information, diplôme EFAP. 5 ans d'expérience relat. publiques, communication, publicité, propose ses compétences en entreprise ou agence. Ecrire sous le nº 314.745 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

H. 27 ans, docteur en droit, 2 ans exp. en droit des affaires et immo. dans cab. juridique. Étudie toutes propositions. Ecrire sous le nº 314 782 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

J.F. 25 ans maît. LEA-DEA Sc. de l'informatique, DESS gestion, exp. pub., anglais, esp. courants, ch. poste pub., marketing. Étudie toutes propositions. Tél. : 42-23-67-95.

Jeune femme FORMATION SUPÉRIEURE gestion et commerciale BILINGUE ANGLAIS + allemand, quatre ans USA, grande expérience achats + stocks, prospection, vente, suivi ccial, gestion informatique, dynamique, organisée. Tél. : 39-73-83-01.

L'ORDINATEUR DOIT AIDER L'HOMME

ORGANISAT./INFORMAT. CNAM + IESTO 15 ans d'exp. spécialiste relations humaines

Recherche nouveau poste de DIRECTION motivant Paris-banlieue Sud. Ecrire sous le nº 8 200, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

J.F. aide comptable, pet. secrétaire, ch. emploi factur., récept. Et. ttes offres. 48-52-85-84.

Cadre financier (30 ans) 5 ans d'exp. en direct. financ d'un groupe important recherche un poste D'ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER d'une PME (grosse, moyenne) étudie aussi ttes propositions. Ecrire sous le nº 8.180, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

propositions diverses

UN PROBLEME EN
CREATION - EXECUTION
PHOTOCOMPOSITION - EDITION

NOTRE REPONSE :
- 1 studio de création et d'exécution
- Photocomposition sur Berthold
- Impression sur machines 2 et 4 couleurs

A VOTRE SERVICE.
Souci Qualité/Prix - Delais respectés
Documentation sur demande P.PETIT
86, rue de Richelieu 75002 PARIS ou
Tél. : 42-96-63-81

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée. FRANCE CARRIÈRES (C 16). B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291.09, PARIS CEDEX 09.

capitaux propositions commerciales

Créez votre entreprise
Élargissez vos activités
en développant un réseau de franchise. Apport 30.000 F. Se prés. le 18 janvier Novotel La Défense, 9 h 30 à 12 h. 47-78-16-68 ou écr. SECEC 6, r. Paulin-Guérin 83000 Toulon.

travail à domicile

Artisane effectue tous travx de traitement de texte et dactylographie. Tél. 34-61-14-22.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

MODÈLE 86, R 5 GT TURBO, 6 cv blanche. 4.200 km
Options : alarme à distance, pneus larges, glaces teintées, radio K 7, toit ouvrant, rétro droit, tatouage antivol
Prix 70.000 F
Téléphone : 34-15-34-96 après 16 heures.

L'immobilier

appartements ventes

4ᵉ arrdt

Prox. St-Paul. 47-03-32-44
2 P. SUR JARDIN

BEAUBOURG - 200 m²
DUPLEX EXCEPTIONNEL
4 chbres, BELLE TERRASSE
TRÈS CALME
DORESSAY - 46-24-93-33.

5ᵉ arrdt

VUE EXCEPTIONNELLE NOTRE-DAME ET SEINE
2ᵉ et 3ᵉ ét. à réunir, travx. 60 m² total, rarissime. 1.390.000
Vis. mardi, mercredi, 14 h/17 h
1, QUAI DE MONTEBELLO-5ᵉ
SERGE KAYSER (1) 43-29-50-60.

6ᵉ arrdt

VAVIN, 100 m², soleil
PLEIN CIEL, ASC.
le matin. Tél. 47-03-32-44.

RUE BONAPARTE. 6 P.
Beaucoup de charme. Directoire
DORESSAY - 46-24-93-33.

9ᵉ arrdt

La Fayette, 2 P., cft. 330.000 F.
Trudaine, 3 P., cft. 600.000 F.
Trudaine, 3 P., cft. 700.000 F.
Maubeuge, 4 P., cft. 970.000 F.
Luxeux 6 P., cft. 1.700.000 F.
SOTRACO (26ᵉ année)
Téléphone : 48-78-97-52.

14ᵉ arrdt

RASPAIL, RÉCENT
TOUT CFT, ÉTAT PARFAIT
160.000 F. - 43-22-61-35.

94 Val-de-Marne

LA VARENNE 147 m², belle récept., 4 ch., 2 sanit., box dble. Ag. Raoul 48-83-06-07.

appartements achats

JEAN FEUILLADE
54, av. de La Motte-Picquet, Paris-15ᵉ. Tél. 45-66-00-75. recherche pour clients sérieux, APPTS à partir de 100 m² dans 15ᵉ, 7ᵉ arrdts.

Recherche 1 à 3 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

ORPI
1ʳᵉ force de vente à PARIS recherche tous appartements RÉALISATION RAPIDE
ORPI - 45-77-46-10.

PROPRIÉTAIRES VOUS DÉSIREZ VENDRE
un logement avec ou sans cft. Adressez-vous à un spécialiste Immo Marcadet. 42-52-01-82.

locations non meublées demandes

Paris

Pour personnel et dirigeant IMPORTANTE Cⁱᵉ FRANÇAISE PÉTROLE rech. divers appts 2 à 8 P. Studios, villas, Paris banlieue. Assurance. Loyers. Téléphone : 45-03-30-33.

Association protestante ch. logements pour étudiants A.P.L.I. 33, pl. Maubert, Paris-5ᵉ. Téléphone : 43-26-77-61.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine
75008 PARIS recherche
en location ou à l'achat
APPTS DE GDE CLASSE
pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE
corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales.
TÉL. 45-62-78-99.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti. (1) 48-89-89-66 - 42-83-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 45-26-18-95.

villas

83 SIX-FOURS
Particulier vend VILLA
1.000 m mer. 3 pièces, 115 m²
cuisine, 2 salles de bains, w.-c., balcon, barbecue. Sous-sol de plain-pied, 50 m² aménagé, 2 pièces, w.-c., toilettes, 2 garages
Chauffage central. Mini piscine
Terrain 1.300 m². 900.000 F
Ecrire HUMBERT. 2 bis, Grande-Rue, 89100 Saligny.
Tél. 86-87-82-95.

VENDS à LOUDÉAC F 5
Cause départ retraite
TRÈS BELLE MAISON
avec ardoises rustiques
Terrain 5.500 m²
entouré de sapins
Le tout en excellent état.
1.000.000 F. Prix justifié
Téléphone : (16) 96-28-08-95.

viagers

ETUDE LODEL
Viagers. 35, bd Voltaire, 75011 PARIS. 43-55-61-58.

F. CRUZ - 42-66-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8ᵉ
Conseil 48 ans d'expérience.
Px rentes indexées garanties.
Etude gratuite discrète.

immobilier information

Informations sur différents logts à louer, du studio au 6 P., de 2.000 F à 10.000 F également échanges possibles. Nous ne sommes ni agence ni marchand de listes, mais une Association sans but lucratif. Ecr. A.P.P.E.L. 75. 7. r. Ste-Anne 75001 Paris. Réponse assurée à tout courrier sérieux.

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château propriété, terrain, commerce sur toute la France
INDICATEUR LAGRANGE
Fondé en 1876
5, rue Greffulhe, 75008 Paris
APPEL GRATUIT : 05-07-09-11.

propriétés

A 1 hre de PARIS, prox. A 6
PROPRIÉTÉ EN L
9 P., bains, w.-c., chauffage dépendances. Vue magnifique. Parc boisé. 32.000 m². 720.000 F. Crédit possible. Tél. (16) 85-74-08-12 ou apr. 20 h : (16) 38-31-48-74.

PALAISEAU
Très belle maison contemporaine, 185 m² habit. sur 882 m². 7 pces principales, patio, sous-sol. Prestations 1ʳᵉ qualité. 2,6 millions. Mᵉ PAILLOLE. 60-16-17-44.

bureaux

Locations

DOMICILIATION 8ᵉ, 2ᵉ
Secrétariat, tél., télex. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE - 43-59-77-55

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

BUREAU D'AFFAIRES ou Domiciliation avec service BUSINESS BURO (1) 43-46-00-55.

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRÉTARIAT-TÉLEX
TÉL. (1) 47-27-15-59.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champs-Élysées - 47-23-55-47
Nation : 43-41-81-81.

LE JAPON ET LES AUTRES

L'Europe divisée

Le contentieux commercial est au centre de la visite à Tokyo, du 20 au 24 janvier, de M. Delors.

LA Communauté est-elle confrontée à un problème japonais ? Au moment de la visite à Tokyo de M. Delors, la question relève de la provocation, vu l'aggravation continue du déficit commercial des Dix, qui reflète la parfaite inefficacité des mesures successives d'ouverture du marché prises à Tokyo. Certains Etats membres, en tête desquels figure l'Allemagne fédérale, ne sont pourtant pas loin de la poser, mais ils se montreraient hostiles à l'idée d'une politique résolument musclée à l'encontre du Japon.

On a cru pouvoir déceler courant 1985, en RFA, un mouvement de fièvre à l'égard du protectionnisme japonais et des promesses cent fois faites et jamais tenues. Puis tout est retombé. *« L'évolution a été très nette depuis trois mois,* note un haut fonctionnaire français. *Nous voici maintenant revenus à la thèse libérale traditionnelle allemande. »* On n'est pas loin de penser à Bonn que la Communauté, puisqu'elle est globalement excédentaire, peut, sans grand danger, s'accommoder d'un déficit de 12 milliards de dollars avec le Japon.

Si les Dix ou les Douze achètent tant au Japon, y explique-t-on, c'est parce qu'il est moins cher... Les Danois, voire les Néerlandais, pourraient être tentés d'appuyer les Allemands. Les Irlandais, qui redoutent qu'une période de tension, si elle survenait, ne se traduise par un ralentissement du flux d'investissements japonais sur leur île, se battent sur la même ligne conciliante que les Allemands. Les Italiens font, eux, preuve d'un certain cynisme, étant les seuls dans la Communauté à pouvoir faire état d'un excédent commercial avec le Japon. Grâce à un dispositif de quotas nationaux plus ou moins officiel, ils protègent leurs produits sensibles. Comme tout le monde, bien sûr, ils sont demandeurs d'investissements japonais. Ont-ils vraiment intérêt à monter au créneau ?

Seuls peut-être les Français, les Britanniques, les Belges souhaiteraient que la Communauté montre les dents. Bref, les Douze sont divisés et globalement donnent l'impression d'être plutôt soucieux de modération. La Commission européenne, consciente de la modification de l'équilibre au sein du conseil des ministres, surtout provoquée par le changement de la position allemande, paraît, elle-même, moins allante qu'en juillet dernier.

Une nouvelle concurrence

A cette tendance à l'accommodement, si elle se confirme, il y a plusieurs raisons. S'agissant des Allemands, outre le fait qu'elle correspond à leur penchant naturel, on peut penser qu'ils sont mal à l'aise de voir un pays de l'OCDE mis en accusation pour la seule raison que son commerce extérieur est chaque année davantage excédentaire. Ne se trouvent-ils pas dans une situation analogue ? A cette différence près, pourtant, qu'il ne viendrait à l'esprit de personne d'affirmer que la RFA n'a pas pour l'essentiel un marché ouvert.

Les Européens – argument plus sérieux – sont satisfaits que les Japonais *aient laissé réévaluer le yen. C'était là* une de leurs revendications traditionnelles. Ils reconnaissent que ce changement d'attitude constitue un effort très réel dont les effets commerciaux à long terme ont toutes chances de leur être favorables.

Cependant, la conséquence le plus directe d'un yen cher pourrait être de don*ner un élan supplémentaire aux exporta*tions déjà dynamiques des voisins asiatiques du Japon, comme la Corée du Sud, Taiwan ou les Etats de l'ASEAN. Ces pays industrieux de la zone pacifique prendraient ainsi, pour bien des produits, la place du Japon comme fournisseur de la Communauté.

L'éventualité d'un tel déplacement des courants d'échanges donne des arguments à ceux qui, en Europe, ne veulent rien faire : *« Pourquoi envisager des mesures restrictives contre Tokyo,* disent-ils en substance, *alors que le danger demain viendra d'ailleurs, de pays qui, contrairement au Japon, constituent des marchés d'exportation importants pour la Communauté et contre lesquels par conséquent il serait discutable encore d'envisager des politiques de défense commerciale. »*

Dernier argument invitant à l'attente plutôt qu'à l'action, il paraît à tous égards plus opportun de s'en prendre aux Japonais avant le sommet économique occidental qui se tiendra en juin à Tokyo. En effet, d'ici là, le premier ministre, M. Yasohiro Nakasone, qui souhaite bien sûr que le rendez-vous annuel des sept plus grands pays industrialisés soit un succès, lâchera probablement du lest, autrement dit prendra de nouvelles dispositions pour témoigner de sa volonté d'ouverture. La Communauté risquerait de se trouver en porte à faux, si elle déclenchait maintenant une offensive contre le protectionnisme japonais.

Le langage de la fermeté

Dans un tel environnement, la tâche de M. Delors n'est pas commode. Il lui faut tenir le langage de la fermeté sans disposer auprès des gouvernements des Douze de l'appui sans faille nécessaire pour être en mesure d'exercer une pression efficace. Mis à part l'infléchissement de la politique de change que le président de la commission ne manquera pas de saluer, les Européens n'ont aucune raison d'être satisfaits de l'évolution de leurs rapports avec Tokyo. Certes, le déficit de la balance commerciale a tendance à se stabiliser, mais l'excédent que la Communauté avait jusqu'ici sur les *« invisibles »* diminue de façon sensible – les Japonais deviennent d'efficaces exportateurs de services, – si bien qu'on prévoit une nouvelle détérioration globale de la balance des paiements courants au cours des prochaines années.

Le président de la commision ne peut *faire moins que les Américains qui se* battent avec ardeur pour que les Japonais leur achètent davantage. Dans cet esprit, il poursuivra peut-être, même s'il n'y croit guère, la bataille entreprise depuis quelques mois pour obtenir des Japonais un objectif quantitatif : les autorités de Tokyo seraient tenues à chiffrer elles-mêmes l'accroissement des importations en provenance de la Communauté devant découler de leurs mesures d'ouverture du marché.

« Compte tenu des déceptions passées, c'est le seul moyen de rendre ces mesures crédibles », expliquent les Européens depuis quelques mois. Dans l'hypothèse où le résultat promis ne serait pas atteint, la CEE aurait droit à des compensations. Elle pourrait par exemple relever ses droits de douane.

Les Japonais ont jusqu'ici refusé cette orientation et on peut penser qu'ils continueront à le faire. Ils craignent en effet qu'un engagement de cette nature, même consenti à titre purement indicatif et sans sanctions précises, ne soit ensuite transformé en obligation juridique à l'occasion du prochain cycle de négociations commerciales *multilatérales.*

PHILIPPE LEMAITRE.

Le marché nippon est-il ouvert ou fermé ?

La part des produits finis dans les exportations européennes diminue. Les firmes sont peu agressives, mais, en plus des « sanctuaires », existe une mentalité protectionniste.

ABAISSER des tarifs douaniers et simplifier des normes est une chose. Donner concrètement accès à un marché en est une autre. Lorsqu'un importateur de pâtes italiennes doit fournir le nombre moyen des taches sombres dues *aux impuretés normales dans la* farine qui figurent sur chaque spaghetti, que le dossier de l'examen toxicologique d'un médicament est refusé (ce qui signifie retard et nouvelles dépenses) parce qu'il manquait un rat au nombre prescrit, lorsque des bulbes de tulipes hollandaises ont le temps de germer avant que la douane reconnaisse qu'ils n'étaient pas porteurs de parasites, qu'une bouteille d'alcool est frappée de taxes de 200 % et vaut dix fois son prix au départ de France, que les eaux minérales importées doivent être pasteurisées, que, d'une manière générale, la part des produits finis dans les exportations européennes vers le Japon diminue, on peut effectivement se poser des questions.

Le marché japonais est-il ouvert, entrouvert ou tout bonnement *muré derrière un sourire* par un machiavélique système de protection non tarifaire, aussi subtil qu'efficace ?

Au ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), on fait valoir les efforts accomplis pour ouvrir le marché japonais. Tenant compte de plus de deux cents récriminations d'importateurs, le MITI a élaboré un programme d'action concernant 1 853 produits qui doit progressivement entrer en vigueur au cours des trois prochaines années. *« En 1988, le marché japonais sera le plus ouvert du monde »,* affirme M. Mitsugu Ishizuka, directeur général adjoint du service de politique commerciale internationale.

Il ne reste que cinq produits manufacturés frappés de contingentement sur un total de vingt-sept (quarante-six dans le cas de la France et sept aux Etats-Unis). Les Japonais font aussi valoir que globalement les recettes recueillies au titre des droits de douane ne sont pas plus élevées que celles de la CEE (2,5 % du montant total des importations) mais que les importateurs prennent souvent de solides marges de profit.

« Les Japonais parlent de nouvelles opportunités d'exporter, mais, nous, nous voulons des résultats », affirmait récemment, péremptoire, l'ambassadeur de la CEE à Tokyo, au cours d'une de ces régulières « quintes » qui saisissent les Européens à la vue des statistiques de leur commerce avec le Japon. *« Les résultats, c'est à vous de les obtenir »,* rétorquent les Japonais. *« Les efforts déployés par les entreprises japonaises à l'étranger pour conquérir des marchés sont sans commune mesure avec ceux des entreprises européennes au Japon »,* nous dit M. Amaya, ancien vice-ministre chargé des affaires internationales du MITI et aujourd'hui président de l'Association pour les échanges économiques internationaux. *« Les étrangers ont,* ajoute-t-il *été habitués à attendre que les Japonais viennent leur acheter leurs produits. »*

De la bière à Munich

Le dialogue entre les Japonais et ses partenaires commerciaux prend parfois un tour d'autant plus acerbe que chacun sait que les arguments de l'autre contiennent une part de vérité. Tel fabricant allemand de sauna reconnaît que ce sont effectivement les Japonais qui sont venus le chercher pour vendre ses appareils dans l'archipel. Beaucoup d'entreprises étrangères font preuve d'une trop grande timidité, grossissant les difficultés du marché japonais pour justifier leurs faibles efforts. Tel est notamment le cas de certaines industries fabriquant des produits à forte valeur ajoutée : *« C'est comme si on voulait vendre de la bière à Munich. »*

Le problème des ventes étrangères au Japon est aussi parfois mal posé : Américains et Européens ne tiennent pas compte des produits qu'ils fabriquent au Japon, soit directement, soit par le biais de licences. Selon une récente étude du cabinet de conseil Mc Kinsey, les Japonais importent moins par tête d'habitant que les Américains ; mais, si l'on inclut la production des filiales des entreprises américaines au Japon dans les calculs, ils consacrent individuellement en moyenne 500 dollars à l'achat de produits en provenance des États-Unis, alors que les Américains ne dépensent que 287 dollars à l'acquisition de biens nippons. Ainsi Coca-Cola domine-t-il le marché japonais des boissons non alcoolisées et la multinationale suisse Nestlé celui du café instantané, tandis que Braun occupe la première place sur le marché des rasoirs électriques.

Toutefois le marché japonais est loin d'être transparent. Il y a d'abord les incontestables « points noirs », c'est-à-dire les domaines où les importateurs n'ont pratiquement aucune chance. C'est notamment le cas des « sanctuaires » politiques, en particulier, les productions agricoles. La paysannerie constituant la principale base électorale du Parti libéral démocrate (grâce notamment à un découpage des circonscriptions permettant une surreprésentation des campagnes), il n'y a aucune concession à attendre en ce domaine. Le marché de la viande, du sucre, des agrumes, des bananes est barricadé.

Le Japon ne se contente pas de protéger son agriculture – ce que *l'Europe fait également.* Il protège aussi les industries en aval, comme la charcuterie (par des réglementations sanitaires), mais aussi la fabrication de chocolat et *de biscuits – par le jeu de taxes –* afin d'assurer des débouchés aux producteurs de sucre. Une sucette produite au Japon revient plus cher que le même produit importé. Il en va de même pour le lait : certains fabricants de produits laitiers étrangers implantés au Japon pourraient produire à meilleur marché s'ils n'étaient contraints d'acheter la matière première sur place.

Il existe aussi d'autres marchés « captifs » : ceux que se sont attribués les Américains et que les Japonais leur conservent pour maintenir de bonnes relations avec Washington. Dans ce cas, le problème qu'affrontent les Européens est moins celui des résistances japonaises que de la faiblesse de leur capacité de pression politique comparée à celle des États-Unis.

*C'est notamment le cas du mar*ché des armes et de la production aéronautique. Dans ce dernier cas, les Japonais font valoir qu'ils ont tout intérêt à acheter aux Américains, qui sous-traitent une partie de la production, ce qui n'est pas le cas pour Airbus par exemple.

D'autres résistances sont plus subtiles : mentalité protectionniste diffuse ou connivence à l'intérieur des groupes industriels. Ainsi, au printemps dernier, sur la *recommandation de ses ingé*nieurs, un constructeur automobile était sur le point d'acheter un équipement informatisé de grande taille aux États-Unis. Au dernier moment, la direction décida d'acheter à son fournisseur traditionnel.

Selon la Fair Trade Commission japonaise, les transactions à l'intérieur d'un même groupe ne représentent que 15 % du chiffre d'affaires des plus importants d'entre eux (Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo). Ces pratiques de « patriotisme » de groupes tiennent essentiellement à la force économique de ceux-ci et au contrôle qu'ils peuvent exercer sur les entreprises qui sont dans leur mouvance.

Un jeu de chicanes

Le produit étranger doit en outre passer par un jeu plus ou moins subtil de chicanes. Certains de nos interlocuteurs évoquent, par exemple, les recommandations orales, ou écrites, du MITI aux importateurs japonais lorsque l'afflux de marchandises étrangères risque de « troubler » la production nationale. Soumis à ces *pressions, les importateurs se* tournent vers leurs fournisseurs et expliquent qu'ils sont navrés, mais qu'ils ne pourront augmenter les commandes cette année. On nie *énergiquement de telles pratiques* au MITI.

Il y a aussi la pesanteur d'une bureaucratie qui a hérité de la tradition confucéenne les pires travers des ronds-de-cuir, pour qui « le règlement est le règlement ». Assurément, cette bureaucratie est liée aux lobbies des fabricants japonais ; mais le système n'est pas aussi rigide qu'il y paraît. Les relations personnelles que peut entretenir un importateur, même étranger, avec un fonctionnaire *des douanes ou du MITI peuvent* contribuer à débloquer bien des choses.

La « combine à l'italienne » n'est pas une pratique inconnue au Japon : les deux pays ayant en commun un maquis réglementaire particulièrement touffu, mais qui a aussi par définition des failles : *« Si l'on n'est pas trop gourmand en parts de marché, le fonctionnaire vous donnera le « mode d'emploi »,* affirme un importateur français installé depuis vingt ans au Japon.

Cela dit, les règlements, et en particulier les normes, ont servi et servent encore bien souvent à limiter l'entrée des produits étrangers, sinon à dissuader les importateurs. Le problème est particulièrement aigu en matière pharmaceutique. Le Japon constitue le deuxième marché du monde pour les médicaments ; mais il a longtemps refusé de reconnaître les méthodologies d'expérimentation pratiquées à l'étranger, arguant des particularités morphologiques des Japonais.

(Lire la suite page 40.)

PHILIPPE PONS.

Les blondes et eux

Un domaine protégé sous la pression du *lobby* libéral démocrate est celui des tabacs : un marché de 3 000 milliards de yens (120 milliards de francs) dont les étrangers n'ont que 3 %. Depuis le 1er avril 1985, ce marché est théoriquement ouvert, et, depuis des mois, l'acteur américain James *Coburn,* en *smoking* blanc, une pulpeuse blonde à ses côtés, s'évertue à la télévision de convaincre les Japonais : *« Speak Lark »* (une cigarette Philip Morris). Les grands fabricants américains font un énorme effort de publicité (200 millions de dollars), mettant sur le marché des qualités de cigarettes répondant au goût japonais et s'attaquant à la province, en développant des réseaux de distribution.

« Nous restons cependant hors du marché en raison des prix que nous devons pratiquer », explique-t-on chez Philip Morris. La plupart des paquets de cigarettes étrangères valent 280 yens, soit 80 yens de plus que les cigarettes nippones les plus populaires et 60 yens de plus que celles de meilleure qualité. Les fabricants étrangers se voient, en effet, appliquer une taxe *ad valorem* calculée sur le prix incluant déjà les droits de douanes : de 18,8 %, la taxe s'élève ainsi, en réalité, à 41,2 %.

De plus, l'interdiction de produire localement place les fabriquants dans l'impossibilité de tourner ces dispositions très évidemment destinées à protéger les quatre-vingt-douze mille producteurs japonais auxquels le monopole des tabacs achète les feuilles à des prix allant jusqu'à dix fois celui des cours mondiaux.

« Si le marché était vraiment ouvert, nous prendrions immédiatement 20 % de celui-ci », nous dit le représentant à Tokyo d'une grande marque américaine. La question des tabacs est devenue une question politique entre Tokyo et Washington.

Ph. P.

Le Japon et les autres

A Montluçon, l'entreprise d'abord...

Sumitomo, qui a repris Dunlop, peut réussir sa greffe.

UN consensus à la japonaise est-il en voie de réalisation chez Dunlop ? Bien des choses ont changé dans l'usine de Montluçon, depuis que le groupe Sumitomo en a pris le contrôle le 1er juillet 1984 – en même temps que des autres unités de Dunlop France, – après huit mois de négociations agitées qui avaient suivi le dépôt de bilan de la firme anglaise.

Au pied des cheminées, des pelouses ont remplacé les espaces en friche. Du macadam s'étale là où le personnel marchait à travers les flaques, les jours de pluie. Les parkings témoignent du nouvel ordre : les voitures arrêtées autrefois à la « va-comme-je-te-gare » sont aujourd'hui sagement rangées dans leur case. Voilà pour les apparences, qui doivent certainement influer sur l'opinion générale de la ville, où tout serait oublié de la crise si neuf cents salariés n'étaient restés sur le carreau et si les sous-traitants n'avaient beaucoup souffert.

Deux cents des « laissés-pour-compte » ont retrouvé un emploi stable. La plupart des autres vivotent ; mais on cite des cas dramatiques. Le commerce a repris du poil de la bête après une période de lourde inquiétude. A la chambre de commerce, la secrétaire générale, Mme Conception Barna, relève *« une légère tendance au redémarrage de l'industrie »*. Elle l'attribue en partie au classement du bassin d'emploi montluçonnais en pôle de conversion qui a drainé sur place 80 millions de francs en aides publiques : *« Cette injection ne se serait jamais produite sans le drame Dunlop. C'est une manière optimiste de juger ce qui s'est produit. »*

Le maire communiste, M. Pierre Goldberg, livre ainsi sa première impression : *« Lorsque j'entends sonner la sirène de l'usine chaque matin, ça fait du bien. »* Les finances de la ville ont pourtant souffert : la perte de ressources de taxes professionnelles est évaluée entre 5 et 6 millions de francs, ce qui a valu une augmentation de 20 % des impôts locaux l'année dernière. Elle sera de 3,9 % en 1986.

M. Goldberg, très engagé au cours de la crise, dit : *« Nous avons mené le bon combat. L'usine tourne. Des emplois nouveaux sont nécessaires et semblent de plus en plus possibles, si je me fie à des échos faisant état du rapatriement probable de certaines productions à Montluçon. »*

Il a visité les usines ultra-modernes de Sumitomo au Japon l'année dernière. A ses côtés, en dépit de relations difficiles, se trouvait le député socialiste, M. Albert Chaubard. Ce dernier estime que *« le cocktail est en train de réussir »* et que l'évolution entreprise *« démontre qu'on peut trouver un compromis entre les méthodes japonaises et nos habitudes »*.

Déclic

Ce climat d'espoir est entretenu par les déclarations que consentent à accorder à l'édition locale du quotidien *la Montagne* les dirigeants de l'usine restés français ou bien le responsable de la dizaine de conseillers japonais venus sur place. Ce dernier a pu ainsi faire savoir que *« Sumitomo ne regrette pas la reprise. Le seuil de rentabilité est envisagé à échéance de deux ans environ. Mais si la greffe psychologique est en train de prendre, c'est surtout parce que le niveau d'investissements a été porté l'année dernière à 100 millions de francs, alors que 85 millions étaient initialement prévus »*.

« Ça a marqué un déclic et ouvert un vrai climat de confiance, fait remarquer M. Achille Pagès, contremaître au magasin général. *Nous n'étions pas habitués à ce que des dirigeants tiennent leurs promesses et encore moins à ce qu'ils les dépassent. »*

L'usine montluçonnaise ne baigne pas pour autant dans un océan de sérénité. L'application d'un nouvel accord d'entreprise signé l'été dernier a effacé un certain nombre d'acquis. *« Par ailleurs,* souligne M. Pagès, *des préoccupations se font jour par rapport aux salaires, car il ne faudrait pas oublier de récompenser les efforts qui sont demandés. Or, dans ce domaine, on a pris du retard. »*

En revanche, l'unanimité se fait pour estimer que la méthode et l'esprit japonais, introduits à travers un vaste programme de formation du personnel, sont en avance par rapport à la situation qui prévalait dans le domaine de la communication. Soixante « missionnaires » (des ouvriers montluçonnais) ont séjourné et travaillé au Japon. Ils se sont imprégnés d'une nouvelle façon de « vivre l'entreprise ».

Des stages ont été suivis à Montluçon par l'ensemble du personnel. On y apprend ce qu'est l'entreprise, ses objectifs, et plus concrètement comment se conçoit le produit, comment il se vend (chacun a passé au moins huit jours dans une succursale). On se familiarise avec la maintenance, de sorte que les machines puissent être dépannées rapidement.

Dessinateur au bureau d'études, M. André Depeige traduit ce qui a changé pour lui : *« On nous demande de travailler plus vite, de réagir rapidement à la demande du client. On nous veut davantage responsables à tous les échelons de l'usine. Le système fait qu'on ne peut plus fuir les questions qui se posent sans cesse à nous. »*

La formation, entièrement assurée à partir de fonds publics, est allée dans le même sens. Avec l'amélioration de l'environnement des ateliers et des bureaux – autrefois vétustes, aujourd'hui repeints à neuf – et la modernisation des équipements de production, ce volet a été un point fort de la politique des nouveaux dirigeants.

Responsabilité

M. Norbert Palisson, secrétaire du comité central d'entreprise contrôlé par la CGT, qui a consolidé sa position, tous collèges confondus, aux élections des délégués du personnel en novembre (77,02 % contre 76 % en 1984), commente : *« On a travaillé des décennies sous le règne du taylorisme. On n'installe pas comme ça les notions de responsabilité individuelle dans le groupe et de travail dans la polyvalence. »* C'est un élément de surprise, mais la CGT joue le jeu sans abandonner le domaine des revendications : *« Nous jouons la carte de la responsabilité »*, souligne M. Palisson (1).

Pour sa part, M. Michel Faye, secrétaire général du syndicat, est engagé dans un *« cercle de qualité »* qui concerne pour l'instant le principal atelier, abritant 576 des 1 329 salariés. Des réunions d'analyse se déroulent chaque mois. Le système d'information mis en place permet, grâce à des tableaux visibles par tous, de suivre quotidiennement les résultats obtenus. Les suggestions individuelles sont encouragées.

« Les ouvriers vivent assez bien la chose, ajoute M. Palisson, *car ils peuvent s'évader de la répétition unique du même geste, ce que nous souhaitions depuis toujours. L'aspect négatif du système est qu'il va dans le sens d'une utilisation à 100 % de l'individu. »*

Les difficultés d'adaptation sont davantage apparues chez les cadres, troublés par la modification des rapports de hiérarchie – *« la notion de chef a changé »*, remarque M. Depeige – et par la nouvelle attitude qui leur a été demandée à travers le propos d'un responsable japonais : *« Je ne veux pas voir un cadre se contenter de rester dans son bureau jusqu'à 5 heures. »*

« L'entreprise d'abord, la famille ensuite... » Ce message typiquement japonais est patiemment distillé. Il n'a pas encore passé la rampe. Le temps et les résultats ne travaillent-ils pas en faveur du repreneur de Dunlop ? La productivité a augmenté de 16,5 % en 1985. *« Du temps des Anglais »*, 2 700 douzaines de balles de tennis quittaient quotidiennement l'atelier spécialisé. Le rythme est passé à 4 150 douzaines. Tout un symbole d'une nouvelle efficacité.

LLIBERT TARRAGO.

(1) Selon *l'Humanité* du 18 janvier, qui publie un dossier sur la situation sociale à l'usine, la direction a décidé de mettre à pied un ouvrier qui avait répondu aux questions d'un journaliste du quotidien communiste.

Le marché nippon est-il ouvert ou fermé ?

(Suite de la page 39.)

Toutefois, dans des secteurs moins sensibles que celui des règlements sanitaires, on peut aussi trouver des accommodements, même en ce qui concerne les normes. Ainsi dans le secteur automobile, exemple limite du marché qui n'a été ouvert qu'au moment où les constructeurs locaux étaient assez forts et qui n'en est pas moins protégé notamment par le système des normes, on peut aussi tourner certaines dispositions.

Pour l'importation de petits lots de dix voitures, les procédures d'homologation sont beaucoup plus souples et peuvent être accomplies par un garage en cheville avec les Mines. Ce système d'importation parallèle est d'ailleurs pratiqué par certaines marques étrangères implantées au Japon.

Une fois franchies les diverses chicanes, reste une dernière difficulté, et non la moindre : le marché lui-même. Les étrangers comme les Japonais s'entendent pour reconnaître que le marché nippon est particulièrement sophistiqué. En ce qui concerne les produits de consommation, c'est un marché très sensible aux modes, à l'image, et caractérisé par une rotation très rapide des produits : *shinhatsubai* – la nouveauté à acheter – est un leitmotiv de la publicité.

Saturé par les médias, le consommateur est sans doute l'un des mieux informés du monde en termes de qualité et de prix. Les réseaux de vente et les clientèles sont fortement segmentés : le fabricant de prêt-à-porter World n'a pas moins de huit gammes de produits destinés à des couches spécifiques du marché.

Le produit étranger, quant à lui, a une connotation particulière : il est considéré *a priori* comme étant de « haut de gamme ». Payer un coffret de trois savonnettes 4 000 yens (soit 160 francs), c'est *« acheter un mode de vie »*, dit une cliente dans un grand magasin, en réponse à notre étonnement.

De manière symptomatique, le produit étranger doit garder sa touche étrangère : ainsi un vêtement importé se reconnaîtra à ses manches trop longues pour la morphologie japonaise. Une voiture étrangère doit conserver la conduite à gauche, alors qu'on circule à gauche au Japon : même les marques anglaises fournissent le marché japonais en voitures à conduite à gauche !

Cher cadeau

Etant destiné spécifiquement à être offert, le produit étranger doit être cher. La pratique du cadeau s'inscrit en effet dans un rituel d'échange minutieusement codifié : une marque étrangère est associée à une valeur monétaire. C'est moins le produit en soi, ses qualités intrinsèques (un parfum que les Japonaises utilisent peu ou une bouteille de cognac qui ne répond qu'au goût d'une petite élite), que la garantie qu'une certaine somme a été déboursée qui compte.

Le marché japonais présente deux autres caractéristiques : le service qui doit accompagner la vente et le réseau particulièrement complexe de la distribution. Le consommateur japonais est habitué à un service. Il n'aime pas attendre : il y a deux fois plus de vendeuses au mètre carré dans un grand magasin nippon qu'en Europe ou aux Etats-Unis. Les magasins livrent en outre à domicile le moindre produit sans demander de rémunération.

Compte ensuite l'emballage – l'art du paquet a une longue histoire. Il est en effet une garantie de qualité. Souvent les fabricants étrangers doivent faire confectionner des emballages spéciaux pour le marché nippon : par exemple, un écrin pour deux petites cuillères à café, ce qui alourdit le prix de revient.

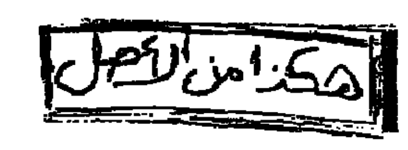
Le système de distribution est, lui aussi, un facteur d'augmentation des coûts. Le produit est en effet destiné à passer par une cascade de grossistes, de stockistes, de distributeurs avant d'arriver jusqu'au détaillant : en moyenne, six ou sept intermédiaires qui prélèvent chacun leur dîme.

Les Japonais font valoir que le manque de place, notamment de lieux de stockage (dans les magasins, les grandes surfaces et les restaurants), explique ce système. Les grands magasins ne disposent de stocks que pour une courte période : ils doivent pouvoir être approvisionnés dans les heures qui suivent un appel téléphonique.

Le système a pris le caractère d'un mal endémique : le nombre des grossistes a augmenté plus vite en dix ans que celui des détaillants. Le coût de la mise sur le marché du produit – auquel s'ajoutent les frais de transport et de douane – justifie, disent les importateurs, les marges importantes qui sont prises afin d'amortir les investissements, en particulier en personnel.

Un marché si particulier suppose de la part des fabricants étrangers des stratégies adaptées.

PHILIPPE PONS.



Le Japon et les autres

L'alliance américaine de Dentsu

La puissante agence de publicité japonaise a l'éternité devant elle pour marier les civilisations.

DEPUIS *douze ans, la première agence mondiale de publicité, par le montant des budgets traités, n'est pas américaine, mais japonaise.* Dentsu avait, en 1973, ravi la suprématie mondiale au géant américain J. Walter Thompson (JWT). En termes de revenu brut (le pourcentage des budgets publicitaires qui sert à rémunérer le travail des agences), Dentsu a été « grillé » en 1984 par Young & Rubicam, qui avait supplanté en 1980 son concurrent JWT.

Les chiffres de 1985 ne sont pas encore complètement connus, mais on sait déjà que le dollar s'est déprécié d'environ 10 % au cours de l'année par rapport au yen, ce qui favorise Dentsu. Quel que soit le résultat de la course annuelle, il faut noter que les deux premières agences mondiales se sont « mariées », en 1981, en créant une filiale internationale commune.

Dentsu fait remonter son origine à juillet 1901, lorsque Hoshio Mitsunaga fonda Nihon Kokoku Ltd (agence de publicité) et Dempo-Tsushin Sha (compagnie de télégraphe), qui devaient un peu plus tard fusionner, donnant naissance à Nihon Dempo-Tsushin Sha, à la fois agence de presse et agence de publicité. En 1936, une clarification des rôles intervint, Domei News Agency récupérant toute l'activité d'agence de presse et rétrocédant à son partenaire son secteur publicité. Le nom de Dentsu, adopté en 1955, est une contraction de Dempo (qui signifie télégraphe) et de Tsushin (communication).

La communication, c'est le maître mot, dans l'énorme building moderne aux lignes nettes qui abrite l'empire Dentsu à Tokyo. Chacun y vit encore selon les règles *« spartiates »* – l'adjectif est de Dentsu – édictées par son quatrième président, Hideo Yoshida : initiative, responsabilité, obstination, ténacité, rendement optimal, acceptation des tensions comme moteur du progrès et de l'agressivité. Un programme intégral pour un *« corps d'élite de travailleurs »* menés par un bourreau de travail.

L'état d'esprit, chez Dentsu, est composé à la fois d'un orgueil incontestable et d'une humilité hautement affirmée : *« Notre rôle est de coller les enveloppes. Les gens qui font de la communication doivent avoir de l'humilité. S'il n'y a pas de médias, Dentsu n'est rien : quant à nos clients, ils sont notre sang »*, nous a dit un responsable à Tokyo.

L'activité de Dentsu, aussi bien, n'est pas seulement celle d'une agence de publicité classique. A côté de la définition de stratégies, de la préparation de campagnes et de leur exécution, Dentsu a développé, dès le tout début des années 50, une capacité d'accompagnement et d'organisation tous azimuts. La firme a ainsi aidé au démarrage des radios privées en 1951, des télévisions privées en 1953, allant jusqu'à leur fournir des cadres entraînés.

Au premier...

Le chiffre d'affaires de Dentsu en 1984 a été de près de 3,3 milliards de dollars, avec un revenu brut de 471,8 millions. En 1985, le chiffre d'affaires estimé par la firme japonaise devrait atteindre environ 3,9 milliards de dollars (803 milliards de yens), avec un revenu brut d'environ 521 millions de dollars (105,5 milliards de yens). Dentsu emploie 5 600 personnes.

Le pape et « Shogun »

Depuis vingt ans environ, il est pratiquement impossible, ou tout au moins peu efficace, d'organiser une manifestation d'envergure au Japon sans l'aide de Dentsu : une tournée d'équipes de basket-ball, la diffusion au Japon des tournois de Wimbledon ou des matchs de baseball américains, l'exposition internationale d'Osaka en 1970, les trésors de l'art national polonais, les droits pour le Japon des Jeux olympiques de Los Angeles (et on prépare ceux de Séoul), les déplacements et les messes du pape au Japon en 1981, les tournées de conférences de Milton Friedman et de J.-K. Galbraith, mais aussi, avec un rôle de conseil, des films comme Marco Polo ou des séries télévisées comme « Shogun »...

Tout cela avec la conviction profonde, dès longtemps ancrée, que le centre de gravité international va, doit, basculer de l'économie vers la culture et que Dentsu est là pour y aider. *« Jusqu'à aujourd'hui, le Japon a apporté une contribution importante au développement du monde du point de vue économique. Mais on espère qu'il jouera un rôle prépondérant dans le domaine culturel »*, disait dans ses vœux pour le quatre-vingtième anniversaire de Dentsu, M. Hideharu Tamaru, qui a laissé en 1985 la présidence à M. Gohei Kogure.

Simultanément, pour aller vers cette culture unifiée du vingt et unième siècle, où le Japon jouera son rôle, Dentsu reste à l'écoute du reste du monde. La firme entretient à l'étranger sept bureaux, sans vocation de devenir des agences de publicité, mais simplement destinés à informer la maison mère sur les mentalités, les modes de vie, le comportement, les acquis culturels des pays où ils sont installés.

Le bureau d'observation de Paris couvre ainsi l'ensemble du monde méditerranéen, nourrissant la ruche mère de ce qui a été butiné dans cet univers où chaque individu vit centré sur lui-même, sur un « je » envahissant et cultivé à plaisir, monde surprenant pour un Japonais qui pense toujours « nous ». Culture individualiste exacerbée passée au crible d'une civilisation du groupe.

Tentaculaire au Japon, avec 35 % de la publicité télévisée et presque le quart de l'ensemble de la publicité japonaise, Dentsu – que les journalistes nippons appellent sans affection aucune la « grande amibe » – est pratiquement inconnu dans le reste du monde. Et c'est aussi un défi pour les années qui viennent.

« Faire comprendre aux hommes d'affaires européens et américains que les Japonais ne sont pas dangereux, mais des partenaires normaux (...). C'est la même démarche qu'il y a cent ans, lorsqu'on envoyait de jeunes Japonais copier l'avance technologique des autres pays. Maintenant il faut expliquer le Japon. C'est un projet du gouvernement, des compagnies et de Dentsu, qui apporte sa technologie », dit un responsable de la firme.

... et au deuxième rang mondial

Le chiffre d'affaires mondial de Young & Rubicam, en 1984, a été de 3,2 milliards de dollars, avec un revenu brut de 480,1 millions de dollars, dont plus des deux tiers réalisés aux Etats-Unis, selon les chiffres publiés par la revue américaine *Advertising Age*. En 1985, le chiffre d'affaires devrait être d'environ 3,5 milliards de dollars, avec un revenu brut de 440 millions. Young & Rubicam emploie huit mille personnes dans le monde entier.

La firme américaine est associée à Eurocom, filiale spécialisée de l'agence Havas en France, par sa filiale Marsteller (dont Young & Rubicam a conservé 49 % du capital). Havas-Conseil-Marsteller (HCM) s'est située au vingt-sixième rang des agences mondiales, avec un revenu brut de 75,3 millions de dollars, Eurocom se situant au vingt et unième rang mondial.

Vingt-deux ans

Un tel désir d'internationalisation a rencontré chez Young & Rubicam la conscience d'un retard considérable à combler au plan international : Y & R, premier aux Etats-Unis, premier mondial avant ou après Dentsu, n'arrive qu'au sixième rang pour le chiffre d'affaires – hors Etats-Unis – des agences américaines. De plus, la nécessité de comprendre, de pénétrer l'Asie a paru évidente aux responsables de Y & R, dès la fin des années 50. Ils ont alors approché Dentsu.

Il a fallu vingt-deux ans de sporadiques mais patientes négociations pour que les deux géants forment en novembre 1981 à Tokyo, une joint venture. Il s'agissait d'une minuscule société commune à 50/50, par le mariage de deux filiales, Jima-Dentsu et Young & Rubicam K.K. Ce qui allait devenir Dentsu-Young & Rubicam Worldwide (DYR), basé à Genève, était né.

Qu'on ne s'y trompe pas. C'est un vrai mariage entre les deux grands de la publicité mondiale. Le revenu brut de DYR, de 29,4 millions de dollars en 1983, est passé à 36,9 millions en 1984 et sans doute environ 42 millions en 1985. C'est encore un tout petit réseau, mais qui croît, semble-t-il, à volonté : les moyens mis en œuvre sont à la mesure des besoins au fur et à mesure qu'ils se manifestent, sans que pourtant chacune de ces nouvelles agences soit remarquable par sa créativité ou ses performances.

Marier profondément deux tempéraments aussi différents, des modes de pensée aussi éloignés, relève de la gageure et du pari sur l'avenir. Mais Dentsu a le temps. Pour l'instant, des annonceurs américains qui veulent tenter l'aventure asiatique peuvent être séduits par DYR, et les producteurs japonais, déjà clients de Dentsu, ne peuvent qu'être rassurés de le trouver ailleurs.

JOSÉE DOYÈRE.

La chronique de Paul Fabra

La malédiction des préjugés

EN l'espace de dix ans, l'Inde a augmenté sa production de céréales d'environ 40 %. Si l'on en croit les statistiques, les récoltes sont désormais suffisamment abondantes pour pourvoir, et au-delà, à l'alimentation du pays. Les chiffres ne mentent pas, tout au moins si l'on se contente de mettre en regard d'un côté les quantités produites, et de l'autre les besoins de la consommation. A telle enseigne que New-Delhi cherche des marchés extérieurs. Elle a récemment vendu du blé à l'URSS, elle en a offert au Vietnam. Les responsables indiens se plaignent de la concurrence étrangère subventionnée (notamment européenne).

Le Trésor public n'a pas beaucoup d'argent. Il répugne à emboîter le pas, ce qui rend difficile l'obtention des contrats. Parfois, la politique s'en mêle, et la plus déplorable. Des négociations commerciales s'étaient engagées avec le Pakistan voisin, qui n'est séparé de l'Inde que depuis 1947. Elles ont échoué, dit-on, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les intérêts économiques des deux nations rivales.

Cependant, le scandale que les correspondants de la presse occidentale et d'autres observateurs étrangers ont encore récemment dénoncé est infiniment plus grave : c'est non seulement à l'extérieur mais aussi à l'intérieur que la production indienne a du mal à s'écouler.

Selon de nombreux témoignages concordants, les stocks s'accumulent dans les silos des fertiles régions du Nord-Ouest, rendues encore plus fertiles par la « révolution verte », tandis que les régions les plus pauvres de l'Est et du Centre connaissent de grosses difficultés d'approvisionnement. La principale cause du déséquilibre serait l'insuffisance et l'inadéquation du système de transport, notamment le manque de gros camions qui oblige les distributeurs à s'en remettre à un réseau ferroviaire essoufflé.

J'ai à dessein employé le mot de scandale, car de tels déséquilibres, où il y va des moyens d'existence de millions, parfois de dizaines de millions de gens, soulèvent légitimement l'indignation. La première réaction est qu'il conviendrait d'utiliser toutes les ressources dont on peut disposer pour y mettre un terme. Cependant, on ne se trouve pas là devant une de ces catastrophes soudaines qui viennent bouleverser les rouages de la vie sociale, et à laquelle on peut porter remède par une opération de secours de grande envergure. La situation dont il s'agit est toute différente.

Les manifestations du mal sont beaucoup plus diffuses et ne se prêtent pas à des interventions ponctuelles. Pour en venir à bout, il conviendrait d'abord d'en analyser soigneusement les causes. Il semble bien qu'aucune étude systématique n'ait été entreprise et qu'on ne dispose que d'un nombre très insuffisant d'éléments de jugement.

L'abondance de la dernière récolte aurait, par ses conséquences indirectes, contribué à aggraver les choses. Le prix offert par les minotiers privés, normalement plus élevé que le prix garanti par les organismes publics de stockage, est tombé au-dessous. Les paysans ont vendu massivement leurs récoltes aux agences locales de la Food Corp. of India, qui fait fonction d'office des céréales. D'où engorgement des silos. Les stocks accumulés dépasseraient le tiers de leur capacité. Une précieuse nourriture pourrit sur place alors qu'à quelques centaines de kilomètres la disette menace.

Qu'il s'agisse d'un scandale, c'est entendu, mais il ne faudrait pas en tirer la conclusion que la tâche la plus urgente est de désigner les coupables, comme s'il ne s'agissait que d'un problème politique classique ; que l'on châtie les fonctionnaires — ils existent — qui exigent le versement de bakchichs pour acheter la récolte des petits producteurs et ne se soucient guère de sa destination finale. S'il y a un problème politique, il résulte d'abord et avant tout de l'incapacité des gouvernants à concevoir une organisation agricole à la hauteur des problèmes posés.

L'INSUFFISANCE des moyens de transport et, de façon plus générale, de l'appareil de distribution n'est pas le fruit du hasard et de la seule pauvreté. C'est un fait que, dans tous les pays qui ont pratiqué systématiquement le dirigisme, ces domaines ont été longtemps sacrifiés. Augmenter la production était le seul mot d'ordre. Les activités économiques ne peuvent se déployer qu'à la condition que soit respectée la rationalité économique. S'y conformer n'est pas une condition suffisante pour assurer le progrès. Elle est certainement une condition nécessaire.

∴

Quelle est, après le Japon, le pays qui a enregistré, l'an dernier, l'excédent commercial le plus considérable ? Il s'agit du Brésil, un pays qui connaît un taux d'inflation supérieur à 250 % et qui, malgré l'essor remarquable de plusieurs de ses industries (il vend à l'extérieur des avions, des machines, et il est devenu un grand spécialiste de l'ingénierie industrielle), n'est certainement pas encore à la pointe de la technologie et de la compétitivité. Le surplus de sa balance commerciale est la conséquence directe de la nécessité dans laquelle il se trouve de verser, bon an, mal an, 11 à 12 milliards de dollars d'intérêts à ses créanciers étrangers.

A partir du moment où ces derniers refusent, ce qu'ils font désormais, d'octroyer de nouveaux crédits pour assurer le service de la dette antérieurement contractée, et où, de leur côté, les Brésiliens ont décidé d'honorer leurs engagements (pour le paiement des intérêts sinon du principal), le problème à résoudre est un problème d'ajustement économique.

Les prix sur le marché intérieur montent à une vitesse presque vertigineuse, mais le cruzeiro se déprécie à une cadence encore plus rapide. Les marchandises « made in Brazil » sont, pour les étrangers, bon marché. Elles trouvent donc des acheteurs sur le marché international. Bien sûr, si, de surcroît, les marchandises en question sont de bonne qualité et comportent une importante valeur ajoutée, la quête des clients sera plus facile et, pour la collectivité nationale, plus rémunératrice.

CEPENDANT le fétichisme de la balance commerciale est tel qu'on oublie volontiers qu'un surplus est souvent, comme c'est le cas du Brésil, la conséquence d'une situation peu enviable, en l'occurrence l'existence d'une dette extérieure dont le service exige une compression des importations et des exportations très élevée.

Le même fétichisme conduit les Français aujourd'hui à considérer que le déficit de leur balance commerciale, qui a été en 1985 — comme en 1984 — de 24 milliards de francs, contre près du double en 1983, est encore trop important. Exemple typique de la mythologie des chiffres et de cette propension de l'esprit humain à prendre les concepts qu'il a forgés pour des réalités en soi.

La définition de la balance commerciale est conventionnelle. On n'y compte pas, par exemple, les recettes du tourisme, qui sont en tout point assimilables à de l'exportation. Or les recettes nettes du tourisme, c'est-à-dire soustraction faite des dépenses des voyageurs français à l'étranger (en tout point assimilables à de l'importation), ont été pour l'an dernier, de 31,5 milliards, chiffre supérieur au « déficit » commercial.

Si l'on ajoute à cela l'excédent d'autres transactions dites invisibles (assurances, services de tous ordres, etc.) parce que le service des douanes ne les appréhende pas, on aboutit à une balance des paiements courants excédentaire. Autrement dit, la France a pu financer la totalité de ses achats à l'étranger, visibles ou « invisibles », sans emprunt. C'est cela qui importe.

A travers les revues étrangères

Pourquoi l'investissement ?

La France, comme les Etats-Unis, cherche à stimuler l'investissement par la fiscalité.

par DANIEL VITRY (*)

RICHARD W. KOPCKE a publié une étude en deux parties sur les « Déterminants des dépenses d'investissement » (1) et sur « Les dépenses d'investissement et la fiscalité fédérale sur les profits » (2). L'auteur examine certaines explications traditionnelles de l'investissement :

• Dans le modèle néoclassique, on suppose que l'entreprise cherche à maximiser sa valeur boursière. Pour cela, elle choisira un plan d'investissement qui dépendra de ses prévisions de ventes, de ses conditions techniques de production et surtout des coûts des facteurs de production. Au prix de quelques simplifications, on peut montrer que le rapport optimal capital-produit est proportionnel au coût d'usage du capital ;

• Les modèles d'investissement font souvent comme si les entreprises trouvaient tous les moyens financiers qu'elles souhaitent rassembler, pourvu qu'elles en paient le prix, sans préférence pour un mode particulier de financement. Le modèle du cash-flow, au contraire, suppose que les entreprises préfèrent l'autofinancement à tous les autres moyens. Aux Etats-Unis, pendant les trente dernières années, l'autofinancement a représenté 133 % en moyenne de l'investissement en capital fixe.

Explicitement

Les tests économétriques faits sur la période 1956-1979 avec ces modèles donnent d'assez bons résultats. L'auteur les utilise alors pour faire des prévisions sur la période 1980-1984. Les deux modèles retenus présentent une particularité : l'investissement y varie explicitement en fonction du montant de l'imposition des résultats. Ils vont donc pouvoir être utilisés pour analyser les projets de réforme fiscale qui ont cours actuellement aux Etats-Unis.

Leur approche de la fiscalité est un peu différente, en ce sens que le modèle du cash-flow fait réagir l'investissement aux variations courantes de la charge fiscale, et non à ses variations futures, alors que le modèle néoclassique fait réagir l'investissement aux variations courantes et futures de la charge fiscale.

L'auteur s'intéresse, en effet, à l'efficacité de la stimulation de l'investissement par la fiscalité. La relance par l'investissement est souvent à l'ordre du jour aux Etats-Unis, comme en France ; elle a utilisé principalement trois moyens :

• Fiscalité. Il s'agit du maniement du taux d'imposition des profits des entreprises. La fiscalité fédérale prévoit six tranches de revenu, analogues à ce que nous connaissons en France pour le revenu des personnes physiques. Les taux actuels varient de 15 % pour les 25 000 premiers dollars à 46 % pour les profits supérieurs à 100 000 dollars.

Depuis 1954, les taux ont eu tendance à baisser, surtout dans les premières tranches, sauf de 1968 à 1970. Les dividendes sont traités sur le plan fiscal comme en France ; ils sont donc taxés deux fois. Toute baisse des taux d'imposition stimulera l'investissement en augmentant le rendement net de l'opération.

• Crédit d'impôt. Depuis 1962, les Etats-Unis ont mis au point un système de crédit d'impôt ; les entreprises peuvent déduire une partie de leurs dépenses d'investissement lors du calcul de l'impôt fédéral. Cependant, ces déductions ne sont pas autorisées pour n'importe quel type d'investissement et ne peuvent être faites qu'au tout début de l'investissement (non pas pendant toute sa durée).

En 1962, par exemple, l'administration Kennedy a accordé un crédit d'impôt de 7 %. Les investissements en équipements qui bénéficiaient de cette mesure ont alors augmenté de 8,7 % par an, en 1961-1962 et en 1963, alors que le produit national n'augmentait que de 4,9 % par an.

• Amortissement. Les entreprises américaines peuvent amortir leurs investissements sur des durées bien plus courtes que la durée de vie réelle de l'équipement. Un texte de 1981 prévoit par exemple que des bâtiments qui auraient dû être amortis sur plus de trente ans pourront l'être sur quinze ans seulement. De plus, dans certains cas, l'amortissement peut porter sur plus de 100 % de la valeur des équipements.

L'administration Reagan a beaucoup pratiqué ce système, au début du mandat, pour contrebalancer l'inflation. L'amortissement accéléré a pour effet d'augmenter la valeur actualisée nette d'impôt des projets d'investissement. Cette augmentation dépend de la durée de vie des équipements et du taux d'imposition.

Comme toutes les administrations, l'administration américaine a accumulé les textes législatifs rendant le système fiscal américain monstrueux et difficile à maîtriser. Richard Kopcke examine quatre des principaux projets concernant la fiscalité des bénéfices, en utilisant les deux modèles d'investissements sélectionnés.

Avec le modèle du cash-flow, seul le projet du Trésor américain, daté de mai 1985, stimule l'investissement au-delà de ce qu'on prévoirait à législation constante. Ce projet ramène le taux d'imposition de la tranche la plus élevée de 46 % actuellement à 33 %, en abaissant son seuil de 100 000 à 75 000 dollars. En outre, les entreprises pourraient déduire de leur revenu imposable 10 % des dividendes distribués. Enfin, une indexation des provisions pour amortissement est prévue en cas d'inflation. D'ici à l'an 2000, avec une hypothèse de 5 % pour l'inflation, l'investissement croîtrait au taux annuel moyen de 3,3 %, contre 3,1 % à législation constante.

Néoclassique

Avec le modèle néoclassique, c'est le projet dit « Fast Tax » qui stimule le plus l'investissement. Ce projet est caractérisé par un taux d'imposition croissant jusqu'à 35 % pour les profits supérieurs à 100 000 dollars, par la disparition des crédits d'impôt, et par un allongement de la durée de vie fiscale des équipements accompagnée de l'indexation complète des provisions pour amortissement. Avec le modèle néoclassique, le taux de croissance annuel de l'investissement passe de 2,8 % à législation constante à 3,1 % avec le projet Fast Tax ou 2,9 % avec le projet du Trésor.

L'analyse de la fiscalité directe des personnes physiques manquant, il ne peut s'agir que de premières appréciations sur les projets de réforme fiscale qui demanderont encore beaucoup de simulations.

(*) Professeur à l'université de Paris-II.

(1) Richard W. Kopcke : « The Determinants of Investment Spending ». *New England Economic Review*. Federal Reserve Bank of Boston. Août 1985.

(2) Même référence, octobre 1985.

Le centenaire de l'Association économique américaine

La très puissante American Economic Association (dix-huit mille cinq cents membres) vient de fêter son centenaire. C'est en 1885, en effet, qu'elle a été fondée, lors d'un congrès à Saratoga, dans l'Etat de New-York. L'*American Economic Review* (AER), qui en est le journal, n'est publiée que depuis 1911, et le *Journal of Economic Literature* n'accompagne l'AER que depuis 1969.

A l'époque, nombreux étaient les étudiants américains en sciences économiques qui terminaient leurs études dans une université allemande. Les créateurs de l'American Economic Association étaient souvent dans ce cas, comme Richard Ely ou John Bates Clark, par exemple, qui figurent parmi les pères fondateurs.

L'Association s'est fondée pour marquer une opposition à la domination de la pensée économique classique issue de Ricardo et de John Stuart Mill. Dans sa charte, elle affirmait des principes dont le premier était : *« Nous regardons l'Etat comme un agent dont l'assistance positive est l'une des conditions indispensables du progrès humain. »* Des grandes controverses de cette époque, opposant l'approche déductive anglaise à l'approche historique allemande, ou bien les partisans du « laisser-faire » à ceux de l'intervention de l'Etat, est née une troisième force, qui a finalement pris le dessus : l'école néo-classique.

A l'occasion du centenaire a été publiée une série d'articles consacrés à l'état de la science économique aux Etats-Unis à l'époque de la fondation. L'article de William J. Baumol porte sur « La méthode de l'analyse économique il y a un siècle » (1). L'auteur estime que les écrits de cette époque se caractérisent par leur absence de méthode systématique ; cela ne signifie pas que ces écrits n'ont pas la moindre valeur.

William Baumol s'applique au contraire à montrer qu'ils développent parfois des intuitions géniales. C'est ainsi que, dans le premier numéro de l'*American Economic Review*, Davenport a développé la notion de coût d'opportunité. Par absence de méthode systématique, Baumol veut dire que les auteurs se contentent souvent d'hypothèses ou de convictions, promues au rang de vérités scientifiques.

En outre, les matériaux statistiques faisaient terriblement défaut, au moins jusqu'après la première guerre mondiale. Il arrivait souvent que quelques données statistiques soient utilisées comme simples illustrations ; parfois même, les statistiques citées dans un article n'étaient pas du tout utilisées dans le corps de l'article.

De son côté, la formalisation mathématique ne fait pas encore partie du mode normal d'écriture, bien qu'un certain nombre d'ouvrages intégrant une formalisation soient publiés à partir de 1871 par Jevons, Walras ou Edgeworth. On trouve plutôt des illustrations arithmétiques, comme on en trouvait déjà chez Ricardo.

L'absence de recours systématique aux matériaux historiques est plus surprenante de la part d'économistes très souvent formés par l'école historique allemande et anciens élèves de Gustav Schmoller. L'histoire ne tient pas un plus grand rôle que les statistiques dans la pensée économique américaine de la fin du siècle dernier. A l'inverse, les économistes ont eu souvent recours à l'analyse psychologique, même si celle-ci peut nous apparaître aujourd'hui très élémentaire.

Deux grands fondateurs

Il ne faudrait pas croire que l'absence d'une méthode systématique largement répandue a interdit l'émergence de toute pensée de grande qualité. James Tobin, dans son article *« La théorie néoclassique en Amérique : J.-B. Clark et Fisher »*, rappelle l'importance de ces deux grands fondateurs de la pensée économique contemporaine et donne une vision beaucoup moins négative que celle de Baumol sur cette période (2).

L'évolution intellectuelle de ces deux auteurs fut très différente. En 1866, Clark publie sa *Philosophie de la richesse* ; il se situe alors dans la mouvance de la pensée allemande, critiquant l'idée de la théorie classique qui fait de l'intérêt personnel le déterminant essentiel des comportements individuels. Il estime que la société est un organisme, plutôt que la juxtaposition d'individus. Lorsqu'en 1899 il publie sa célèbre *Répartition de la richesse*, il s'est complètement converti au principe de la recherche de l'intérêt personnel. Entre-temps, il a été le troisième président de l'Association.

Le parcours d'Irving Fisher (1867-1947) fut très différent. Il n'avait pas le rayonnement personnel de Clark et n'a pas eu beaucoup de disciples. Il est sûrement plus admiré maintenant qu'il ne l'a jamais été de son vivant. Il n'a pas subi les influences allemandes de la fin du siècle. Dès le début de sa carrière, il a été un économiste mathématicien

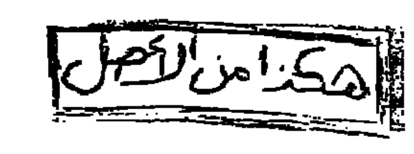
L'un des grands thèmes de discussion autour des années 1870 fut celui de la répartition du revenu et de la richesse, thème que Marx avait alimenté peu avant. Clark et Fisher ont beaucoup participé à la mise au point de la théorie néoclassique de la valeur pour répondre à la thèse marxiste.

Clark n'avait pas conscience de construire un modèle. Comme le pensaient très souvent les théoriciens de cette époque, il croyait découvrir des « lois naturelles » de l'économie, comme celle de la décroissance de la productivité marginale du capital. Fisher, de son côté, a d'abord présenté la théorie walrasienne de l'équilibre général, mais il l'a étendue aux choix intertemporels. Tobin estime que si Fisher avait réuni toutes ses analyses dans un ensemble cohérent, il aurait été le Keynes américain.

D. V.

(1) William J. Baumol : On Method in US Economics a century earlier ». *American Economic Review*. Déc. 1985.

(2) James Tobin : « Neoclassical theory in America : J. B. Clark and Fisher ». *American Economic Review*. Déc. 1985.



sports

RUGBY

TOURNOI DES CINQ NATIONS

La maigre victoire d'Hastings

Lors de la première journée du Tournoi des Cinq Nations, l'Ecosse a battu la France à Murrayfield par 18 à 17, tandis que l'Angleterre l'emportait à Twickenham devant le Pays de Galles par 21 à 18. Exempte de ce premier tour, l'Irlande, vainqueur l'an dernier, sera le prochain adversaire du quinze de France, le 1er février, au Parc des Princes.

De notre envoyé spécial

Edimbourg. – L'honneur – écossais – est donc sauf. Dramatiquement sauf. Que l'on comprenne bien : le drame ne tient pas au fait que le Murrayfield millésime 1986 n'ait pas vu l'équipe de France s'imposer. Il est des défaites sans *histoire, sans vraie signification.* Celle de samedi n'est pas de celles-là. En perdant, l'équipe de France – et à travers elle une certaine concep*tion du rugby – a bel et bien perdu* la face devant de jeunes comptables écossais.

Que la différence soit d'un point *et non de dix ne change rien à* l'affaire. Et sur ces terres brumeuses et avares on ne retiendra que le plaisir d'avoir engrangé une victoire : *« Si les Français ont perdu c'est qu'ils ont moins bien joué que nous. »* L'affirmation écossaise assénée dans les pubs d'Edimbourg a quelque chose d'infaillible. Sauf à imaginer des erreurs d'arbitrage – hypothèse que les Britanniques comme la bienséance vous interdisent de formuler.

Murrayfield, enceinte inviolée donc, comme c'est la règle pour les Français depuis 1978. C'est pour l'Ecosse l'occasion de chanter les louanges de sa Jeanne d'Arc d'arrière. Un saint joueur baptisé, il y a vingt-quatre ans, du nom d'Andrew Gavin Hastings. Un enfant d'Edimbourg, actuellement à l'université de Cambridge. Un vaurien, au fond, avec des coups de pied d'enfer et une maigre victoire sur la conscience. Et un nom *sans doute* prédestiné, capable de ressusciter ici des angoisses millénaires face aux envahisseurs du continent.

Un dixième de seconde

La partie avait pourtant plaisamment débuté. Sur l'engagement écossais, Hastings tape directement en touche. Erreur d'interprétation, bien surprenante, ou plus sûrement volonté de démarrer le match sur une solide mêlée fermée dont on disait depuis plusieurs jours qu'elle serait difficile à supporter pour la France ? Tout le monde sait en effet qu'une mêlée fermée au centre du terrain suit un engagement raté. Tout le monde sauf Pierre Berbizier *et Daniel Dubroca (tous deux* d'Agen) qui, brutalement, ne se souviennent plus que d'un paragraphe oublié du règlement permettant de substituer une touche à cette mêlée. En un regard tout est dit. Les joueurs des deux équipes gagnent le centre du terrain. Mais Dubroca, capitaine, n'a pas encore demandé officiellement une mêlée. Les deux voyous foncent côté ouvert. Personne ne les verra, pas même le réalisateur de la BBC. Le talonneur se déguise en trois-quarts, et Berbizier prend des allures de golfeur. Trente secondes de jeu et déjà un essai. *« Le coup du père François »*, expliquera plus tard dans la nuit le *demi* de mêlée français.

Un joli coup, assurément, mais qui a peut-être eu pour effet de chauffer les oreilles du censeur D.I.H. Burnett, Irlandais et arbitre de son état, quelque peu meurtri de voir des joueurs s'amuser ainsi avec les textes officiels. Car le règlement, M. Burnett le connaît lui aussi. Jusqu'au bout du sifflet. Et il connaît mieux encore la nouvelle version de ce même règlement qui codifie dans le plus infime détail le port et le lâcher de la balle au moment de la percussion d'un adversaire. Un dixième de seconde trop tôt, et vous perdez tout l'avantage de votre action. Un dixième trop tard, et M. Burnett siffle une pénalité contre vous. Dit comme ça, cela n'a l'air de rien. En pratique, sur le terrain, cela vous gâche le plaisir d'abord, vous fait perdre un match ensuite. Non que la partie se soit *résumée à ce seul aspect réglementaire.* Mais parce qu'il y a eu assez de choses pour persuader les Français que l'arbitrage étranger est tout-puissant et qu'ils ne jouaient pas, au fond, au même jeu que leurs amis écossais.

Ce fut une vraie perversité, une *maladie pernicieuse qui, si l'on n'y* porte pas rapidement remède, fera bientôt mourir le rugby-espéranto, le jeu ne pouvant que perdre toute signification à l'échelle internationale.

Connivence britannique

Reste, bien sûr, le match. Ce fut une trop rapide course poursuite au score qui, fait essentiel, ne vit jamais les Ecossais en mesure de marquer un essai, mais toujours capables de susciter la faute. Un récital de chandelles qui voyaient la balle monter dans l'air chargé de malt avant de redescendre, piégée, dans les 22 mètres français. Un match correct, au demeurant, simplement entaché de quelques frictions en mêlée et d'un méchant plaquage à retardement sur Blanco commis par M. Jeremy Campbell-Lamberton, militaire de carrière converti depuis peu à la banque. Mais, au total, un match triste, haché et frustrant, transformé, en dépit de deux essais, *en un concours de tirs au but, un* ball-trap « rugbystique » sous haute surveillance.

Au manque de discipline des Français (hors-jeu, mauvais renvois aux 22 mètres, etc.), il fallut ajouter, on l'a dit, l'arbitrage obsessionnel de M. Burnett. Ce fut suffisant pour que le clan tricolore fulmine une nouvelle fois contre l'injustice absolue de l'arbitrage britannique, des joueurs allant jusqu'à interpréter de curieux regards de connivence entre le *referee* et leurs adversaires. De fait, regards ou pas, il y a bien, aujourd'hui, une solide connivence britannique. C'est une certaine lecture rigide du règlement, une forme d'exégèse qu'on se refuse à pratiquer en France et qui, à terme, ne pourra qu'avoir des effets négatifs sur le *rugby tricolore. Car la tentation est* grande, côté français, de considérer la situation actuelle comme sans espoir.

Situation on ne peut plus dommageable, pourtant. L'erreur serait bien, aujourd'hui, de se draper dans les plis tricolores, de continuer à *penser que l'on dispose, quoi qu'il* advienne, de la meilleure équipe du tournoi et qu'on ne peut plus, les choses et l'International Board étant ce qu'ils sont, gagner que par raccroc. Le temps, il est vrai, ne se prête guère à ce rugby qu'on qualifie, faute de mieux, de champagne. L'heure est aux canonniers, qu'ils s'appellent Hastings en Ecosse ou Andrew en Angleterre (21 points à lui tout seul contre le Pays de Galles à Twickenham).

JEAN-YVES NAU.

TENNIS

LE TOURNOI DES MAITRES

L'Amérique veut Lendl

Pour la première fois depuis 1974, il n'y a pas eu d'Américain en demi-finale du Tournoi des maîtres. Pour la sixième fois depuis 1981, le Tchécoslovaque Ivan Lendl en a disputé la finale, qu'il a gagnée dimanche 19 janvier, pour la troisième fois, en battant l'Allemand de l'Ouest Boris Becker.

Au terme de trois sets très accrochés (6-2, 7-6, 6-3), ayant duré 2 h 22 mn, le jeune champion de Wimbledon a subi la quatrième défaite de rang, face à Lendl, qui s'est accommodé du jeu en puissance de l'Allemand.

Incontestable numéro un mondial, au terme d'une saison où le Tchécoslovaque a gagné les Internationaux des Etats-Unis, disputé la finale de Roland-Garros, les demi-finales des Internationaux d'Australie et les huitièmes de finale de Wimbledon, puis remporté neuf autres tournois de moindre importance, Lendl devait logiquement être désigné champion du monde par le jury de la Fédération internationale.

De notre envoyé spécial

New-York. – Dans le Madison Square Garden, dont le quart des sièges est resté inoccupé, les drapeaux de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne fédérale flottaient dimanche, au-dessus du court en matière synthétique bleue.

C'était la première fois depuis l'origine du Masters, en 1970, que les couleurs nationales des finalistes étaient ainsi exposées. Un détail anodin de mise en scène, mais qui a souligné encore plus l'absence des champions américains de la salle new-yorkaise. Jimmy Connors grippé et déjà à la préretraite, John McEnroe en congé prénatal, au moins jusqu'au printemps, aucun espoir *sérieux* pour prendre la relève : le nouveau capitaine de l'équipe de Coupe Davis des Etats-Unis, Tom Gorman, a quelque raison de redouter une prochaine rencontre avec l'Equateur, dont le leader, Andres Gomez, a fort bien résisté en demi-finale à Ivan Lendl.

En fait, Tom Gorman aurait bien besoin d'un joueur comme le Tchécoslovaque pour redorer le blason du tennis américain. Lendl est l'incontestable numéro un mondial actuel. Sa victoire, dimanche, contre Boris Becker n'a pas laissé l'ombre d'un doute à cet égard. Le poulain de Ion Tiriac est allé au bout de ses forces et *de son talent, puis a utilisé toutes les* ressources du règlement pour tenter de s'en sortir.

Mené 3-0 au début de la troisième *manche, il a basculé sur la balustrade* en cherchant à intercepter un impossible coup droit croisé. Légèrement éraflé au genou, il a appelé le soigneur pour se faire appliquer de la glace.

Après ce répit, il est reparti à cent à l'heure. Remportant son service blanc avec 2 aces, prenant l'engagement de Lendl avec un smash énorme, puis débordant complètement le Tchécoslovaque dans l'échange, il a réussi à égaliser 3-3.

L'esprit pionnier

Mais, avec la fermeté qui lui avait déjà permis *d'aligner 5 jeux dans la* première manche, puis de revenir de 2-5 à 6-6 dans la deuxième, en effaçant une balle de set par un ace, pour *s'adjuger le tie-break (7-1), Lendl a* repris le contrôle de la partie.

Comment ce Lendl, qui n'a pratiquement pas fait de fausses directes (21 contre 41 à Becker) et qui n'a pratiquement rien manqué à la volée (6 fautes sur 27, contre 16 sur 58 à Becker), n'intéresserait-il pas les *dirigeants du tennis américain ?*

Dans une très longue analyse publiée le 13 janvier par le *New York Times*, Peter Alfano a bien montré tous les liens qui unissent désormais le champion tchécoslovaque, aux Etats-Unis. Ce n'est pas seulement une affaire de domicile. Bien sûr, Lendl a une maison dans le Connecticut et une autre en Floride. Il a aussi une petite amie américaine. Mais une chose est de vivre dans le Nouveau-Monde, l'autre est d'avoir l'*esprit pionnier, qui caractérise ceux* qui y ont réussi.

Or, en dépit de la réputation de perdant qui lui a collé à la peau parce qu'il avait perdu six finales dans les tournois du Grand Chelem, la réussite de Lendl est indiscutable, avec notamment le record des gains en une saison – plus de 2 millions de dollars – et des matchs gagnés en une année (109 pour 3 défaites).

Il a maintenant à son palmarès le titre de Roland-Garros et celui de *Flushing-Meadow, tous les deux* acquis contre John McEnroe. Après avoir longtemps laissé indifférente l'Amérique, rebutée par sa réserve naturelle, Lendl intéresse maintenant les médias parce qu'il a surmonté tous les obstacles qui se dressaient devant lui, avec un bel esprit de compétition : *le garçon qui a franchi pour la première fois le rideau de fer à quinze ans a atteint, dix ans après, son but avec une obstination et une méthode exemplaires. Il est le meilleur.*

Becker, tout jeune colosse qu'il est, a pu s'en rendre compte. *« Ivan est complètement américanisé »*, a dit Gerry Solomon, qui s'occupe de ses intérêts. *« Ce serait bien si tu te joignais à nous »*, lui a glissé Arthur *Ashe avant de quitter l'équipe améri*caine. Pour l'instant, Lendl a une carte verte qui lui permet de résider et de travailler aux Etats-Unis. Fera-t-il un jour une demande de naturalisation ? Il est souvent critiqué en Tchécoslovaquie, où la presse a longtemps fait le silence sur ses résultats parce qu'il avait fait une exhibition en Afrique du Sud. Franchira-t-il le pas, comme naguère Martina Navratilova ? Bien qu'ayant adopté l'*american way of life*, il n'est pas pour autant encore totalement adopté par le public américain.

ALAIN GIRAUDO.

PARIS DAKAR

Le train des naufragés

Kiffa (Mauritanie). – La tempête de sable qui a soufflé, dimanche 19 janvier, sur le désert mauritanien a incité les organisateurs du huitième Rallye Paris-Alger-Dakar à arrêter l'étape du jour Kayes (Mali), Tidjikja (Mauritanie) à Kiffa. Hubert Rigal (Mitsubishi-Pajero) l'a emporté chez les autos, et l'Italien Franco Picco (Yamaha-660) chez les motos.

Lundi, les concurrents devaient rallier Saint-Louis (Sénégal) par une étape de liaison. Au classement général motos, Cyril Neveu (Honda-750) précède toujours son coéquipier Gilles Lalay de 14 mn 38 s. Chez les autos, René Metge (Porsche-959) devance son coéquipier Jacky Ickx de 1 h 49 mn 9 s. et Hubert Rigal de 5 h 36 mn 28 s.

C'est un gros village comme il en existe beaucoup en Afrique. La terre brûlée par le soleil part en nuages de poussière au moindre souffle d'air. Les petits artisans travaillent sur le pas de leur boutique, tandis que les gosses, si nombreux qu'on pourrait croire à un village d'enfants, jouent dans la rue, au milieu des poules et de quelques *brebis.*

Kayes, ce gros bourg à l'ouest du Mali a pourtant quelque chose de plus. L'eau n'y est pas aussi rare qu'ailleurs. Kayes a même ses lavandières, qui font sécher leur linge étalé sur l'herbe des îlots du fleuve Sénégal, en prenant garde aux derniers crocodiles qui rôdent en amont.

Et puis Kayes a sa gare. Une gare de Far-West américain où quelques dizaines de voyageurs attendent patiemment, parfois pendant des heures, « le » train Bamako-Dakar. Ici, pas d'horaires. Tout au long du trajet, le train s'arrête chaque fois qu'il le faut. Le temps qu'il faut. Le voyage peut durer de deux à quatre ou cinq jours pour les 1 200 kilomètres.

Samedi après-midi, Kayes était aussi un point de rencontre entre les soixante-quinze autos et les trente-deux motos encore en course et ceux qui ont abandonné entre Niamey et Bamako et coupent au plus court pour rallier Dakar par la route ou par le train. Sur les plates-formes de wagons rangés sur la voie de garage, allongés sous leur camion pour se protéger du soleil, quelques concurrents attendent eux-aussi d'être raccrochés au prochain convoi pour Dakar. Certains n'ont pas seulement perdu leurs illusions, mais encore leurs derniers bagages, subtilisés la nuit précédente par des passagers clandestins montés au hasard des arrêts dans les petites gares.

Ces naufragés du Dakar avaient pris le train jeudi matin à Bamako pour « économiser » leurs véhicules : 2 000 francs la place sur la plate-forme et d'interminables palabres avec le préposé à la fixation des voitures par de petits cables. De 2 000 francs supplémentaires réclamés au départ, l'accord sera conclu à 500 francs.

Le départ du train prévu pour 20 heures, a lieu à 2 h 15 du matin. *« La nuit, le feu partait de la locomotive, les wagons tanguaient entre les voies, on ne s'entendait plus,* racontent-ils. *Et puis c'était un va-et-vient incessant de passagers à chaque gare de campagne ».* Pour les 500 kilomètres, de Bamako à Kayes, le convoi a déjà mis plus de trente heures. A Kayes, les wagons ont été détachés de la locomotive qui devait retourner à Bamako. Depuis plus de douze heures, ces naufragés attendent au soleil le prochain train pour le Sénégal en espérant être rattachés au convoi.

Le temps pour eux de revivre leur aventure. Cette traversée de l'Algérie dans l'indifférence, avec ses étapes désertiques et ses bivouacs imposés à plusieurs kilomètres des agglomérations. L'impression que le Dakar n'est *« qu'une pompe à fric »* pour les Algériens qui ont recueilli près de 5 millions de francs en taxes diverses et devises imposées.

Misère à l'Africaine

Des images beaucoup plus fortes en Afrique noire avec la liesse des populations dans les villages et les villes traversées. Avec cette quête inlassable des « cadeaux », autocollants, stylos-tee-shirts. Avec l'arnaque organisée par tous les petits *corps de métier, chauffeurs de taxi,* garagistes, tenanciers de buvettes et de restaurants, dont les tarifs sont multipliés par dix ou par vingt pour le passage du rallye qui assure presque la recette de l'année.

Avec surtout ces images de la grande misère des pays traversés avec les enfants souvent tenus à l'écart des bivouacs par la police, matraque à la main. Ces enfants de Dirkou, au fin fond du Ténéré, implorant du regard un peu d'eau ou de nourriture. Avec la gêne de cer*tains concurrents de ne pouvoir que* partager leur ration et l'égoïsme des autres préférant se détourner pour ne pas avoir à soutenir ces regards.

Le temps aussi de réfléchir à l'évolution du rallye. De l'avis unanime, le Paris-Alger-Dakar était cette année beaucoup trop dur et trop long. Les étapes, très allongées pour retarder les camions d'assistance des professionnels et égaliser les chances, n'ont pas atteint leur but. Les amateurs ont souvent dû en enchaîner plusieurs sans pouvoir prendre le moindre temps de repos. *« Dans les premiers Dakar, on arrivait toujours en début d'après-midi,* se souvient Michel Harteel, l'un des naufragés belges qui courait son quatrième rallye. *On avait tout notre temps pour faire un bivouac et se rencontrer. Désormais, c'est la galère. Il faut rouler presque toutes les nuits. »*

Le temps enfin de s'interroger sur les chances de survie du Dakar. Les énormes intérêts économiques qu'il engendre et le succès populaire qu'il rencontre, plaident pour sa poursuite. *Mais l'épreuve s'était tellement identifiée à son créateur qu'il* sera difficile de trouver un successeur à ce dernier.

GÉRARD ALBOUY.

FOOTBALL

Bordeaux pulvérisé

Neuf à zéro : les Girondins de Bordeaux ont été humiliés à Monaco, samedi 18 janvier, comme jamais un champion de France en titre ne *le* fut. *L'ampleur du score* évoque davantage un France-Chypre ou un Lyon-Givors en Coupe de France qu'un match au sommet du championnat de France. A défaut d'être brillants cette saison, les Bordelais affichaient une solidité collective qui devait les mettre à l'abri de toute surprise.

En fait de surprise, ce fut une déroute. Devant huit mille spectateurs monégasques médusés et les caméras de Canal Plus, Genghini et ses troupes ont pulvérisé onze Girondins figés, perdus, fantomatiques. *« La démission collective »*, dont parlait Aimé Jacquet dans les *vestiaires du stade Louis-II*, n'est-elle qu'un accident de parcours ? Quasiment assurés d'une place européenne l'an prochain, les joueurs bordelais, dont beaucoup sont en fin de contrat et internationaux, ont-ils d'autres soucis en tête que les affrontements hexagonaux ?

« C'est dans la tête que ça se passe », confirmait l'entraîneur des Girondins, dont les qualités de psychologue sont *reconnues.* Absent des gradins monégasques, le président Claude Bez serait sans doute par nature plus partisan d'un *traitement à l'électro-choc.* Le champion de France 1985 est en observation.

● *Mort de l'ancien directeur du Tour de France.* – M. Jean Garnault, ancien directeur général du Tour de France, est décédé dans la nuit du 17 au 18 janvier, à Cosne-sur-Loire (Nièvre), à l'âge de soixante-dix-huit ans. Journaliste pendant la guerre au journal *l'Auto*, qui deviendra *l'Equipe*, il a contribué à remettre sur pied à la Libération le Tour de France et organisé des courses comme Paris-Roubaix et Bordeaux-Paris.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

L'Américain Bill Olson a battu la meilleure performance mondiale de saut à la perche en salle, samedi 18 janvier à Los Angeles, en franchissant 5 m 88, soit 1 centimètre de plus que le Soviétique Sergueï Bubka, à Osaka (Japon), deux jours plus tôt.

Automobilisme

A l'issue de la sixième et dernière étape spéciale disputée dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 janvier, le Finlandais Henri Toivonen (Lancia Delta S4) occupait la première place devant son compatriote et coéquipier Markku Alen, à 1 mn 5 s, et la troisième Lancia pilotée par l'Italien Massimo Biasion (à 1 mn 17 s). Les Peugeot 205 de Bruno Saby et Timo Salonen étaient quatrième et cinquième, et l'Audi Sport Quattro du favori, Walter Rohrl, sixième.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Vingt-septième journée)

*Paris-SG b. Nice 3-2
Marseille b. *Nantes 2-0
*Monaco b. Bordeaux 9-0
Lille b. *Lens 4-1
*Sochaux b. Auxerre 2-0
*Metz et Toulouse 1-1
*Toulon b. Laval 3-0
*Rennes b. Le Havre 2-1
*Nancy b. Brest 2-0
*Strasbourg b. Bastia 6-1

Classement. – 1. Paris-SG, 44 pts ; 2. Nantes, 36 ; 3. Bordeaux, 36 ; 4. Monaco, 30 ; 5. Lens, 30.

Deuxième division

(Vingt-quatrième journée)

GROUPE A

*Saint-Etienne b. Lyon 1-0
Alès b. *Montceau 1-0
*Istres b. Montpellier 2-0
*Sète b. Chaumont 2-0
*Nîmes b. Gueugnon 3-1
*Cannes - Le Puy 1-1
*Martigues b. Béziers 3-1
Tours b. *Thonon 1-0
*Red Star - Grenoble 0-0

Classement. – 1. Saint-Etienne, 34 pts ; 2. Alès, 32 ; 3. Sète, 30 ; 4. Nîmes, 28 ; 5. Montpellier, 28.

GROUPE B

*Reims b. RC-Paris 3-2
Guingamp b. *Limoges 2-1
*Dunkerque - Mulhouse 1-1
Caen b. *Quimper 1-0
*Niort b. Valenciennes 2-0
*Beauvais b. Abbeville 2-0
*Orléans b. Angers 2-0
*Besançon b. Lorient 3-0

Classement. – 1. RC-Paris, 40 pts ; 2. Guingamp, 38 ; 3. Mulhouse, 34 ; 4. Caen, 29 ; 5. Niort, 26.

Natation

Stéphane Caron a amélioré, dimanche 19 janvier, sa meilleure performance française du 100 mètres nage libre en réalisant 48 sec. 89/100 en finale de la réunion internationale de Cannes, en bassin de 25 mètres.

Ski alpin

Dimanche 19 janvier, dans le slalom de Kitzbühel (Autriche), c'est l'expérience des anciens qui a prévalu. Le Liechtensteinois Paul Frommelt, pour sa onzième saison en Coupe du monde, a devancé l'autre revenant, le Suédois Ingemar Stenmark, sur un parcours rendu difficile par les chutes de neige de la nuit. Les favoris yougoslaves Rok Petrovic et Bosan Krizas ont été éliminés dans la première manche. Samedi, l'Autrichien Peter Winsberger avait remporté la descente devant l'Autrichien Erwin Resch et l'Italien Michael Mair. De son côté, le Suisse Pirmin Zurbriggen, en remportant le combiné du Hahnenkamm, passait, au classement général, de la quatorzième à la quatrième place.

Chez les dames, dans le slalom d'Oberstaufen (RFA), la Suissesse Vreni Schneider l'a de nouveau emporté devant l'Allemande de l'Ouest Michaela Gerg et sa compatriote Michela Figini.

Tennis

TOURNOI DES MAITRES

Demi-finales : Lendl bat Gomez (Equateur), 6-4, 7-5 ; Becker (RFA) bat Jarryd 6-3, 6-4.

Finale : Lendl (Tch.) bat Becker (RFA) : 6-2, 7-6 (7-1), 6-3.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

NATIONALE 1 A

(Huitième tour retour)

*Monaco b. Limoges 99-81
*Villeurbanne b. Avignon 98-90
Orthez b. *Vichy 105-82
*Challans b. Caen 110-98
*Le Mans (7) b. Antibes (5) .. 90-83
Stade Français b. *RCF Paris 101-82

Classement. – 1. Villeurbanne, 35 pts ; 2. Monaco (+17), 32 ; 3. Orthez (–17), 32.

économie

REPÈRES

Dollar : soutenu à 7,58 F

Sur des marchés des changes très calmes, au lendemain d'une réunion des Cinq à Londres sans aucune décision sur les taux d'intérêt, le dollar s'est montré soutenu lundi 20 janvier, s'établissant de 2,4630 DM à 2,47 DM, et de 7,56 F à 7,58 F. Malgré la déception enregistrée après la réunion des Cinq et une légère hausse des taux d'intérêt sur l'eurodollar, le cours de l'once d'or a, finalement, peu fléchi, après ses bonds de la semaine dernière. Passé de 340 dollars au début de la semaine dernière à 363 dollars (et même 380 dollars à Zurich), puis à 352 dollars à la veille du week-end, le cours s'est un peu raffermi à 354 dollars environ.

Pétrole : nouvelle baisse de la production soviétique

Pour la seconde année consécutive, la production de pétrole de l'Union soviétique a baissé en 1985 de 2,6 %, n'atteignant que 597 millions de tonnes, contre 613 millions en 1984 et 628 millions prévus par le plan. Cette contre-performance, dont les chiffres officiels ont été publiés dans le quotidien *Industrie socialiste*, a été sévèrement critiquée dans la presse la semaine passée. La *Pravda* a ainsi dénoncé les *« bévues »* techniques des responsables du secteur, notamment dans la région de Tioumen, en Sibérie occidentale, principale zone de production pétrolière. Selon *Industrie socialiste*, trois mille puits dans cette région sont aujourd'hui hors d'état de fonctionner. La plupart des responsables du secteur pétrolier ont été relevés de leurs fonctions l'an dernier. En 1986, le secteur bénéficiera de crédits d'investissements supplémentaires de 31 % plus élevés que prévu à l'origine, mais les objectifs du plan ont néanmoins été révisés en baisse, à 617 millions de tonnes.

Energie : les investissements d'économie restent rentables

Les investissements d'économie d'énergie restent rentables, même si le prix du pétrole tombe à 20 dollars par baril (contre 26 actuellement), estime l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Une baisse des prix du brut n'aurait, en effet, qu'un impact limité sur les prix payés par le consommateur pour les carburants et le fuel domestique, le poids des taxes jouent un rôle d'amortisseur. Une diminution de 1 dollar par baril du brut n'entraîne qu'une baisse de 6 centimes au litre des carburants et du fuel domestique, toutes choses égales par ailleurs, a précisé l'AFME. En revanche, les tarifs du fuel lourd (destiné à l'industrie), moins taxés, réagissent plus fortement. Ainsi, selon l'Agence, une baisse du brut à 20 dollars ferait diminuer les prix de l'essence de 7 % à 8 %, ceux du fuel domestique de 11 % à 12 % et ceux du fuel lourd d'un quart environ (à moins de 1 000 F la tonne). Le temps de retour des investissements d'économie d'énergie dans l'industrie en serait affecté. Il est déjà passé de dix-huit mois en moyenne en mars 1985 à vingt-six mois actuellement, et s'allongerait dans cette hypothèse jusqu'à quarante et un mois.

Commerce extérieur : déficit record en Italie

Le commerce extérieur italien a enregistré un déficit record de 21 901 milliards de lires (98,5 milliards de francs) durant les onze premiers mois de 1985, contre 17 803 milliards un an auparavant. Durant le seul mois de novembre, le solde négatif s'est inscrit à 3 000 milliards (13,5 milliards de francs), l'un des plus lourds de l'année dernière. La poussée de 15,7 % en onze mois des importations reflète la faiblesse structurelle de l'Italie dans deux domaines, l'énergie et l'agro-alimentaire, a souligné le ministre du commerce extérieur, M. Nicola Capria.

TRANSPORTS

LA LIAISON FRANCE-ANGLETERRE

Les vertus des grands travaux

Voilà que les Français retrouvent les vertus des grands travaux ! Depuis que la majorité des liaisons autoroutières indispensables ont été réalisées, depuis que les villes nouvelles ont commencé à prendre corps, depuis que le littoral est équipé – trop équipé – en grands ports de commerce, les bâtisseurs, les ingénieurs, s'impatientaient l'arme au pied. Ce ne sont pas les déceptions, en effet, qui ont manqué ces derniers temps à la grande famille des travaux publics, aux champions de l'aménagement du territoire et aux visionnaires qui, l'œil fixé sur l'an 2000, songent aux évolutions géopolitiques de l'Europe de l'Ouest : renvoi aux calendes grecques de la liaison fluviale Rhin-Rhône, annulation de l'exposition universelle prévue à Paris en 1989. La crise, le souci de rigueur budgétaire, s'accommodaient mal du vocabulaire et des devis inhérents aux grands chantiers.

Mais depuis quelques mois, le vent tourne. La SNCF est autorisée à lancer le TGV Atlantique et à en étudier un autre entre Paris et le nord de l'Europe ; Eurodisneyland va élire domicile à Marne-la-Vallée ; et, surtout, le vieux rêve de Napoléon – que déjà avant lui Néron avait caressé – de franchir la Manche autrement qu'en bateau a toutes les chances de devenir avant dix ans autre chose qu'une incantation.

Les grands travaux, qu'accompagnent la création de dizaines de milliers d'emplois, des innovations technologiques, de fébriles manœuvres financières, de rendez-vous boursiers, semblent chaque jour conquérir plus sûrement leurs lettres de noblesse dans la galaxie de l'économie. Considérés par ceux qui véhiculent le slogan « *Moins de béton, plus de gestion* » comme des incitations au gaspillage des ressources publiques, les vastes opérations d'infrastructure relèvent directement ou indirectement du secteur du transport et des échanges, qu'ils concernent les marchandises, les services ou les personnes.

C'est le cas évidemment du TGV, du tunnel ferroviaire de Seikan au Japon, demain du pont sur le détroit de Messine, de la liaison fluviale Rhin-Main-Danube, après-demain peut-être d'un nouveau canal de Panama et aujourd'hui du lien fixe à travers la Manche. La rentabilité globale de ces opérations, à l'évidence, est difficile à établir en données strictement financières. Car tout dépend des « retombées » qu'y incluent les économistes, non seulement en termes de créations directes d'emplois, de recettes de péages, mais de flux commerciaux engendrés, de trafics captés ou détournés, d'installations d'usines, d'entrepôts, de centres de services. Le tunnel sous (ou le pont sur) la Manche va créer des emplois dans les travaux publics, la gestion, l'hôtellerie, les transports, mais en supprimer dans les ports et les compagnies de navigation...

Les grands travaux impliquent toujours une très large part de risques – techniques, géologiques et financiers, bien sûr, – mais aussi économiques. Dix ans après leur lancement, les immenses zones industrielles et portuaires de Fos, Dunkerque, Bordeaux, restent aux trois quarts vides et le terminal pétrolier d'Antifer, près du Havre – où les tankers géants devaient venir faire « éclater » leurs cargaisons vers toute l'Europe – ressemble le plus souvent à un désert. Mais qui est à l'abri des erreurs d'appréciation ? Comme dit le dicton « qui ne risque rien n'a rien »..



Dessin de CAGNAT.

Le lien fixe à travers la Manche constituera l'investissement de génie civil le plus « pharaonique » réalisé en Europe et dans le monde depuis les épopées de Suez ou de Panama. Il est bon que deux pays y coopèrent. Mais pourquoi deux seulement ? S'il s'agit d'abord d'une affaire politique franco-anglaise, n'eût-il pas été souhaitable, au moment où l'Europe de l'Ouest cherche à forger son unité, de saisir l'occasion et d'impliquer dans l'opération d'autres Etats du « club » des Douze ? Qui n'est frappé, depuis plusieurs mois, par le silence de l'Europe et de la Commission sur un dossier qui, lorsqu'il sera devenu réalité, va modifier profondément la géopolitique de la Communauté ?

Lorsqu'elle est née il y a trente ans, l'Europe de l'Ouest pivotait autour de l'axe lotharingien Rotterdam-Rhur-Marseille. L'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark, puis de la Grèce, a déplacé cet axe dans le sens de gravité à la fois vers le sud-nord-ouest, tandis que le cœur de la vieille Europe, ébranlé par les crises sidérurgiques et charbonnières, vacillait. L'arrivée de l'Espagne et du Portugal il y a quelques jours a éveillé dans les régions du Ponant des espoirs de rééquilibrage par rapport à la zone centrale (où le revenu par habitant est bien supérieur à la moyenne communautaire) et la naissance d'un front maritime Irlande-Liverpool-Southampton-Ouest français-Asturies-Galice-Portugal...

Le lien transmanche, aspirant les courants de trafic vers les pôles naturellement les plus propices aux échanges denses, rapides et massifs, risque de contrarier, si l'on n'y prend garde, les tentatives esquissées pour que l'« Europe périphérique » garde ses chances ou les retrouve. A cet égard, cet ouvrage lance un défi à ceux qui pensent que tout reste à faire pour donner corps à une vraie politique régionale européenne.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

ÉTRANGER

LA VINGTIÈME SESSION DE LA COMMISSION MIXTE FRANCO-SOVIÉTIQUE

L'heure de la diplomatie souriante

De notre envoyé spécial

Moscou. – S'il n'avait été question que des contrats en cours de discussion, la délégation française à la commission mixte franco-soviétique serait déjà rentrée satisfaite de Moscou. Habituée à interpréter les comportements de ses interlocuteurs, elle sait quand une porte est ouverte ou fermée, et quand elle reste entrouverte.

Au terme de la vingtième session de la grande commission qui s'est tenue à Moscou les 16 et 17 janvier, on se montrait très confiant, dans l'entourage de Mme Edith Cresson, sur la prochaine signature des contrats concernant une usine d'acide acétique, une usine de protéines de soja et la signalisation de la voie ferrée Moscou-Kalinine.

On prétendait même que les nombreux et importants contrats envisagés dans le douzième plan soviétique (et portant donc sur les cinq prochaines années) conservaient toutes leurs chances. Il y va de quelque 30 ou 40 milliards de francs (*le Monde* du 16 janvier).

Cependant, pour le ministre français du redéploiement industriel et du commerce extérieur, l'événement ne se situait pas à ce niveau, malgré l'importance que l'on peut attacher à la réalisation de ces contrats.

Mme Edith Cresson est rentrée de Moscou plus enchantée qu'elle n'avait pu l'être durant les trois ans où elle a présidé la délégation française aux rencontres franco-soviétiques. Trois ans pendant lesquels elle a dû subir les interminables discours stéréotypés et les cérémonies protocolaires les plus académiques, au point qu'il lui semblait sacrifier à un rite plus qu'à une nécessité. Son interlocuteur principal, le presque octogénaire M. Patolichev, ne lui laissait guère l'espoir d'entendre d'une année sur l'autre d'autres arguments que ceux qu'elle avait enregistrés dès leur première rencontre.

Un interlocuteur attentif

Les choses sont allées tout autrement cette fois-ci. Non seulement parce que le « jeune » M. Aristov (soixante ans) a pris la direction du commerce extérieur, mais parce que les autorités soviétiques ont voulu démontrer qu'elles entendaient donner suite aux propos tenus par M. Gorbatchev lors de sa visite en France en octobre dernier. Mme Cresson, qui à cette occasion avait pu s'entretenir avec le numéro un soviétique, a eu confirmation à Moscou de la volonté de changement manifestée par les autorités du moins au niveau du discours, ce qui est déjà beaucoup.

De la rencontre qu'elle a eue au Kremlin avec M. Nikolaï Ryjkov, elle a retenu que, si le protocole est resté toujours aussi rigide, la conversation, elle, s'est déroulée dans une atmosphère tout à fait nouvelle. Son interlocuteur, chef du gouvernement soviétique et, dit-on, personnage influent du régime, s'est montré, selon son expression, plein de charme, courtois, souriant et, surtout, attentif. Fini la langue de bois, place faite aux échanges, que l'on qualifie généralement de constructifs en langage diplomatique.

Ce que signifie cette attitude, l'avenir le dira, et le ministre français n'est pas naïf au point de s'imaginer que tous les obstacles sont levés sur le chemin de la coopération entre les deux pays. Sa satisfaction n'en était pas moins visible au terme de cet entretien qui a duré deux fois plus de temps que prévu. Mme Cresson se réjouissait, notamment, d'avoir pu expliquer clairement à M. Ryjkov quelles étaient les implications concrètes des directives du COCOM (1), dont les autorités soviétiques ont fait leur bête noire. Elles reprochent aux Français de respecter les règles de cet organisme, au risque de ne pouvoir honorer leurs contrats dans le domaine de la haute technologie.

Ce dégel des relations a semblé d'autant plus opportun que, pour la première fois, le ministre français s'était fait accompagner d'une importante délégation d'industriels, conformément au souhait exprimé par M. Gorbatchev. Ces quarante représentants de grandes mais aussi de petites et moyennes entreprises ont eu ainsi l'occasion d'accélérer le mouvement dans un pays où, comme nous le confiait M. Paul Rivier, PDG de Téfal, il faut souvent plusieurs années de patientes négociations avant d'entendre parler de possibilités de contrats. Les choses iront peut-être un peu plus vite désormais. C'est à ce signe que l'on verra si la bienveillance diplomatique s'étend au monde des affaires.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Organisme, dont fait partie la France, chargé de contrôler les exportations de haute technologie vers les pays de l'Est et vers la Chine.

RFA

LE GOUVERNEMENT VA « REFORMULER » SA RÉFORME DU DROIT DE GRÈVE

le gouvernement de Bonn envisage de faire marche arrière sur le projet de réforme du droit de grève déjà adopté en conseil des ministres. A l'hostilité ouverte des syndicats s'est ajoutée l'opposition de la commission pour les affaires sociales du Parti chrétien-démocrate du chancelier Helmut Kohl. La majorité des membres de cette commission a estimé qu'il aurait mieux valu ne pas toucher au paragraphe 116 de la législation régissant les modalités du droit de grève.

Le gouvernement s'est donc engagé le 19 janvier à « *mieux formuler* » son projet qui prévoyait de ne plus indemniser les salariés mis en chômage technique par un conflit lorsque leurs revendications étaient « *très proches* » de celles des grévistes (*le Monde* du 12 décembre 1985). Ce texte avait été mis au point après l'échec, le 10 décembre, des négociations entre les partenaires sociaux et répondait, en fait, aux souhaits du patronat de limiter la pratique syndicale consistant à déclencher une grève dans des secteurs sensibles afin de provoquer un mouvement de boule de neige, tout en n'ayant à rémunérer sur les caisses syndicales que les seuls grévistes.

Un tunnel ferroviaire de 50 kilomètres pour 53 milliards de francs

Le lien fixe trans-Manche devrait, selon des rumeurs concordantes en provenance de Londres, faire appel à la technique du tunnel ferroviaire. Semblent donc mis hors jeu le projet de pont-tunnel-pont du groupe Euroroute, le projet de pont-tube du consortium Europont et la combinaison de tunnels ferroviaires et routiers de Trans-Manche Express.

L'heureux élu serait donc le consortium France Manche-Channel Tunnel Group, qui propose la construction de deux tunnels de 7,3 mètres de diamètre dans lesquels circuleraient exclusivement des trains : soit des trains ordinaires ou des TGV, soit des navettes sur lesquelles prendraient place les véhicules. La longueur du tunnel sera d'environ 50 kilomètres. Il serait foré dans la craie sous-marine, à quarante mètres environ du fond de la mer. La durée de la traversée sera de trente minutes, les navettes circulant à 160 km/h. Le coût de l'ouvrage est estimé à 53 milliards de francs, frais financiers compris. La durée des travaux serait de sept ans. Trente huit mille emplois directs et indirects seraient créés en France et en Grande-Bretagne pendant la durée de la construction.

Le groupement prévoit un trafic de 29,7 millions de passagers et de 13,2 millions de tonnes de marchandises par an. Les promoteurs qui préconisent la solution du tunnel tout-ferroviaire sont, du côté britannique, National Westminster Bank, Midland Bank, Balfour Beatty, Costain UK, Tarmac Construction, Taylor Woodrow et Wimpey International, et, du côté français, la Banque Indosuez, la BNP, le Crédit lyonnais, Bouygues, Dumez, la Société auxiliaire d'entreprises, la Société générale d'entreprises, SPIE-Batignolles.

Selon toute vraisemblance, les gouvernements français et britannique demanderont aux groupes dont la solution aura été retenue de faire place dans leurs rangs à un certain nombre de leurs adversaires malheureux, banquiers ou industriels. L'importance de l'ouvrage devrait permettre une répartition équitable de cet énorme marché.

La solution du tunnel ferroviaire n'avait pas la faveur du premier ministre britannique qui se méfie des grèves des cheminots et qui a marqué sa préférence pour une option routière. Mme Thatcher a dû se rendre à un certain nombre d'arguments parmi lesquels celui du coût a été prépondérant.

Le tunnel ferroviaire appelle les commentaires suivants :

● *La solution classique.* – Il s'agit, en effet, de la solution technique qui a toujours eu la préférence des gouvernements. En 1975, c'est le percement d'un tunnel que le gouvernement Wilson décidait de geler. C'est encore un tunnel ferroviaire que M. Andrew G. Lyall, sous-secrétaire britannique au transport international, et M. Guy Braibant, chargé de mission auprès du ministre français des transports, préconisaient dans un rapport officiel, en 1982.

● *La solution française.* – Les négociateurs français se sont toujours accrochés à une solution ferroviaire, ce qui impliquait dans leur esprit la construction d'un tunnel. Mme Thatcher, empêtrée dans l'affaire Westland, n'a peut-être pas voulu ajouter un nouveau sujet de discorde avec le continent.

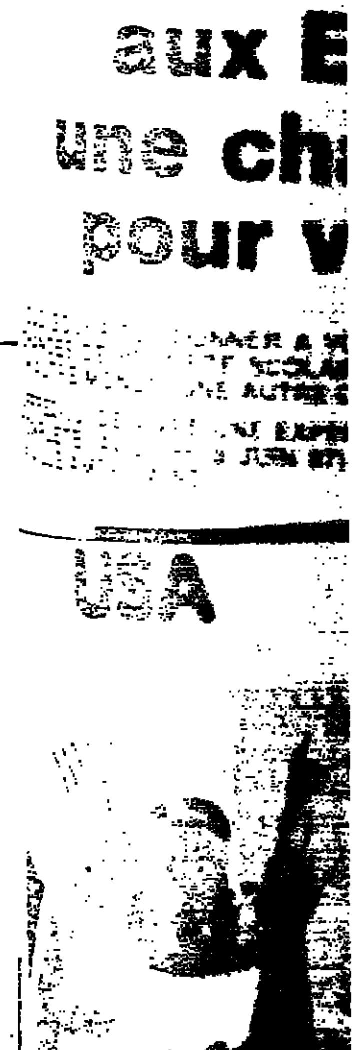
● *La solution économique.* – Le tunnel ferroviaire avec navette coûterait 53 milliards de francs tout compris : le pont d'Europont, plus de 60 milliards de francs ; les tunnels routiers et ferroviaires de Trans-Manche Express, 33 milliards de francs, auxquels il convient d'ajouter les frais financiers et les dépassements de devis, ce qui doublerait le coût final ; le pont-tunnel-pont d'Euroroute, plus de 100 milliards de francs.

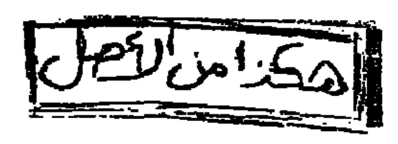
● *La solution la plus sûre.* – La « craie bleue » dans laquelle serait percé le tunnel est parfaitement connue des spécialistes. Le terrain a été sondé et analysé plusieurs fois. Pas de mauvaise surprise à attendre du côté de la technique du percement par tunnelier.

● *La solution la plus archaïque.* – Le chargement des automobiles et des camions sur les navettes ferroviaires apparaît comme « vieillotte » dans la mesure où ce système de rupture de charge rappelle, ni plus ni moins, le système actuellement en vigueur de chargement sur les car-ferries.

Le gouvernement français aurait promis à Mme Thatcher qu'une solution routière serait étudiée et réalisée, quelques années après la mise en service du tunnel, lorsque la rentabilité de l'ouvrage commencerait à être assurée.

ALAIN FAUJAS.





AFFAIRES

A Mulhouse

Pas de solution bulgare pour Matra-Manurhin

M. Fabius, en visite officielle en Alsace, a donné l'assurance, le 16 janvier, à Mulhouse, que le gouvernement aiderait Matra-Manurhin Défense (MMD) et Matra-Manurhin Automatic (MMA), filiales de Matra. *« Plusieurs pistes sont à l'étude »*, a précisé le premier ministre, dont la déclaration signifie implicitement l'abandon de la solution envisagée pour MMA (machines-outils et commandes numériques), qui consistait en une prise de contrôle (à 51 %) par Webo, filiale ouest-allemande du groupe bulgare Machino-Export (*le Monde* du 12 juillet 1985). Un abandon justifié par les problèmes *de transferts de technologies vers les* pays d'Europe de l'Est. En 1983, c'est déjà un bulgare, le groupe Balkancar, qui avait été « recalé » pour la reprise de Fenwick, fabricant de chariots élévateurs.

Trouver un nouveau partenaire

Matra devra donc se repencher sur le sort de sa filiale MMA, qui compte encore 250 personnes, et lui trouver un nouveau partenaire, français ou étranger. Il pourrait notamment reprendre contact avec le japonais Citizen, avec lequel des discussions avaient eu lieu avant l'été 1985, mais dont la solution paraissait moins avantageuse que celle du groupe bulgare. Reste à résoudre le problème du niveau d'activité de MMD, pour laquelle 179 suppressions d'emplois sont déjà prévues sur un effectif de 879 personnes.

A la direction de MMA, M. Gilbert Fischer, bien que regrettant cette décision, se félicite de ce que le premier ministre ait par ce refus implicitement reconnu le savoir-faire de l'entreprise *« qui, en 1984, n'a pas bénéficié du plan machine-outil »* et qui, *« mois après mois, fait de moins en moins de pertes »*. Dans l'immédiat, *« Il faudra rassurer la clientèle »*. Les pouvoirs publics peuvent en cela aider MMA par le biais de l'éducation nationale, notamment en passant commande d'une vingtaine de machines (à raison de 450 000 F l'unité), espère M. Fischer. Les cent vingt exemplaires actuellement utilisés dans les établissements techniques depuis 1983-1984 présentent un caractère pédagogique reconnu par tous. Ce serait le ballon d'oxygène nécessaire en attendant que les autres pistes à l'étude aboutissent. — (*Corresp.*)

ENTREPRISES

Chaussures : léger redressement des ventes

La consomation de chaussures en France, a baissé de 7 % en valeur (1 % en volume) en 1985 par rapport à 1984, indique la *Fédération nationale de l'industrie de la chaussure de France*. Un résultat décevant, mais qui montre un ralentissement de la détérioration enregistrée les années précédentes. En 1983 et 1984, la consommation avait chuté de 7 % à 8 %. L'année 1985 s'est caractérisée par un *« attentisme des consommateurs »* qui, de plus en plus, ne se décident à acheter *« que sous la pression des conditions climatiques »*, note l'organisme professionnel. Sur *les onze mois de 1985, le volume des exportations a baissé de* 0,5 % par rapport à la période correspondante de 1984. Les résultats ont été différents selon les pays, les ventes chutant de 3 % à l'intérieur de la Communauté européenne, mais progressant de 3 % en dehors. *Elles se sont surtout développées vers les* Etats-Unis. Les importations, au contraire, ont progressé de 5 % en volume. Particulièrement « performantes » ont été les *chaussures italiennes* (+ 13 %), *ainsi que celles du Portugal* (+ 42 %), et de Taiwan (+ 23 %).

Les Wagons-Lits lancent une chaîne hôtelière une étoile : Primo

Appuyée par la Caisse des dépôts et consignations, son principal actionnaire, la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme a décidé de se lancer sur le marché de la petite hôtellerie un étoile où sont déjà implantés d'autres groupes (Pargest, (Paribas), Accor, Confortel-Louisiane...). A l'heure actuelle, les établissements d'une étoile et assimilés représentent la majeure partie du parc hôtelier français (environ 500 000 chambres), mais ils sont souvent assez vieillots. Tous les projets de nouveaux hôtels « une étoile » reposent sur des petites unités dotées du confort moderne avec un prix de chambre très voisin de 100 F. *C'est également* l'objectif que se fixent les *Wagons-Lits avec la construc*tion d'un premier hôtel de 70 chambres à Paris, fin 1986.

Informatique française pour les pharmacies portugaises

Pharmex, une PME française *spécialisée dans les logiciels* destinés aux pharmaciens, vient de remporter, au terme d'un an et demi de compétition avec d'autres sociétés européennes d'informatique, un constat de 260 millions de *francs pour informatiser* les 2 000 pharmacies portugaises. Créée en 1980, Pharmex (50 salariés) équipe actuellement 1 200 pharmacies françaises et réalise un chiffre d'affaires de 50 millions *de francs*.

CONJONCTURE

LE DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

La faille industrielle

Mis à part le très léger excédent de 1978, cela fait dix ans que la balance commerciale française est déficitaire. *Le record a été établi* en 1982, avec 93,5 milliards de francs faisant suite à deux résultats fortement négatifs : 58,2 milliards en 1980 et 50,9 milliards en 1981. Le déficit s'était réduit de moitié, par rapport à l'année précédente, tant en 1983 qu'en 1984. Cette importante contraction avait donné l'espoir de voir la balance commerciale revenir à l'équilibre en 1985. *La tendance de 1985 sera meilleure qu'en 1984*, avait affirmé Mme Edith Cresson, le 17 juillet au micro de Radio-Monte Carlo. Espoir déçu, puisque, selon les estimations provisoires, le taux de couverture ne s'est pratiquement pas modifié, passant de 97,2 % en 1984, à 97,4 % l'année suivante.

Les causes de ce piétinement ont été souvent évoquées. Elles tiennent pour une bonne part à l'incapacité où se trouve l'industrie française de maintenir ses parts de marché à l'étranger. On a *même* assisté à un recul en 1985, les exportations de produits manufacturés augmentant de 2,4 % alors que la demande mondiale progressait de 5 %.

Sans doute faut-il voir là le contrecoup de la baisse de commandes de grands contrats en 1983 (on note généralement un décalage de deux ans avant que les effets de ces commandes se fassent sentir), celles-ci ayant diminué de 37,5 % par rapport à 1982. Les ventes en valeur de matériel militaire se sont contractées en 1985. Les livraisons d'Airbus — autre poste primordial dans nos échanges commerciaux — n'ont pratiquement pas varié d'une année sur l'autre, les acheteurs s'étant réservés pour l'achat du nouveau modèle A-320.

Les commandes de grands contrats ayant repris en 1984 et en 1985, passant respectivement à 124 milliards de francs et 120 milliards, contre 85 milliards en *1983*, on pourrait croire le secteur industriel tiré d'affaire. Malheureusement, d'autres faiblesses sont constatées ailleurs, notamment dans les biens d'équipement professionnel dont l'excédent à l'exportation a diminué de 13,3 % par rapport à 1984. Au total, le solde excédentaire des produits manufacturés a diminué de 11 % en un an. Les experts *n'ont pas manqué* de signaler les carences de l'appareil productif qui font que la France a du mal à s'adapter à la demande mondiale, ou même que nous réagissons trop tard aux sursauts de la demande intérieure. *« Au cours des années 70, nous avons polarisé nos exportations sur les grands contrats et les biens d'équipement pour pays en voie de développement*, rappelle la Banque nationale de Paris dans sa note de conjoncture de novembre. *La crise internationale de l'endettement et la réorganisation des échanges vers les pays industrialisés limitent les possibilités d'une telle stratégie. »*

De son coté, l'INSEE a signalé en son temps (*le Monde* du 30 octobre) l'erreur d'appréciation qu'ont commise les industriels français qui n'ont pas voulu croire à la reprise de la demande intérieure quand elle s'est manifestée dès le premier trimestre *de 1985*. Sous-estimant son ampleur et sa durée, ils ont réagi avec retard, compromettant alors les exportations, dans la mesure où il leur fallait servir le marché intérieur et reconstituer les stocks. Cette situation a été particulièrement marquée dans l'automobile, où le taux de pénétration des voitures étrangères s'est légèrement élevé, passant de 35,9 % en 1984 à 36,6 % en 1985, soit une progression de 2,5 %.

Le poids du secteur manufacturier est d'autant plus évident que, dans les autres secteurs, la situation s'est plutôt améliorée. Dans l'agro-alimentaire, l'excédent a été de 31,1 milliards de francs, contre 25,4 milliards en 1984, soit une progression de 22 %. Quant au déficit énergétique, cause principale du déséquilibre, il s'est amoindri de 3,5 %, passant de 187 milliards de francs en *1984* à 180,5 milliards en 1985.

Le ministère de l'économie et des finances ne manque pas de souligner, dans un communiqué publié le samedi 18 janvier, que la balance des paiements courants, qui comprend, outre les échanges commerciaux, ceux des services (dont le tourisme), devrait être légèrement excédentaire en 1985. *Les résultats définitifs* seront publiés dans le courant du mois de février. On connaîtra alors l'état réel des échanges de la France. Pour les neuf premiers mois de l'année, le solde des transactions courantes avait retrouvé, en données corrigées, un niveau proche de l'équilibre.

F. S.

RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « La société du marché de Rungis retrouve l'équilibre » (*le Monde* daté 19-20 janvier), il fallait lire : *« 937 producteurs (maraîchers et horticulteurs) qui viennent* vendre — et non pas prendre — *directement leurs marchandises. »*

FINANCES

RÉUNIS A LONDRES

Les Cinq n'ont pas réussi à adopter une position commune sur la baisse des taux d'intérêt

C'est sur un communiqué fort laconique que les représentants des cinq pays les plus industrialisés du monde (Etats-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Japon) ont terminé leurs entretiens des samedi 18 et dimanche 19 janvier à Londres. *« La réunion a revêtu un caractère informel et avait pour but de passer en revue les développements depuis la réunion à New-York, le 22 septembre 1985. Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales se sont déclarés satisfaits des progrès réalisés jusqu'à présent. Ils sont convenus que leur coopération se poursuivra et que les résultats acquis ne devraient pas être remis en cause. »* La brièveté de ce communiqué, et l'absence de toute allusion à une baisse concertée des taux d'intérêt, révèlent l'ampleur des divergences entre les Cinq sur ce dernier point, ce qui ne constitue une surprise pour personne (*le Monde* du 18 janvier et daté 19-20 janvier). Sans doute, les *« progrès réalisés jusqu'à présent »* (depuis la réunion du 22 septembre), à savoir le recul sensible des cours du dollar (15 % à 20 %), sont-ils considérés comme « satisfaisants », même si les industriels américains, très affectés par les importations, les jugent insuffisants. Certains, dans le groupe des Cinq, les jugent tout à fait suffisants dans l'immédiat, un nouveau recul du « billet vert » risquant de faire naître des tensions au sein du système monétaire européen, déjà rendu plus fragile par la faillite structurelle de la lire et la très grande vigueur du mark. Les termes du communiqué révèlent que, si le dollar ne sera pas autorisé à remonter, la poursuite de sa baisse apparaît exclue. En fait, autant la mise en œuvre d'un processus de baisse concertée du dollar avait pu bénéficier d'un large consensus, tout le monde y trouvant son compte, autant celle d'une diminution générale des taux d'intérêt n'a pu obtenir le consensus en question, absolument indispensable.

Sans doute de vives pressions s'étaient-elles exercées en ce sens dans les jours précédant la réunion des Cinq. Le gouvernement japonais avait multiplié les prises de position publiques en faveur de la diminution des taux, désormais vitale pour l'empire du Soleil-Levant, dont les exportateurs sont lourdement pénalisés par la hausse du yen et qui a désespérément besoin de relancer sa consommation intérieure. M. Noboru Takeshita, ministre des finances nippon, avait reçu l'appui de son collègue français, M. Pierre Bérégovoy, qui, à la veille du week-end, plaidait pour un repli concerté des taux, *« la France ayant été freinée dans le sien, amorcé depuis le 22 septembre dernier »*. En ce qui concerne l'Allemagne, elle est toute prête à se ranger aux côtés du Japon et de la France, mais à condition que tout le monde en fasse autant. Voilà pour le clan des « baissiers ».

L'« exclusion » de l'Italie

A Washington et à Londres, c'est un tout autre son de cloche. Si M. James Baker, secrétaire américain au Trésor, est en faveur d'une diminution prochaine du taux d'escompte de la Réserve fédérale, cette dernière est beaucoup plus réservée, estimant que le comportement, relativement satisfaisant, de l'économie des Etats-Unis ne justifie pas une telle mesure, susceptible à ses yeux de compromettre les résultats de la lutte contre l'inflation. Quant au gouvernement de Mme Thatcher, il n'est pas question pour lui de diminuer les taux d'intérêts récemment relevés pour défendre une livre sterling que la baisse des prix du pétrole ne cesse de mettre à mal. Dans ces conditions, nul consensus pour un repli concerté du taux ne peut être obtenu dans l'immédiat, même si tout le monde est d'accord sur le principe.

Dans son combat, un peu désespéré, pour justifier les mesures sévères prises la semaine dernière pour défendre la lire, mal accueillies par les milieux industriels et financiers, le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, a trouvé un argument inattendu : c'est *« l'exclusion »* de l'Italie de la réunion des Cinq qui a motivé ces mesures. Dans une note rendue publique vendredi, M. Craxi assure que l'obligation où s'est trouvée la Banque d'Italie de soutenir massivement la lire, au prix de plus de 5 milliards de dollars, *« est la preuve la plus évidente des répercussions, sur notre pays, de décisions à la préparation desquelles nous n'avons pas été associées* (allusion à la décision de faire baisser le dollar prise le 22 septembre) ». *« C'est une contradiction trop grande pour être acceptée »*, a conclu M. Craxi, qui n'a plus l'intention d'accepter passivement cette situation, trop dommageable pour l'économie de son pays. En attendant, le déficit commercial de l'Italie est passé de l'équivalent de 80 milliards de francs à 98,5 milliards de francs pour les onze premiers mois de 1985, dont 13,5 milliards de francs pour le seul mois de novembre, avec une inflation de près de 9 %. Ce sont là des faits regrettables, qui suffisent à justifier les mesures de M. Craxi.

FRANÇOIS RENARD.

EN BOURSE

Christian Dalloz : les verres solaires au second marché

Avec l'introduction des actions de la société Christian Dalloz SA au second marché de la Bourse de Lyon, le secteur de la lunetterie et de l'optique, peu représenté jusqu'à présent à la cote, compte une nouvelle recrue. Seuls figuraient, en effet, un « géant » à la cote officielle, Essilor, dont le chiffre d'affaires avoisine les 3,30 milliards de francs, et un « petit poucet » de 135 millions de francs de ventes, Bourgeois, qui a esquissé ses premiers pas le 29 juin 1984 sur la scène du palais de la Bourse à Lyon (second marché également).

D'une dimension encore plus modeste puisque son chiffre d'affaires estimé pour l'exercice 1985 approche les 60 millions de francs, cette nouvelle candidate, qui porte le nom de son fondateur, Christian Dalloz, ingénieur de son état avant de verser dans les affaires, est de création relativement récente. Née en 1958 dans cette région d'Oyonnax (Haut-Jura), où se trouvent encore implantés de nombreux lunetiers, elle a d'abord exercé son activité dans l'injection plastique avant de s'orienter, au début des années 70, vers la production de verres organiques solaires.

Aujourd'hui, l'entreprise familiale, qui emploie quatre-vingts personnes, réalise encore environ 90 % de son chiffre d'affaires dans la production de verres solaires. Une spécialité où la firme a su acquérir un *« plus »* avec l'utilisation systématique du polycarbonate, un thermoplastique produit uniquement par l'allemand Bayer et par l'américain General Electric et qui a pour particularité d'offrir une forte résistance aux chocs sans gêner pour autant la vision (les compagnies de CRS en ont ainsi toutes équipé leurs boucliers anti-émeutes). La mise au point d'un vernis spécial antirayures, l'Irdalon, permet à la société, grâce à ce brevet (déposé pour la France mais aussi pour les principaux pays producteurs et consommateurs de lunettes solaires), de disposer d'une avance technologique appréciable.

L'entreprise consacre également 10 % de son activité à la fabrication de verres et de lunettes de protection, un secteur en fort développement en raison des règles de sécurité appliquées progressivement à de multiples domaines industriels dans de nombreux pays. Ce secteur représente à lui seul 20 millions de paires de lunettes de sécurité aux Etats-Unis et 5 millions au Canada. Comparativement, le marché mondial des lunettes solaires est de 300 millions de paires, dont la moitié aux Etats-Unis.

Ces dernières années, Christian Dalloz SA, dont la famille détenait la quasi-totalité du capital, a connu une forte croissance de ses résultats financiers, passés à 6,6 millions de francs (chiffre estimatif) pour l'exercice 1985/1986 contre 3,2 millions deux ans plus tôt sur un chiffre d'affaires de 59 millions contre 38 millions de francs l'année précédente. Le prix de mise en vente, 210 F, représente quinze fois le bénéfice net estimé 1985/1986 (14 F par action). Introduites le 17 janvier 1986 sous la conduite de la Banque Indosuez et de la Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Jura, les actions ont été cotées à 261 F, plus de 3,68 millions de titres étant demandés alors que 47 000 actions étaient offertes au public.

S. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BIC CORPORATION

Augmentation du dividende trimestriel de 33 %

Le conseil d'administration de BIC Corporation a décidé d'augmenter de 33 % le dividende trimestriel payable le 5 février 1986. Ce dividende sera de 12 cents par action, contre 9 cents précédemment (chiffre ajusté compte tenu de la division en deux des actions BIC Corporation effectuée le 25 novembre 1985).

CICA
(SOCIÉTÉ COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE DE LA COTE D'AFRIQUE)
(Groupe CFAO)

Dans sa séance du 15 janvier 1986, le conseil d'administration de la société, évoquant les chiffres prévisibles de l'exercice 1985, a constaté une progression de l'ordre de 30 % du chiffre d'affaires consolidé, qui atteint 1 300 millions de francs pour l'année 1985 contre 1 011 millions de francs l'année précédente.

Comme l'avait laissé prévoir le communiqué publié par la société en septembre dernier, les résultats consolidés seront en forte augmentation, atteignant environ 38 millions de francs (soit 250 F par titre), contre 15 millions de francs en 1984.

Par ailleurs, le résultat de la société mère pour 1985 devrait dépasser 12 millions de francs, contre 8,5 millions de francs pour l'exercice 1984.



lyonnaise des eaux

Les modalités de l'augmentation de capital en numéraire, dont le principe avait été décidé le 24 décembre dernier, ont été arrêtées par le Conseil d'administration, le 16 janvier 1986.

Il sera procédé à l'émission de 767 997 actions nouvelles, jouissance 1er janvier 1986, dans la proportion de une action nouvelle pour cinq anciennes, au prix d'émission de 750 F. La période de souscription s'étendra du 27 janvier au 19 février 1986 inclus.

Les informations détaillées relatives à cette opération seront publiées au BALO du 20 janvier. La note d'information, ayant reçu le visa de la Commission des opérations de Bourse, sous le numéro 86-05, en date du 7 janvier 1986, sera mise à la disposition des actionnaires le même jour.

DÉNONCIATION DE GARANTIE FINANCIÈRE

(Loi du 2 janvier 1970 décret du 20 juillet 1972)

La Banque Hervet, département immobilier, 127, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, informe le public que, à la demande de la SARL Barlet Immobilier (19, rue Horace-Vernet, 42100 Saint-Etienne), il ne sera pas procédé, pour l'année 1986, au renouvellement de la garantie financière accordée à cette dernière, concernant son activité d'administrateur d'immeubles, la SARL Barlet Immobilier ayant décidé de cesser cette activité.

En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la Banque Hervet cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (art. 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même code, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectués pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 et restent couvertes par la Banque Hervet à condition d'être produites par les créanciers dans les trois mois de la présente publication, au siège ci-dessus indiqué.

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de la société ci-dessus indiquée.



ASSOCIC

La SICAV Associations du groupe CIC
Assemblées générales ordinaires et extraordinaire

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'ASSOCIC, réunie le 16 janvier 1986, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1985 ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de 2 498,65 F par action : ce dividende sera payable à partir du 23 janvier 1986 aux guichets des banques du groupe CIC.

Par ailleurs, l'Assemblée générale extraordinaire a décidé de procéder à la division de la valeur liquidative des actions par vingt, afin de rendre la SICAV plus accessible à l'ensemble des associations et de leur permettre de gérer plus facilement leur trésorerie. Cette décision prendra effet le mardi 4 février 1986.

VALEURS DE FRANCE

Le 15 janvier 1986, la valeur liquidative de l'action de la SICAF « VALEURS DE FRANCE » (société d'investissement à capital fixe), gérée par la BRED, était de 290,31 F contre 283,67 F le 31 décembre 1985.

« VALEURS DE FRANCE » cotait, le 15 janvier 1986, 289,50 F (282 F le 31 décembre 1985).

SOGINNOVE

L'assemblée générale ordinaire de SOGINNOVE, réunie le 18 décembre 1985, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1985, qui font ressortir un bénéfice net de 3 528 939 F. Un dividende de 881 650 F a été mis en paiement dès le 19 décembre.

Le mandat de président-directeur général de M. Serge Houssin a été renouvelé, et deux nouveaux administrateurs, TR Technology & Johnson et Johnson, ont été nommés.

SOGINNOVE — Société générale pour le financement de l'innovation — créée en 1973, a pour vocation de prendre des participations minoritaires dans le capital de petites et moyennes entreprises innovatrices. Actuellement, ses engagements s'élèvent à 67,3 MF, répartis dans une centaine d'entreprises appartenant à tous les secteurs économiques.

Rappelons que le capital de SOGINNOVE, qui était de 60 MF en décembre 1984, a été porté à 116,33 MF, ce qui a permis l'entrée de nouveaux actionnaires, français et étrangers, industriels et financiers.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE L'A.V.E.N.I.R.

(Association de Valorisation d'une Epargne Nouvelle pour l'Investissement Retraite.)

Il s'agit de l'association paritaire de gestion du contrat d'épargne-retraite PLEIN TEMPS, lancé par la Caisse Nationale de Prévoyance en avril 1985.
A ce jour, plus de 20.000 contrats ont été souscrits par le public.

L'Assemblée Générale Ordinaire aura lieu :
le 5 février 1986 à l'hôtel Lutétia 47 bd Raspail 75006 Paris

ORDRE DU JOUR

- Election des Administrateurs représentant les adhérents
- Ratification des décisions prises par le Conseil d'administration provisoire
- Rapport moral et financier de l'association
- Questions diverses.

Les adhérents souhaitant assister à cette Assemblée Générale voudront bien se munir de leur contrat PLEIN TEMPS ou de tout autre document prouvant leur adhésion à l'association.



ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

SITUATION DES SICAV AU 31 DECEMBRE 1985

AGF Groupe des Assurances Générales de France

1ère des SICAV «Actions» en 1985 (*) : AGF 5000 (1)

	CIP	AGFIMO	AGF 5000 (1)	AGF INTERFONDS	PHENIX PLACEMENT	AGF ECU
Nombre d'actions	1.307.570	3.397.001	1.793.914	1.301.173	1.390.149	51.079
Actif net par action Actif net total	904,58 1.112.805.338	516,43 1.754.318.111	380,23 682.104.974	375,74 488.908.105	252,34 350.786.739	1.040,51 53.148.452
Répartition de l'actif (en pourcentage) Disponible Obligations Françaises Obligations Etrangères Actions Françaises Actions Etrangères	 3,78 26,68 1,77 29,03 38,74	 11,81 21,58 - 57,17 9,44	 13,20 18,05 - 62,87 5,88	 3,60 51,45 37,06 7,89 -	 12,39 87,61 - - -	 6,18 45,92 47,90 - -
Rappel : Dividende par action Montant net et avoir fiscal Date de paiement	44,21 + 4,10 29.04.85	28,30 + 1,29 29.04.85	15,59 + 1,78 29.04.85	27,48 + 1,43 29.04.85	27,03 + 1,46 29.04.85	Ouverte au public le 1.10.85
Performance annuelle	+ 26,66	+ 36,40	+ 59,90	+ 15,32	+ 13,37	-

Au 31 Décembre 1985, l'actif net total des 6 SICAV du Groupe des Assurances Générales de France s'élève à 4,512 milliards de francs.

Souscriptions : Service des Transferts - 33 rue La Fayette - 75009 PARIS et Banque Générale du Phénix - 31 rue La Fayette - 75009 PARIS.
(*) Classement PARIBAS au 31.12.1985.
(1) Loi du 13 juillet 1978 - SICAV composée à 60 % minimum en actions françaises.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF	Au 9 janvier
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	379 420
dont :	
Or	210 183
Disponibilités à vue à l'étranger	88 905
ECU	63 254
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 097
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	31 734
dont :	
Concours au Trésor public	23 580
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	181 585
dont :	
Effets escomptés	83 329
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	82 185
5) DIVERS	8 292
Total	863 199

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	208 881
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 631
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	34 381
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	89 496
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	31 049
5) ECU A LIVRER AU FECOM	59 987
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	242 868
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	12 921
Total	863 199

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985

	10 janv.	17 janv.
Valeurs franç. à revenu variable	102,9	103,8
Valeurs industrielles	102,8	102,9
Valeurs étrangères	102,8	105,1
Pétroles-Energie	104,8	108,1
Chimie	99,8	99,8
Métallurgie, mécanique	103	104,1
Electricité, électronique	102,7	102,8
Bâtiment et matériaux	102,1	103,6
Ind. de consommation non alimentaire	104	103,3
Agro-alimentaire	103,9	102,9
Distribution	103,9	104,4
Transports, loisirs, servic	102,1	102,5
Assurances	111,9	114,4
Crédit banque	105,6	107,1
Sicomi	98,9	100,7
Immobilier et foncier	101,3	101,9
Investissement et portefeuille	104,6	106,6
Base 100 : 31 décembre 1985		
Valeurs françaises à revenu fixe		
Emprunts d'État		
Emprunts garantis et assimilés		
Sociétés		
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable		
Valeurs étrangères		
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable		
Valeurs étrangères		
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe		
Emprunt d'État		
Emprunts garantis et assimilés		
Sociétés		
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	276,3	278,5
Produits de base	189,2	190,5
Construction	223,1	227,6
Biens d'équipement	271,6	257,6
Biens de consom. durables	289,1	298,9
Biens de consom. non durables	329,6	327,1
Biens de consom. alimentaires	291,3	288,2
Services	242,9	243,9
Sociétés financières	431,1	436,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	268,6	271,2
Valeurs industrielles	252	252,2
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	224,1	224,8

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PECHINEY. – La société va émettre de nouveaux certificats d'investissements privilégiés, présentant les mêmes caractéristiques que ceux de juin 1983, avec un bon de souscription pour d'autres certificats.

LESIEUR : ACOMPTE SUR DIVIDENDE. – La société a décidé de mettre en *paiement, le 4 février prochain,* un acompte sur dividende de 6 F par action, soit 9 F avoir fiscal compris.

GUERBET : TOUJOURS AUTANT DE DEMANDES. – L'introduction des actions de la société Guerbet SA sur le second marché de la Bourse de Paris, qui s'était effectuée le 15 janvier dernier sous forme d'offre publique de vente au cours de 380 F (la cotation, prévue initialement pour le *9 février*, avait été reportée en raison de la demande excessive), continue à susciter d'importantes offres d'achat. Le 16 janvier, face à 2,23 millions de titres demandés pour cette société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits de contraste destinés à la radiologie, seul un prix indicatif, demandé, de *396* F avait pu être inscrit. Le lendemain, vendredi, ce même prix indicatif avait été porté à 437 F, alors que le dépouillement des ordres débouchait *sur 2 302 850 titres demandés face* à 4 250 actions offertes.

SOFINNOVA : LE 20 JANVIER AU SECOND MARCHÉ. – La première *société financière d'innovation créée* en France – c'était en 1972 – se présente le 20 janvier au second marché de la Bourse de Paris au prix d'offre de 270 F. Cette *société* de capital-risque, dont la direction est assurée par M. Hervé Hamon, met environ 100 000 actions sur le marché.

LA LYONNAISE DES EAUX AUGMENTE SON CAPITAL. – La firme a indiqué qu'elle allait augmenter son capital de 20 % environ grâce au lancement, à hauteur de 576 millions de francs, de quelque 768 000 actions nouvelles (jouissance 1er janvier 1986) émises au prix de 750 F dans la proportion d'une action nouvelle pour cinq anciennes. La période de souscription s'étendra du 27 janvier prochain au *19 février* inclus.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	16 janv.
Valeurs françaises	105,6
Valeurs étrangères	105,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	16 janv.	17 janv.
Indice général	276,5	276,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 20 janvier ....

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	17 janv.	20 janv.
1 dollar (en yens)	202,30	203,30

BOURSE DE PARIS — Comptant — 17 JANVIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	0 896
6 %	50	4 808
3 % amort. 45-54	....	1 397
Emp. 7 % 1973	7920	..
Emp. 8,80 % 77	123 89	5 786
9,80 % 78/93	98 80	5 101
8,80 % 78/86	99 64	0 892
10,80 % 79/94	101 05	4 024
13,25 % 80/90	106 60	8 313
13,80 % 80/87	106 12	3 554
13,80 % 81/89	109 10	0 113
16,75 % 81/87	110 03	5 986
16,20 % 82/90	118 80	0 222
16 % juin 82	119 25	9 775
E.D.F. 7,8 % 61	....	15 203
E.D.F. 14,5 % 80-92	107 70	8 366
Ch. France 3 %	177	..
CNB Bques janv. 82	101 11	0 502
CNB Paribas	104	0 502
CNB Suez	104 60	0 502
CNI janv. 82	101 04	0 502
CRH 10,90% déc.85	99 40	0 511

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	153	163 80
A.G.F. (St Cent.)	5850	6060
Amrep	27 60	30 50 d
André Roudière	238	238
Applic. Hydraul.	480	480
Arbel	87 80	84 30
Arrois	1790	1881
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV 17/1

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1481	4,5 % 1973	1740	1683	1683	– 3 27
4150	C.N.E. 3%	4200	4205	4205	+ 0 11
1036	B.N.P.	1135	1128	1132	– 0 26
198	Elf-Aquitaine	222	214	213 80	– 3 69
191	– (certific.)	212	207	202	– 4 71
1580	Epeda-B-Faure	1575	1575	1575	....
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 17/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 533	7 564	7 310	7 860
ECU	6 700	6 701	....	....
Allemagne (100 DM)	306 930	306 940	299 500	313 500
Belgique (100 F)	15 021	15 024	14 400	15 300
Pays-Bas (100 fl.)	272 500	272 600	263 500	279 600
Danemark (100 krd)	83 900	83 700	79	87
Norvège (100 k)	99 500	99 410	95	102
Grande-Bretagne (£ 1)	10 857	10 868	10 550	11 250
Grèce (100 drachmes)	5 042	5 054	3 600	3 900
Italie (1 000 lires)	4 495	4 504	4 100	4 600
Suisse (100 fr.)	363 050	362 100	352 500	372 500
Suède (100 krs)	99 020	98 200	95 500	101 500
Autriche (100 sch)	43 680	43 680	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	4 914	4 914	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 775	4 778	4 300	5 200
Canada ($ can 1)	5 385	5 386	5 150	5 550
Japon (100 yens)	3 725	3 740	3 520	3 770

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/1
Or fin (kilo en barre)	89500	89000
Or fin (en lingot)	87900	88500
Pièce française (20 fr)	587	620
Pièce française (10 fr)	499	.....
Pièce suisse (20 fr)	587	603
Pièce latine (20 fr)	528	551
Souverain	660	671
Pièce de 20 dollars	3405	3500
Pièce de 10 dollars	1910	1997 50
Pièce de 5 dollars	1330	.....
Pièce de 50 pesos	3320	3400
Pièce de 10 florins	546	555
Or Londres	357 50	357 25
Or Zurich	351 50	358
Or Hongkong	347 70	360
Argent Londres	6 31	6 18

Le Monde

LA SITUATION AU LIBAN

Toutes les forces armées chrétiennes sont intégrées aux Forces libanaises

De notre correspondant

Beyrouth. – Cinq jours après le coup de force du 15 janvier, qui a entraîné l'élimination du signataire chrétien de l'accord mis sur pied à et par Damas, M. Elie Hobeika, la situation s'est quelque peu apaisée, notamment sur le plan de la pression militaire exercée par les alliés libanais de la Syrie sur le secteur chrétien. Signe de détente, les écoles ont été appelées à rouvrir leurs portes après une semaine de vacances forcées.

Ayant mis en relief son intention de ne pas passer l'éponge sur la victoire de ses adversaires et sa capacité, dont personne ne doutait, de soumettre le réduit chrétien à un feu croisé, le pouvoir syrien a donc atténué sa pression sur le terrain, la ramenant en quelque sorte à des menaces potentielles.

A cela, deux explications selon les observateurs bien informés du secteur chrétien :

1) Donner au front du refus qui s'est constitué contre les accords de Damas l'occasion de réviser ses calculs et de se rallier à l'action syrienne, qu'en principe d'ailleurs, et dans ses proclamations officielles, il ne rejette pas, alors qu'un « blitzkrieg » aurait pour conséquence de cimenter l'union sacrée du camp chrétien. Si celui-ci persistait dans son refus, il serait toujours temps de faire monter la tension *crescendo* (ou brutalement). En attendant, une pression politique prendrait le relais sous forme d'un boycottage croissant du président Amine Gemayel de la part des représentants de l'islam au sein de l'appareil de l'Etat, notamment les présidents de la Chambre et du Conseil ;

La mise en garde de M. Samir Geagea

2) Donner parallèlement le temps aux contradictions et rivalités entre les vainqueurs de M. Hobeika de se manifester et de se développer, alors que l'action militaire d'envergure immédiate les bloquerait.

Une déclaration musclée du chef à présent unique et incontesté des Forces libanaises, M. Samir Geagea, a retenu l'attention. Tirant la leçon des événements de la semaine dernière, M. Geagea s'est certes penché sur le passé, soulignant qu'il était devenu inéluctable de mettre un terme à la déviation et à l'accaparement du pouvoir au sein de la milice chrétienne, mais il a surtout adressé une mise en garde à ses partenaires-rivaux pour l'avenir.

C'est du moins ainsi qu'a été interprété son double rappel à l'ordre : plus de dualité militaire, toutes les forces armées chrétiennes étant désormais intégrées au sein des Forces libanaises, plus d'allégeance de nature régionale. Pratiquement, cela signifie plus de miliciens dépendant directement du Parti phalangiste, plus d'hommes du président Gemayel sous forme d'escouades dans son fief, le Metn.

Pour redéfinir la position du camp chrétien après ces bouleversements, un congrès est en préparation sous l'égide du patriarcat maronite de Bkerké, où il se tiendrait. Depuis la nomination d'un administrateur apostolique par le pape, le siège patriarcal se montre beaucoup plus actif sur le plan politique qu'il ne l'avait été tout au long de la guerre du Liban.

LUCIEN GEORGE.

MENACES DE MORT CONTRE LES TROIS ESPAGNOLS ENLEVÉS

Beyrouth. – Un interlocuteur anonyme a menacé samedi 18 janvier d'« *exécuter la sentence de mort* » contre le policier espagnol et les deux fonctionnaires de l'ambassade d'Espagne enlevés à Beyrouth, dans un appel téléphonique à une agence de presse étrangère dans la capitale libanaise.

Les deux fonctionnaires, M. Assad Abdou, disposant d'un passeport diplomatique, et son frère, M. Gaspar Abdou, de nationalité libanaise, chargé des relations avec le secteur ouest de Beyrouth, ainsi que M. Pedro Sanchez, un policier espagnol membre des forces spéciales d'intervention (GEO), avaient été enlevés vendredi soir sur la route de l'aéroport international de Beyrouth.

Affirmant parler au nom des ravisseurs et commençant son appel par la lecture d'un verset du Coran, l'interlocuteur a déclaré s'exprimer au nom d'un groupe s'intitulant « *Organisation des étendards noirs* ».

Il a tout d'abord affirmé que « *le gouvernement espagnol devrait être puni pour avoir établi les relations diplomatiques avec l'Etat terroriste d'Israël* » puis a rappelé que les ravisseurs exigeaient la libération de leurs « *deux camarades emprisonnés dans les geôles espagnoles, Mohammad Rahhal et Moustapha Khalil* ». – *(AFP.)*

Sur le vif

J'sais pas quoi faire

Si on m'avait dit à la rentrée qu'à deux mois des législatives je me battrais les flancs pour trouver un sujet de papier, jamais je l'aurais cru. Et pourtant, en ce début de semaine, je n'ai rien, mais alors rien à me mettre sous la dent. Je m'ennuie à hurler. Elle va démarrer quand cette fichue campagne ? Qu'est-ce qu'ils attendent nos députés pour se taper dessus, s'insulter, s'envoyer des vannes, des injures ; faire un peu de schproum, de pschitt !

Rien. C'est le calme plat. On se croirait revenu à l'état de grâce. Bon, d'accord, Léotard a traité Mitterrand de colleur d'affiches. En voilà une affaire ! C'est vraiment pas bien méchant. Ça ne vaut pas Mitterrand traitant Giscard de petit télégraphiste. Et là, c'était même pas en période électorale.

Enfin, je ne comprends pas. Je suis descendue voir un copain du service politique. Je lui ai demandé :

– Qu'est-ce qui se passe ? Il n'y a pas si longtemps, dans l'opposition, ils étaient gonflés à bloc. Ils avaient même menacé de lui couper le gaz et l'électricité à Mitterrand s'il restait à l'Elysée après la victoire de la droite. Et puis là, ils s'écrasent. Ils sont hébétés, anesthésiés.

– Non, c'est pas ça. Ils croient bien faire en restant polis, bien élevés, en surveillant leurs manières, pour être invités à cohabiter.

– C'est complètement idiot ! Les ordures qu'on se balance à la tête, les gros mots, les attaques grossières, ça n'a jamais empêché de faire bon ménage. Regarde les cocos, ça leur a très bien réussi. Il adorait ça, Mitterrand, il en redemandait. Il s'est empressé de leur ouvrir toutes grandes les portes du gouvernement.

– Je sais bien. Ils manœuvrent comme des manches, Chirac et les autres. Ils bousillent leurs chances. Ils sont trop mimis. On ne leur filera même pas un strapontin. Parce que, question Matignon, c'est rapé. Avec 30 % d'intentions de vote, le premier ministre, ce sera forcément un socialiste.

– Ce sera qui ? *Bérégovoy* ?

– Penses-tu, c'est un copain. Moi, je verrai plutôt Rocard. A condition évidemment qu'il se réveille et qu'il saute, toutes griffes dehors, à la figure du président.

CLAUDE SARRAUTE.

Le match revanche Kasparov-Karpov

LA FÉDÉRATION SOVIÉTIQUE D'ÉCHECS INTERVIENT

Devant le refus obstiné du champion du monde Garry Kasparov de jouer le match revanche contre Anatoli Karpov, sans se soucier de la menace de disqualification brandie contre lui par M. Florencio Campomanes, président de la Fédération internationalE des échecs (FIDE), la Fédération soviétique des échecs vient, pour la première fois, d'intervenir. Elle a proposé que soit à nouveau officialisé le droit du tenant du titre à un match revanche.

Ce droit avait été supprimé en 1963 car on avait jugé suffisant le privilège qui avait été accordé aux champions du monde de conserver leur titre sur un résultat nul. Mais, avant la deuxième rencontre Karpov-Kasparov, le congrès de la FIDE avait accordé, à titre exceptionnel, à Karpov le droit à un match revanche, en vertu du règlement antérieur, et décidé que ce droit serait à nouveau supprimé par la suite.

Kasparov s'est toujours élevé contre ce droit « *exceptionnel* » accordé à son rival et exige que cette question soit réglée une fois pour toutes et pour tous les champions. La proposition de la Fédération soviétique, qui prend en compte cette exigence, pourrait faire revenir Kasparov sur son refus de jouer un nouveau match contre Karpov. Mais, la procédure lancée risque de prendre du temps et il est peu probable que ce match se déroule, comme cela est toujours prévu, le 10 février à Londres où à Leningrad.

● *Les demi-finales du Tournoi des prétendants.* – Après cinq parties, Sokolov mène 4-1 contre Vaganian (trois victoires, deux nulles) et, après deux parties, Timman mène 1,5-0,5 contre Youssoupov.

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION

« La stratégie du toujours moins » estime M. Michel Delebarre

« *C'est le carnaval sur le dos des travailleurs* », a ironisé M. Michel Delebarre, ministre du travail, en commentant, le 17 janvier, le contenu social de la plate-forme de l'opposition. « *La droite avance masquée* », a-t-il estimé, en soulignant « *l'imprécision* », et les « *formules floues* » d'un projet de « *libéralisme à la française, composé d'ingrédients pris de-ci de-là* », aux Etats-Unis, au Japon et en Corée.

« *On accrédite l'idée que les syndicats sont en grande partie responsables des difficultés* », les mesures proposées ayant, selon le ministre, « *un effet évident de décapitation syndicale* » et permettant de « *généraliser le contournement des organisations syndicales* ». « *On s'oriente vers la précarisation généralisée du travail* », a poursuivi M. Delebarre, qui, plutôt que des conséquences positives pour l'emploi, prédit une « *discrimination entre les travailleurs et entre les entreprises* ».

Tout cela, a-t-il ajouté, témoigne d'« *un mépris à l'égard des travailleurs. Je n'y vois pas le projet qui convient à la France, où la modernisation économique va de pair avec la modernisation sociale* ».

« *Ma crainte, c'est de voir que des syndicalites peuvent, au nom du réalisme, adopter un comportement qui anticipe sur la victoire de la droite et, par conséquent, l'accrédite* », a encore dit le ministre du travail, qui a pourfendu l'abrogation « *immédiate* » de la loi sur la démocratisation des entreprises publiques, « *progressivement dénationalisées* ». « *C'est idéologique* », a-t-il commenté.

Il a critiqué sévèrement « *l'abandon de la valeur interprofessionnelle du SMIC, l'abandon de sa valeur nationale* » ou, encore, le gel des effets de seuil.

La suppression de l'autorisation administrative de licenciement constitue l'« *un des monuments du texte* », tant les interprétations sont nombreuses. Le statut allégé pour les PME est particulièrement « *imprécis* » et se traduit « *par le refus du fait syndical* ». Les zones à contraintes allégées, « *contraction de la formule de M. Gattaz* », pourraient être des « *îlots de pays en voie de développement* ». Les lois Auroux pourraient « *tomber en désuétude en quelques années* ». « *C'est une spirale orientée vers le bas, c'est la stratégie du toujours moins* », a conclu d'un trait le ministre du travail, décidément très caustique.

Selon le père du pilote

THIERRY SABINE AURAIT ÉTÉ AUX COMMANDES DE L'HÉLICOPTÈRE ACCIDENTÉ

Selon le père de François-Xavier Bagnoud, le pilote de l'hélicoptère qui s'est écrasé, le mardi 14 janvier, au Mali, Thierry Sabine, organisateur du Paris-Dakar, aurait été aux commandes de l'appareil au moment de l'accident.

De retour de Bamako, où il était allé chercher la dépouille de son fils, M. Bruno Bagnoud a déclaré au journal suisse *le Nouvelliste du Valais* qu'il « *possède maintenant des témoignages et des preuves lui permettant d'affirmer que Thierry Sabine a fait décoller l'hélicoptère lui-même, contre l'avis du pilote* ». Cette certitude s'appuierait sur le journal de bord de François-Xavier Bagnoud, retrouvé parmi les débris de l'appareil.

CENT INTELLECTUELS A L'HOTEL DE VILLE

Au chevet de la culture européenne

Célébrant son cinquième anniversaire, la Fondation du Futur, « centre de réflexion et de prospective », que préside M. Jacques Baumel, maire de Rueil-Malmaison, député des Hauts-de-Seine, organisait les 16, 17 et 18 janvier à Paris, une convention européenne de la culture. Trois journées d'échanges dans les salons de l'Hôtel de Ville, qui se sont achevées par une intervention de M. Jacques Chirac et par la publication d'une charte.

Près d'une centaine d'intellectuels ont participé à cette convention : Jean-Marie Domenach, Jean-Marie Benoist, Emmanuel Le Roy Ladurie, Hélène Ahrweiler, Pierre Chaunu, Simone Veil, René Rémond, Pierre Desgraupes... Les artistes étaient notamment représentés par deux architectes, Ricardo Bofill et Vittorio Mazzuconni.

« *L'Europe économique et politique se construit lentement, trop lentement. L'Europe culturelle reste à faire* », avait écrit de façon liminaire M. Jacques Baumel, évoquant le congrès pour la liberté de la culture, voici quelque trente ans, auquel avait notamment participé le philosophe Raymond Aron. A l'issue de ces trois jours, la réflexion de M. Baumel se trouvait comme inversée : oui, il existe une Europe culturelle. Oui, il y a des valeurs proprement européennes qu'il convient de retrouver, de défendre, d'imposer ou de regretter, selon la combativité des différents intervenants.

Il ne sort jamais de vérité bien nouvelle de ce type de congrès où chacun vient avec sa valise d'idées bien faites et généreuses. La liberté, les droits de l'homme, la condamnation des diverses barbaries qui affligent le monde, l'éloge d'un avenir meilleur... Difficile de trouver des points de désaccord quand l'homme rend, avec intelligence, hommage à l'intelligence de l'homme. Il faut alors laisser passer les mots, attendre une conclusion sans surprise, ou bien se joindre à la célébration.

Et puis, derrière les discours, les phrases un peu trop bien rodées, il y a la personnalité, la vérité propre de chaque intervenant, et, lorsqu'ils sont une centaine, autant de rencontres possibles d'où naît une volonté commune et donc un embryon de vérité : celle d'une Europe de la culture.

F. E.

LES DATES DU BACCALAURÉAT

Les épreuves écrites du baccalauréat auront lieu le mercredi 4 juin pour la philosophie et les 18, 19 et 20 juin pour les autres épreuves. Les dates des épreuves orales sont fixées par les recteurs. Les épreuves du baccalauréat de technicien auront lieu le mercredi 4 juin après-midi pour la philosophie et les 16 et 17 juin pour les autres. L'épreuve anticipée de français en fin de première pour le baccalauréat de 1987 aura lieu le mercredi 18 juin après-midi

NOUVELLES BRÈVES

● *Le cumul emploi-retraite.* – La nouvelle loi limitant les possibilités de cumul emploi-retraite pour les salariés, les commerçants et artisans publiée au *Journal officiel* du samedi 18 janvier tient compte de la décision du Conseil constitutionnel (*le Monde* du 18 janvier) : le taux de la contribution de solidarité à verser sur la rémunération d'activité est porté à 10 % ; pour les salariés, la contribution est double, employeur et salarié versant chacun 10 %, avec une seule exception, celle des artistes : dans ce cas, employeur et salarié versent chacun 5 %. Les retraités qui renoncent provisoirement à leur pension sont dispensés de cette cotisation.

● *Un secrétaire général FO pour la Bourse du travail de Paris.* – Pour la première fois depuis 1947, le secrétaire général de la Bourse du travail, M. Roger Varnier, appartient à Force ouvrière et non plus à la CGT. MM. Gérard Renard (CGT) et André Cortès (CFTC) ont été élus secrétaires généraux-adjoints et Jean Duboué (FEN) trésorier. FO, la CGT, la CFTC et la FEN ont uni leurs 11 voix, à la commission administrative, pour battre, au second tour, une « coalition » CGC-CFDT qui proposait une réforme de la Bourse du travail. Cette élection met fin à une période de trente-neuf ans au cours de laquelle la gestion de la Bourse du travail était assurée par la CGT. Un arrêté du maire de Paris a fixé, en août dernier, la nouvelle composition de la commission administrative, en se référant aux élections à la sécurité sociale du 19 octobre 1983, avantageant ainsi FO et la CGC.

● *Préavis de grève à Radio-France.* – Les syndicats de Radio-France ont déposé deux préavis de grève en soutien aux personnels de Radio-France Seine-et-Marne, station qui réduit ses activités et est destinée à être transformée en studio-atelier de formation. La CFDT et la CGT appellent l'ensemble des personnels à cesser le travail le 23 janvier pour une durée non déterminée, FO et la CGC-journalistes ayant choisi la date du 28 janvier. En jeu, expliquent les syndicats, « *le problème de la garantie de l'emploi à Radio-France* » et celui de « *la place du service public de radiodiffusion dans l'environnement audiovisuel* ». Ils réclament notamment sept heures de programmes quotidiens réalisés par les personnels de la station et « *le maintien à Melun des effectifs nécessaires à l'élaboration et à la diffusion des programmes et de l'information* ».

● *Une minute de silence pour Sakharov.* – Plusieurs organisations humanitaires ont lancé un appel au Parlement européen de Strasbourg pour qu'il observe le mercredi 22 janvier une minute de silence en faveur d'Andrei Sakharov. L'appel a été signé par Kontinent, une association ouest-allemande spécialisée dans la diffusion d'informations sur les dissidents dans les pays de l'Est et deux organisations françaises, Résistance internationale et le Comité pour sauver Sakharov. Le 22 janvier prochain marquera le sixième anniversaire du début de l'exil intérieur de Sakharov à Gorki.

Le numéro du « Monde » daté 20 janvier 1986 a été tiré à 425 057 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

LUNDI 20 JANVIER
Allô « le Monde »
Faut-il croire au sondage ?
avec J.-M. COLOMBANI et JÉROME JAFFRÉ directeur de la SOFRES
Emission préparée par FRANÇOIS KOCH

MARDI 21 JANVIER
« le Monde » reçoit BERTRAND RENOUVIN animateur de la Nouvelle Action royaliste avec PHILIPPE BOUCHER

A B C D E F G